Digitized by Google

· BIBLIOTECA ·
· LVCCHESI · PALLI ·

GS

~~39 IX. 12.~~
III 22 VII 16 (4

III 22 VII 16(4

Digitized by Google

GALERIE

DES

CONTEMPORAINS ILLUSTRES.

Digitized by Google

PARIS. — IMPRIMERIE D'A. RENÉ ET Cie,
Rue de Seine, 32.

Digitized by Google

GALERIE

DES

CONTEMPORAINS ILLUSTRES,

PAR

UN HOMME DE RIEN.

> Laissons là les théories pour ce qu'elles valent. En histoire comme en physique, ne prononçons que d'après les faits.
>
> — CHATEAUBRIAND. —

TOME QUATRIÈME.

RODRIGO NOLLI

Bibliotheca Nationalis Napoli

PARIS,
A. RENÉ ET Ce, IMPRIMEURS-ÉDITEURS,
RUE DE SEINE, 32.
1842

BIBLIOTECA LUCCHESI PALLI

Digitized by Google

BORROWER'S

Digitized by Google

GALERIE DES CONTEMPORAINS ILLUSTRES.

SIR ROBERT PEEL.

Imp de Rene et Cie Rue de Seine 32

Digitized by Google

SIR ROBERT PEEL.

Parmi les phénomènes de nos mœurs aristocratiques, on peut compter l'existence d'un homme fait par sa naissance et par sa position pour être le chef du parti populaire, et qui devient le défenseur du parti oligarchique. Sorti du peuple il s'identifie avec les patriciens..... Uni à une cause qui exige de la passion dans ceux qui l'embrassent, il est regardé avec méfiance par ses alliés, parce qu'il défend leur cause avec modération.

L'Angleterre et les Anglais, par Edw. Bulwer, t. II, p. 274.

Sir Robert Peel est, sans contestation, un des hommes d'État les plus consommés que l'Angleterre ait possédés, un des plus dignes de conduire les affaires d'un grand pays.

Duvergier de Hauranne. — *Revue des Deux-Mondes*, août 1841.

Au commencement de l'année 1810, un orateur de vingt-deux ans débutait avec quelque éclat à la Chambre des Communes : la session s'ouvrait sous

versité; mais le ministère était faible et désuni : Canning, ne pouvant obtenir du roi la destitution de Castlereagh, était sorti du cabinet après avoir échangé un coup de pistolet avec son fougueux collègue. La discussion de l'Adresse s'ouvrit orageuse; tous les orateurs de l'Opposition se succédaient à la tribune pour accabler le ministère en lui reprochant avec violence la fatale expédition de Walcheren; Canning, par ostentation de générosité, tout en se présentant comme étranger à la mesure, la défendait faiblement; les tories, qui commençaient déjà à se défier un peu de lui à cause de ses opinions libérales sur l'Irlande, virent avec joie se lever du banc ministériel un jeune homme obscur encore, qui, sans s'opposer précisément à une enquête sur l'expédition de Walcheren, présenta avec bonheur la défense de l'Adresse, et ne contribua pas peu à lui rallier la majorité. L'aristocratie anglaise a cela de bon que, si elle est fière et même insolente, elle n'eut jamais cet esprit mesquinement jaloux, hargneux et exclusif des autres aristocraties : de quelque endroit qu'il sorte, tout allié qui lui arrive, pourvu qu'il ait force et talent, est toujours bien reçu et adopté

par elle. Du premier coup d'œil elle vit le parti qu'elle pourrait tirer du champion roturier qui rompait en sa faveur sa première lance ; elle lui tendit les bras, et deux ans plus tard, à vingt-quatre ans, Robert Peel était déjà appelé au poste de secrétaire d'État pour l'Irlande. A dater de ce moment sa position politique n'a pas cessé de grandir en même temps que son talent, et aujourd'hui, dans l'opiniâtre combat que se livrent, de l'autre côté de la Manche, les idées anciennes et les idées nouvelles, le torysme entier, passablement fractionné et indiscipliné avant ou après la victoire, quand vient le danger se serre autour de Robert Peel et obéit à sa voix.

Cet illustre homme d'État est le fils aîné d'un riche manufacturier du Lancashire ; il est né en 1788, à Tamworth, si je ne me trompe, dans le Staffordshire, où son père avait établi le siége de ses affaires. Ce dernier, sorti d'une famille pauvre et obscure, sut mettre à profit les découvertes de l'industrie moderne dans l'art de filer le coton ; il construisit à Tamworth d'immenses filatures où il occupait jusqu'à quinze mille ouvriers, et il est mort en 1830, laissant une fortune évaluée à plus

de 60 millions de francs. Loin de renier son origine, sir Robert Peel, qui sait le profond respect qu'inspire la richesse dans un pays où la pauvreté est plus qu'un malheur et presque un crime, sir Robert Peel s'en vante dans toutes les occasions avec une sorte d'ostentation qui a aussi son mauvais goût. Le digne filateur de Tamworth fit lui-même dans la carrière parlementaire des essais qui lui réussirent moins bien que ses entreprises industrielles; son petit bourg l'envoya à la Chambre des Communes, où, à défaut de talents supérieurs, il manifesta une grande ardeur patriotique contre la France et un grand zèle ministériel dont Pitt le récompensa en lui conférant, en 1800, le titre de baronnet. C'était, du reste, un parfait honnête homme, qui est mort entouré de l'estime universelle.

Le jeune Peel, destiné dès l'enfance à la vie politique, reçut une éducation soignée. Il fit ses études au collége de Harrow, avec le pétulant Byron, dont il fut l'ami, le protégé, le martyr quelquefois, et qui parle de lui, dans ses mémoires, comme d'un enfant studieux et doux, assez peu merveilleux dans la science du *boxing*, mais

qui donnait d'ailleurs les plus belles espérances.

Au sortir du collége, Robert Peel fut envoyé à l'université d'Oxford, l'arche sainte où se conserve intact le dépôt précieux des traditions d'intolérance religieuse et politique; où tout est vieux, bâtiments, professeurs et doctrines, et où nul élève n'est admis à recevoir la manne de l'enseignement spirituel et temporel s'il n'a au préalable fait profession de foi protestante en signant les trente-neuf articles. L'enseignement d'Oxford, plutôt théologique que mondain, est insuffisant pour former un homme d'État. Robert Peel sut de bonne heure agrandir de lui-même le cercle des études scolastiques, de manière à devenir ce qu'il est aujourd'hui, c'est-à-dire un des hommes de l'Europe le plus riche en connaissances variées et approfondies. Ses goûts sérieux et la modération de son caractère le préservèrent de ces écarts de la jeunesse auxquels l'exposait son immense fortune, et par lesquels plusieurs de ses contemporains, devenus célèbres comme lui, ont marqué leurs premiers pas dans le monde. La vie privée de Robert Peel fut toujours grave, pure, irréprochable, et la chronique scandaleuse n'eut jamais prise

sur lui. Habitué par son père à la pensée qu'il était appelé à fournir une large carrière, il n'eut, pour ainsi dire, pas de jeunesse, ou plutôt sa jeunesse ne fut qu'une longue préparation aux travaux et aux combats qui ont illustré son âge mûr. A vingt et un ans il se présenta dans l'arène parlementaire, armé de pied en cap, avec une raison froide et réfléchie, une mémoire prodigieuse, une grande somme de notions acquises, et des opinions toutes faites, recueillies comme un héritage de famille, corroborées par les relations aristocratiques de son père et l'influence des rigides *tutors* d'Oxford, qui contribuèrent sans doute à développer en lui cet esprit de conservation, ce respect religieux pour les vieilles institutions du pays, dont il ne s'est jamais départi. Si plus tard les circonstances, l'élévation de son intelligence et la pratique des hommes et des choses l'ont amené à faire de notables concessions aux besoins de son temps, il est certain qu'il n'a presque jamais accepté une innovation quelconque autrement que comme un mal nécessaire.

Lorsqu'en 1812, après la dissolution du ministère Perceval, Robert Peel entra pour la première

fois aux affaires, sous lord Liverpool, la question d'Irlande était restée stationnaire, malgré les efforts successifs de Pitt, de Fox et de Canning; l'Irlande n'était admise à l'égalité que sur les champs de bataille, où elle versait son sang pour la cause de l'Angleterre; hors de là ce n'était plus, aux yeux du parti dominant, qu'une race d'ilotes taillables et corvéables à merci. Le jeune secrétaire d'État, appelé à mettre la main à cette plaie toujours saignante, s'occupa beaucoup plus d'arrêter son développement que de la guérir. Plus tory sur ce point que Pitt lui-même, il se prononça d'abord contre toute espèce de concession, et son administration, qui dura jusqu'en 1818, ne fut guère signalée que par des mesures de rigueur. Plusieurs bills de répression plus sévères les uns que les autres, des envois de troupes et de canons, et la création d'un corps spécial de gendarmes, que les paysans irlandais nomment encore aujourd'hui du sobriquet de *Peelers*, tels furent à peu près les seuls souvenirs que Robert Peel laissa à l'Irlande de son premier passage aux affaires.

Lorsque, par des motifs personnels plutôt que

politiques, sir Robert Peel abandonna son poste en 1818, l'université d'Oxford, qui partage avec celle de Cambridge le privilége d'envoyer chacune deux députés au Parlement, voulut donner à son ancien disciple un témoignage de sympathie pour ses efforts contre les papistes d'Irlande; elle lui accorda spontanément la faveur très-recherchée de la représenter, et l'attacha ainsi par un lien plus étroit aux intérêts de l'aristocratie et de l'Église.

L'année suivante, membre et rapporteur d'un comité institué pour remédier à l'état financier du royaume, Robert Peel prit une part active aux graves discussions qui s'élevèrent à ce sujet, et attacha son nom à un bill important. Le *bill Peel* eut pour but de restreindre l'émission du papier-monnaie, d'amener pour l'Angleterre le retour graduel des espèces métalliques, en révoquant l'acte qui, depuis 1797, autorisait la Banque à ne plus faire de payements en or.

Dans les troubles intérieurs qui signalèrent l'année 1819, sir Robert Peel appuya vivement tous les bills répressifs présentés par le ministère. Un an plus tard, après la mort de George III, lors-

que la femme de George IV, arrivant subitement d'Italie pour revendiquer son titre de reine et sa place à la cérémonie du couronnement, donna lieu à ce fameux procès qui passionna toute l'Angleterre et divisa tous les esprits, même dans les rangs les plus élevés, sir Robert Peel se tint à l'écart, et, malgré les sollicitations ministérielles, refusa d'intervenir personnellement dans cette scandaleuse affaire.

L'orage passé, en 1822, il consentit à remplacer lord Sidmouth au ministère de l'intérieur, et devint ainsi le principal orateur du cabinet. En cette qualité il eut bientôt à soutenir une lutte directe contre Canning. Ce dernier, toujours mu par des idées de tolérance religieuse, avait proposé d'accorder aux pairs catholiques romains le droit de siéger et de voter au Parlement; sir Robert Peel combattit cette motion comme contraire à la sécurité de l'Eglise dominante. Malgré ses efforts, la proposition de Canning fut accueillie par la Chambre des Communes à une majorité de cinq voix, mais elle fut repoussée par la Chambre haute. Trois mois après, un événement imprévu, le suicide de Castlereagh, amenait la dislocation

du ministère, et, malgré les répugnances personnelles du roi pour un partisan déclaré de la reine, Canning succédait à Castlereagh au poste de ministre des affaires étrangères. Sir Robert Peel garda son portefeuille. « On put alors, dit M. Duvergier de Hauranne, remarquer en lui deux tendances bien distinctes. Pour tout ce qui touche au système politique, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur, sir Robert Peel se montra fidèle aux vieilles traditions tories et ennemi décidé de toute réforme. Pour tout ce qui touche à l'administration et à la législation criminelle, il fit preuve d'un esprit large, éclairé, souvent même hardi. Ainsi, on le vit, d'un côté, soutenir vivement l'*alien bill* (loi sur les étrangers), combattre l'émancipation catholique, louer la Sainte-Alliance; de l'autre, adoucir la pénalité, réformer le jury, limiter la juridiction des juges de paix. Grâce à ce double caractère, sir Robert Peel eut le double avantage de conserver la faveur des vieux tories et de gagner jusqu'à un certain point celle des réformateurs. »

Le nouveau ministère, tory au fond, mais renfermant dans son sein toutes les nuances du parti,

et divisé sur les questions les plus importantes, vécut cinq ans, grâce à l'ascendant personnel du président, lord Liverpool. Il avait été convenu que sur la question du jour, celle d'Irlande, le cabinet resterait neutre, et cependant plus d'une fois l'Opposition força Canning et Peel à venir tour à tour à la tribune pour parler à ce sujet en sens contraire. A la mort de lord Liverpool, en 1822, le roi ayant appelé Canning à la présidence du conseil, sir Robert Peel et quatre de ses collègues envoyèrent leur démission ; Canning les remplaça par des whigs modérés, et se trouva bientôt en face de presque tout le parti tory et d'une fraction du parti whig. Sir Robert Peel hésita quelque temps à se mettre en hostilité directe avec son ancien collègue; mais son opposition, d'abord pleine de mesure et circonscrite à un seul point, l'émancipation irlandaise, s'étendit peu à peu, devint plus offensive, et enfin, poussé dans ses derniers retranchements par Canning, qui l'accusait de manquer de franchise, il se fit décidément le chef de l'Opposition tory. Après la mort de Canning et l'avortement du ministère Goderich, sir Robert Peel rentra aux affaires avec lord Wellington, en 1828.

Le nouveau ministère débuta par un échec. Lord John Russell proposa l'abolition du *test and corporations acts*, deux vieilles lois tombées en désuétude, qui frappaient d'incapacité, pour certains emplois, les membres des sectes dissidentes. Sir Robert Peel combattit avec force la motion de l'orateur whig, qui passa cependant à une majorité de quarante-quatre voix. Les tories purs s'étonnèrent quelque peu de voir leurs deux chefs rester aux affaires malgré cet échec. Mais ce fut bien un autre étonnement quand on vit les deux champions les plus intrépides de la suprématie protestante, ces deux hommes qui, un an auparavant, déclaraient encore que toute concession à l'Irlande était dangereuse au salut de l'État, ces deux hommes venir eux-mêmes proposer cette fameuse loi *d'émancipation* qui appelait l'Irlande à l'égalité civile et politique. Lorsque sir Robert Peel, après avoir au préalable renvoyé à l'université d'Oxford le mandat qu'il en avait reçu, vint à la Chambre des communes expliquer, avec force précautions oratoires, comment il avait cru devoir céder à l'attitude toujours plus menaçante de l'Irlande, sa déclaration fut accueillie dans

tous les rangs de l'aristocratie et du clergé, et même du peuple, par une explosion de clameurs et d'injures. Les deux idoles des tories devinrent tout à coup des objets d'horreur, des *monstres*, *des traîtres*, *des Judas*, *des renégats*, *des papistes*. J'ai dit ailleurs comment lord Wellington fit tête à l'orage avec le flegme silencieux d'un vieux soldat. Sir Robert Peel, moins indifférent que lui à des sympathies dans lesquelles il puisait une partie de sa force, et qui avait hésité longtemps avant d'affronter la tempête, fit des prodiges d'éloquence pour justifier cette honorable palinodie, ce grand acte de justice politique, par l'argument de la nécessité. Les tories ne répondirent que par un redoublement d'invectives. Dans sa famille même Peel trouva des voix accusatrices; les bonnets carrés d'Oxford renièrent leur disciple chéri, et le remplacèrent par un tory forcené, sir Robert Inglis. Quelques tories plus furieux encore, entre autres le marquis de Blandfort, se firent radicaux de désespoir. Les Irlandais eux-mêmes, peu reconnaissants d'un acte de justice obtenu par la force, proclamèrent, par la voix d'O'Connell, «que sir Robert Peel, traître à son parti, ne pouvait

être fidèle à aucun. » Devant cette réprobation universelle, l'illustre tory, loin de plier, se dressa de toute sa hauteur; pendant plus d'un an il lutta avec un courage merveilleux contre une coalition formidable, recrutée sur les bancs opposés du Parlement. Il était près de succomber quand la révolution de Juillet vint tout à coup donner aux esprits une impulsion plus vive et élargir le terrain du combat.

Le cri de réforme, transmis par le peuple aux whigs, retentit bientôt d'un bout de l'Angleterre à l'autre; les deux ministres tories répondirent à ce cri par une démission. Les whigs arrivèrent enfin au pouvoir, et sir Robert Peel, rentré dans l'opposition, vit bientôt cette aristocratie et ce clergé, qui l'avaient tant maudit, accourir à lui en le suppliant de les défendre contre le flot grondant de la démocratie.

Généreux par caractère et par ambition, oublieux du passé, et plus fort que jamais, Peel reprit son poste de commandement, et alors commença, au sujet du bill de réforme, cette longue et mémorable lutte des Communes contre les Lords, qui dura dix-huit mois; lutte acharnée où Robert Peel

combattit pour une mauvaise cause avec un magnifique talent, un courage et une constance infatigables ; cependant il fallut céder au nombre, à la force et au droit. Les bourgs pourris furent emportés d'assaut, les vieilles fictions électorales disparurent, le principe de la représentation vraie et loyale prévalut ; le *reform bill* devint loi de l'État ; le Parlement fut dissous ; de nouvelles élections eurent lieu, en vertu de la nouvelle loi, le 29 janvier 1833 ; et, à sa rentrée dans le Parlement réformé, le chef du parti tory s'aperçut avec douleur, mais sans effroi, que les deux tiers de son armée étaient restés sur le champ de bataille.

Le parti tory était réduit à cent quatre-vingts membres. Sir Robert Peel ne se découragea pas ; ferme et modéré tout à la fois, il accepta sans hésiter les faits accomplis, et ne songea plus qu'à les faire servir au triomphe de ses opinions. « C'est alors, dit M. Duvergier de Hauranne, qu'on le vit, profitant de la réaction qui suit naturellement tout grand effort politique, tendre d'un côté la main à ceux que les progrès des idées réformistes commençaient à effrayer, contenir de l'autre les restes frémissants du vieux parti tory, et poser ainsi les

bases du grand parti qui, sous un nom nouveau, le reconnaît à juste titre pour son chef. Ce n'est pas ici le lieu de raconter les crises intérieures qu'eut à subir le ministère wihg. Sir Robert Peel sut, avec une grande sagacité, mettre à profit les fautes, les alliances forcées de ses adversaires et les exigences de leurs alliés. Grâce à lui, le parti tory, calmé, contenu, discipliné et devenu le parti *conservateur*, commençait à se relever un peu de sa défaite lorsque, vers la fin de 1834, un caprice du roi Guillaume vint tout à coup déranger les patientes combinaisons de Peel, en le forçant de former avant le temps un ministère tory impossible, et de prolonger ainsi pour quelques années encore la vie du ministère wihg.

Sir Robert Peel était allé passer l'hiver à Rome lorsqu'il reçut, en novembre 1834, un message du roi qui venait de renvoyer brusquement le ministère Melbourne, et qui l'invitait à se rendre sur-le-champ à Londres, pour composer et présider un nouveau ministère avec le concours de lord Wellington. Sir Robert Peel partit, arriva à Londres le 9 décembre, forma péniblement une administration nouvelle dont plusieurs de ses

amis refusèrent de faire partie, n'ayant pas confiance en sa durée. Le Parlement fut dissous; le résultat des élections nouvelles parut d'abord douteux, mais la victoire ne tarda pas à se prononcer. Battu une première fois sur la question de la présidence de la Chambre, battu une seconde fois sur la question de l'Adresse, battu une troisième fois sur la question de l'*appropriation*, c'est-à-dire sur la proposition faite par les whigs d'*approprier* l'excédant des revenus de l'Église anglicane en Irlande aux besoins de l'instruction publique dans ce pays; battu partout et toujours, malgré de remarquables efforts d'éloquence, sir Robert Peel se décida enfin à se retirer; le cabinet tory fut dissous quatre mois après sa formation, et lord Melbourne revint aux affaires un peu plus fort de la tentative avortée des tories.

De 1835 à 1839, le ministère Melbourne, repoussé par la Chambre des lords, vécut sur une majorité minime et mobile à la Chambre des communes, majorité due tantôt aux radicaux, tantôt aux voix irlandaises dont dispose O'Connell. Sir Robert Peel ne lui laissa pas une minute de repos; dirigeant toujours son plan d'attaque sur le côté

faible de son ennemi, il le combattit surtout dans ses alliés. — Aux classes moyennes il annonça que le ministère se laissait déborder par les radicaux, et mettait en péril leurs plus chers intérêts; à l'Angleterre entière, au sein de laquelle vit toujours, même chez des hommes très-éclairés, une haine et un mépris invétérés pour l'Irlande, il signala lord Melbourne comme le protégé, le très-humble serviteur d'O'Connell, et chaque concession, même la plus juste, faite à l'Irlande, comme un acheminement à la suprématie du papisme. Cette manœuvre habile réussit au mieux; chaque élection partielle produisit une voix de plus pour le parti conservateur et une voix de moins pour le parti whig, si bien qu'un jour, au commencement de 1839, lors de la présentation du bill de la Jamaïque, l'appui des radicaux venant à manquer à lord Melbourne, il reçut un échec qu'il jugea assez significatif pour donner sa démission; et sir Robert Peel, appelé à former un nouveau cabinet, était sur le point de recommencer avec plus de chances de succès l'entreprise avortée en 1835, lorsqu'un incident bizarre vint tout à coup le forcer d'ajourner encore son triomphe.

La jeune reine Victoria, soit parce que lord Melbourne est plus aimable que sir Robert Peel, soit parce que lord Palmerston est mieux cravaté que lord Wellington, soit pour toute autre cause, la jeune reine Victoria, on le sait, n'aime pas les tories. Sir Robert Peel, jugeant peut-être que cette répugnance disparaîtrait avec un certain entourage auquel il l'attribuait, se permit, en vrai ministre constitutionnel, d'exiger avant toute chose de la reine le renvoi de deux dames de la cour, dont les figures ne lui revenaient sans doute pas. La reine, disposée à subir les tories, mais non point à leur sacrifier les dames de sa cour, la reine refusa net. Dès le lendemain sir Robert Peel remettait ses pouvoirs, lord Melbourne reprenait les siens, et, au milieu d'une polémique de journaux assez burlesque, et digne du sujet, la lutte recommençait plus vive que jamais entre les deux grands partis qui se divisent l'Angleterre. On sait comment elle a fini; on sait comment, durant près de deux ans, le ministère wihg a traîné une vie languissante, signalée par une longue suite d'échecs; comment le coup de tête de lord Palmerston en Orient n'a servi qu'à l'affaiblir davan-

tage en lui aliénant les radicaux; comment, après avoir épuisé tous les moyens d'existence et recouru au moyen extrême, la dissolution de la Chambre, il a été obligé de se retirer devant la plus imposante majorité qui se soit vue depuis le bill de réforme; comment enfin sir Robert Peel, à force de persévérance et de talent, en combinant habilement l'énergie avec la modération, a su en huit ans relever, reconstituer son parti, qui semblait à jamais écrasé, et reconquérir le pouvoir, appuyé par les sympathies évidentes du pays, par la Chambre des lords, et par trois cent soixante-huit voix de la Chambre des communes.

Maintenant comment gouvernera-t-il ces voix discordantes? Comment refrénera-t-il ces vieux tories entêtés qui n'ont rien appris et rien oublié? Comment supportera-t-il la protection compromettante, les exigences et les colères des sir Robert Inglis, des Pringle, des Plumptree, etc., etc.? Comment le *sanguinaire* Peel, pour me servir des expressions de l'*hyperbolique* O'Connell, s'arrangera-t-il avec l'Irlande? Comment se tirera-t-il des embarras financiers et des trois délicats problèmes d'économie politique que lui ont

légués ses prédécesseurs? Tout ceci combiné avec l'Opposition whig, l'Opposition radicale, l'antipathie avouée de la reine, et sans compter les questions extérieures, tout ceci forme une situation assez embarrassante pour rendre difficile un jugement sur l'avenir. Tout ce que l'on peut dire, c'est que, si l'illustre chef du ministère actuel déploie dans l'exercice du pouvoir l'habileté qu'il a déployée pour le conquérir, il triomphera sans doute de tous les obstacles, et alors le nom de sir Robert Peel n'aura rien à envier aux plus grands noms de l'Angleterre.

Encore un mot sur Peel comme homme d'Etat.

J'ai déjà dit, et le lecteur a pu voir que sir Robert Peel, trop élevé d'esprit et trop modéré de caractère pour ne pas savoir céder à propos à des nécessités bien constatées, était cependant essentiellement *conservateur* dans toute l'acception du mot, c'est-à-dire que pour lui l'avantage d'innover ne valait jamais le danger de détruire. Mais je n'ai point assez dit, ce me semble, que cet amour du *statu quo* portait chez lui exclusivement sur les questions politiques et religieuses. Hors de là, et pour tout ce qui tient aux réformes

judiciaires et administratives, il s'est toujours montré pour le moins aussi progressif qu'un wigh; l'Angleterre lui doit beaucoup sous ce rapport. C'est lui qui, le premier, a introduit un peu de lumière et d'ordre dans ce chaos de lois contradictoires entassées depuis des siècles, qui s'appelle le code pénal anglais; c'est lui qui s'est permis, au grand scandale des *attorneys* de son pays, de porter une main profane sur l'inextricable dédale de la procédure anglaise; on a calculé que son procédé de codification simplifiée avait réduit en moyenne 13,162 lignes à 2,877. C'est encore sir Robert Peel qui a introduit dans l'organisation municipale et la hiérarchie administrative autant de centralisation qu'en comporte l'esprit anglais; c'est lui enfin qui, en 1829, a créé un corps spécial pour la police de Londres, jusque-là confiée à une sorte de garde civique organisée par les paroisses, et fonctionnant avec une langueur préjudiciable à la sûreté publique.

Reste maintenant, pour compléter cette notice, à tracer une esquisse de l'homme et de l'orateur. N'ayant jamais vu l'un, n'ayant jamais entendu

l'autre, je serais dans les conditions les plus propres à faciliter l'exécution d'un beau portrait de fantaisie, riche d'antithèses et de traits, et qui plairait singulièrement au lecteur; mais j'aime mieux ne pas profiter de mes avantages, et me contenter tout simplement de reproduire ici différents portraits tout faits, qui se ressemblent assez peu les uns aux autres pour offrir l'intérêt de la variété.

« Sir Robert Peel, dit un écrivain anonyme (1), est grand et bien fait; il a le teint clair et les cheveux légèrement rouges; toute sa figure est jeune pour son âge; il y a dans ses traits une expression marquée de talent et de finesse; cependant on lui trouve dans l'œil, dans le front, et dans les lèvres comprimées, quelque chose qui trahit une disposition défiante et ne tend pas à inspirer la confiance au premier aspect. Ses manières sont polies, mais un peu factices et dépourvues de cette grâce indéfinissable que donne une éducation aristocratique; il reçoit l'hommage et les applaudissements de son parti avec un air de cordialité forcée, et les avances de ceux qui cherchent à l'approcher de plus près avec une réserve glaciale. Ses ennemis l'appellent avare, sans autre cause apparente que l'ordre avec lequel il sait dépenser une fortune de prince..... Il aime le luxe et même la magnificence dans quelques objets, particulièrement dans sa splendide galerie de tableaux, dont il est justement fier. Il est personnellement actif, énergique; il aime les plaisirs de la campagne, les exercices violents, et conserve une

(1) *Revue des Deux-Mondes*, de mai 1837.

constitution robuste au milieu de fatigues peu communes. Il entend la vie domestique à l'anglaise ; la plus grande partie du temps qu'il dérobe à ses fonctions publiques, il la passe au sein de sa famille ou de l'étude, car il est, ce qui arrive rarement aux hommes qui ont éprouvé pendant longtemps l'excitation de la vie publique, animé d'une affection sincère pour les occupations littéraires.... Voyez-le se lever à la Chambre des communes; il ne parle pas encore, et déjà vous sentez l'homme qui attire à lui d'une irrésistible force tout l'intérêt de cette puissante assemblée; sa voix est singulièrement imposante, parfaitement claire, plus sonore et plus distincte qu'aucune autre que j'aie jamais entendue, de sorte que pas une parole n'est perdue; son intonation est admirable... Un de ses gestes favoris, quand il est excité, est de frapper à coups de poing nombreux et pesants sur une boite de papiers qui est devant lui, sur la table du président, et les sons qu'il tire de ce tambour de bois, mêlés aux puissantes intonations de sa voix, produisent quelquefois un bruit vraiment effrayant. »

Voici maintenant sir Robert Peel peint par un de ses collègues, le député et écrivain radical Bulwer.

« Les avantages physiques sont d'une haute importance dans la formation d'un grand orateur. Sir Robert Peel les possède; il a un organe singulièrement timbré, une taille élevée, majestueuse, un débit naturellement heureux, lequel, bien qu'il ne soit pas entièrement exempt de quelque chose de désagréable, est imposant et persuasif. J'ai parlé d'une combinaison d'effets de théâtre; sir Robert Peel sait les employer avec adresse. Par un mouvement de la main,

par un salut en travers de la table, par une expression de la bouche, par un air de franchise, il sait donner de la force, de l'énergie, de l'esprit ou de la noblesse à des riens. L'éloquence est un art: il est un artiste achevé; c'est en outre un homme très-remarquable pour les qualités plus élevées de l'esprit; il joint à beaucoup de connaissances d'agrément une immense instruction pratique; il réussit également dans un discours sur les principes les plus larges; il est à la fois homme de lettres et homme d'affaires.... A son talent d'orateur il joint certaines qualités rares comme directeur de parti. Il a, à la vérité, peu de hardiesse, mais un tact étonnant; il ne met jamais son parti dans l'embarras par des phrases lâchées avec imprudence, et il est exempt de l'indiscrétion commune aux orateurs. L'exactitude est encore un trait caractéristique de son esprit; je ne me rappelle pas lui avoir jamais entendu citer à faux un fait, chose qui arrive sans cesse à tous les autres orateurs que je connais. C'est probablement cette qualité de son esprit qui le rend si propre aux affaires. »

Voici un autre portrait de Robert Peel, tracé en 1835 par un écrivain anglais, ou français, plus radical encore que M. Bulwer, et qui signe O'Donnor.

« Sir Robert Peel est de taille moyenne; sa tournure serait élégante, n'était l'embonpoint qui commence à l'alourdir; sa mise est soignée sans tomber dans le dandysme; son air n'accuse pas non plus l'approche de la cinquantaine; ses traits réguliers ont une certaine expression de causticité dédaigneuse; il semble trop viser aux grandes manières; la distinction naturelle a plus d'aisance et d'abandon. Au

surplus, l'affectation étudiée est bien aussi le caractère dominant de son talent oratoire. Gestes et langage, tout trahit en lui la recherche prétentieuse. Il a plus qu'il ne faut du comédien à un orateur. C'est une fatigue de le voir s'agiter, se démener, tourner incessamment sur lui-même. Je n'aime pas qu'un homme d'Etat sache tant de poses gracieuses. C'est fort bien, peut-être, près d'une cheminée, en famille, de croiser une jambe sur l'autre, et de remuer ses guinées au fond des poches de son pantalon. Que vous caressiez dans un salon les revers de votre habit, ou que vous rejetiez en arrière les basques de votre redingote, votre contenance y gagne souvent; mais en public, et là surtout où se discutent les lois d'une nation, ce manége d'innocente coquetterie ne sied point. Sir Robert Peel abuse donc réellement de ses mains et de ses bras; il fait trop la roue. On perd presque sa parole dans le tourbillonnement continu de sa personne. D'ailleurs, je le reconnais, son élocution est vive, facile, spirituelle; il y a plaisir à l'entendre. Sa rhétorique appliquée aux affaires me plaît fort; il a tout ce que peut donner l'art de dire; mais la chaleur qui l'anime est factice; la vraie, celle qui se communique, lui manque: il n'a pas de conviction.

« Sir Robert Peel, dit M. Duvergier de Hauranne, n'est point un orateur de premier ordre, et ses discours ont en général peu de chances de passer à la postérité comme des modèles d'éloquence classique; mais il a une manière de parler simple, claire, droite, méthodique, qui, sans viser à l'effet, y arrive souvent. Il a de plus un mérite bien précieux pour un chef de cabinet ou d'opposition, celui de traiter tous les sujets avec une égale facilité. Politique, finances, économie politique, législation civile et criminelle, administration, guerre, tout est du ressort de sir Robert Peel, et partout il apporte les connaissances les plus so-

lides, le bon sens le plus sûr, la plus remarquable lucidité. Aussi, lorsqu'après une longue discussion, ou perdant de vue la question principale, les orateurs se sont jetés dans mille sentiers détournés, et ont transformé le combat en tournoi, y a-t-il un plaisir infini à voir sir Robert Peel se lever, et, par quelques paroles graves et fermes, ramener l'attention sur le vrai point du débat. A l'entendre on sent qu'on a devant soi, non un littérateur ou un avocat, mais un homme politique, pour qui un discours est une action, et qui préfère l'utilité à l'éclat. »

Voici enfin, pour terminer, un petit tableau de genre comme sait en faire M. de Chateaubriand :

« Sir Robert Peel nous offrit à sa table l'hospitalité diplomatique ; la personne du ministre de l'intérieur était agréable, l'harmonie de sa voix faisait oublier l'habitude originale d'un de ses gestes. Lady Peel, née, ce nous semble, sous le ciel de l'Inde, était d'une délicatesse que nous n'avons vue à aucune femme : on eût dit qu'elle était transparente ; tout à coup cette Niobé d'albâtre se teignait du pâle incarnat d'une rose de Bengale ; elle avait des enfants, véritables angelets. M. Peel puisait dans sa richesse quelque chose de doux et de modéré ; cet esprit de tempérance le suivait à la tribune (1). »

(1) Chateaubriand. — *Congrès de Vérone*, t. I, p. 300.

Digitized by Google

GALERIE DES CONTEMPORAINS ILLUSTRES

SILVIO PELLICO.

Imp de Rene et Cie

Rue de Seine 32

Digitized by Google

M. SILVIO PELLICO.

> Egli a sposato una causa santa, e non le è stato adultero anche in mezzo a più lunghi, a più atroci martiri.
>
> PIERO MARONCELLI.

> Ce confesseur du Christ et de la patrie se nomme Silvio Pellico.
>
> ANTOINE DE LATOUR.

Le 22 février 1822, toute la ville de Venise était en rumeur dès le matin ; les gondoles glissaient rapidement sur les canaux, et le peuple se précipitait en foule vers la *Piazzetta*, petite place qui touche au palais du Doge. Cette place fut bientôt remplie, et la multitude reflua dans les rues aboutissantes, tandis que les toits et les fenêtres de toutes les maisons voisines se garnissaient de nombreux spectateurs, hommes et femmes, dont les regards avides se concentraient avec anxiété sur un échafaud dressé au milieu de la place. Cet échafaud était vide; comme la foule,

il attendait. Du pied de l'échafaud au portique du palais étaient rangées deux files de grenadiers autrichiens formant la haie : plus loin, sur divers points, on voyait briller des faisceaux de baïonnettes; des groupes de cavaliers hongrois circulaient péniblement à travers les masses, et aux angles de la place stationnaient des pièces d'artillerie chargées à mitraille, avec les mèches allumées.

Contenue par ce terrible appareil militaire, la foule se pressait compacte, muette et sombre ; de temps en temps s'élevait du sein de cette immense multitude un long et sourd murmure, pareil à celui d'une mer orageuse. A mesure que les heures s'écoulaient, l'agitation devenait croissante; les trépignements de l'attente se mêlaient aux piétinements des chevaux; des mots confus s'échangeaient à voix basse..... Enfin, vers midi, un mouvement d'ondulation parti de la cour du palais se propagea rapidement à travers la multitude ; toutes les têtes se dressèrent ; un sentiment de curiosité et de sympathie se peignit sur toutes les figures..... Deux hommes, les fers aux mains, entourés de sbires, venaient d'apparaître au haut de *l'Escalier des*

Géants, et descendaient ces degrés de marbre qui virent jadis rouler la tête blanchie de Marino Faliero. Arrivés sous le portique, ces deux hommes débouchèrent sur la *Piazzetta*, passèrent entre les deux files de soldats, en se dirigeant vers l'échafaud dont ils montèrent lentement les marches. A peine leurs têtes eurent-elles dépassé de quelques pieds celles de la foule, qu'une grande exclamation se fit entendre, presque aussitôt suivie d'un silence général. Enfin ils arrivèrent sur le pilori, où ils se posèrent debout dans une noble attitude, promenant sur la multitude un regard tranquille et assuré. Tous deux portaient avec une dignité égale le poids de cette glorieuse ignominie, et le sourire triste et doux qu'ils échangeaient comme pour s'encourager disait toute la force de leur mutuelle affection. L'un, plus grand, plus robuste, et un peu plus jeune que l'autre, avait une de ces belles physionomies italiennes si expressives, où brillent en traits de feu l'intelligence et la vie; il paraissait beaucoup moins occupé de lui-même que de son compagnon d'infortune, dont l'aspect et le nom déjà célèbre semblaient produire sur la foule une vive impression. « Jamais, a écrit plus tard un

prisonnier du Spielberg (1), jamais figure plus douce, plus mélancolique, ne s'était offerte à mes regards ; jamais visage n'avait mieux répondu à cette image de candeur et d'angélique bonté que je m'étais formée de celui dont les lettres révélaient à chaque ligne les adorables qualités. » Ce front si pâle et si pur dans ses nobles proportions, ces yeux si pleins de tendresse et d'inspiration, cette bouche au doux et fin sourire, avaient quelque chose de si calme, de si résigné, de si touchant, que la terreur des baïonnettes et des canons autrichiens put seule empêcher le peuple de Venise de faire éclater sa sympathie pour ce noble et illustre enfant de l'Italie ; sympathie augmentée encore par la profonde pitié qu'inspiraient la maigreur de ses joues et la pâleur de son teint, preuves, hélas! trop certaines des ravages qu'avaient exercés sur son corps, déjà si faible, les rigueurs d'une longue détention préventive.

Quelques minutes s'étaient ainsi écoulées dans cette douloureuse contemplation, lorsque l'attention générale fut soudainement attirée vers la ter-

(1) Andryane. — *Mémoires d'un Prisonnier d'État au Spielberg.*

rasse du palais, sur laquelle venait de paraître un greffier, tenant à la main un rouleau de papier qu'il déploya lentement. C'était la sentence des deux martyrs de l'indépendance italienne.... Il se fit un profond silence, et, d'une voix sonore, le greffier lut ce qui suit :

Per sentenza della commissione imperiale confirmata dal supremo tribunale di Verona, e sanzionata da Sua Maesta, Piero Maroncelli e Silvio Pellico accusati e convinti di altò tradimente, sono condamnati A MORTE.

A ces mots : *condamnés à mort*, une rumeur immense, un murmure universel d'horreur et de pitié révéla les sensations de la foule ; le greffier s'arrêta un instant et reprit :

Ma per somma clemenza di Sua Maestà, la pena capitale eglino è stata commutata in quella del carcere duro, nella fortezza di Spielberg, Maroncelli per vent' anni, e Pellico per quindici.

Un nouveau murmure accueillit ce triste témoignage de la clémence impériale. Les gardes firent descendre les deux condamnés, qui reprirent le chemin par lequel ils étaient venus ; la foule les suivit des yeux, et, quand les portes de la prison se refermèrent sur eux, elle s'écoula morne, si-

lencieuse ; et le soir, au fond des vieux palais de Venise, bien des voix de femme s'élevèrent vers la Madone pour la prier d'éveiller enfin l'Italie, cette *belle indolente qui s'endort la tête sur les Alpes et les pieds vers l'Etna.*

Svegliar la neghitosa
Che il capo in Alpi posa
E stende all' Etna il piè.

Quelques jours plus tard, une gondole ramait vers Fusine, emmenant les deux prisonniers. L'auteur de *Francesca da Rimini,* l'émule de Manzoni, le poëte aimé de la Lombardie, conduit, la chaîne au pied, à travers les populations émues, passait les Alpes, et saluait d'un dernier et triste regard la patrie italienne, pour aller ensevelir dans les cachots du Spielberg un génie déjà en fleur, une vie déjà glorieuse.

On sait quelles amples compensations la Providence réservait au poëte-martyr; on sait comment d'une gloire italienne dix ans de tortures ont fait une gloire européenne ; comment le simple récit des journées d'un prisonnier a obtenu dans le monde entier un succès que n'eurent jamais les drames les plus émouvants ; comment enfin l'au-

teur de *le Mie Prigione* a fait oublier l'auteur de *Francesca da Rimini* et s'est placé au niveau des plus grands noms de l'histoire contemporaine.

Il a déjà été écrit plusieurs notices biographiques sur Silvio Pellico ; la première et la plus remarquable est celle que M. Antoine de Latour a placée en tête de sa belle traduction du livre *Des Prisons*, traduction dont le succès n'a pas peu contribué à populariser l'original. C'est une bonne fortune pour nous et pour l'œuvre de Silvio qu'il se soit trouvé en France une plume élégante, facile et sobre en même temps, pour faire passer dans notre langue la prose limpide, harmonieuse et simple du livre des Prisons. Poëte lui-même, poëte par le cœur, et poëte chrétien comme Silvio, l'auteur de *la Vie Intime* était merveilleusement propre à sentir et à rendre toutes les beautés d'une œuvre où s'allient, dans des proportions admirables, la raison d'un philosophe, la tendresse d'un poëte, et la sublime candeur d'un évangéliste.

La notice de M. Antoine de Latour a toutes les qualités de sa traduction, et si la nature de ce livre ne m'imposait l'obligation d'y faire figurer toutes les illustrations de notre âge, je me serais

abstenu d'un travail qui ne pourra évidemment être qu'une imitation dont les défauts seuls m'appartiendront en propre. Une autre notice a été publiée en italien sur Silvio, par Maroncelli, son compagnon d'infortune, et placée en tête du supplément qu'il a cru devoir ajouter au livre de son ami. Cette notice est calquée en grande partie sur celle de M. de Latour, dont Maroncelli avait fourni lui-même les matériaux, que l'écrivain français a su, dit-il, mettre en œuvre de manière à décourager toute tentative ultérieure. J'aurai donc sur ces deux notices à composer celle-ci, en m'aidant de quelques travaux plus récents et notamment de mémoires pleins d'intérêt publiés par un Français, M. Andryane, que sa mauvaise étoile jeta jeune et plein d'avenir dans les griffes de l'Autriche, et que le *Spielberg* n'a rendu au monde qu'après avoir dévoré les dix plus belles années de sa vie.

Silvio Pellico appartient à une famille piémontaise d'honnête bourgeoisie ; il est né en 1789 à Saluces. Son père s'appelait *Onorato*, et il était digne de son nom. Sa mère, Savoisienne de naissance, avait toutes les qualités de cœur qui distinguent cette excellente nation. Ils étaient déjà

riches de deux enfants quand Silvio vint au monde en compagnie d'une sœur jumelle, et ce fut dans la famille une double fête. Le poëte des âmes tendres et mélancoliques eut une enfance chétive et pénible; il ne sortait d'une grave maladie que pour tomber dans une autre plus grave; les médecins déclarèrent qu'il ne passerait pas sept ans. Quand l'enfant en eut huit, ils annoncèrent qu'il mourrait à la seconde période septennale, c'est-à-dire à quatorze ans; puis le terme fatal fut prorogé jusqu'à vingt et un ans, et de délai en délai ce frêle enfant devenu homme a fini par trouver dans sa délicate organisation assez de force pour résister à dix ans de la plus meurtrière existence qui se puisse concevoir. Un seul médecin, et le meilleur de tous, ne désespéra jamais de lui. Ce médecin, ce fut sa mère. Silvio Pellico aime passionnément sa mère; quand il en parle, dit Maroncelli, sa parole devient un hymne d'adoration; c'est elle qui, penchée sur le chevet du petit moribond, le réchauffait de ses baisers, le ranimait de sa voix, le cachait dans son sein pour le dérober aux étreintes de la douleur; c'est elle enfin qui lui redonna vingt fois la vie. Presque tous les hom-

mes qui furent complétement grands, c'est-à-dire grands et bons, avaient eu de bonnes mères.

Cependant sous cette fragile enveloppe d'enfant maladif se cachait une intelligence qui semblait puiser dans la douleur même une force et un éclat précoces. Confié, ainsi que son frère aîné Luigi, aux soins d'un bon prêtre, don Manavella, qui leur enseigna les premiers éléments des lettres, Silvio manifesta de bonne heure une vocation dramatique bien décidée. Les deux enfants (Luigi est devenu de son côté un poëte comique distingué), les deux enfants se plaisaient à construire avec des tables une sorte de théâtre, sur lequel ils récitaient devant un auditoire de famille de petites pièces que leur père composait pour eux. A dix ans, Silvio ouvrit par hasard la brillante traduction d'Ossian, de Cesarotti. Cette poésie fantastique le charma, et comme toute inspiration chez lui tournait au drame, il parvint à composer sur ce thème nébuleux un essai de tragédie qui n'a point été conservé.

Vers cette époque, le père de Silvio, après avoir séjourné quelque temps à Pignerolles, où il avait établi une filature de soie qui ne réussit pas, se transporta avec sa famille à Turin, pour occuper

un emploi dans l'administration. Un gouvernement républicain venait d'être fondé dans cette partie de l'Italie. M. Onorato Pellico, qui avait été persécuté à Saluces à cause de ses opinions monarchiques, et qui, dans les diverses crises révolutionnaires du Piémont, avait souvent fait de sa maison un asile pour les vaincus du lendemain, ses persécuteurs de la veille, fut accueilli à Turin comme le meilleur des hommes sous la monarchie, et le meilleur des hommes sous la république.

Il allait souvent aux assemblées populaires, il y prenait quelquefois la parole, et presque toujours il se faisait accompagner de ses deux enfants, Luigi et Silvio. Ce dernier prêtait une oreille avide à tout ce qui se disait autour de lui, et ces reproductions en miniatures des grandes luttes du forum antique firent sur sa jeune âme une impression qui ne s'est jamais effacée.

A ces graves enseignements de la place publique, combinés avec de bonnes études domestiques, vinrent se joindre bientôt pour Silvio les premières émotions du cœur. L'enfant entrait dans l'adolescence; il avait quinze ans; il continuait de se livrer à Turin à ces petites distractions théâtrales

qui faisaient sa joie. Seulement la troupe, d'abord composée de lui et de son frère, s'était successivement augmentée de plusieurs enfants de la ville, entre autres d'une jeune fille appelée Carlottina. Silvio l'aima comme on aime à quinze ans, de ce pur et doux amour qui doit être celui des anges. Cet amour du ciel n'était pas destiné à se flétrir sur la terre; Dieu le brisa dans sa fleur: Carlottina mourut à quatorze ans, laissant à Silvio un impérissable souvenir; et vingt ans plus tard, durant les longues nuits du Spielberg, l'âme de la jeune fille descendait souvent d'en haut et venait consoler le prisonnier.

Peu de temps après cette première douleur Silvio quitta l'Italie pour venir à Lyon chez un cousin de sa mère, M. de Rubod, auprès duquel il passa quatre ans au sein des plaisirs, livré à toutes les distractions du monde, se passionnant pour nos mœurs élégantes et notre littérature. Il oubliait la patrie, quand son frère Luigi lui envoya un nouveau poëme de Foscolo, *I Sepolcri, les Tombeaux*.

« Ce poëme, dit M. de Latour, fut pour lui le bouclier de « Renaud. En le lisant il se sentit redevenir Italien, et se re- « trouva poëte.....

« Quelques jours après il était sur le chemin de l'Italie. »

Toute sa famille s'était transportée à Milan, où son père exerçait les fonctions de chef de division au ministère de la guerre. A son arrivée le jeune Silvio fut nommé professeur de langue française au collége des orphelins militaires. Cette place lui laissant la libre disposition de la plus grande partie de ses heures, il put se livrer sans obstacle au penchant qui l'entraînait vers la poésie.

C'était dans les derniers jours de l'ère napoléonnienne; sous la vice-royauté d'Eugène, Milan était devenu l'Athènes de l'Italie. Deux hommes s'y disputaient l'empire des lettres; Monti et Foscolo : l'un poëte ingénieux et fécond, au pur langage, aux impressions mobiles, plus amoureux de la forme que du fond, de la mélodie des mots que de l'énergie de la pensée, artiste insoucieux et sceptique comme Gœthe et courtisan comme lui, moins universel que Gœthe, mais puisant comme lui dans une imitation multiple et heureuse une sorte d'originalité; chantant avec une facilité égale Bonaparte consul et Napoléon empereur, Washington et François, Pie VI et Lafayette, digne en un mot d'être le représentant littéraire de l'Italie esclave et résignée; l'autre, au con-

traire, Foscolo, génie fier, ardent et inégal, le Byron du Midi, la plus haute expression poétique de l'Italie honteuse de ses chaînes, attristée de sa dégradation politique, frémissant au souvenir du passé, mais trop affaiblie, trop énervée par la servitude pour oser vouloir de cette volonté une, ferme, persévérante, qui donne la liberté.

Monti et Foscolo se détestaient ; le jeune Silvio devint leur ami commun. « Je m'attachai davantage au dernier, à Foscolo, dit-il dans ses Mémoires. Cet homme emporté, qui avec son âpre rudesse détachait de lui presque tous ses amis, n'était pour moi que douceur et cordialité, et j'avais pour lui une tendre vénération. » M. de Latour a peint dans sa notice la joie du jeune Piémontais en passant pour la première fois le seuil de la maison de Monti, l'accueil bienveillant du vieux poëte, le désenchantement de Silvio à l'aspect du *Zibaldone*, énorme cahier, espèce de *Gradus ad Parnassum*, que l'auteur de *Gracchus* avait confectionné pour son usage particulier, en le bourrant d'hémistiches et de pensées empruntés à toutes les langues et à tous les livres du monde; vaste réservoir poétique où il puisait la poésie toute

faite. « Silvio, ajoute M. de Latour, demeura confondu devant cette recette du talent. »

Malgré les conseils de Monti, qui détaillait complaisamment au jeune homme les avantages de son procédé, Silvio crut devoir se passer de *Zibaldone;* il commença par écrire une tragédie sur un sujet grec, *Laodicée.* Il venait de terminer cette œuvre, lorsqu'il remarqua un jour, sur un petit théâtre de Milan, une figurante de dix à douze ans qui est devenue plus tard la première tragédienne de l'Italie : c'était la célèbre Carlotta Marchionni. La physionomie et le jeu de cette enfant l'inspirèrent. En même temps que le souvenir endormi de la Carlottina tant pleurée se réveillait peut-être dans le cœur du jeune homme, une touchante pensée de Dante s'emparait du poëte; il voyait passer devant ses yeux, emportées dans un tourbillon éternel, les deux ombres mélancoliques de Francesca et de Paolo, ces deux enfants qui se sont aimés sur la terre, que la mort a surpris dans un baiser, et qui ne doivent plus être séparés.

Cette impression de Silvio eut pour résultat une seconde tragédie : *Francesca da Rimini;* à peine

écrite, il la soumet à Foscolo : « Cela est mauvais, lui dit le rude poëte; ne touchons pas aux morts de Dante; jette cette tragédie au feu, et apporte-moi l'autre. » Silvio va chercher *Laodicée*. « A la bonne heure, s'écrie Foscolo, voilà qui est beau; continue ainsi. » Rentré chez lui, Silvio en appela à sa conscience d'artiste du jugement de son ami, sa conscience prononça un arrêt inverse; il garda *Francesca* et jeta au feu *Laodicée*.

Quelques années après, en 1819, cette actrice enfant, qui avait inspiré le poëte, reparaissait à Milan, jeune fille et déjà entourée d'une grande renommée acquise sur différents théâtres de l'Italie. Silvio lui fut présenté; *Francesca da Rimini* sortit du tiroir où elle gisait oubliée; Carlotta Marchionni adopta cette œuvre née d'elle. La tragédie fut représentée à Milan, puis à Naples, à Florence, avec un succès toujours croissant, et dès son début Silvio Pellico se trouva placé au rang des poëtes les plus distingués de l'Italie.

Francesca da Rimini, la première et la meilleure des productions dramatiques de Silvio, suffit à donner une idée de la manière de l'artiste, car elle a ce caractère de pureté, de grâce et de no

blesse, ce cachet de passion mélancolique et d'éclat tempéré qui se retrouvent dans *l'Eufemio di Messina*, dans *l'Ester d'Engaddi*, dans la *Gismonda* et les autres tragédies du même auteur. Économie de personnages, quatre ou cinq au plus, sobriété d'incidents, absence de toutes ces combinaisons d'effets de théâtre vulgaires et matériels si usitées dans le drame moderne, et avec cela peu de ces allures majestueuses de la tragédie française du grand siècle; mais aussi rien de bien entraînant, de bien impétueux; assez de passion vraie et sentie, sinon énergique, pour éviter la sécheresse; un sens exquis du beau moral, un grand fonds de tendresse; un certain mélange de mollesse, d'élégance, de familiarité et de délicatesse dans le langage qui sied pour l'expression d'un amour italien contenu par le sentiment du devoir; tels sont, ce me semble, les traits principaux des tragédies de Silvio.

Après la chute de Napoléon, la famille du poëte était retournée à Turin; quant à lui, retenu à Milan par d'illustres amitiés et de nombreuses relations littéraires, il consentit à se charger successivement de l'éducation des enfants du comte de

Briche et de ceux du comte Porro Lambertenghi. Dans cette dernière maison, dont le chef l'aimait d'une affection toute fraternelle et l'avait donné à ses enfants comme un second père, Silvio passa les jours les plus heureux de sa vie. Au sein d'une excellente famille qui était devenue la sienne, en contact journalier avec toutes les illustrations de l'Italie, l'auteur de *Francesca* eut encore l'avantage de pouvoir vivifier son intelligence par un échange fréquent d'idées avec les hommes les plus éminents de l'Europe, qui, en venant visiter l'Italie, ne manquaient jamais, à leur passage à Milan, de choisir comme lieu de rendez-vous la maison du comte Porro. C'est là que Silvio Pellico connut Mme de Staël, Schlegel, Byron (dont il traduisit *le Manfred* en prose, et qui lui répondit par la traduction en vers anglais de la tragédie de *Francesca*, traduction qui a été malheureusement perdue), Dawis, Brougham, Hobhouse, Thorwaldsen et mille autres. C'est là enfin que Silvio apprit à élever son âme de l'amour de la famille à l'amour de la patrie, noble et malheureux amour rudement éprouvé par dix ans de tortures, mais qui, loin de s'éteindre au fond des cachots, devait se

fortifier, s'agrandir, se transformer pour embrasser un jour dans ses élans l'humanité tout entière.

Dans le grand bouleversement de 1814, l'Italie avait espéré un instant que l'Europe consentirait enfin à lui donner l'indépendance. Une régence avait été constituée à Milan, et des commissaires avaient été envoyés auprès des puissances pour plaider la cause italienne. Cet espoir fut bientôt déçu : la Russie et l'Angleterre ne répondirent aux commissaires que par de l'indifférence, l'Autriche par le dédain et la menace. Le royaume Lombardo-Vénitien fut rétabli. Il fallut se résigner et attendre de meilleurs jours. Au nombre de ces commissaires, et à la tête des patriotes milanais, se trouvaient deux personnages considérables par la naissance, par la fortune, par l'élévation de l'esprit, et par la dignité du caractère : c'étaient le comte Porro, dont j'ai déjà parlé, et qui parvint plus tard à se dérober par la fuite aux rigueurs de l'Autriche, et le comte Frédéric Confalonieri, la plus grande et la plus belle figure politique de l'Italie contemporaine; Confalonieri, illustre martyr que le Spielberg a gardé douze ans enterré vif avant qu'il ait pu donner toute sa mesure, Con-

falonieri, auquel la haine de l'Autriche n'a pas même laissé la liberté de l'exil, et qui languit aujourd'hui dans un autre hémisphère, loin de cette patrie qu'il voulait affranchir.

Ces deux hommes, obligés d'ajourner l'espoir de briser par la force le joug qui pesait sur leur pays, entreprirent de lutter du moins autant qu'il était en eux contre le système d'asphyxie intellectuelle qui caractérise la domination autrichienne. On les vit alors, de 1815 à 1819, au milieu d'obstacles de toute espèce, consacrer leur fortune et leurs soins à l'amélioration matérielle et morale du pays, au développement de l'industrie, du commerce, des arts, de l'instruction publique. Cependant ces entreprises isolées, et presque toujours entravées par la défiance du maître, ne suffisaient pas à la régénération italienne ; on sentit bientôt la nécessité d'élever un drapeau autour duquel on pût rallier pour un même but tous les esprits éminents du pays; c'est pour satisfaire ce besoin que Silvio Pellico, qui s'était dès longtemps associé à toutes les pensées de Porro et de Confalonieri, conçut et proposa le plan d'un journal. Il va sans dire que, rédigé sous l'œil du

maître, ce journal ne pouvait être que purement littéraire; mais, en s'emparant des intelligences, en donnant aux esprits une même impulsion, en s'efforçant d'arriver au bien par le beau, en créant pour l'Italie une sorte d'unité littéraire, ce journal pouvait puissamment contribuer à préparer son unité politique.

Le Conciliateur fut fondé en 1819, dans la maison et par les soins du comte Porro, et bientôt tout ce que l'Italie comptait de grand dans les sciences, dans les lettres, dans les arts, répondit à l'appel de Silvio, et vint apporter son tribut à la pensée des fondateurs. La vie du *Conciliateur* fut brillante, mais elle fut courte. Si pacifique que fût le titre de ce journal, si inoffensive que fût sa rédaction, la censure autrichienne ne voulut pas le laisser vivre. Ses intentions se manifestèrent d'abord par de larges coups de ciseaux, et elle en vint bientôt à ne plus laisser au journal que son titre et la signature des rédacteurs. *Le Conciliateur* cessa de paraitre en 1820, un an après sa fondation.

C'est à ce moment qu'éclata la révolution napolitaine, bientôt suivie de l'insurrection du Pié-

mont. Une même pensée de résistance semblait se propager à travers l'Italie; mal combinés, mal conduits, tous ces mouvements avortèrent. L'Autriche se tenait sur ses gardes; quand elle jugea venu le moment d'agir, elle inonda de troupes la Péninsule, et les arrestations commencèrent. Tout ce que les Etats Lombardo-Vénitiens renfermaient d'hommes éminents par la naissance ou par le talent fut enveloppé dans une même proscription; la rédaction du *Conciliateur* fut frappée en masse; quelques-uns plus heureux, tels que Porro, Arconati, Pecchio, Arrivabène, Berchet, Ugoni parvinrent à gagner la frontière; les autres furent livrés à des commissions judiciaires pour qui juger et condamner était même chose.

Silvio Pellico fut du nombre de ces derniers; il revenait d'un voyage à Venise, lorsqu'il fut arrêté à Milan, le 13 octobre 1820, conduit à la prison de Sainte-Marguerite, de là à Venise, et enfin au Spielberg. Sa vie de prisonnier est connue; elle est dans son livre, et son livre a été traduit dans toutes les langues.

Un mot maintenant sur ce livre.

L'œuvre de Silvio est, comme l'a dit son ami

Maroncelli, un livre *di grandi verita* et *di grand i lacune*. Nous ne sommes pas de ceux qui pensent qu'en lui-même le livre eût gagné à être écrit plus librement, c'est-à-dire en dehors de toute préoccupation de la censure autrichienne; nous accordons volontiers, au contraire, qu'il doit sa véritable originalité au caractère de franche résignation et de mansuétude absolue qui le distingue de toutes les productions contemporaines. C'est le livre d'un saint, et les saints deviennent de plus en plus rares; nous croyons même que le fond et la forme de ce livre sont le résultat bien moins de la position particulière de l'auteur que d'un système chez lui bien arrêté et basé sur des convictions profondément sincères. Ainsi donc, au point de vue de l'art et de la morale chrétienne, *le Mie Prigione* est un livre sublime, mais au point de vue de l'histoire c'est un livre incomplet, insuffisant. Nous vivons dans un temps de langueur et de passion où la vérité ferme et froide est le plus grand besoin des âmes. La charité, qui jette un voile pieux sur le mal et ne dit que la moitié du vrai, est une vertu admirable, mais dont l'histoire n'a que faire; il importe à l'histoire de con-

naître à fond tous les faits odieux pour les flétrir et en extraire toute la moralité qu'ils comportent; il importe à l'histoire de pénétrer partout, dans les casemates du Spielberg comme dans l'antre où s'élaboraient les sentences révolutionnaires de 93. Tout cela importe également à l'histoire, afin qu'elle puisse apprendre aux peuples à professer une même aversion pour le despotisme et la démagogie.

C'est en lisant le supplément aux Mémoires de Pellico, par Maroncelli, et les Mémoires de M. Andryane, que l'on peut se faire une idée *complète* des procédés inouïs du despotisme même *paternel* avec ses ennemis; c'est dans ces deux ouvrages que l'on peut voir combien il est difficile à un homme de résister au penchant qui le porte à abuser de sa puissance quand elle est sans limites; comment certaines positions de la vie suffisent à fausser l'esprit et à dépraver le cœur; comment on peut être bon par nature et atroce par système. Le dernier empereur d'Autriche nous offre un exemple frappant de cette anomalie.

C'est une étrange figure que celle de l'empe-

reur François. Voilà un homme qui a été un des souverains les plus populaires de l'Europe; les Autrichiens l'aimaient comme un père; il possédait au plus haut degré toutes les vertus privées qui distinguent la race allemande; le peuple de Vienne ne l'appelait jamais autrement que *der gute Franz*, le bon François. Or, ce bon François est maître de l'Italie; le sort des armes a accouplé à son peuple un peuple qui lui est étranger par le sang, par les mœurs, par la langue. Ce peuple veut être libre et rester Italien. Aux yeux de l'empereur, cette volonté n'est pas seulement une volonté nuisible à ses intérêts et dont il faut empêcher l'accomplissement par la force, un de ces faits politiques que la politique réprime, mais que la conscience ne flétrit pas; c'est mieux que cela, c'est un crime dans le véritable sens du mot, un crime presque aussi infâme que le parricide; l'Italien qui s'en rend coupable n'est pas seulement un ennemi qu'il faut anéantir ou dompter, c'est un grand scélérat qu'il faut punir, mais qu'il faut surtout (car l'empereur est bon) *corriger*, *améliorer*.

Or, voici comment s'y prend l'empereur Fran-

çois pour *corriger* ses sujets italiens ; et d'abord il faut vous dire que c'est là son occupation capitale : sur ses vieux jours, le monarque abandonnait volontiers à M. de Metternich la direction des grandes affaires politiques ; sa spécialité à lui, sa grande affaire, c'était la direction matérielle et morale des prisons d'État, et particulièrement du Spielberg. Il a, dans son cabinet, un plan détaillé, depuis A jusqu'à Z, de l'intérieur et de l'extérieur de la forteresse ; à ce plan est joint un réglement d'heures qui lui apprend ce que fait chaque prisonnier à chaque minute de la journée ; ajoutez à cela de minutieux rapports qui lui sont adressés chaque semaine par le directeur général de la police, le directeur de la prison, le confesseur, le gouverneur général de la province, etc. ; ainsi renseigné, l'empereur procède à la mise en œuvre de son système pénitentiaire.

D'abord, il importe que les prisonniers politiques ne s'imaginent pas qu'il existe entre eux et un criminel ordinaire, assassin, faussaire, voleur ou autre, la moindre différence ; ils seront donc placés dans un lieu habité par des forçats, ils seront vêtus en forçats, enchaînés comme des for-

çats, et plus rudement traités que des forçats ; car ils auront de moins qu'eux la faculté de respirer l'air extérieur et la faveur du travail (1). La faim est aussi un moyen d'amendement ; les prisonniers du Spielberg sont constamment affamés ; les chétifs aliments qu'on leur fournit sont de telle nature que, quand l'inanition les force à porter à leurs lèvres le vase fétide qui les contient, ils sont obligés de se serrer le nez avec les doigts.

Dans les premiers temps, on leur laissa la jouissance de leurs livres ; mais l'empereur s'aperçut bientôt que cette lecture était pour eux un *aliment moral* qui les aidait à supporter dignement, c'est-à-dire *impudemment* leur position ; les livres furent enlevés. Toute communication orale ou écrite fut sévèrement interdite entre les condamnés, et l'empereur attendit que quelque témoignage d'humilité et de repentir vînt lui apprendre le bon effet de son procédé. Il n'en fut rien ; les captifs se taisaient et se résignaient. Quelques

(1) Il fut un instant question de donner à chaque prisonnier politique un forçat pour compagnon de cachot, mais les forçats réclamèrent contre cette aggravation de peine et le projet n'eut pas de suite. (Voir les Mémoires d'Andryane.)

consolations leur restaient encore : ils écrivaient leurs pensées sur les murailles de leur cachot avec des clous, des épingles ou des morceaux de verre ; ils trouvaient même le moyen d'éluder la surveillance de leurs gardiens, et de s'écrire entre eux quelques lignes tracées d'ordinaire avec leur sang (1). De plus, ils jouissaient d'une lucarne grillée ; en se cramponnant aux barreaux, ils apercevaient dans le lointain la vallée de Brünn. Ils voyaient le soleil, ils contemplaient un beau paysage, ils suivaient dans son vol l'hirondelle, et ils s'endurcissaient ainsi dans l'iniquité.

Le but de l'empereur n'était pas rempli : un ordre arrive de Vienne de faire chaque semaine, dans chaque cachot, une inspection rigoureuse. Le prisonnier, dépouillé de tous ses vêtements,

(1) Les Mémoires de M. Andryane contiennent à ce sujet un trait touchant que la modestie de l'auteur *des Prisons* a passé sous silence. Le jeune prisonnier français se désolait de ne pouvoir continuer, faute d'encre, un ouvrage qu'il avait commencé ; cet ouvrage, écrit au point de vue chrétien, avait été communiqué à Silvio, et il lui plaisait. Désireux de le voir achever, Silvio fit secrètement parvenir à l'auteur une fiole remplie de son propre sang. Cet ouvrage, écrit avec le sang de Silvio, ne put échapper aux perquisitions, et il finit par être brûlé.

jusqu'au dernier inclusivement, doit attendre nu et grelottant de froid que de hauts fonctionnaires, couverts de plaques et de décorations, des barons, des conseillers d'Etat, des directeurs généraux, après avoir inspecté toutes les parties de son corps, aient fouillé en tous sens sa misérable paillasse, flairé le baquet infect qui forme l'unique meuble de sa prison, et décousu chaque pièce de son costume de forçat pour découvrir les clous, épingles, chiffons de papier et autres objets qui lui donnent des distractions et font ombrage à l'empereur ; et, pour que le plan de ce dernier soit complet, un rideau de pierre s'élève bientôt en face de chaque grille et vient enlever aux captifs leur dernière consolation. Dévorés alors par cette oisiveté éternelle, cet horrible tête-à-tête avec les murs d'un cachot, les malheureux demandent à grands cris de partager avec les forçats la faveur d'un travail matériel, qui sauve leur corps de l'inaction qui le tue. La supplique est transmise à l'empereur, qui *permet* aux prisonniers d'exercer leur corps en *imposant* à chacun d'eux l'obligation de faire, chaque jour, une certaine quantité *de charpie*, le tout sous peine de privation totale d'aliments et

même de bastonnade. Les prisonniers se récrient sur la nature de cette besogne, sur la malpropreté des vieux linges d'hôpital dont on les force de respirer les émanations malsaines, sur l'obligation imposée qui transforme une faveur demandée en une peine de plus. A tout cela l'empereur répond : « De quoi se plaignent-ils? Ne sont-ils pas philanthropes? » Les captifs se résignent, ils font de la charpie; mais, tandis que leurs mains sont occupées à ce monotone travail, leur pensée est libre; ils pensent à leurs douleurs, et c'est encore une consolation. L'empereur ne tarde pas à s'apercevoir qu'il est difficile d'amener à composition un rebelle qui pense, et alors l'obligation de faire de la charpie est remplacée par celle de tricoter, chaque semaine, une paire de bas, avec la sanction pénale indiquée plus haut. Il faut que la pensée du prisonnier descende des hauteurs où elle se réfugiait pour se fixer sur le peloton de laine grossière qu'il doit apprendre à tisser avec des aiguilles de bois.

L'imagination s'épouvante en face de pareils faits, dont je ne cite qu'une très-petite partie; elle refuserait d'y croire, si les victimes n'étaient là

pour les attester. Et quels sont les hommes qu'atteignent ces mille tortures, d'autant plus cruelles qu'elles sont plus mesquines et plus dégradantes? quels sont ces hommes qui doivent ainsi, à toute heure, paraître nus devant leurs geôliers, souffrir la faim et la soif, porter la chaîne au corps et à la pensée, faire de la charpie et tricoter des bas? Ces hommes, c'est la fleur de l'Italie, ce sont des jeunes gens riches d'avenir, ou des vieillards dont le passé est glorieux. C'est Confalonieri, noble rejeton d'une noble race, frère de lait d'une des femmes de l'empereur lui-même; c'est le jeune marquis Palavicini, c'est Pietro Borsieri, un des premiers poëtes du Milanais; c'est le jeune et débile comte Oroboni, que la faim tua assez tôt pour l'empêcher de souffrir mille morts; c'est Villa, époux et père, arraché à une femme, à des enfants adorés, et délivré aussi de ses maux par la mort; c'est don Marco Fortini, digne prêtre, candide et pur comme aux premiers âges de l'Église, et qui, condamné en qualité *de carbonaro*, s'en allait demandant à chacun de ses juges ce que c'était qu'un *carbonaro*; c'est Munari, jurisconsulte célèbre, vieux philosophe en cheveux

blancs, impassible, comme Epictète ou Zénon, à toutes les douleurs physiques qui le rongeaient, et pleurant comme un enfant de se voir forcé de tricoter chaque semaine une paire de bas; c'est le colonel Moretti, autre vieillard de soixante ans, vétéran de l'ex-garde impériale, échappé aux boulets de trente batailles pour venir courber sa noble tête de soldat sous les ignominies du Spielberg; c'est Bacchiega, officier de l'ancienne armée italienne; c'est Foresti, jeune magistrat distingué; c'est Andryane, c'est Maroncelli, c'est Silvio Pellico.

Et quand on pense que cette vie atroce, signalée à chaque minute par une persécution nouvelle, a duré non pas un mois, non pas un an, mais *dix* ans pour quelques-uns et plus encore pour quelques autres, quand on pense que pas une (1) des victimes n'a voulu acheter sa délivrance au prix d'une bassesse, vainement attendue, vainement sollicitée; on se sent entraîné à détester l'oppresseur de toute la force de l'admiration qu'on éprouve pour l'opprimé.

Mais d'un autre côté, quand on pense que cet

(1) Une seule a faibli, je ne la nomme pas.

oppresseur était un monarque bonhomme, le modèle des époux, des pères et des rois autrichiens, constamment doux et modéré envers tous autres que *ses prisonniers italiens;* quand on le voit accomplir sa besogne de *tourmenteur*, comme s'il s'agissait d'une longue opération chirurgicale, quand on l'entend répondre aux sollicitations des mères et des sœurs de ses victimes par cette éternelle phrase : « Il n'est pas encore assez corrigé »; quand on lit ces curieuses paroles à Mme Andryane, en lui rendant son frère anéanti par dix ans de faim, de soif, de froid, de cachot, de tortures : « *Il faut qu'on lui fasse des vêtements chauds; s'il n'en avait pas il s'enrhumerait et j'en serais responsable. Il faut le laisser peu manger parce que son estomac est fatigué, il faut l'habituer graduellement au grand air, etc.* »; quand on examine ainsi de près la singulière physionomie de *ce paternel bourreau*, la haine se détourne de lui pour se reporter tout entière sur les principes et les institutions qui l'ont fait ce qu'il est ou plutôt ce qu'il fut, car il est mort; il est allé rendre compte de sa pensée à Dieu, laissant entre les mains de son successeur sa cou-

ronne de roi et ses clefs de geôlier. Ferdinand n'a accepté que la première partie de l'héritage : tant mieux pour sa renommée ! L'histoire n'a plus à enregistrer ces actes infâmes qui déshonorent le souverain qui les commet, et plus encore la nation qui les souffre. Mais l'exemple reste, et les mémoires des prisonniers d'Etat du Spielberg seront probablement un jour pour l'Autriche un excellent cours de droit constitutionnel.

Silvio Pellico sortit du Spielberg quelques jours avant notre révolution de Juillet; il en sortit épuisé de corps, mais son intelligence devait survivre aux efforts impies du chef d'un grand empire, qui usa toute sa puissance à éteindre ce souffle émané de Dieu. Depuis la publication du *Livre des Prisons*, Silvio a écrit quelques tragédies nouvelles, dont la représentation a été défendue, malgré leur caractère profondément moral et parfaitement étranger aux questions politiques. L'Autriche ne veut pas que l'Italie applaudisse un poëte dans la personne d'un prisonnier d'Etat. Les œuvres dramatiques de Silvio se composent de huit tragédies : *Francesca da Rimini*, dont j'ai parlé ; *Eufemio di Messina*,

composée à l'époque du *Conciliateur*, et que la censure laissa imprimer à la condition qu'elle ne serait jamais représentée; *Ester d'Engaddi*, *Iginia d'Asti*, *Leoniero da Dertona*; ces trois dernières enfantées sous les Plombs de Venise et dans les cachots du Spielberg; *Gismonda*, interdite récemment au moment où elle venait d'obtenir un très-grand succès, et enfin *Erodiade* et *Tommaso Moro*. Indépendamment de ces tragédies, Silvio a publié douze *cantiche*, petits poëmes narratifs sur des sujets moraux et chevaleresques tirés des Annales de l'Italie; la *cantica* est un genre que Silvio a créé et dans lequel il excelle. Silvio a publié encore une collection de poésies détachées, sous le nom de *Poesie inedite*, où se trouvent des morceaux très-remarquables. L'ouvrage de Silvio qui a eu le plus de succès, après son *Livre des Prisons*, c'est le volume de prose qu'il a publié sous le titre de *I doveri dell' uomo*, *Des Devoirs de l'homme*, « Douce et sage théorie, dit un écrivain, d'une morale dont l'auteur même fournit l'exemple. »

Aujourd'hui Silvio Pellico vit paisiblement à Turin au sein de sa famille, entouré d'amis

généreux, qui rivalisent de bontés et d'attentions pour faire oublier au martyr italien ses longues et cruelles souffrances. Malgré le soin que Silvio met à cacher sa vie, les yeux du monde entier sont tournés vers lui; on sait quelle sensation a produite, il y a quelques mois, la nouvelle heureusement fausse de sa mort. « Il n'a, dit l'écrivain (1) que j'ai cité plus haut, il n'a plus guère le temps de rien composer. Presque toutes ses journées sont prises par sa correspondance, obligé qu'il est de répondre aux lettres affectueuses qui de tous les coins de l'Europe viennent le chercher dans sa retraite. Mais cette tâche, obscure et fatigante en elle-même, lui devient douce, parce qu'il la rend utile, et qu'il exerce ainsi, sans sortir de chez lui, le rôle de convertisseur lointain; Silvio avait tout ce qu'il faut pour obtenir crédit auprès de la jeunesse actuelle; ce crédit il le possède et s'en sert pour la conduire à Dieu. »

(1) M. Guerrier de Dumast.

Digitized by Google

GALERIE DES CONTEMPORAINS ILLUSTRES

ROYER-COLLARD.

Imp de Rene et Cie

Rue de Seine 32

M. ROYER-COLLARD.

M. Royer-Collard est le vénérable patriarche des constitutionnels royalistes de la Restauration.

TIMON. — *Etudes sur les orateurs parlementaires.*

« Y a-t-il, depuis un demi-siècle, un système qui ait été suivi, « un ministère qui ait subsisté, une vérité ou une réputation « politique qui ait duré sept ans ? Que fera-t-on dans sept « ans ? Qui peut répondre, en France, à une pareille question ? On fera comme aujourd'hui ; on prendra conseil des « conjonctures, des ennuis, des terreurs, ou des espérances « dont on sera obsédé : l'inconstance aura une autorité de « plus. Il y aura une loi, nous dit-on, qui sonnera l'heure « de la nouvelle Chambre. Oui, il y aura une loi, plusieurs « si vous voulez ; mais comment ces lois obtiendront-elles le « respect qu'on n'a pas eu pour la Charte ? On ne tue plus « les hommes, grâce à Dieu, mais on tue les lois quand elles « gênent ; cette discussion en est un exemple... Repoussons « comme un présent corrupteur cet accroissement de puissance qui nous est offert contre la Charte : il pourrait se « tourner un jour contre la monarchie. »

C'est aux jours les plus brillants de la Restauration, à l'ouverture de la session de 1824, que M. Royer-Collard laissait tomber du haut de la tribune les graves paroles que je viens de citer. Un murmure d'incrédulité les accueillit ; elles

prophétisaient la tempête, et jamais le ciel ne parut plus serein; le présent était beau, l'avenir s'annonçait radieux, le vieux trône des descendants de Capet semblait à jamais raffermi. L'étranger ne pesait plus sur notre sol, nos blessures se cicatrisaient, le crédit public se relevait, l'amer souvenir de nos humiliations commençait à s'effacer. Un Bourbon mort sous le poignard, comme les Bourbons savent mourir, avait offert son sang en holocauste aux haines des partis; d'une goutte de ce sang, échappée à l'arme homicide, un enfant était né, et la France émue avait salué de ses acclamations ce berceau placé sur une tombe. Pour la première fois depuis cinquante ans nos soldats venaient de marcher et de vaincre sous le drapeau blanc; l'expédition d'Espagne avait atteint son but, malgré les prévisions sinistres de l'opposition, et l'armée n'avait eu à regretter qu'un triomphe trop facile. Rien ne manquait donc à la dynastie restaurée; rien, si ce n'est des amis sages et prudents. Enivré de son succès, le ministère Villèle avait voulu le mettre à profit : l'opposition le gênait dans ses allures; il avait dissous la chambre, et les collé-

ges électoraux avaient été convoqués au bruit des *Te Deum* célébrant la reddition de Cadix. La ferveur royaliste était à son plus haut période; M. de Villèle l'avait tant et si bien exploitée qu'il avait obtenu un résultat inouï dans les annales des gouvernements constitutionnels, c'est-à-dire la victoire électorale la plus complète que jamais ministère ait remportée. L'opposition de gauche avait disparu presque tout entière, dix-sept voix lui restaient à peine; le centre gauche ne possédait plus qu'un représentant unique, M. Royer-Collard; et, pour étouffer ces voix isolées, le ministère avait à ses ordres une phalange de quatre cent-dix hommes dont l'indépendance, pour trois cents au moins, pouvait se résumer en ce vote historique de l'un d'entre eux (M. de La Boessière): « Je « vote pour la loi proposée, parce que j'ai juré d'o- « béir à mon roi, et je déclare que je voterai de « même en faveur de toutes les propositions éma- « nées de l'autorité. »

Certes c'eût été grand dommage qu'un parlement ainsi disposé ne vécût pas au-delà des cinq ans fixés par la Charte; M. de Villèle le pensa ainsi, et proposa tout d'abord à sa majorité de

rayer l'article 37 de cette Charte et de passer avec lui un bail de sept ans. — Sept ans, c'était peu ; mais, la majorité une fois acquise, rien ne l'empêcherait de se donner plus tard à elle-même et au ministère un brevet d'immortalité. Et c'est au moment où cet arrangement se concluait, au moment où, nouveau Balthazar, le ministère se livrait en paix aux espérances et aux excès du triomphe, que la voix solennelle de M. Royer-Collard venait troubler ses joies en lui jetant à la tête la prophétie de Daniel. « Que fera-t-on dans sept ans? » s'écriait l'orateur. Il eût fréml si l'avenir se fût dévoilé tout entier à ses yeux; la parole eût expiré sur ses lèvres si une voix d'en haut lui eût répondu : « Avant sept ans ce ministère qui se promet l'éternité sera mort de corruption ; mais il ne mourra pas seul, il tuera la monarchie. Avant sept ans le gouvernement des Bourbons sera par lui devenu impossible ; avant sept ans tu viendras toi-même, au nom du pays, faire une dernière et vaine sommation à cette dynastie que tu aimes, et qui court à sa perte; et puis trois jours suffiront pour anéantir l'œuvre de quinze années, pour rejeter dans l'exil trois

générations de rois. Et toi, vieux serviteur méconnu, inutile Cassandre, après avoir grandi et brillé sous cette dynastie que tu n'as pu sauver, tu disparaîtras avec elle de la scène du monde; homme des jours qui ne sont plus, regrettant le passé, dédaignant le présent, désespérant de l'avenir, oublié des uns, inconnu des autres, étranger à tous, tu t'isoleras du bruit pour converser avec ta pensée et revenir sur toutes ces ruines que tu as vues s'amonceler durant cinquante ans. »

Il y a aujourd'hui à la Chambre un vieillard majestueux, que les yeux du public des tribunes vont rarement chercher sur les bancs supérieurs du centre où il est comme perdu. Ce vieillard est grand et robuste encore, bien qu'il touche à sa quatre-vingtième année; une perruque roussâtre couvre sa forte tête et la moitié de son large front; son œil est noir et vif; ses traits un peu lourds sont relevés par l'expression remarquable d'une physionomie mâle et fière dont la gravité n'est pas sans une certaine nuance d'ironie dédaigneuse. La tenue de ce vieillard est soignée; sa personne est un peu massive, son geste est compassé, sa parole est solennelle. —

Dans sa première jeunesse, il était, comme Démosthènes, affligé d'une sorte de bégaiement; comme l'orateur grec il a vaincu la nature; mais son débit, quoique beau, a toujours gardé dans sa lenteur une trace du puissant effort de sa volonté. Depuis la révolution de 1830, ce vieillard n'a paru que deux fois à la tribune, il a dit ce qu'il avait sur le cœur, et il est rentré dans son silence de pessimiste, silence expressif dont il se soulage volontiers par des gestes, des murmures ou des saillies qui font le bonheur de ses voisins; car, si elles sont parfois brutales, elles sont souvent profondes et toujours incisives, mordantes, originales.

M. Royer-Collard est un exemple frappant du néant de la gloire humaine aux époques de transition, dans ces temps où l'ordre ancien n'est plus et où l'ordre nouveau n'est pas encore; dans ces temps où tout se prend à l'essai, hommes et choses; où rien ne tient, où rien ne dure; où, pour un nom qui vit, pour une idée qui reste, mille idées, mille noms surgissent, brillent un jour et s'effacent : M. Royer-Collard a brillé plus d'un jour; M. Royer-Collard a été pendant quelques années l'o-

rateur le plus puissant de la Chambre et l'homme monarchique le plus populaire de France; au moment où sept colléges électoraux se disputaient l'honneur de lui confier leur mandat, les femmes de la halle portaient sa cuisinière en triomphe, la presse française retentissait de ses louanges, et la presse étrangère faisait chorus. De tout ce bruit que reste-t-il? un écho qui s'affaiblit de jour en jour, quelques beaux discours enfouis dans le *Moniteur*, vaste cimetière où vont seuls fouiller ces animaux carnassiers qu'on appelle biographes. Et pourtant M. Royer-Collard appartient à l'histoire; ne dût-il rester de lui qu'un nom, ce nom vivra dans nos annales, car il est étroitement lié à tous les souvenirs d'une époque qui ne fut pas sans grandeur.

Pierre-Paul Royer-Collard est né en Champagne, à Sompuis, près Vitry-le-Français, le 21 juin 1763, d'une famille de propriétaires cultivateurs fort estimés dans le pays. Il fit ses premières études à Chaumont, dans un collége de Pères de la Doctrine chrétienne, congrégation enseignante dont un de ses oncles était supérieur. De Chaumont il passa à Saint-Omer, dans un autre collége

de doctrinaires, où il termina son éducation et professa, pendant quelque temps, les mathématiques. — Ses goûts l'entraînant vers le barreau, il quitta Saint-Omer, vint à Paris étudier chez le procureur, et fut reçu avocat au parlement au moment où éclatait la dernière querelle entre cette compagnie et la cour, querelle bientôt suivie de la convocation des États-Généraux et du serment du jeu de paume, première date de l'ère nouvelle.

Le jeune avocat vit avec joie les symptômes d'une transformation sociale qui allait ouvrir une voie plus large aux idées et aux hommes. Il entra dans le mouvement révolutionnaire avec l'ardeur de son âge, tempérée toutefois par le sentiment profond du bien et du beau moral, puisé dans une éducation toute chrétienne.

Paris avait été organisé en sections ; M. Royer-Collard appartenait à la section de l'île Saint-Louis, où il habitait. C'est dans l'assemblée de sa section que l'orateur qui devait plus tard honorer la tribune française fit ses premières armes. Les porteurs d'eau et les marchands de bois de l'île Saint-Louis n'étaient pas des Cicéron ; aussi le premier discours du jeune Royer-Collard fit-il un

effet prodigieux. Les sectionnaires le nommèrent président à l'unanimité; et c'est en cette qualité qu'il fut bientôt après appelé à faire partie de la municipalité de Paris, composée d'un représentant de chaque section. Le conseil de la commune le choisit pour secrétaire-adjoint. C'est alors qu'il connut et aima le premier maire de Paris, le noble et malheureux Bailly, dont l'attendrissant souvenir se retrouvait sur ses lèvres, quarante ans plus tard, dans son discours de réception à l'Académie Française. C'est sous la direction de Bailly qu'il prit une part active à toutes les mesures propres à réprimer les excès d'une populace en délire, mesures souvent vaines; car déjà les ressorts de l'autorité commençaient à s'user sous l'influence de l'exaltation des esprits, des imprudences de la cour, des folies de l'émigration, de l'ambition effrénée d'hommes pervers, et de la désunion du roi et de l'Assemblée nationale. Déjà d'affreux massacres commençaient à ensanglanter les rues de Paris, déjà le flot démagogique tendait à submerger la monarchie. M. Royer-Collard vit de près les meneurs du parti jacobin. La plupart de ces hommes, qui s'embrassaient alors et qui

devaient un jour se dévorer mutuellement, la plupart de ces hommes, que nous avons depuis transformés en Titans fantastiques et providentiels, sont restés pour M. Royer-Collard de la CANAILLE PURE ET SIMPLE. Danton, qu'il avait connu au barreau, essaya de le circonvenir et de l'entraîner au club des Cordeliers, mais ce fut en vain; M. Royer-Collard prévoyait déjà qu'une fois séparée de la monarchie, la révolution irait droit de l'anarchie au despotisme. Cependant l'orage grossissait de plus en plus; la journée du *dix* août se préparait dans l'ombre; il y avait déjà du danger pour un modéré à se risquer dans la rue. Le jeune secrétaire de la commune avait si bien conquis l'affection des sectionnaires de son quartier que, quand il se rendait à l'Hôtel-de-Ville, les porteurs d'eau de l'île Saint-Louis se réunissaient autour de lui et l'accompagnaient pour protéger sa personne.

Lorsque enfin au 10 août la royauté fut renversée, lorsque la guillotine commença à battre monnaie sur la place de la révolution, M. Royer-Collard, qui s'était démis de ses fonctions, jugea prudent de quitter Paris. Il se réfugia dans sa famille à Sompuis, où il resta caché pendant la terreur, et

d'où il ne sortit qu'en mai 1797 pour revenir à Paris, député de son département au Conseil des Cinq-Cents. Là il se lia avec Camille Jordan, Barbé-Marbois, Siméon, Portalis et les autres représentants de ce parti monarchique modéré, qui voulait ramener la révolution à son point de départ de 89. Il prononça contre le serment exigé des prêtres, et en faveur du rappel des déportés, deux discours remarquables. C'est dans un de ces discours que, faisant allusion au mot fameux de Danton, et les yeux fixés sur les restes frémissants du parti montagnard, il disait : « Aux cris féroces de la démagogie, invoquant l'audace, et puis l'audace, et encore l'audace, vous répondrez enfin par ce cri consolateur : la justice, et puis la justice, et encore la justice. » Cependant le coup d'État du 18 fructidor renversa les espérances des royalistes; le Directoire, aidé des soldats d'Augereau, décima la majorité des conseils. Moins compromis que ses collègues, M. Royer-Collard évita la déportation ; mais son élection fut annulée.

Rentré dans la vie privée, M. Royer-Collard resta à Paris et fit partie, conjointement avec l'abbé de Montesquiou, MM. de Clermont-Gallo-

rande, Becquey et Quatremère de Quincy, d'un comité royaliste qui correspondait directement avec Louis XVIII. Depuis 1830, on a débité beaucoup de fables touchant la nature, la durée et les actes de ce comité. Des journaux radicaux ont attaqué la probité de M. Royer-Collard, en le représentant comme touchant d'une main, en sa qualité de député, des appointements de la république, et plus tard de l'Empire comme professeur à l'École-Normale, et recevant de l'autre, sous le nom de M. Remi, des appointements de Louis XVIII. Des biographes radicaux ont dit que ces assertions étaient restées sans réponse ; or, M. Royer-Collard les a réfutées lui-même dans la lettre suivante, insérée au *Moniteur* du 19 janvier 1831 :

« En réponse à d'odieux mensonges publiés depuis quelque temps, je vous prie de vouloir bien insérer dans votre journal la déclaration suivante. Je ne me suis point prévalu durant les quinze dernières années des relations que j'avais eues en d'autres temps avec le roi Louis XVIII, je suis loin de m'en défendre aujourd'hui. Voici la vérité peu connue sur ces relations. Elles ont commencé six mois après le 18 fructidor ; plusieurs fois interrompues, elles ont définitivement cessé vers le milieu de l'année 1803. Elles ont consisté en ce que j'ai fait, par le choix de Louis XVIII, partie d'un conseil politique composé de quatre personnes, dont trois vivent encore. Tout ce que j'ai à dire de ce con-

seil dissous avant l'empire, c'est qu'il a communiqué directement avec le chef du gouvernement, alors général Bonaparte, qu'il lui a remis les lettres de Louis XVIII, et qu'il a reçu de lui ses réponses autographes.

« Je puis ajouter, pour ce qui me regarde, que je ne suis point M. Remi, et que je ne connais point le banquier dont on parle. Est-il besoin que j'affirme qu'en aucun temps je n'ai eu, soit avec lui, soit avec qui que ce soit, le genre de relation qui m'est attribuée ? »

Vers 1803, M. Royer-Collard, fatigué de transmettre des avis et des remontrances qu'on n'écoutait pas, désespérant du triomphe d'une cause qui se compromettait de jour en jour davantage dans ses agents, cessa tout commerce avec ses illustres correspondants et s'isola du monde politique pour se livrer tout entier à l'étude, à la méditation.

Ces années de retraite, qui se prolongèrent jusqu'en 1811, ne furent pas perdues; dégoûté des affaires, M. Royer-Collard se tourna vers la philosophie; il y trouva le point d'appui de son talent et le commencement de sa gloire. Après huit ans d'études solitaires, il fut tout à coup nommé par M. de Fontanes doyen de la Faculté des lettres et appelé à une chaire de philosophie, au grand étonnement des spécialités du temps qui ne connaissaient encore rien de lui.

Deux ans plus tard, M. Royer-Collard quittait sa chaire, laissant dans la science une trace qui ne s'est pas effacée. M. Royer-Collard n'a rien écrit en philosophie, hormis un discours prononcé et publié en 1813, qui résume son enseignement, et quelques fragments, qu'un de ses plus brillants disciples, M. Jouffroy, a recueillis et placés à la suite de sa belle traduction des *OEuvres de Reid;* l'enseignement de M. Royer-Collard n'a duré que deux ans; il n'a porté que sur un seul point, l'analyse de l'intelligence et de la volonté humaine, et pourtant M. Royer-Collard est considéré à bon droit comme le grand-père de l'école actuelle; sa gloire est presque autant philosophique que politique, ou plutôt sa politique n'est que sa philosophie appliquée aux affaires. Il nous faut donc d'abord dire un mot de la philosophie de M. Royer-Collard.

Quand il arriva dans sa chaire, seul, obscur, sans antécédents, sans disciples, l'école de Condillac était partout dominante, et le *Traité des Sensations* formait la base de toute philosophie. Excellent levier de destruction, tant qu'il s'était agi de renverser, le sensualisme avait fait merveille entre les mains des encyclopédistes. La

révolution opérée, la doctrine vivait encore, mais d'une vie factice, impuissante et stérile, quand M. Royer-Collard eut l'honneur de lui porter les premiers coups, en l'attaquant à la fois dans son principe et dans ses conséquences. Appuyé sur les travaux alors inconnus à la France de l'Ecole écossaise de Reid et de Dugald-Stewart, il combattit le condillacisme sur son propre terrain, la psychologie; il lui prouva que du moment où il admettait que la sensation est tout le sens humain, il déshéritait l'âme humaine de toute autre notion que celle des sens, et ne pouvait par conséquent expliquer ni les idées de substance, de cause, de durée et d'espace qui n'en sont pas moins réelles, bien qu'elles ne tombent pas sous le sens, ni les faits psychologiques qui sont du domaine de la conscience. Il l'attaqua de même au point de vue moral et pratique, en établissant que, malgré le spiritualisme du maître, l'école de Condillac, forcément conduite à la négation de Dieu et à la morale de l'intérêt, avait pour conséquence nécessaire le matérialisme le plus complet, qu'en un mot le *Catéchisme de Vol-*

de discours prononcés par lui dans des circonstances et sur des sujets différents. M. Royer-Collard ne fut pas un politique ordinaire appliquant tant bien que mal une certaine somme d'idées générales à la conduite des hommes et des affaires. Ce fut avant tout un philosophe, un professeur de droit constitutionnel, arrivant sur le terrain des faits avec un système passé à l'état de religion politique. La tribune fut pour lui une chaire où il apparut comme un docteur de la loi. L'orateur se ressentait du théoricien ; il improvisait rarement. Sa manière habituelle consistait à poser d'abord une formule axiomatique pour en faire découler une suite de déductions rigoureuses. Voici une courte allocution prononcée par lui en 1816 devant les électeurs de la Marne, et qui résume assez bien sa manière.

« Le roi c'est la légitimité; la légitimité c'est l'ordre : « l'ordre c'est le repos; le repos s'obtient et se conserve « par la modération, vertu éminente que la politique em- « prunte à la morale ; la modération, attribut naturel de la « légitimité, forme donc le caractère distinctif des véritables « amis du roi et de la France. »

Elargissez par la pensée ce syllogisme de manière à pouvoir y faire entrer un beau discours, et

vous aurez tout M. Royer-Collard, qui ne se sépare jamais de cette forme dogmatique.

Il semble au premier abord qu'une politique ordonnée dans son exposition ainsi qu'un théorème doit briller surtout par l'esprit de suite, rester homogène en tout temps et n'impliquer jamais contradiction. Il n'en est rien cependant, et je ne connais pas d'exemple plus frappant de la fragilité des systèmes en présence des passions et des faits, que la collection des remarquables discours prononcés durant quinze années par M. Royer-Collard. Chacun de ces discours, considéré en lui-même, est un modèle de logique ; ce n'est d'un bout à l'autre qu'un syllogisme éloquent ; prenez tous ces syllogismes, comparez-les, vous apercevrez entre eux des contradictions énormes, et d'autant plus frappantes qu'elles sont plus rigoureusement déduites de formules parfaitement contraires. Du commencement à la fin de la Restauration, M. Royer-Collard est ballotté, lui et sa logique, entre deux principes auxquels il porte un égal amour, la légitimité et la liberté. Il a, sur ces deux principes, des idées également absolues ; il n'admet pas un instant qu'ils puissent exister

l'un sans l'autre, et il défend tour à tour chacun d'eux avec des axiomes qui s'entredétruisent.

Métaphysicien, M. Royer-Collard s'était occupé de fixer et de décrire les rapports nécessaires du physique et du moral, du corps et de l'âme; homme politique, il aperçut des rapports analogues entre la légitimité et la liberté. La vie sociale, en dehors des uns, lui parut aussi impossible que la vie humaine en dehors des autres.

« La monarchie légitime et la liberté sont, disait-il (1), les conditions absolues de notre gouvernement, parce que ce sont les besoins absolus de la France. Séparez la liberté de la légitimité, vous allez à la barbarie; séparez la légitimité de la liberté, vous ramenez ces horribles combats où elles ont succombé l'une et l'autre. »

Le mariage *indissoluble en droit* de la légitimité et de la liberté, sur un pied d'égalité *complète et absolue*, telle était, pour me servir du mot sacramentel, la *doctrine* fondamentale de M. Royer-Collard. Or, c'était là une véritable chimère métaphysique; et c'est parce que seul il professa cette théorie complétement, de bonne foi, sans restriction ni réserve, que M. Royer-Collard se distingue, non-seulement de la masse des constitutionnels

(1) Discours sur la loi des élections. 1820.

modérés de la Restauration, mais encore de ces quelques hommes connus sous le nom de *doctrinaires*, et dont on l'a considéré comme le chef, qualification que, par parenthèse, il a toujours refusée (1). Tous désiraient comme lui voir vivre en bonne intelligence la légitimité et la liberté; mais pour eux l'existence de la dynastie légitime était une garantie d'ordre social, et rien de plus; tandis que pour lui c'était la consécration d'un droit absolu, en dehors duquel toute combinaison était radicalement nulle. Tous admettaient comme pis-aller, entre la monarchie légitime et la république, un terme moyen qu'il n'admit jamais; et bien souvent, dans les causeries intimes, aux plus mauvais jours de la Restauration, quand ceux que l'on appelait ses disciples portaient la discussion sur le terrain de la révolution anglaise de 1688, il refusait de les suivre et leur fermait la bouche. Attaché de cœur et de principe aux Bourbons de la branche aînée, il les considéra toujours comme inséparables de la monarchie. Et cependant il voulait la liberté; il l'envisageait aussi,

(1) J'ai déjà raconté l'origine du mot *doctrinaire* dans la biographie de M. Guizot.

non pas comme une concession nécessaire en fait, révocable en droit, mais comme un droit primordial et imprescriptible. Concilier ces deux droits ennemis, voilà quelle fut la pensée de sa vie, pensée chimérique, pensée de philosophe, qui le conduisit à développer, suivant les alternatives du combat, des théories contraires également absolues, jusqu'au moment où l'un des adversaires ayant tué l'autre, il voulut, une fois pour toutes, être conséquent à lui-même et se suicida politiquement sur le cadavre de la légitimité.

Ainsi, le même homme qui, en 1820, pour défendre un ministère modéré, soutenu par la royauté et attaqué par une majorité ultrà-royaliste, prononçait ces paroles solennelles :

« Le jour où le gouvernement n'existera que par la majorité de la Chambre, le jour où il sera établi en fait que la Chambre peut repousser les ministres du roi, et lui en imposer d'autres qui seront ses propres ministres ; ce jour-là c'en est fait non pas seulement de la Charte, mais de notre royauté, de cette royauté indépendante qui a protégé nos pères, et de laquelle seule la France a reçu tout ce qu'elle a jamais eu de liberté et de bonheur ; ce jour-là nous sommes en république ; »

Le même homme qui prononçait ces paroles devait, dix ans plus tard, en 1830, dans des cir-

constances différentes, développer avec la même solennité le thème contraire, et signifier à la royauté, au nom de la Charte, cette fameuse sommation des 221, qui la plaçait entre un changement de ministère et une révolution.

La vie politique de M. Royer-Collard fourmille de contradictions de ce genre; mais hâtons-nous d'ajouter que, si ces contradictions sont plus visibles chez lui, c'est qu'elles sont plus désintéressées, et partant plus franches dans leur dogmatisme. Elles sont de tous les temps, mais elles furent surtout frappantes sous la Restauration : dans la bataille de quinze ans que les constitutionnels et les royalistes se livrèrent sur le terrain de la Charte, ils ne firent autre chose que se passer mutuellement leurs principes; pareils aux deux champions de Shakspeare, Hamlet et Laërtes, ils échangeaient leurs rapières dans la chaleur du combat. Maîtres du pouvoir, les constitutionnels cherchaient des armes défensives dans l'arsenal des royalistes, lesquels, à leur tour, s'armaient pour l'offensive du glaive constitutionnel. Les arguments variaient avec les positions. La gauche libérale fut plus conséquente, par l'excellente raison qu'elle atta-

qua toujours et n'eut jamais à se défendre. Si elle fût arrivée au pouvoir, nous en avons eu la preuve depuis, elle n'eût pas argumenté autrement que tout le monde.

C'est en 1814, avec les Bourbons, que M. Royer-Collard rentra dans la vie politique qu'il n'avait fait que traverser jusque-là. Louis XVIII avait trop de mémoire et trop d'esprit pour oublier son ancien correspondant. Il le nomma chevalier de la Légion d'Honneur et directeur général de l'imprimerie et de la librairie. On sait combien la première restauration, organisée sous la dictature d'un favori, M. de Blacas, commit d'imprudences et de fautes. M. Royer-Collard lui-même fut entraîné par le mouvement royaliste, car ce fut lui qui, dit-on (1), élabora, conjointement avec M. Guizot, cette loi sur la presse présentée aux Chambres par M. de Montesquiou, qui, en établissant la censure préventive contre laquelle M. Royer-Collard a soutenu plus tard de si beaux combats, violait tout d'abord l'art. 8 de la Charte. Il est vrai

(1) *Histoire de la Restauration* par un homme d'État, tome II, p. 100. Je dois ajouter cependant que M. Royer-Collard a toujours nié que cette loi fût son œuvre.

qu'alors la Charte était qualifiée par les ministres *d'ordonnance de réformation.*

A la seconde restauration, M. Royer-Collard, éclairé sans doute par l'expérience, déserta le parti ultra, et se rangea sous la bannière des royalistes modérés, représentés par MM. de Serres et Pasquier. M. Royer-Collard n'avait pas encore acquis cette influence de parole qui l'éleva si haut plus tard, mais il était déjà assez connu comme philosophe pour rallier autour de ses idées quelques députés indépendants. C'est cette minorité modérée, de soixante-cinq membres au plus, qui, appuyée sur les sympathies du roi et du ministère, lutta pendant près de deux ans contre une majorité fougueuse de Jacobins royalistes, demandant sans cesse des proscriptions et des têtes. Les rôles étaient intervertis : les ministres défendaient la prérogative royale contre les royalistes, tandis que les royalistes plaidaient pour l'omnipotence parlementaire, et cherchaient à entraîner de force le pouvoir dans des voies de réaction.

Le ministère, tout en cédant beaucoup, ne cédait jamais assez. Les lois d'exception les plus

sévères, présentées par lui, étaient modifiées par la majorité dans le sens d'une rigueur plus grande. C'est ce qui arriva pour la loi suspensive de la liberté individuelle, pour la loi sur les cris séditieux; c'est ce qui arriva dans la discussion du projet de loi pour l'institution des cours prévôtales, où M. Royer-Collard chercha vainement à introduire quelques garanties de liberté; c'est ce qui arriva enfin lors de la discussion de ce fameux projet de loi d'amnistie, substitué par la majorité royaliste au projet ministériel, loi d'amnistie dérisoire, qui embrassait dans ses vagues *catégories* d'exception plus de *onze cents* individus, et qui ajoutait à la proscription en masse de tous les hauts fonctionnaires impériaux pendant les cent jours, la confiscation des biens abolie par la Charte, en la déguisant sous le nom de séquestre avec dépôt des revenus à la caisse des consignations. M. Royer-Collard, tout en s'armant, comme d'une précaution oratoire, de ce fait, que plusieurs conspirateurs du 20 mars avaient, disait-il, *déjà payé de leur tête leur criminelle entreprise* (c'était quelques jours après la mort de Ney et de Labédoyère), M. Royer-Collard combattit avec

éloquence la conception draconienne de M. de Labourdonnaye. « Je ne sais point aller plus loin « que le roi, disait l'orateur ; je ne me mettrai « point entre les coupables et lui ; » et il concluait à la confirmation pure et simple de l'ordonnance du 24 juillet. La loi des catégories ne fut rejetée qu'à une majorité de huit voix, et encore fallut-il, pour obtenir ce succès, que le ministère accordât malgré le roi, aux royalistes, le bannissement des régicides.

Bientôt survint la discussion de la première loi d'élection; le gouvernement, désireux d'en finir avec la majorité royaliste, se préparait à une dissolution et cherchait à régler les élections prochaines par une loi qui fît pénétrer dans la chambre des opinions moins passionnées. Dans la discussion de cette loi, M. Royer-Collard soutint le projet ministériel contre le projet plus libéral de la majorité royaliste, qui espérait à l'aide des deux degrés d'élection, et avec l'établissement des électeurs à 50 francs, dominer les colléges et échapper à la ruine que le ministère lui préparait. C'est à ce sujet que M. Royer-Collard dépensa une bonne quantité de métaphysique pour

prouver dogmatiquement à la Chambre qu'elle était élective, mais non représentative, et qu'elle n'exprimait jamais que sa propre opinion. Champion absolu du pouvoir royal contre les royalistes, M. Royer-Collard s'efforçait, à cette époque, d'enfermer les élections et la Chambre dans le cercle élargi de la prérogative.

Enfin arriva l'ordonnance de dissolution du 5 septembre 1816 qui tua cette fameuse Chambre *introuvable*. L'ordonnance du 5 septembre fut élaborée par M. Decazes, de concert avec MM. Pasquier et Royer-Collard, alors conseiller d'Etat et président du conseil d'instruction publique. La majorité royaliste sortit mutilée des élections; transformée en minorité, elle prit décidément le masque libéral, et se mit à attaquer avec acharnement toutes les lois d'exception qu'elle avait elle-même arrachées au ministère deux ans auparavant; et à son tour la minorité constitutionnelle, devenue majorité, prétendit faire son profit des lois votées contre elle et malgré elle. M. Royer-Collard, uni plus étroitement que jamais au ministère, dogmatisait au nom du pouvoir et insistait pour le maintien des lois exceptionnelles

qui suspendaient la liberté de la presse et la liberté individuelle.

« Les journaux, disait-il alors, sont des écrits particuliers qui allant trouver le public et se renouvelant sans cesse comme la parole, participent de la nature des allocutions publiques; on ne doit pas méconnaître que là où il y a des partis, les journaux cessent d'être les organes des opinions individuelles, mais que, voués aux intérêts qui s'en emparent, instruments de leur politique, théâtre de leurs combats, leur liberté n'est en vérité que la liberté des partis déchaînés. »

Cependant les passions s'apaisaient, les partis se calmaient peu à peu, le gouvernement des Bourbons commençait à se nationaliser ; un mouvement libéral se fit sentir de plus en plus dans la marche du gouvernement. M. de Richelieu, après avoir signé l'acte d'évacuation du territoire par les troupes alliées, abandonna les affaires aux mains de M. Decazes, sous la présidence nominale du général Dessoles. M. Royer-Collard et ses amis entrèrent franchement avec le ministère dans la voie des concessions. Les lois exceptionnelles furent abolies : une des meilleures lois qui aient régi la presse, celle de 1819, œuvre doctrinaire qui détruisait la censure et consacrait la juridiction du jury, fut élaborée au sein du conseil d'État par MM. Royer-Collard, de

Serre et Guizot, et appuyée devant les Chambres par les deux premiers. Malheureusement ce système de transaction, de conciliation, dura peu; peut-être est-il juste de dire que les partis extrêmes en abusèrent; toujours est-il que l'élection d'un prêtre régicide, l'abbé Grégoire, appelé à siéger en face des ministres du frère de Louis XVI, vint ranimer les fureurs royalistes et religieuses qui commençaient à s'amortir. M. Decazes, débordé, aima mieux céder et revenir sur ses pas, que d'abandonner son portefeuille. La loi d'élection de 1817, née des doctrinaires et défendue constamment par le ministère, fut abandonnée par lui comme trop libérale : M. Royer-Collard refusa de suivre ce mouvement de recul; il donna sa démission de président de la commission de l'instruction publique. Les choses en étaient là quand l'assassinat du duc de Berry renversa M. Decazes, et livra enfin le pouvoir aux mains des hommes de la droite.

A dater de ce moment la position politique de M. Royer-Collard, éliminé avec ses amis du conseil d'État, devient de plus en plus belle, et son éloquence grandit avec sa position. Le premier acte du second ministère Richelieu fut de

suspendre de nouveau la liberté de la presse et la liberté individuelle ; M. Royer-Collard attaqua ces deux lois d'exception, qu'il définit : un emprunt usuraire qui ruinait le pouvoir. Quand le gouvernement présenta une nouvelle loi électorale destinée à remplacer la loi de 1817, M. Royer-Collard défendit la première comme plus conforme aux principes et à la Charte.

Cependant le second ministère Richelieu était encore trop modéré pour vivre longtemps en bonne intelligence avec le parti royaliste, redevenu majorité, majorité aigrie par les conspirations avortées des enfants perdus du libéralisme, et plus que jamais convaincue que la rigueur pouvait seule sauver la monarchie. Des ministres tels que MM. de Serre, Mounier et Pasquier n'étaient pour elle que des révolutionnaires déguisés, et elle ne pouvait donner sa confiance qu'à un ministère qui fût l'expression complète de ses amours et de ses haines. Elle le trouva enfin en 1822 dans le ministère Villèle.

Je n'ai pas à faire ici l'histoire de cette administration désastreuse qui garda cinq ans le pouvoir et ne le rendit qu'après l'avoir complétement

anéanti par l'abus. M. Royer-Collard fut son plus formidable ennemi. Depuis le premier acte de violence par lequel il ouvrit sa carrière, l'expulsion de Manuel, jusqu'aux fusillades de la rue Saint-Denis, qui précipitèrent sa chute, le ministère Villèle eut constamment à lutter contre cette parole d'autant plus imposante qu'elle était plus franchement monarchique.

Lorsque les élections de 1824, qui suivirent la guerre d'Espagne hautement désapprouvée par M. Royer-Collard, eurent envoyé à M. de Villèle cette phalange si dévouée des *trois cents*, le ministre ne garda plus de mesure. Séparé de la gauche dont il ne partageait point les répugnances, seul de son parti dans la Chambre, M. Royer-Collard s'éleva si haut dans l'estime publique qu'en trois ans le centre gauche était par lui devenu, pour me servir de l'expression d'un historien (M. Lacretelle), le *centre national*. Aux élections de la fin de 1827 on peut dire que M. Royer-Collard représentait non pas seulement les sept colléges électoraux qui le choisirent, mais la France entière, la France hostile au ministère Villèle, mais non encore hostile aux Bourbons. Deux ans plus tard, le minis-

tère Polignac aidant, M. Royer-Collard ne représentait plus que lui-même.

Je suis obligé de glisser rapidement sur cette belle période de la vie de M. Royer-Collard ; elle est d'ailleurs assez connue pour se passer de commentaires. Son discours contre le droit d'aînesse, son discours contre la septennalité, son discours contre la ridicule et atroce loi du sacrilége, son discours contre cette loi suppressive de la liberté de la presse, que son malencontreux auteur appelait la loi de *justice* et d'*amour*, ces discours et plusieurs autres resteront comme des modèles d'éloquence parlementaire.

Quand on n'a pas entendu M. Royer-Collard, il faut le lire. Ses discours, soigneusement élaborés, perdent très-peu à la lecture ; mais l'analyse la plus minutieuse ne saurait donner qu'une idée incomplète de cette éloquence à la fois austère et chaleureuse, concise et large, lucide et solennelle, dont la forme est parfaite et où la pensée se produit toujours avec des proportions en quelque sorte monumentales. L'Académie, voulant honorer en M. Royer-Collard la tribune française, l'appela dans son sein en 1827.

L'honnête mais faible ministère Martignac ne put sauver la dynastie ; le ministère Polignac acheva de la perdre. L'abîme s'ouvrait béant pour l'engloutir, quand M. Royer-Collard, président de la Chambre, et organe de cette souveraineté parlementaire qui débordait sa doctrine, passa pour la dernière fois le seuil des Tuileries. D'une voix toujours grave, mais alors profondément émue, ce vieux serviteur de la légitimité prononça son arrêt de mort. M. Royer-Collard ne s'attendait pas plus que Charles X à une révolution ; il ne la désirait pas plus que lui ; mais le principe du droit de la Chambre une fois posé par elle et repoussé par la royauté, la révolution en sortait comme conséquence ; elle affecta douloureusement M. Royer-Collard. Retiré à la campagne, dans le Berri, pendant les trois jours, il hésita quelque temps à revenir à Paris. Nommé vice-président de la Chambre il refusa d'assister à la séance d'intronisation de Louis-Philippe et de signer au procès-verbal. Enfin, lorsque tout fut consommé, il rentra à la Chambre, mais triste, indifférent, silencieux, comme un homme dont la vie politique est finie. Quand il vit la pairie menacée dans son principe, il sortit de son

silence pour exhaler ses ressentiments contre la démocratie triomphante; il prononça l'éloge funèbre de Périer, et sur sa tombe il osa dire qu'il le louait surtout de n'avoir ni désiré ni appelé la révolution de juillet. Lors de la discussion des lois de septembre, il revint défendre une dernière fois la presse qu'il avait tour à tour attaquée et défendue.

Depuis lors, il n'a plus paru à la tribune; il va à la chambre malgré lui, entraîné qu'il est par une habitude de vingt-cinq ans; il y murmure, mais il n'y parle plus. La politique, la littérature, les hommes et les choses d'aujourd'hui, tout cela est confondu par lui dans un sentiment unique, le mépris le plus complet. La génération actuelle lui paie son dédain en oubli, et il se console d'être oublié, en brocardant à la fois ses amis, ses admirateurs, ses ennemis, et le public qui ne s'en doute guères; car ce n'est pas un des traits les moins singuliers de cette figure historique d'allier à la gravité la plus solennelle l'ironie la plus mordante. J'ai dit ailleurs, dans la notice sur M. de Broglie, que M. Royer-Collard était le Platon de la doctrine, cela est vrai pour le côté public, majestueux et calme du personnage; par le côté

privé, M. Royer-Collard serait bien plutôt l'Aristophanes de la doctrine. Il n'aiguise pas le *mot* comme M. de Talleyrand, il ne le polit pas, il ne le prépare pas, il l'improvise; tel il lui vient, tel il le donne cynique ou gracieux, peu lui importe, et ces *mots* sont d'autant plus recherchés par les amateurs qu'il les débite avec un aplomb majestueux, avec un sérieux naïf et vrai qui en double la valeur. Ainsi il dira d'un homme politique distingué qui passe pour être peu scrupuleux : « C'est la fleur des drôles » ; d'un orateur que son voisin qualifie de sot : « Ce n'est pas un sot, c'est le sot ; » il prouvera doctement à un de nos célèbres financiers, absorbé par le positif des affaires, qu'il est *un animal;* il définira deux hommes d'état ainsi : *Un tel* n'a pas le sentiment du bien et du mal, *un tel* l'a, mais il passe outre.» On connaît son mot sur la Chambre aux temps de la coalition. « J'ai vu mieux, j'ai vu pis, mais je n'ai jamais rien vu de pareil. » On se rappelle également son apostrophe à M. Odilon Barrot. Vous ne me connaissez pas, lui disait dans une discussion particulière l'honorable chef de la gauche. « Je ne vous connais pas, monsieur? répondit M. Royer-Collard ; il y a quarante ans que je vous

connais; seulement dans ce temps-là vous vous appeliez *Pétion.* » Pour qui sait tout ce qu'il y avait d'indécis, de faible, de creux, de pompeusement mesquin, dans le caractère du *vertueux* Pétion, le mot du vieux doctrinaire est le sublime de l'ironie profonde et incisive.

Cette manie d'épigramme n'empêche pas que M. Royer-Collard ne soit une des plus honnêtes et des meilleures natures, un des caractères les plus beaux, les plus grands, les plus respectables de ce temps-ci. Sa vie privée est admirable de pureté et de dignité; étranger aux intrigues, dédaigneux d'honneurs et d'argent, voué tout entier aux saintes affections du foyer, cruellement éprouvé dans ces affections par la perte récente d'une fille adorée, soutenu par l'amour de celle qui lui reste (1), le noble vieillard achève en paix dans l'ombre les derniers jours d'une existence glorieuse, dont la pensée constante fut le bien et la grandeur du pays.

(1) Mme Andral, qui a épousé un de nos plus célèbres médecins. M. Royer-Collard n'a point de fils, mais son nom est dignement porté par ses deux neveux, MM. Paul et Hippolyte Royer-Collard, l'un professeur à l'École de droit, l'autre professeur à l'École de médecine.

Digitized by Google

GALERIE DES CONTEMPORAINS ILLUSTRES.

Biblioteca Nazionale V. E. III NAPOLI

LE MARÉCHAL MONCEY.

Imp. de Rene et Cie

Ue de Seine

Google

LE MARÉCHAL MONCEY

DUC DE CONEGLIANO.

Que de hauts faits écrits sur ces fronts sillonnés!
CASIMIR DELAVIGNE. — *Messéniennes.*

Le jour où Napoléon revenu de Sainte-Hélène rentrait dans Paris pour aller dormir au milieu de ses vieux braves; au moment où, sous les rayons d'un beau soleil d'hiver, aux acclamations d'une foule immense, salué au passage par les statues de tous les grands hommes de notre histoire, le héros, couché dans son cercueil, s'avançait lentement vers cette grille des Invalides qu'il avait tant de fois franchie sur son cheval de guerre, les spectateurs qui l'attendaient dans

l'église s'écartèrent pour faire place au chef de tous ces vétérans mutilés qui venaient en leur nom recevoir l'empereur. C'était un vieillard caduc, au front chauve, à l'œil terne, au teint blême, et qui semblait écrasé sous le poids des années. On le portait dans un fauteuil; on le plaça à gauche de l'autel, et là, immobile, muet, ce fantôme de soldat, en grande tenue militaire, attendit l'arrivée du cadavre de Napoléon.

Cependant le cercueil avait passé la grille, il pénétrait dans la cour; le bruit du canon se mêlait aux sons d'une musique funèbre, la garde nationale présentait les armes, les invalides s'agenouillaient en pleurant : l'empereur approchait; porté sur les épaules des marins qui le ramenaient de deux mille lieues, conduit par le prince de Joinville qui le précédait l'épée à la main, l'empereur entra. Un frémissement parcourut l'assemblée; le roi descendit de son siége pour venir à la rencontre du cercueil; tout le monde se leva. Le vieillard assis à gauche de l'autel voulut se lever aussi; les forces lui manquèrent, il retomba sur son fauteuil. Un éclair d'émotion passa sur ce visage déjà marqué de l'empreinte de la mort, et

de son regard éteint un instant ranimé le vieillard semblait dire : J'ai assez vécu.

C'est qu'en effet il avait vu bien des jours, ce soldat presque centenaire, ce doyen de nos maréchaux. Sa longue vie, respectée par les boulets ennemis, avait été battue par bien des orages, et bien souvent éprouvée par les vicissitudes de nos révolutions.

Il y a aujourd'hui quarante-huit ans que, général en chef de l'armée des Pyrénées-Occidentales, ce vieillard descendait au pas de charge dans la vallée de Roncevaux, et renversait, aux cris de Vive la république ! la pyramide élevée en mémoire de la défaite des Preux de Charlemagne. La Convention déclarait qu'il avait bien mérité de la patrie. Vingt-neuf ans plus tard il reparaissait aux mêmes lieux, combattant toujours pour la France sous un autre drapeau.

En 1804 il tenait l'épée sur les marches de l'autel où celui qui repose aujourd'hui dans la tombe se couronnait empereur ; dix ans plus tard, commandant de la garde nationale de Paris, il tirait le dernier coup de fusil contre l'invasion étrangère ; fidèle à un nouveau serment, il résis-

coup de sa bière pour passer en revue ceux qui l'entouraient, il eût vu peut-être plus d'une figure se troubler sous son regard ; mais il eût pu marcher droit au vieux Moncey : le vieux Moncey n'eût point eu à rougir devant lui. Jamais le maréchal n'adula l'empereur dans sa puissance pour l'insulter dans son adversité. Délié de son serment par lui-même, il ne revint pas à lui pour l'abandonner encore, et se justifier ensuite de l'avoir servi en le calomniant ; entre le héros mort et le vieillard mourant, pas de souvenirs pénibles ! De sa main de cadavre, l'un eût pressé la main décharnée de l'autre en répétant ce qu'il disait à Sainte-Hélène : « Moncey est un honnête homme. » Ce simple mot vaut bien des éloges pompeux ; il résume à merveille la noble vie du duc de Conégliano, que nous allons parcourir rapidement.

Rose-Adrien de Moncey appartient à une bonne famille de Franche-Comté ; il est né en juillet 1754 à Besançon, où son père exerçait les fonctions d'avocat au parlement. La passion des armes s'empara de lui dès son plus jeune âge ; il avait à peine quinze ans lorsqu'un beau jour il se sauva du collége et s'enrôla dans le régiment

dans la légion des volontaires de Nassau-Siegen; en 1782 il fut nommé lieutenant en second, lieutenant en premier en 1785 et capitaine en 1791.

Alors enfin il trouva ce qu'il cherchait dans le métier des armes; la guerre éclata bientôt furieuse sur toutes nos frontières. Nommé chef de bataillon en 1793, il fut chargé de conduire à l'armée des Pyrénées-Orientales cette légion de volontaires connue sous le nom de *chasseurs cantabres;* ce renfort arriva à propos. On a trop souvent fait honneur du succès de nos armées républicaines à d'autres qu'à nos soldats; nos gouvernants s'égorgaient mutuellement en décrétant la victoire, mais ils l'organisaient fort peu. Du côté de l'Espagne, surtout, aucune mesure n'était prise pour assurer la défense du territoire. Les Espagnols menaçaient à la fois Perpignan et Bayonne. L'armée n'était qu'un rassemblement informe de nouvelles recrues, sans discipline, sans munitions, sans vivres; mais, dans tous les temps, sous tous les régimes, le Français grandit vite au feu du canon. Après quelques mois d'expérience payée par des revers, l'armée des Pyrénées fit comme ses sœurs

du Nord, du Rhin, d'Italie, de la Moselle, de Sambre-et-Meuse, des Alpes, etc.; elle s'arma, se disciplina, se vêtit, s'exerça, se forma sur le champ de bataille, le tout aux frais de l'ennemi.

A peine arrivé au camp de Château-Pignon, le commandant des chasseurs cantabres débuta par un exploit. Le 6 juin 1793, le général espagnol Caro, profitant d'un brouillard très-épais, s'avança de grand matin sur plusieurs colonnes, avec de l'artillerie, dans l'intention de surprendre le camp; mais le commandant Moncey veillait avec ses chasseurs aux avant-postes; il fond sur l'ennemi, le repousse et le poursuit jusqu'à la hauteur de Mendibelza. Une colonne essaie de faire volte-face et démasque une batterie de six pièces de canon; Moncey, soutenu par une compagnie franche de Bordelais, sous les ordres du commandant Boudet, se précipite sur la batterie, et les canonniers sont massacrés sur leurs pièces. Cependant le brouillard se dissipe, l'armée espagnole, s'apercevant qu'elle recule devant une poignée d'hommes, reprend l'offensive, et Moncey opère sa retraite en bon ordre.

C'est par de tels faits d'armes fréquemment

renouvelés que Moncey parvint rapidement au grade de général de brigade, qu'il reçut des représentants en mission : la Convention lui confirma ce titre, et, deux mois après, le comité de salut public, pour le récompenser de sa belle défense au camp d'Andaye, le nomma général de division, et l'envoya en cette qualité à l'armée des Pyrénées-Occidentales, pour commander l'aile gauche, sous le général en chef Muller. — C'était au commencement de l'année 1794, à l'époque où les forces de la république avaient atteint leur chiffre le plus élevé : la France avait près d'un million d'hommes sous les armes. L'armée des Pyrénées-Occidentales stationnait près de Bayonne, entre la Croix-des-Bouquets et Sainte-Anne, dans le camp dit des Sans-Culottes. Les premiers mois de 1794 se passèrent en escarmouches, en engagements peu importants, jusqu'au moment où les succès obtenus à l'est par Dugommier firent décider l'invasion simultanée du territoire espagnol par la Catalogne et par la Navarre. L'armée de Bayonne devait pénétrer par la vallée de Bastan, qui, environnée au sud et à l'est par la frontière de France, plonge au nord

et à l'ouest dans les possessions espagnoles, et permet ainsi de menacer à droite Berra et Irun, à gauche Roncevaux et Pampelune. — C'est le 3 juin (15 prairial) que l'armée, disposée en trois colonnes, commença son mouvement vers les trois passages principaux qui donnent ouverture dans la vallée de Bastan. Moncey conduisait la troisième colonne, chargée de manœuvrer sur Roncevaux. Dans cette guerre de montagnes, chaque jour fut signalé par un combat, dont le plus sanglant fut celui qui se livra pour forcer les redoutes de Commissari, en avant de Berra; le 8 thermidor, toute l'armée avait pénétré dans le Bastan et se préparait à poursuivre les avantages obtenus; le 14 thermidor, les trente redoutes de Saint-Martial et d'Irun furent emportées; trois cents hommes firent capituler Fontarabie; le 15 Moncey s'empara du port du Passage; le 16 il se porte sur Saint-Sébastien, la place capitule le 17, et le lendemain son avant-garde force les portes de Tolosa. — Les représentants en mission nommaient cette série de victoires remportées en dix jours l'heureuse décade. — « Quelle victoire que celle que nous ve-« nons de remporter! écrivait dans l'ivresse du

« triomphe le représentant Garrau. Trente re-
« doutes hérissées de canons, une ville de guerre
« dite *pucelle* (Fontarabie), devant laquelle Ber-
« wick faillit perdre sa gloire et son armée, dix
« à douze mille hommes pour soutenir et défendre
« tous ces ouvrages, une rivière à passer sous des
« batteries nombreuses et supérieurement placées.
« Eh bien, tout cela a été pris et enlevé par six
« mille républicains dans l'espace de dix à douze
« jours!.... Les soldats de cette armée, ajoutait
« Garrau, ne sont pas des hommes, mais des dé-
« mons ou des dieux. »

Ainsi, en un an de temps, notre position était complétement changée du côté de l'Espagne; non-seulement nous avions délivré nos frontières, mais nous entrions chez l'ennemi : toute la Navarre espagnole était conquise. La nouvelle de ce triomphe inattendu fit une grande impression sur la Convention. Barère annonça au milieu des applaudissements la destruction de la Pyramide de Roncevaux, et comme les victoires de l'armée des Pyrénées-Occidentales étaient dues surtout à l'habileté et au courage du général Moncey, les représentants le proposèrent pour le commandement

en chef. Informé de ce fait, Moncey écrivit pour refuser, ne se sentant pas, disait-il, les qualités requises. Les représentants insistent, la Convention passe outre, et proclame Moncey général en chef malgré lui. — C'était à la fin de 1794. Moncey ne tarda pas à justifier la confiance de la Convention. Poursuivant le cours de ses succès, il bat les Espagnols à Lecumberry et à Villa-Nova, s'empare de plusieurs drapeaux, de cinquante pièces de canon, et saisit au profit de la république, dans les belles fonderies d'Orbaïcette et d'Eguy, ainsi que dans la mâterie royale d'Iraty, un matériel estimé 32 millions de francs. Après avoir occupé Castellane et Tolosa, il passa la Deva, vainquit à Villa-Réal, à Mont-Dragon, assiégea Pampelune, prit Bilbao, battit l'ennemi à Vittoria, et soumit toute la Biscaye : il se disposait à passer l'Ebre lorsque les hostilités furent suspendues. La cour de Madrid, effrayée du progrès de nos armes, demanda la paix. Moncey la signa à Saint-Sébastien avec le marquis d'Iranda, et le traité fut ratifié par la Convention le 31 juillet (13 thermidor) 1795.

Le 31 août 1796, il fut appelé au commande-

ment en chef de l'armée des côtes de Brest. Ce poste était important ; en même temps qu'il fallait surveiller les tentatives incessamment renouvelées sur nos côtes par les Anglais et les émigrés, il fallait mener à bien, en Bretagne, l'œuvre de pacification que Hoche venait de terminer dans la Vendée. L'esprit de modération et la générosité de cœur qui ont toujours distingué Moncey lui facilitèrent l'accomplissement de sa tâche. Il consacra tous ses soins à faire disparaître les traces que les discordes politiques avaient laissées dans cette province. Après un an de séjour, il fut envoyé à Bayonne pour commander la première division militaire. Il resta là deux ans dans une inaction qui dut lui être d'autant plus pénible qu'il voyait nos armées cueillir de nouveaux lauriers sur le Rhin, au-delà des Alpes et sur les bords de Nil. Moncey était peu solliciteur : il avait commandé en chef et avec éclat une armée qui n'existait plus, celle des Pyrénées ; avec elle il avait forcé l'Espagne à la paix ; il eût désiré sans doute une position analogue dans une autre armée ; le Directoire l'oubliait, il ne fit rien pour se rappeler à son souvenir. Quand Bonaparte revint d'Egypte, Mon-

cey se trouvait à Paris; jusque-là étranger à toutes les crises intérieures qui avaient signalé les sept premières années de la révolution, le général s'était exclusivement occupé de battre l'ennemi. Bonaparte n'eut pas de peine à lui faire comprendre la nécessité d'un pouvoir régulier et fort, qui mît fin une fois pour toutes aux convulsions anarchiques dans lesquelles s'épuisait le pays. Il vit avec plaisir le renversement du Directoire et l'établissement du Consulat. Bonaparte l'envoya à Lyon commander la 15e division militaire, en se réservant de l'employer activement à la première occasion. En effet, aussitôt que s'ouvrit la brillante campagne de l'an VIII, Moncey fut chargé de prendre quinze mille hommes de l'armée du Rhin pour les conduire en Italie. Au moment où Bonaparte franchissait le mont Saint-Bernard, Moncey traversait avec sa colonne les neiges du Saint-Gothard, et débouchait sur Bellinzona, pour faire sa jonction avec l'armée de réserve ; il se porta sur Plaisance, dont il s'empara, joignit Bonaparte à Milan le 7 juin, et de là se dirigea sur Marengo, où il arriva assez à temps pour prendre part à une de nos plus belles victoires. Après l'armistice qui

suivit la bataille, Moncey occupa la Valteline. Dans la campagne suivante, en 1801, chargé du commandement de l'aile gauche de l'armée sous la direction de Brune, il se porte sur le village de Mozambano, dont il s'empare après une action très-vive, où il eut un cheval tué sous lui. Ce succès était important en ce qu'il ouvrait à l'armée entière le passage du Mincio. L'ennemi, battu à Pozzuolo, à Valleggio, à Salionzo, se replia sur l'Adige; l'armée française l'y suivit en passant l'Adige à Bursolengo. Le général en chef autrichien Bellegarde se porte sur Vicence, pour attendre l'arrivée des généraux Laudon et Wukassowitch, qui descendaient du Tyrol avec des renforts; Brune ordonne à Moncey de se porter sur Trente pour y faire sa jonction avec Macdonald ; le résultat de cette manœuvre devait être d'isoler le corps autrichien de Laudon, de le cerner et de le tailler en pièces. Ce résultat allait être obtenu quand Laudon se tira du mauvais pas à l'aide d'une supercherie indigne d'un soldat. Il envoya au général français un officier de son état-major pour lui annoncer qu'il venait de recevoir la nouvelle certaine d'un armistice conclu entre leurs

chefs respectifs Brune et Bellegarde, et pour demander de conclure une convention semblable. Le loyal Moncey, ne soupçonnant pas que cet avis fût un piége, accorde la suspension d'armes demandée, et Laudon lui échappe en défilant pendant la nuit sur la passe étroite de Caldonazzo, où il eût été écrasé.

Brune, informé de cette nouvelle, se hâte de démentir l'assertion du général autrichien; mais il était trop tard. Furieux de voir manquer son plan, il enlève le commandement à Moncey, et envoie Davoust pour le remplacer; mais ce dernier, par respect pour son collègue, se contenta de prendre le commandement de la cavalerie, et l'armée entière, indignée de la mauvaise foi de Laudon, précipita sa marche pour en tirer vengeance. Elle allait l'atteindre quand les plénipotentiaires autrichiens se présentèrent à Brune en proposant un armistice aux conditions imposées par Bonaparte. Le traité de Lunéville fut conclu bientôt après, et Moncey reçut le commandement militaire des départements de l'Oglio et de l'Adda, qu'il garda jusqu'au 3 décembre 1801, époque à laquelle le premier consul l'appela à Paris pour lui confier

les fonctions d'inspecteur général de la gendarmerie.

Dans cette nouvelle position, Moncey se montra ce qu'il avait été sur les champs de bataille, intelligent, honnête, laborieux, dévoué. En 1804 il présida le collége électoral du Doubs, et fut élu candidat au sénat conservateur par le département des Basses-Pyrénées, qui avait gardé souvenir de sa belle campagne de 1794. Le 19 mai 1804, Napoléon, devenu empereur, le comprit parmi les dix-huit généraux élevés au rang de maréchaux de l'empire; le 2 février suivant il le nomma grand officier de la Légion-d'Honneur et duc de Conegliano.

Durant les campagnes d'Allemagne, Napoléon, désireux de conserver pendant son absence à l'intérieur quelques chefs sûrs et dévoués, laissa Moncey à Paris pour y continuer ses fonctions d'inspecteur général de la gendarmerie; mais lorsque les boulets ennemis eurent éclairci les rangs des maréchaux, quand il fallut faire tête à la fois à l'Autriche et à l'Espagne, Moncey, chargé du commandement d'un corps de vingt-quatre mille hommes, passa la Bidassoa au commencement de 1808,

et marcha contre les insurgés du royaume de Valence, qu'il battit en plusieurs rencontres. L'empereur, après avoir détruit successivement les deux armées espagnoles d'Estramadure et de Galice, ordonna à Moncey et à Lannes de réunir leurs corps pour marcher à la rencontre de l'armée d'Estramadure; les deux généraux joignirent l'ennemi entre Tudela et Cascante. La division Maurice Mathieu attaqua son centre en colonne serrée et l'enfonça du premier choc. La division de cavalerie du général Lefebvre-Desnouettes passa aussitôt par cette trouée, et, par un quart de conversion à gauche, enveloppa toute la droite espagnole, qui fut sabrée et dispersée. La gauche ne fit pas une plus longue résistance; le village de Cascante, où se trouvait le corps de Castaños, fut emporté, et l'armée tout entière, mise en déroute complète, s'enfuit, abandonnant sur le champ de bataille quatre mille tués ou blessés, trois mille prisonniers, trente pièces de canon et sept drapeaux. Le général Palafox parvint à rallier dix mille hommes avec lesquels il s'enferma dans Saragosse. Là il soutint contre Lannes et Moncey ce siége à jamais mémorable, où l'on vit, pour me servir de la magni-

fique description de M. de Chateaubriand, « des en-
« froqués, à cheval comme des dragons de feu sur
« les poutres embrasées, chargeant leurs esco-
« pettes parmi les flammes, au son des mando-
« lines, au chant des *boleros* et au *Requiem* de la
« messe des morts. Les ruines de Sagonte applau-
« dirent. »

Rappelé à Paris par Napoléon, Moncey fut envoyé en Flandre pour faire face aux Anglais qui débarquaient à Walcheren. Après le désastre de cette expédition, Moncey prit le commandement de l'armée de réserve du Nord. Quand fut résolue la fatale campagne de Russie, il fut un des généraux qui manifestèrent le plus ouvertement leur improbation. Napoléon, qui n'aimait pas à être contredit, ne l'appela point à prendre part à cette campagne. On sait quelle suite de revers signala les années 1812 et 1813. L'invasion étrangère trouva Moncey à Paris, commandant de la garde nationale; il se prononça énergiquement pour la résistance, et combattit jusqu'au moment où la défection de Marmont livra la capitale à l'ennemi. Il remit alors son commandement entre les mains du duc de Montmorency, et se retira sur Fontai-

nebleau avec les débris des troupes. Après l'abdication de Napoléon, il envoya à M. de Talleyrand une lettre d'adhésion au gouvernement provisoire. Louis XVIII le maintint dans ses anciennes fonctions d'inspecteur général de gendarmerie, le nomma chevalier de Saint-Louis le 2 juin, et deux jours après pair de France. Dès la première nouvelle du débarquement de Napoléon, il adressa aux gendarmes un ordre du jour pour leur rappeler le serment qu'ils avaient prêté au roi; et quand l'empereur rentra dans Paris, il se tint à l'écart, malgré les avances qui lui furent faites; mais s'étant laissé sans réclamation comprendre dans la liste des pairs impériaux, il se trouva, après la seconde Restauration, déchu de sa qualité de pair, en vertu de l'ordonnance du 24 juillet.

Ici se présente sous ma plume un acte du maréchal Moncey qui l'honore plus que dix batailles gagnées, un de ces actes que l'histoire recueille avec d'autant plus de soin qu'ils sont plus rares, un de ces actes qui suffisent à illustrer la mémoire d'un homme. Le jugement du maréchal Ney est jugé aujourd'hui. Tout Paris a défilé respectueusement, il y a quatorze mois, à la suite du

Captif de Sainte-Hélène, devant la statue triomphante du supplicié de 1815, et dans le cortége il ne manquait pas d'hommes qui avaient banni l'un et fusillé l'autre. Les temps de révolutions fourmillent de rapprochements de ce genre.

Quand la Restauration voulut tuer Ney, elle pensa d'abord à l'envoyer devant un conseil de guerre. La présidence de ce conseil fut attribuée au duc de Conégliano, comme doyen des maréchaux; le noble duc, au grand scandale de la cour, refusa de siéger, et il poussa l'audace jusqu'à déclarer les motifs de son refus et prendre ouvertement la défense de Ney, en adressant au roi une lettre admirable, que l'histoire doit recueillir comme un monument.

Voici cette lettre (1) :

« Sire, Votre Majesté daignera-t-elle me permettre d'élever ma faible voix jusqu'à elle ? Sera-t-il permis à celui qui

(1) Cette lettre, qui n'était pas destinée à voir le jour, fut publiée, pour la première fois, en 1819, par les journaux américains; la *Bibliothèque historique* la reproduisit. Le maréchal, alors rentré en grâce, se crut obligé par convenance de la désavouer, comme n'étant point parfaitement exacte; mais les termes mêmes du désaveu indiquent suffisamment qu'elle l'est.

ne dévia jamais du sentier de l'honneur d'appeler l'attention de son souverain sur les dangers qui menacent sa personne et le repos de l'État ?

« Placé dans la cruelle alternative de désobéir à Votre Majesté ou de manquer à ma conscience, j'ai dû m'expliqner à Votre Majesté ; je n'entre pas dans la question de savoir si le maréchal Ney est innocent ou coupable ; votre justice et l'équité de ses juges *en répondront à la postérité*, qui pèse dans la même balance les rois et les sujets... Sont-ce les alliés qni exigent que la France immole ses *citoyens les plus illustres ?* Mais, Sire, n'y a-t-il aucun danger pour votre personne et votre dynastie à leur accorder ce sacrifice ?

« D'abord ils se sont présentés en alliés; mais les habitants de l'Alsace, de la Lorraine et de votre capitale même, quels noms doivent-ils leur donner ? Ils ont demandé la remise des armes. Dans les pays qn'ils occupent maintenant et dans les deux tiers de votre royaume, il ne reste pas même un fusil de chasse ! Ils ont voulu que l'armée française fût licenciée, et il ne reste plus un seul homme sous les drapeaux, pas un caisson attelé ! Il semble qu'un tel *excès* de condescendance a dû assouvir leur vengeance. Mais non ; ils veulent vous rendre odieux à vos sujets en faisant tomber, soit parmi les maréchanx, soit dans les armées, les têtes de ceux dont ils ne peuvent prononcer le nom sans rappeler leur humiliation.

« Ma vie, ma fortune, tout ce que j'ai de plus cher est à mon pays et à mon roi ; mais mon honneur est à moi ; aucune puissance humaine ne peut me le ravir.

« Qui, moi ! j'irais prononcer sur le sort du maréchal Ney ! Mais, Sire, permettez-moi de le demander à Votre Majesté, où étaient les accusateurs tandis que Ney parcourait les champs de bataille ? Ah ! si la Russie et les alliés

ne peuvent pardonner au vainqueur de la Moskowa, la France peut-elle oublier le héros de la Bérésina?

« Et j'enverrais à la mort celui auquel tant de Français doivent la vie, tant de familles leurs fils, leurs époux, leurs parents! Réfléchissez-y, Sire; c'est peut-être pour la dernière fois que la vérité parvient jusqu'à votre trône; il est bien dangereux, bien impolitique, de pousser des braves au désespoir.

« Ah! peut-être si le malheureux Ney avait fait à Waterloo ce qu'il fit tant de fois ailleurs, peut-être ne serait-il point traîné devant une commission militaire. Peut-être ceux qui demandent aujourd'hui sa mort imploreraient sa protection..... »

Pour bien comprendre tout ce qu'il y a de beau dans cette lettre, qui se détache si noblement au milieu des turpitudes et des bassesses de 1815, il faut se reporter à l'époque où elle fut écrite. La France avait été épargnée par la première invasion, elle fut écrasée par la seconde; *nos amis les ennemis* usèrent largement de leur force et de notre impuissance: 700 millions de contributions de guerre à payer jour par jour par portions égales dans le courant de cinq années; 700 autres millions à titre d'indemnités, à partager entre les divers pays où nous avions porté nos drapeaux; cession ou démolition des places fortes qui défendaient notre frontière du nord; désar-

mement général de ce qui nous restait de soldats; entretien à nos frais, dans nos villes, d'une garnison ennemie de cent cinquante mille hommes pendant cinq ans; spoliation de nos musées et de nos monuments, opérée sous forme de restitution, sans autre règle que le caprice des vainqueurs; enfin brutalités de tous genres exercées sur une nation demi-morte, foulée aux pieds par huit cent mille hommes sous les armes, tels furent les résultats du grand désastre de Waterloo.

Pour comble de malheur, alors que les passions politiques auraient dû se rapprocher et se fondre dans un sentiment commun de douleur et de honte, alors que l'attitude du pays aurait pu être noble encore en se présentant aux coups de la fortune avec un front calme, triste et fier, nous offrions à l'ennemi le hideux spectacle d'enfants qui se déchirent sur le cadavre de leur mère en présence de ceux qui l'ont tuée (1). La France de 1815 se divisait en vainqueurs et en vaincus, en innocents et en coupables, en proscripteurs et en proscrits, comme si nous n'étions

(1) Il va sans dire qu'il ne s'agit point ici de la France en elle-même, mais bien de ceux qui la représentaient.

pas tous vaincus, comme si les torts de chacun ne disparaissaient pas dans le malheur de tous, comme si l'infidélité à un homme ne se compensait pas par la fidélité à la patrie !

Le monarque restauré eût pu jouer un beau rôle ; il avait assez d'esprit pour le comprendre, mais il n'avait pas assez de cœur pour oser le remplir. L'étranger demandait qu'on fît *des exemples* (c'était le mot consacré), les royalistes le demandaient plus haut encore que l'étranger ; si Louis XVIII eût eu le courage, en s'appuyant franchement sur le sentiment national, de refuser à ses amis et aux ennemis de la France la satisfaction de haines que personnellement il ne partageait pas, Louis XVIII serait grand dans l'histoire, et il aurait peut-être sauvé sa dynastie; car le sang de Ney et de Labédoyère a crié bien haut pendant quinze ans contre les Bourbons.

Et c'est au moment où ce grand méfait, ou, si l'on veut, cette grande faute politique allait s'accomplir, au moment où l'égoïsme humain, visible surtout chez les sommités sociales, apparaissait dans toute sa laideur ; au moment où, par crainte pour lui-même, chacun brûlait à qui mieux mieux ce

qu'il avait adoré, où les plus suspects en matière de fidélité se montraient les plus furieux; au moment où le transfuge de Waterloo, aujourd'hui proscrit à son tour, poussait Ney au supplice avec un acharnement incroyable (1); au moment où le défectionnaire de Fontainebleau, que la proscription devait aussi atteindre plus tard, se préparait à jeter dans l'urne un vote de mort contre le brave des braves; au moment où, parmi tous les maréchaux siégeant à la Chambre des pairs, pas un ne trouvait en lui assez de force pour résister aux entraînements du jour; c'est à ce moment que, seul, et le plus pur de tous, le vieux Moncey osa élever sa voix en faveur d'un compagnon d'armes lâchement abandonné, et ne

(1) Il n'entre pas dans mes habitudes de manquer de modération envers personne, et à plus forte raison envers les hommes dont la vie a sa part de gloire et de malheur; mais il est impossible à quiconque lit sans passion les pièces de ce malheureux procès de Ney, de ne pas se sentir indigné du caractère haineux de la déposition de M. de Bourmont contre un homme dont il avait partagé la défection, depuis Lons-le-Saulnier jusqu'à Waterloo *exclusivement*. Il est bien difficile aussi de ne pas s'étonner de voir le duc de Raguse prononcer la MORT de Ney. Parmi les juges du maréchal, il en est certainement qui l'ont condamné de bonne foi; mais combien d'autres ont violenté leur conscience!

craignit pas de faire à sa conscience le sacrifice d'une position acquise par trente ans de glorieux services! C'est là un des plus beaux exemples de courage civil qu'un soldat ait jamais donnés.

Cette lettre si éloquente dans sa simplicité, si franche et en même temps si respectueuse, ne pouvait manquer d'irriter profondément ceux qui avaient résolu la mort de Ney. La réponse ne se fit pas attendre; elle arriva au duc de Conegliano sous la forme d'une ordonnance royale peu honorable pour le maréchal Gouvion-Saint-Cyr, qui la contresigna. Dans cette ordonnance bizarre, pour destituer sans jugement, au nom du roi, un maréchal de France, on exhumait une loi de la république. Voici le dernier considérant de cette pièce curieuse :

« Vu les lettres du maréchal Moncey, desquelles il résulte qu'il n'a point, pour se dispenser de siéger dans le conseil de guerre, la seule excuse qui, d'après l'article VI de la loi du 13 brumaire an V, puisse être considérée comme valable;

« Considérant que le refus de M. le maréchal Moncey ne peut être attribué qu'à un esprit de résistance et d'indiscipline d'autant plus coupa-

ble qu'on devait attendre un exemple tout à fait contraire du rang éminent qu'il occupe dans l'armée, et des principes de subordination que dans sa longue carrière il a dû apprendre à respecter, nous avons résolu de lui appliquer la peine portée par l'art. VI de la loi du 13 brumaire an V contre tout officier qui, sans excuse valable, refuse de siéger dans le conseil de guerre où il est appelé. A ces causes nous avons ordonné ce qui suit :

« M. le maréchal Moncey est *destitué;* il subira une peine de trois mois d'emprisonnement. »

Et pendant qu'on fusillait Ney, Moncey alla faire trois mois de prison au château de Ham.

Louis XVIII s'aperçut bien vite de l'impression que cet acte d'arbitraire inouï avait fait sur l'armée. Au fond il sentait parfaitement tout ce qu'il y avait de noblesse dans le procédé du maréchal ; aussi s'empressa-t-il, après l'expiration de la peine, de réintégrer le duc de Conegliano dans son grade; il reçut son serment de maréchal le 14 juillet 1816. Le 5 avril 1820 il le nomma commandant de la 9e division militaire, et le 30 septembre chevalier de l'ordre du Saint-Esprit.

Quand la guerre d'Espagne fut décidée, en 1823, Moncey, désigné pour le commandement en chef du quatrième corps, se rendit à Perpignan pour procéder à son organisation. Il y trouva à son arrivée les bandes indisciplinés de l'armée de *la Foi* rejetées sur nos frontières par le général constitutionnel Mina, et qui demandaient à marcher avec nous contre leur patrie, et cela au moment où des Français, enrôlés sous le drapeau de Mina, se préparaient à nous disputer le passage de la Bidassoa; triste résultat des discordes civiles. Moncey se serait très-bien passé du concours de ses sauvages alliés. Le fameux *trappiste*, avec sa robe de Franciscain ornée d'un grand sabre en guise de chapelet, d'une ceinture de pistolets en guise de cordon, et chevauchant un fouet à la main, était un collègue qui allait peu aux habitudes sévèrement militaires du duc de Conegliano. Cependant, comme il importait d'entrer en alliés plutôt qu'en ennemis, il fallut accepter de tels auxiliaires, et procéder avec eux à la répression de la révolution espagnole; le maréchal ne s'occupa dans cette tâche que de ce qui avait trait à ses devoirs de soldat.

La campagne d'Espagne, prônée d'abord avec une exaltation ridicule, a été plus tard rabaissée avec excès. Ce n'est pas plus une campagne d'Italie que le duc d'Angoulême n'était le premier capitaine du siècle. Mais si l'armée française n'y a pas trouvé plus de gloire, c'est la faute de l'ennemi, et non la sienne. Au total, considérée du point de vue militaire, cette expédition nous fit honneur en Europe. L'opposition avait pronostiqué d'effroyables revers; l'étranger, déshabitué de gloire française, s'attendait à nous voir échouer là où succomba Napoléon, et ce fut un grand sujet d'étonnement que cette promenade de cent mille hommes marchant au pas, des Pyrénées à Cadix, en balayant au passage tout ce qui résistait.

Le corps du maréchal Moncey, chargé d'opérer sur la Catalogne pendant que le duc d'Angoulême se dirigeait sur Madrid, fut celui qui rencontra le plus de résistance. Il avait en face de lui Mina, qui défendit pied à pied le terrain et se battit bravement. Les opérations avaient commencé le 28; Moncey entra en Espagne par le Col de Perthuis; Peralda, la Jonquière, Camani, Puycerda, Fi-

guières furent enlevées successivement. Le fort de Rosas et le fort *San-Miguel* se défendirent un peu mieux ; ils furent emportés le 2 mai ; Moncey entra en Catalogne. Il fit investir Hostalrich et poussa jusqu'à Barcelonne, dont le blocus commença le 9 juin, en même temps qu'il attaquait la redoutable position de Jorba, valeureusement défendue par le général Milans.

Vainement Moncey, avec la modération qui a toujours caractérisé sa vie militaire, cherchait, par les propositions les plus honorables, à épargner aux habitants de Barcelonne les horreurs d'un siége ; la garnison ne voulait rien entendre. Le 12 septembre, au moment où le duc d'Angoulême se portait sur Cadix et où Lauriston ouvrait la tranchée devant Pampelune, les assiégés de Barcelonne firent une sortie au nombre de six mille hommes, avec cent chevaux et six pièces de canon ; après un combat très-vif ils furent repoussés avec perte. Le 16, une colonne débarquée à Mongat pour venir au secours de la place fut entourée et faite prisonnière. Le 11 octobre Moncey reçut la nouvelle de la délivrance de Ferdinand et de son arrivée au port Sainte-Marie ; il s'empressa de

transmettre cette nouvelle aux généraux espagnols, en y joignant un décret du roi qui ordonnait la remise de toutes les places fortes, soit aux troupes françaises, soit aux troupes royalistes espagnoles qui seraient le plus à portée. Ce décret n'était qu'une copie sans date ni signature; Mina refusa d'y ajouter foi, et les hostilités recommencèrent plus vives que jamais; enfin Moncey se procura un décret en forme; les assiégés reçurent d'autre part, par la voie de Tarragone, la nouvelle des événements de Cadix, et ils se décidèrent alors à accepter la capitulation que leur offrait Moncey, et rendirent la ville qu'ils avaient vaillamment défendue. Ce fut la fin de la guerre. Moncey rentra en France, fut nommé grand-croix de l'ordre de Saint-Louis, et vint siéger à la Chambre des pairs, où il se plaça dans les rangs de cette majorité constitutionnelle contre laquelle vinrent échouer les mauvaises lois du ministère Villèle.

La révolution de Juillet n'étonna pas le maréchal; dès longtemps il prévoyait, comme tant d'autres que les efforts continuels d'une race aveugle, s'épuisant à ressusciter le passé, aboutiraient

tôt ou tard à une catastrophe. Confiné dans la retraite par son âge, ses goûts et le souvenir ineffaçable d'un grand malheur privé qui l'avait atteint dans ses plus chères affections (1); dégagé de toute ambition politique; étranger aux fautes qui ont conduit la Restauration à sa perte, et n'ayant jamais été l'objet de ses faveurs, il la vit tomber sans regrets, et reprit avec joie sa vieille cocarde de 92.

Après la mort du maréchal Jourdan, en 1834, il fut appelé à le remplacer dans le poste de gouverneur des Invalides; et c'est là, au milieu des vétérans de nos grandes armées, dont il est l'aîné par le rang, la gloire et l'âge, que le maréchal attend, plein de jours, le moment suprême où son âme, délaissant un corps ruiné par le temps et la guerre, ira rejoindre là haut les âmes des héros de l'épopée impériale.

(1) La mort de son fils unique, le colonel Moncey, brillant officier, enlevé bien jeune encore, en 1818, par un accident déplorable. Se trouvant à la chasse, il voulut franchir un fossé en s'appuyant sur son fusil; la secousse fit partir la détente, et le coup lui fracassa la tête. Il reste au duc de Conegliano une fille mariée à M. Duchêne, lequel a été autorisé récemment par le roi à hériter du titre de son beau-père.

La vie privée du duc de Conegliano fut toujours pure comme sa vie militaire, et signalée par de nombreux actes de bienfaisance. Le maréchal est un des fondateurs de la Société formée pour l'amélioration des prisons; il a largement contribué de sa bourse au développement de l'instruction primaire dans son département, et toutes les entreprises formées dans un but utile, philanthropique, ont trouvé en lui un patron zélé et généreux. Il s'est fait aimer, vénérer par les soldats confiés à ses soins. Aujourd'hui qu'il n'est plus que l'ombre de lui-même, quand il quitte, pour venir à Paris, une terre qu'il possède aux environs de Senlis, et où il passe une grande partie de l'année, c'est pour consacrer tout ce qui lui reste de facultés à s'enquérir, avec une affectueuse sollicitude, de l'état et des besoins de ses vieux compagnons de gloire. Ceux-ci revoient toujours leur maréchal avec un nouveau plaisir; ils aiment à le suivre du regard, quand, soutenu aux deux bras par des serviteurs, il se traîne de salle en salle, examinant tout, s'informant de tout, et réveillant, par sa présence, au cœur de tous ces braves, les plus beaux souvenirs d'un passé qui n'est plus.

Je ne connais rien d'aussi touchant que la caducité d'un soldat, quand on pense que ce regard aujourd'hui éteint s'allumait jadis au feu du canon et lançait des flammes, que cette main défaillante, pressant la poignée d'une épée, portait la mort dans les rangs ennemis; que cette voix cassée, dominant le tumulte de la bataille, contenait ou précipitait les mouvements d'une grande armée; quand on pense que cet être débile, inerte, porté à bras comme un enfant, et courbé vers la terre qui le réclame, fut un être fort, intrépide, enthousiaste, animé du saint amour de la liberté et de la patrie, qui se jeta au-devant de l'étranger, le repoussa de nos frontières, et parcourut ensuite l'Europe entière sur les pas d'un autre Alexandre. Quand on rapproche ainsi les deux points extrêmes de la carrière d'un soldat de 92, on est comme effrayé de la différence des temps qui les séparent.

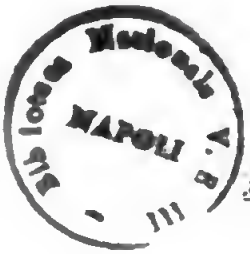
Ils sont en effet déjà bien loin, quoique bien près de nous, ces temps qui virent s'accomplir de si grandes choses: entre cet âge héroïque de notre histoire et l'époque actuelle, on dirait que plusieurs siècles ont déjà passé. Chaque jour la mort

entraine quelques vieux débris de cette génération forte et fière, dont il ne restera bientôt plus que le souvenir. Nos pères ont remué le monde avec la parole et l'épée; ils ont été grands dans leurs triomphes, grands dans leurs revers; ils ont anobli leur pays en masse, et, par eux, la qualité de Français est devenue un titre qui oblige.

Sachons donc conserver intact l'héritage qu'ils nous ont légué : que l'idée de patrie, cette idée sacrée, ce palladium des peuples, ne s'efface pas de nos cœurs pour faire place à je ne sais quel mélange d'individualisme étroit, cupide, avilissant, et d'*humanitairisme* bavard, nuageux, élastique, sentiment bâtard, né de la vanité greffée sur la faiblesse, qui perd en vigueur tout ce qu'il prétend gagner en étendue, et qui, s'il prenait jamais racine dans notre France, la laisserait énervée au jour du danger et prête à courber mollement la tête sous le premier orage venu du dedans ou du dehors.

Digitized by Google

GALERIE DES CONTEMPORAINS ILLUSTRES



M. MARTINEZ DE LA ROSA.

Imp de Rene et Cie ue de Seine 32

Digitized by Google

M. MARTINEZ DE LA ROSA

Une éloquence vraie et persuasive, un courage calme et tranquille, une grande présence d'esprit, des principes d'ordre joints à un attachement sincère pour la liberté, une réputation honorable et pure, voilà les qualités rares et essentielles qu'un homme de bonne foi ne pouvait lui contester.

Portrait de M. Martinez de la Rosa, en 1822, par M. de MARTIGNAC. — *Essai sur la Révolution d'Espagne*, page 384.

Les théories extrêmes sont aujourd'hui discréditées ; la génération actuelle est exclusivement vouée à la solution de ce problème, le plus important de tous pour le bonheur du genre humain : Quels sont les moyens de concilier l'ordre avec la liberté (*Cuales son los medios de hermanar el orden con la libertad*) ?

Espiritu del siglo. — Esprit du siècle, par Martinez de la Rosa.—Introduction.

L'Espagne moderne date de 1808. Jusque-là étrangère aux grands événements qui avaient remué la France et le monde (1), garantie du

(1) L'Espagne ne prit qu'une part très-restreinte à la coalition contre la France, et elle fut une des premières puissances qui traitèrent avec la république.

souffle révolutionnaire par sa situation topographique, par ce mélange d'apathie et d'opiniâtreté qui fait le fond de son caractère, par sa dégradation intellectuelle, par ses traditions religieuses et monarchiques, l'Espagne avait vu sans s'émouvoir tomber autour d'elle les têtes et les trônes. Façonnée au despotisme par Charles-Quint, conduite par ses successeurs jusqu'au dernier degré de la décadence politique, abrutie par l'inquisition, dépouillée depuis trois siècles de ses vieilles franchises dont elle avait perdu jusqu'au souvenir, la patrie du Cid végétait engourdie sous le sceptre impuissant d'un roi imbécile, conduit par une reine adultère et un favori impudent, quand la main de Napoléon, se posant tout à coup sur elle, lui imprima une secousse qui dure encore et dont nul ne saurait prévoir la fin.

Ce n'est pas ici le lieu de raconter en détail les événements qui préparèrent cette grande commotion. L'empereur venait de s'emparer du Portugal ; il convoitait l'Espagne : il hésitait entre un protectorat pur et simple et une usurpation formelle : le soulèvement du peuple de Madrid

contre l'ignoble gouvernement de Godoy précipita l'exécution de ses projets. Charles IV, pour sauver les jours de son favori, abdique en faveur d'un fils détesté. Napoléon se pose comme médiateur entre le père et le fils, et, tandis que son armée marche sur Madrid, il somme Charles IV et Ferdinand de se rendre à Bayonne. Là le héros d'Austerlitz, dépouillant sa peau de lion, se fait renard pour filouter une couronne; réalisant la fable de *l'Huître et des Plaideurs*, il escamote l'objet en litige, et renvoie les parties dos à dos, Charles IV à Marseille, Ferdinand à Valençay. Pour comble d'ignominie, l'un et l'autre acquiescèrent humblement à l'arrêt qui les mettait hors de cause; mais la nation protesta pour eux. Madrid s'insurge le 2 mai, Murat mitraille impitoyablement les révoltés; l'émeute est noyée dans des flots de sang. Ce sang devait être fécond; huit jours après, toute l'Espagne était debout, poussant un cri de vengeance et courant aux armes.

Ce fut un magnifique spectacle que celui de cette nation endormie depuis des siècles, de cette nation presque oubliée et qui ne comptait plus

dans la balance de l'Europe, se levant tout à coup (je dirais comme *un seul homme*, si la métaphore n'était usée jusqu'à la corde), se levant donc au même moment par une impulsion spontanée, universelle, irrésistible, et se jetant tête baissée dans les dangers d'une guerre à mort contre le vainqueur du monde, prête à prouver tout ce que peuvent sur la force matérielle le sentiment du droit et l'énergie de la volonté.

Il y avait alors à Grenade un jeune homme de vingt ans, bien né, bien doué, au cœur généreux, à la tête ardente, joignant aux richesses d'une imagination andalouse toutes les ressources d'une éducation plus soignée qu'elle ne l'est ordinairement en Espagne. Après de brillantes études de collége, il avait été reçu docteur en philosophie et en droit, et venait d'obtenir au concours une chaire de philosophie morale à l'université de sa ville natale. Ce jeune homme s'appelait Don Francisco Martinez de la Rosa. La fortune lui réservait d'éclatantes faveurs et de cruelles vicissitudes ; poëte, orateur, homme d'Etat, il devait jouer un grand et noble rôle dans les affaires de son pays. Né, pour ainsi dire, en même

temps que la nouvelle Espagne, appelé un des premiers à la diriger sur une mer pleine d'écueils, s'il ne lui était pas donné de la conduire au port, il devait au moins partager tous ses périls, s'identifier, pilote dévoué sinon heureux, à son vaisseau, et subir toutes ses tempêtes, affronter les vents avec lui, échouer avec lui, avec lui reprendre la mer pour échouer encore, passer de la faveur à la disgrâce, de la tribune au cachot, du cachot au pouvoir, du pouvoir à l'exil, et résumer en quelque sorte, dans les chances diverses de sa vie, toutes les crises à travers lesquelles l'Espagne marche si lentement, si péniblement, vers sa régénération politique.

A la première nouvelle du massacre du 2 mai, l'Andalousie s'était insurgée spontanément comme toutes les autres provinces de l'Espagne. Le jeune professeur grenadin se fit remarquer parmi les plus ardents à la résistance. Il transforma sa chaire de philosophe en une tribune de patriote, et fonda un journal pour exciter le peuple à persévérer dans la lutte. Chaque province, livrée à elle-même, sans chef, sans guide, sans gouvernement, avait établi, sous le nom de *junte d'armement et de dé-*

fense, une commission populaire chargée de préparer et de diriger le mouvement. La junte de Grenade confia au jeune Martinez la mission de se rendre à Gibraltar, pour demander au gouverneur anglais de coopérer à la défense de l'Andalousie en envoyant des troupes et des armes. Cette mission coïncidait avec une mission semblable que remplissait alors à Londres, au nom de la junte des Asturies, un autre jeune homme, le comte de Toreno, qui devait briller plus tard à côté de Martinez de la Rosa dans la carrière politique.

La première période de l'insurrection espagnole fut signalée par des succès ; le général Dupont fut battu à Baylen par Castaños ; Joseph fut obligé de quitter Madrid ; les troupes françaises se retirèrent sur l'Ebre. Une junte centrale de gouvernement, composée de deux délégués de chaque junte provinciale, s'installa à Aranjuez, pour représenter le roi captif à Valençay. Je ne puis qu'indiquer les diverses alternatives de cette lutte acharnée qui dura six ans. A la fin de 1808 l'armée française avait repris l'offensive, défait les Espagnols à Burgos, à Somo-Sierra, repoussé l'armée auxiliaire anglaise jusqu'à La Corogne ;

Joseph rentrait dans Madrid, la junte centrale se retirait à Séville, où elle se maintint pendant toute l'année 1809. Après Wagram, Napoléon, débarrassé de l'Autriche et résolu d'en finir avec l'Espagne, dirigea sur elle tous ses efforts; les insurgés furent battus sur tous les points, la Péninsule entière fut occupée; obligée de reculer devant nos légions victorieuses, la junte suprême quitta Séville pour se réfugier dans l'île de Léon. Là, convaincu d'impuissance, ce gouvernement central, cédant enfin au vœu de l'Espagne vaincue, mais non soumise, confia le salut du pays à la résurrection de l'antique représentation nationale connue sous le nom de *Cortès* (1), et abolie depuis trois siècles.

(1) Les *cortès* ou *cours*, assemblées sorties des anciens *conciles* nationaux qui exerçaient la souveraine puissance sous la monarchie des Goths, se composèrent d'abord de la réunion du clergé et de la noblesse; le tiers état fut admis à s'y faire représenter par des députés (*procuradores*), vers la fin du XIIe siècle. C'est seulement alors que ces assemblées prirent le nom de *cortès*. Chaque province eut ses *cortès*, dont les attributions étaient plus ou moins étendues; celles d'Aragon dominèrent souvent la royauté. Charles-Quint porta le premier coup à l'autorité de ces sortes d'états généraux, dont les prérogatives furent de plus en plus restreintes, au point de se réduire, sous les rois autrichiens et Bourbons, à un

Le mot de *Cortès* devint subitement le mot d'ordre de tout Espagnol ; le peuple, qui avait toujours combattu au nom de Ferdinand, ne voyait, à la vérité, dans la convocation de cette assemblée, qu'une force de plus à opposer à l'étranger ; mais la classe éclairée, profondément remuée par l'invasion et abandonnée par la royauté, se préparait à profiter de la crise pour conquérir à la fois l'indépendance nationale et la liberté politique. Les élections s'opérèrent, en quelque sorte, sous les baïonnettes ennemies, et dans un désordre inséparable de la situation. Il fut décidé que les Cortès formeraient une assemblée unique où se confondraient les trois ordres : le rendez-vous avait été fixé à Cadix ; les députés élus durent tromper la surveillance française pour se rendre à leur poste ; ils y parvinrent presque tous, et, le 24 septembre 1810, l'Europe vit, avec étonnement, ces délégués d'un peuple conquis, chassés de tous les points de l'Espagne, transporter avec eux la patrie sur un banc de sable, au milieu des mers, et là, en-

vain simulacre de représentation, dans la personne de 37 députés, appelés à figurer dans la cérémonie de la *Jura*, pour prêter serment, au nom des villes, à l'héritier présomptif de la couronne.

tourés, pressés par une armée formidable, entre l'assaut de la veille et celui du lendemain, se livrer avec entraînement à la double et difficile entreprise d'affranchir et de constituer leur pays. C'est au milieu de cet ardent foyer d'exaltation patriotique que se produisit, comme un fruit en serre chaude, cette fameuse et impraticable constitution de 1812, tant de fois maudite, tant de fois invoquée depuis, toujours rebelle à l'application, et qui portait dans ses flancs le germe d'une longue suite de révolutions. Avant de dire un mot de cet acte important, il nous faut revenir à M. Martinez de la Rosa.

N'ayant pas encore atteint l'âge requis pour faire partie des premières Cortès, et obligé de quitter l'Andalousie alors envahie par nos soldats, le jeune patriote de Grenade se rendit d'abord en Angleterre pour y étudier sur place des institutions qu'il rêvait déjà pour son pays, et revint ensuite, en 1811, se renfermer à Cadix, dans le dernier asile de l'indépendance espagnole. Lié d'amitié avec les membres les plus distingués des Cortès, avec cet Arguelles, aujourd'hui bien déchu, et qui était alors Arguelles *le divin*, avec Quintana

le poëte, l'auteur de la tragédie de *Pelayo* (Pélage), dont les guérilleros récitaient les vers en marchant au combat, et avec plusieurs autres jeunes gens qui formaient l'aristocratie intellectuelle de cette première assemblée politique; partageant toutes les espérances, toutes les illusions de ces esprits nobles, sincères, mais inexpérimentés et fougueux, M. Martinez de la Rosa partagea aussi leurs travaux pour l'affranchissement et la régénération de l'Espagne. Pendant que ceux-ci excitaient le pays avec la parole, le poëte andaloux l'enflammait avec sa plume. — Après avoir publié à Cadix un chant épique, composé en 1809 en l'honneur des immortels défenseurs de Saragosse, un *Précis historique de la révolution* d'Espagne, déjà publié à Londres; après avoir fait représenter, avec un grand succès, sous le titre de: *Lo que puede un empleo* (le pouvoir d'une place), une comédie satirique destinée à flétrir cet amour effréné des emplois qui domine et dirige les consciences, en Espagne surtout, où les professions libérales n'offrent qu'un débouché insuffisant à l'activité des esprits, il fit enfin jouer en 1812, au milieu de l'enthousiasme de toute la

population de Cadix, sa première et une de ses meilleures tragédies. Obligé de glisser rapidement sur les œuvres littéraires de M. Martinez de la Rosa, dont la réputation d'écrivain et de poëte égale celle d'orateur et d'homme d'Etat, je ne m'arrêterai guère que sur cette première tragédie, parce qu'elle est à la fois une belle œuvre d'artiste et une noble pensée de patriote. Le sujet de la *Viuda de Padilla* (la veuve de Padilla) était admirablement choisi ; il était destiné à retracer le dernier épisode de la guerre des communes de Castille contre Charles-Quint. Voici en peu de mots le canevas de cette tragédie. Juan de Padilla, le jeune et héroïque chef des *Comuneros* (1), écrasé sous le nombre aux champs de Villalar, vient de périr glorieusement sur l'échafaud ; toutes les villes de Castille ont fait leur

(1) Il ne faudrait pas confondre les *Comuneros* du XVIe siècle, qui défendaient la liberté en gens de cœur, sur le champ de bataille, avec les égorgeurs de moines et de vieillards que nous allons bientôt voir en usurper le nom ; les *Comuneros* de 1822 souillaient une illustre mémoire en se qualifiant de *Fils de Padilla* ; reptiles gonflés de sang, ils rentrèrent sous terre à l'apparition du drapeau français ; leurs successeurs de 1834 et 35 eussent fait de même. La férocité est toujours lâche.

soumission : Tolède seule résiste au vainqueur ; c'est une noble femme, la digne veuve de Padilla, Maria Pacheco, qui dirige la défense de la ville et soutient le courage de ses habitants. Etroitement bloquée par les Impériaux, Tolède souffre toutes les horreurs d'un siége; une partie de la population, excitée par un homme qui s'est vu jadis préférer Padilla dans le commandement de l'insurrection, et dont la jalousie a fait un traître, parle de capituler avec l'ennemi ; Maria Pacheco déjoue ses projets, ranime le peuple, et le décide à préférer la mort à la honte. Le père de Padilla, qui sert dans les rangs ennemis, est envoyé par l'empereur pour proposer une capitulation à sa belle-fille ; il la supplie avec larmes, au nom de son fils, de sauver Tolède en se sauvant elle-même ; Maria Pacheco résiste à ses prières et veut périr de la mort de son époux. Cette lutte entre deux êtres frappés d'un malheur commun, et liés par une même affection, produit des scènes d'un pathétique déchirant, qui se prolongent jusqu'au moment où, l'ancien rival de Padilla étant parvenu à livrer la ville, Maria Pacheco se poignarde pour ne pas tomber entre les mains des Impériaux.

L'histoire, religieusement respectée dans tout le cours de la pièce, est altérée en ce point seulement; car la noble veuve de Padilla parvint, après la prise de Tolède, à se réfugier en Portugal. — Si l'on veut bien réfléchir que cette tragédie, un peu vide d'action, mais remplie de tirades énergiques, de vers chaleureux, empreints d'une fierté castillane, se jouait pour la première fois au bruit du canon, dans une ville assiégée, sur un théâtre construit à la hâte pour remplacer celui que les bombes de l'ennemi venaient de détruire, devant un parterre qui se relevait d'heure en heure pour courir aux murailles, au moment des derniers et des plus furieux efforts de l'armée française contre Cadix, on n'aura pas de peine à comprendre quels transports d'enthousiasme elle dut exciter.

Cependant les *Cortès* constituantes, après avoir achevé leur tâche, déposèrent le pouvoir, en appelant à leur succéder de nouvelles Cortès législatives qui devaient appliquer la constitution. M. Martinez de la Rosa venait d'atteindre ses vingt-cinq ans; il fut choisi par la ville de Grenade pour faire partie de cette nouvelle assemblée. Napoléon, attaqué alors par

l'Europe entière, ne pouvait plus lutter contre l'énergie du peuple espagnol; ses armées affaiblies reculaient peu à peu vers l'Ebre; Madrid était évacuée : les nouvelles Cortès ne tardèrent pas à s'y transporter. Elles commençaient leurs fonctions quand Ferdinand, délivré de sa prison par Napoléon lui-même, arriva sur la frontière de Catalogne, où il fut reçu avec enthousiasme. Le peuple l'idolâtrait depuis l'émeute d'Aranjuez, et sa captivité n'avait fait que le lui rendre plus cher. Ferdinand était sorti d'Espagne roi absolu comme ses ancêtres, et à son retour il allait se trouver face à face avec un pouvoir nouveau-né de son absence, qui s'était fait la part du lion, avec une constitution monarchique de nom, mais républicaine de fait, copiée sur notre constitution de 91 (1),

(1) C'est en vain que M. Viardot, dans un livre dont j'ai eu occasion de signaler le mérite, s'efforce d'établir, contrairement à l'opinion de plusieurs écrivains français et espagnols, que la constitution de 1812 fut une production indigène, sortie tout entière des vieux codes et des anciens *fueros* de l'Espagne. Si cela est vrai pour une certaine quantité de dispositions particulières, telles que le mode compliqué de l'élection des députés, l'établissement de la députation permanente pendant la vacance des *cortès*, il suffit de lire les 384 articles qui composent le code politique de 1812 pour reconnaître, dans ce luxe d'aphorismes philosophiques

par une réunion de lettrés, théoriciens ardents, fondée sur des abstractions politiques complétement étrangères à l'Espagne, et dont le pire défaut était d'être à peine comprise par ceux qui l'avaient enfantée. La constitution de 1812, conçue dans un moment d'exaltation patriotique et avec d'excellentes intentions, dans un moment où la royauté captive à Valençay n'avait plus qu'une existence purement nominale; cette constitution, dont l'essai infructueux n'a jamais servi qu'à retarder les progrès de l'Espagne, est aujourd'hui

et de déclarations de droits, dans cet empiétement minutieux des attributions les plus essentielles et aussi les plus insignifiantes du pouvoir royal, un plagiat évident, une réminiscence des derniers temps de la monarchie de Louis XVI; il est impossible de retrouver, dans ce système où la royauté est absorbée par une sorte de Convention hargneuse et avide, quelque chose qui rappelle ces temps, où, pour me servir des expressions des *cortès* de Castille au XVe siècle, « quand les rois avaient à faire quelque chose de grande importance, ils ne devaient point le faire sans le conseil et la sagesse des villes. » L'opinion de M. Viardot s'appuie sur le préambule même de la constitution. Ce préambule ne signifie rien; il est naturel que les constituants de Cadix aient déclaré que leur conception était purement espagnole. C'est une satisfaction d'amour-propre national qui ne tire pas à conséquence. M. Martinez de la Rosa en a dit plus tard tout autant du *statut royal*, dont l'origine étrangère était encore plus évidente.

complétement abandonnée par les monarchistes les plus libéraux. Cependant la constitution de 1837 est sa fille, et ne vaut guère mieux au point de vue espagnol. Si une royauté entourée, comme on disait chez nous, d'institutions républicaines est possible quelque part, à coup sûr ce n'est point en Espagne, dans le pays le plus arriéré de l'Europe; où, sauf le cas de passion nationale, tout se réduit à la satisfaction des intérêts matériels; où le droit c'est la force, où toute idée politique n'a de valeur qu'autant qu'elle se matérialise dans un homme, où la loi en elle-même n'est qu'un mot vide de sens, où l'être de raison appelé charte, constitution, est et sera longtemps encore *una papeleta*, un chiffon de papier.

La grande majorité du peuple espagnol ne vit d'abord pas autre chose dans la constitution de Cadix, machine de guerre dont la mission lui semblait finie avec la guerre, et c'est aux cris de : *Viva el rey neto,* vive le roi absolu! que Ferdinand, entouré des témoignages passionnés de l'allégresse publique, s'avançait vers Madrid, au moment même où les Cortès lui enjoignaient de prêter serment à la constitution, et prétendaient lui pres-

crire jusqu'à l'itinéraire de son voyage. Si Ferdinand eût été un roi intelligent et loyal, tout en profitant de sa popularité pour réformer la constitution dans ce qu'elle avait de vicieux, il eût compris que, malgré les apparences, l'Espagne de 1814, agitée par six ans de guerre intérieure, et entraînée dans le mouvement de l'Europe, ne pouvait plus être désormais l'ancienne Espagne, et il eût pris lui-même l'initiative des réformes en donnant à son royaume toutes les institutions compatibles avec ses idées et ses mœurs. Mais Ferdinand était aussi stupide qu'il était faux, lâche et cruel; après avoir donné à l'Espagne, par son décret de Valence, de belles promesses, dont il devait se jouer effrontément, son premier soin fut de frapper avec une joie sauvage tous les libéraux de 1812, dont les efforts avaient si puissamment contribué à lui conserver un trône qu'il abandonnait. En même temps que lui, le premier *afrancesado* de sa nation, lui qui avait baisé humblement la main de Napoléon, proscrivait en masse *dix mille* Espagnols, qualifiés d'*afrancesados*, pour avoir cru possible la réunion de l'Espagne à l'Empire, il peuplait les bagnes et les ca-

chots de tous les hommes dont la résistance héroïque avait cru devoir s'appuyer sur une constitution pour délivrer la patrie.

M. Martinez de la Rosa aurait pu, comme plusieurs de ses collègues, se soustraire par la fuite au coup qui le menaçait ; mais, fort du témoignage de sa conscience, il aima mieux attendre qu'on vînt l'enlever de son lit pour le jeter dans un cachot souterrain, où il resta sept mois, privé de la lumière et en proie à d'horribles souffrances. On le transporta ensuite dans une prison moins pénible ; il y resta deux ans, pendant lesquels Ferdinand fit de vains efforts pour trouver contre lui des chefs d'accusation et un tribunal qui pût le condamner. Le courageux prisonnier se refusa constamment à subir une procédure inique ; il se borna à répondre à toute question qu'étant inviolable pour les opinions par lui émises comme député de la nation, il ne reconnaissait à aucun tribunal le droit de le juger.

Ne pouvant obtenir une condamnation légale contre celui qui devait être un jour son ministre, Ferdinand le condamna, par lettre de cachet, à être déporté pour huit ans sur la côte d'Afrique,

Digitized by Google

dans un des *présidios* destinés à la résidence des forçats ; ce bagne est situé sur un rocher nu, isolé, près de la côte du Riff, et appelé *El Penon de Velez de la Gomera.* Le lieu est tellement stérile qu'on est obligé de faire venir d'Esgne jusqu'à l'eau nécessaire pour les galériens et les soldats de la garnison, journellement décimés par la mort sous l'influence d'un climat dévorant. C'est là que fut relégué le jeune député de Grenade, coupable de dévouement à la patrie. Privé de toute communication avec sa famille, menacé de mort s'il tentait de s'évader, il ne dut qu'à la générosité du gouverneur du Peñon de n'être pas confondu avec tous les misérables que le crime avait conduits dans cet affreux séjour.

« Qui chante est libre, » a dit M. de Chateaubriand en parlant de l'homme qui fut poëte, homme d'État comme lui, et balloté comme lui du triomphe à l'adversité. Captif et malheureux, M. Martinez de la Rosa revint au culte de ses premières années, à la poésie, cette divine consolatrice, qui devait tant de fois adoucir les amertumes de sa vie; il composa dans sa prison un art poétique à l'imitation d'Horace et de Boileau : j'en dirai un

mot plus loin. Il traduisit en vers espagnols l'épître aux Pisons du poëte latin, et prépara divers autres travaux publiés depuis. Quatre ans se passèrent ainsi ; quatre ans de douleurs et de regrets. Atteint d'une grave maladie des yeux, résultat de ses souffrances, M. Martinez se mourait loin du beau soleil de l'Andalousie, lorsque, vers la fin de mars 1820, il vit tout à coup arriver le vaisseau qui lui apportait avec la liberté la nouvelle d'une révolution.

Quelques jours plus tard il touchait la terre d'Espagne, rentrait dans Grenade au milieu des acclamations du peuple, sous un arc de triomphe élevé en son honneur, pour venir bientôt après siéger aux Cortès, en vertu de cette même constitution de 1812 pour laquelle il avait souffert tant de maux.

Roi absolu de 1814 à 1820, Ferdinand semblait avoir pris à tâche de se faire exécrer ; dominé par des influences de bas étage, érigeant en système de gouvernement je ne sais quel mélange de bêtise, d'intrigue et de barbarie, au lieu de bonheur, il avait donné des courses de taureaux et des scènes d'échafaud à l'Espagne qui avait mieux espéré de

lui. La faveur populaire l'avait abandonné; les conspirations éclatèrent d'abord isolées et noyées dans le sang des Porlier, des Lascy, des Vidal, mais elles renaissaient toujours; les masses désabusées, plus misérables que jamais, avaient déjà des larmes pour les vaincus, et se tenaient prêtes à applaudir au succès. Les choses en étaient là quand un simple chef de bataillon, Riego, plus heureux que ses devanciers, souleva l'île de Léon, en proclamant la constitution de 1812. Le peuple accepta ce drapeau avec la même ardeur qu'il avait mise à le repousser en 1814. La révolution s'étendit bientôt dans toutes les villes, et Ferdinand, toujours prêt à s'humilier devant la force, s'empressa de jurer cette constitution qu'il avait déchirée, et qu'il devait bientôt déchirer encore en la tachant de sang. Les années qui avaient suivi la chute du code de Cadix avaient été signalées par bien des maux; mais des maux peut-être plus grands encore allaient signaler son rétablissement. D'une orgie de despotisme de six ans l'Espagne tombe dans une orgie démagogique de trois ans, et cette intermittence de crises semble être devenue désormais la condition d'existence de cet infortuné pays.

Quand M. Martinez de la Rosa vint, avec la plupart de ses collègues de 1814, proscrits comme lui, reprendre sa place aux Cortès de 1820, l'ardeur des opinions de sa jeunesse s'était considérablement amortie ; la réflexion et l'expérience l'avaient amené à reconnaître tous les vices de la constitution de Cadix, et toutes les difficultés que sa mise en œuvre entraînait pour un gouvernement quelconque. Toutefois, comme ce code était alors la seule garantie de liberté, il l'adopta franchement, tout en se réservant le droit et en s'imposant le devoir de soutenir de son mieux le pouvoir royal, alors anéanti autant par ses propres excès que par les excès contraires de la révolution triomphante.

Durant la première session des Cortès, l'opinion libérale et modérée, représentée par MM. Martinez de la Rosa, de Toreno, et quelques autres, parvient à comprimer à la fois les haines sourdes, les menées secrètes de Ferdinand et de sa cour, et les brutales passions des *descamisados*, les sans-culottes de Madrid ; mais ces derniers gagnent de jour en jour du terrain sur un gouvernement dépouillé par le code de Cadix de ses

plus essentielles prérogatives ; les clubs s'organisent partout ; des scènes affreuses, renouvelées de nos saturnales de 93, vont bientôt ensanglanter les rues. Riego, *il gran Riego*, comme disait alors ce même peuple qui devait un jour danser autour du gibet de son héros, le malheureux Riego, enivré par les applaudissements de la multitude, se fait l'organe des exigences d'une soldatesque indisciplinée, et s'efforce d'interposer sa dictature éphémère entre les Cortès et le pouvoir.

A la session de 1821 le mouvement anarchique se prononce de plus en plus. Traînée dans la boue, la royauté baisse la tête sous l'outrage, en roulant dans son cœur des pensées de haine et de vengeance. Le marteau des émeutiers, qui a tué lâchement le malheureux prêtre Vinuesa dans sa prison, devient une décoration révolutionnaire, et ces chevaliers du marteau exécutent, avec leur instrument glorieux, les arrêts de morts prononcés par les clubs. A ces excès de la démagogie répondent dans les provinces des cris de *Viva el rey neto!* des prises d'armes royalistes, que Ferdinand flétrit d'une main tandis qu'il les fomente de l'autre. Dans ces jours néfastes, la

royauté et le peuple apparaissent également ignobles, également hideux. Et bientôt l'Espagne entière semble partagée entre les *Comuneros* et les *Serviles*, entre les clubistes féroces de la *Fontana de Oro* et les bandes sauvages de *l'Armée de la Foi*.

Au milieu de cette tempête de passions, Martinez de la Rosa élevait en vain sa voix noble et pure pour défendre la cause de l'ordre et de la justice. Cette voix était méconnue et étouffée, l'ancienne popularité du proscrit de 1814 avait disparu; déjà il était signalé à la haine des factions dont il avait flétri les excès; on l'accusait de méditer la ruine de la constitution. Menacé dans sa personne par l'émeute, il lui avait fait face avec cette fermeté tranquille qu'il devait si souvent déployer plus tard, quand sa destinée l'appela à diriger les affaires dans le moment le plus critique. Les élections de 1822 venaient de s'opérer au profit du parti le plus violent; ce parti avait signalé ses intentions en appelant Riego à la présidence des Cortès. Le ministère en masse avait donné sa démission; toutes les autorités de Madrid en avaient fait autant, et l'on était à la veille de

l'ouverture des Cortès. C'est alors que Ferdinand effrayé crut devoir confier la direction du gouvernement à ces mêmes mains qu'il avait autrefois chargées de fers.

Le député de Grenade refusa longtemps d'accepter le pouvoir dans une situation aussi désespérée, où il fallait lutter à la fois et contre les défiances du roi et contre la majorité des Cortès. Enfin, vaincu par les invitations réitérées de Ferdinand, par les prières de ses amis et le vœu de tous les hommes de sens et de lumières, il accepta, avec la présidence du conseil, le portefeuille des affaires étrangères, sous la condition de choisir lui-même ses collègues, et d'exercer ses fonctions à titre gratuit, sans aucun appointement. On a remarqué alors qu'au même moment trois poëtes, Chateaubriand, Canning et Martinez, occupaient le ministère des affaires étrangères dans des circonstances graves; mais, des trois positions, la plus difficile était, sans contredit, celle du poëte espagnol. Fort de ses bonnes intentions et de sa droiture, il se mit courageusement à l'œuvre ; appuyé sur une minorité éclairée des Cortès, en même temps qu'il combattait pour maintenir intacte la prérogative

la garnison. Les gardes vaincus fuient en désordre, traqués dans les rues comme des bêtes fauves. La révolution triomphe, et Ferdinand en est réduit à implorer humblement l'appui de ses ministres captifs, qui ne sont plus assez forts pour le protéger. Quatre fois M. Martinez offre sa démission, quatre fois elle est refusée; il persiste; il fallut l'accepter, et la royauté, livrée pieds et poings liés aux anarchistes, s'avilit encore une fois en publiant des proclamations où elle voue à *l'exécration de l'univers* les hommes qui, sur son ordre, se font tuer pour elle.

Après avoir échappé avec peine aux poursuites des vainqueurs qui voulaient l'impliquer, lui et ses collègues, dans le procès des gardes vaincus, et l'envoyer devant un conseil de guerre, M. Martinez de la Rosa, désespéré de voir son pays condamné à passer toujours du despotisme à l'anarchie, s'était complétement retiré des affaires, lorsque l'armée française entra en Espagne. La régence royaliste à peine installée à Madrid choisit pour première victime celui-là même qui, pour sauver le roi, avait encouru les haines des démagogues. L'ex-ministre de Ferdi-

nand reçut l'ordre de se rendre dans les vingt-quatre heures à Grenade, pour y subir une espèce d'exil. Profondément blessé de cette persécution inattendue, M. Martinez refuse d'obéir et déclare qu'il ne cédera qu'à la force. On allait le traîner en prison quand le duc de l'Infantado interpose son autorité pour empêcher cette violence, en réitérant à M. Martinez l'ordre de partir pour Grenade. M. Martinez persistant dans son refus d'acquiescer à tout ce qui pourrait ressembler à une condamnation, on obtint enfin pour lui, sur son désir, un passeport qui l'autorisait à voyager à l'étranger, *pour rétablir sa santé.*

Acceptant ainsi un exil de fait, M. Martinez de la Rosa quitta pour la seconde fois l'Espagne ; ne voulant pas séjourner en France tant que durerait la guerre entre les deux pays, il se rendit d'abord en Italie, visita Rome, cette ville de ruines qui attire les grandeurs déchues, et, après l'évacuation du territoire espagnol par les troupes françaises, il vint définitivement se fixer à Paris, où il fut accueilli avec un grand empressement par les personnages les plus éminents de l'opposition libérale.

Éloigné de cette sphère de passions tumultueuses contre lesquelles s'était usée sa vie, isolé et proscrit, M. Martinez de la Rosa se retrouva poëte; l'inspiration et l'étude se partagèrent les heures de son exil. Il fit imprimer et publia en 1829, chez Didot, la collection en cinq volumes de ses œuvres littéraires (*Obras literarias*). Le premier volume contient l'art poétique composé au bagne du Peñon de Velez. L'auteur espagnol, profitant des travaux d'Horace et de Boileau, a su réunir dans son œuvre leurs mérites différents; adaptant habilement les maximes de ses devanciers au génie de sa langue et de sa nation, il a donné à l'Espagne un code poétique bien supérieur au code politique de Cadix. Malheureusement, en poésie comme en politique, les codes ne valent que par le génie et les mœurs des peuples, et le génie de l'Espagne est encore endormi dans le même tombeau que sa liberté. A son poëme M. Martinez a joint un commentaire en prose qui occupe tout le second volume de ses œuvres, et qui est peut-être d'une valeur supérieure au poëme lui-même. Ce travail, modestement qualifié d'appendice sur le poëme didactique, l'épopée, la tragédie et la comédie,

n'est rien moins qu'une véritable histoire critique de ces quatre branches de la littérature espagnole, depuis le premier âge littéraire de l'Espagne jusqu'à la fin du dernier siècle, histoire écrite de main de maître, avec un jugement sûr, un goût délicat, une grande élévation d'idées et une immense érudition. M. Viardot a tiré un grand profit de ce beau travail pour composer la meilleure partie de ses études sur l'Espagne.

Le troisième volume des *Obras literarias* contient, outre le poëme de *Saragosse* et la tragédie de *la Veuve de Padilla*, dont j'ai déjà parlé, une comédie de mœurs très-remarquable, jouée à Madrid, avec un grand succès et souvent imitée sur nos théâtres; elle est intitulée : *la Nina en casa y la Madre en la mascara* (la Fille à la maison et la Mère au bal). C'est la satire amusante d'un vice social très-commun de nos jours, où les femmes ne savent plus vieillir et passent leur vie à lutter en vain contre le temps. Ecrite à la manière des anciennes comédies espagnoles, en vers blancs de huit syllabes qui se prêtent merveilleusement à la vive rapidité

du dialogue, cette pièce étincelle de verve et d'esprit ; l'idée morale qui en fait le fond gagne d'autant au mérite de la forme. On raconte que cette comédie exerça sur les habitudes du beau monde de Madrid une influence immédiate. Plusieurs vers malins étaient devenus proverbes. Les mères évaporées n'osaient plus en affronter l'application ; elles réformaient leur toilette et renonçaient aux amusements du jeune âge, pour donner, en apparence du moins, plus de soin à la surveillance et à l'éducation de leurs filles. Aujourd'hui que l'on traduit M. de Balzac dans toutes les langues, j'imagine que la femme de quarante ans est restaurée en Espagne, comme chez nous.

Les deux derniers volumes des *Obras literarias* renferment, entre autres productions, une belle et sévère tragédie (*Edipo*), où l'auteur a trouvé le secret d'être original après Sophocle, Sénèque, Voltaire et Dryden ; la tragédie de *Morayma*, qu'on dit être l'œuvre de prédilection du poëte espagnol, et enfin *la Conjuracion de Venecia*, supérieure aux autres tragédies de M. Martinez de la Rosa en mouvement

et en intérêt, et la plus populaire de toutes.

Non content d'enrichir la littérature de son pays, M. Martinez de la Rosa forma dans son exil la tentative audacieuse et inouïe jusqu'alors de faire représenter, sur une scène étrangère, un drame écrit par lui dans une langue qui n'était pas la sienne. Le drame français d'*Aben-Humeya*, ou *la révolte des Maures sous Philippe II*, fut joué au théâtre de la Porte-Saint-Martin en juillet 1830, et le succès qu'il obtint fut dû sans doute beaucoup plus à la noblesse des idées de l'auteur et à l'originalité de son entreprise qu'au mérite littéraire d'une composition dont le style appris manque essentiellement de vigueur, de précision et de naturel. Ajoutons toutefois que l'on applaudit tous les jours, à la Porte-Saint-Martin et ailleurs, des drames écrits en un français bien autrement mauvais que le français de M. Martinez de la Rosa.

La révolution de juillet vint interrompre les représentations d'*Aben-Humeya* et rejeter bientôt son auteur dans les orages de la vie politique. L'année 1830 est, pour l'Espagne comme pour la France, une époque mémorable. « Elle marquera,

« a dit un écrivain, dans les annales des deux « peuples, ici par une révolution de place pu- « blique, là par une révolution de palais. » Seulement, à mesure qu'elles marchent, ces deux révolutions changent d'aspect : l'une se resserre, l'autre s'étend, la seconde prend la tournure de la première et réciproquement.

Précoce vieillard, usé dans le vice, l'astuce et le parjure, dégoûté de tout, même de la tyrannie, Ferdinand demandait en vain le repos à la solitude de l'Escurial ; rétabli dans son pouvoir absolu par l'appui de l'étranger, il avait commencé par violer outrageusement les engagements de modération pris avec ses *libérateurs*. Après avoir savouré le plaisir de la vengeance sous les yeux de cent mille Français qui le regardaient faire, après avoir ensuite pendant quelque temps formé et renversé des ministères comme des châteaux de cartes, jetant à la porte de ses conseils, souvent même en prison, tout ministre assez audacieux pour parler, non pas de liberté, mais de tolérance ou de lumières, il avait fini par sentir le besoin de se reposer de son métier de roi sur un homme de confiance. Il avait trouvé sous sa main un ex-

valet de chambre qui avait su conquérir sa faveur par des bouffonneries, et Tadeo Calomarde, élevé au rang de premier ministre, était devenu l'ignoble personnification du gouvernement de S. M. le roi des Espagnes et des Indes. Entre le souverain et son valet l'harmonie était parfaite, et pourtant Ferdinand s'ennuyait; les facéties de Calomarde ne suffisaient plus à chasser les souvenirs importuns d'un passé honteux; les ombres sanglantes des Porlier, des Lascy, des Riégo, troublaient le calme de ses jours et le sommeil de ses nuits; il était veuf de trois femmes dont aucune ne lui avait laissé d'enfants; il détestait sa famille, qui le lui rendait avec usure; il détestait surtout son frère Carlos, son héritier présomptif, dont le fanatisme étroit et sombre avait au moins sur le sien l'avantage de la pureté et de la bonne foi.

La réunion de toutes ces circonstances fit naître dans la tête du monarque le projet de tenter pour la quatrième fois les chances de la paternité; une jeune femme arriva bientôt d'Italie pour répandre un peu de bonheur sur cette existence flétrie; l'Espagne accueillit avec enthousiasme la jeune épouse qui lui apportait de la joie, des fêtes, et

semblait appelée à guérir les maux dont elle souffrait depuis si longtemps.—Christine devient enceinte. Ferdinand, malade, ne comptait plus sur de longs jours, et, comme il voulait à tout prix éloigner don Carlos du trône, il tranche la question par avance et publie la fameuse pragmatique-sanction du 29 mars 1830. En faveur de l'enfant que la reine porte dans son sein, il répudie la loi salique établie en Espagne par les Bourbons, et rétablit le vieux droit des Goths, l'ancien mode d'hérédité castillane (1).

(1) Il est difficile de comprendre les arguments des hommes de la royauté de droit divin contre la légitimité d'Isabelle. De trois choses l'une : ou le roi de droit divin, maître de changer à son gré la loi fondamentale de l'État, ne doit compte de ses actes qu'à Dieu ; et alors pourquoi Ferdinand VII n'aurait-il pas eu les mêmes droits que son trisaïeul Philippe V ? ou la loi fondamentale d'un État ne peut jamais être changée ; et, dans ce second cas, tout le monde sait que la loi salique n'est pas la loi fondamentale de la monarchie espagnole ; ou, enfin, la ratification du peuple est nécessaire, et dans ce dernier cas personne n'ignore que les *cortès dégénérées* de 1713, qui ratifièrent l'acte de Philippe V, ne valaient ni plus ni moins que les *cortès dégénérées* de 1833, qui ratifièrent l'acte de Ferdinand VII, sanctionné d'ailleurs, d'une manière bien plus positive que le premier, par des *cortès* postérieures réunies en vertu de la loi d'élection la plu large que l'Espagne ait jamais possédée.

Cela fait, le roi d'Espagne se recouche dans son lit pour mourir; durant son agonie, don Carlos et le parti apostolique gagnent Calomarde, le ministre favori, qui circonvient le mourant et lui arrache la révocation de sa pragmatique; don Carlos triomphe; le parti de la reine est dans la stupeur; mais voilà tout à coup que le roi mort, ou à peu près, ressuscite. La question est débattue de nouveau avec fureur sous ses yeux par les deux partis; on se collète, on se gourme autour de son lit; de sa robuste main l'infante Louise-Charlotte, belle-sœur et alors amie de la reine, administre à Calomarde un soufflet princier (1). Bref, la révocation, secrète encore, est publiquement rétractée, la pragmatique définitivement confirmée. Don Carlos, roi tout à l'heure, sort exilé de Madrid; Christine est nommée régente par anticipation, et, pour comble de bonheur, Ferdinand VII, après d'assez longues difficultés, se décide enfin à mourir une fois pour toutes.

La joie de l'Espagne fut vive et à peu près uni-

(1) Cette scène curieuse est racontée avec beaucoup de détails, par M. Charles Didier, dans un article de la *Revue des deux Mondes* de 1835, qui m'a servi pour cette partie de mon travail.

verselle. Pour le peuple, cette révolution de palais était un changement, et, dans la situation misérable où Ferdinand le laissait, tout changement lui était bon. La classe éclairée entrevoyait déjà que ce changement dans l'ordre de successibilité au trône produirait comme conséquence une transformation analogue dans le système du gouvernement. Du jour, en effet, où don Carlos, levant le drapeau de l'absolutisme se posait comme le représentant immuable du passé, comme le gardien sévère des vieilles traditions monarchiques, force fut à la régente, qui y était déjà portée par son intelligence et son caractère, de s'appuyer contre lui sur des idées opposées et de s'entourer d'hommes propres à les mettre en pratique. Aussi son premier acte, même avant la mort de Ferdinand, fut-il de congédier Calomarde, qui rentra dans l'obscurité d'où il n'aurait jamais dû sortir, pour faire place à M. Zea-Bermudez, son ancien collègue dans les conseils du roi, expulsé jadis comme trop libéral.

M. Zea était un homme ferme et capable; sous Ferdinand il eût fait un excellent ministre, très-propre à préparer graduellement l'Espagne,

par les lumières et le bien-être, à la liberté. Sous la royauté contestée d'Isabelle, ses idées et son caractère ne tardèrent pas à le rendre impossible.

Partisan prononcé de la monarchie absolue, il ne voulait combattre Don Carlos qu'avec les principes que ce dernier invoquait; disposé à faire aux constitutionnels quelques insignifiantes concessions de fait, il se montrait inflexible sur les questions de principes et d'idées; son système, par lui qualifié de *despotisme éclairé* (*despotismo illustrado*), n'eut bientôt plus d'autre organe, d'autre partisan que lui-même. Il tomba pour faire place à un système plus large, personnifié dans un homme que sa vie, ses idées et ses actes appelaient à être en Espagne le représentant du libéralisme modéré. Ceci nous ramène à M. Martinez de la Rosa, que nous avons laissé à Paris, et que nous allons retrouver premier ministre, pour le voir bientôt se briser encore une fois contre les passions humaines.

C'est dans les derniers mois de 1831 que M. Martinez de la Rosa, pensant qu'il pouvait sans danger pour sa personne mettre fin à l'exil qu'il s'était imposé, quitta la France et rentra dans son pays. Un décret lui avait interdit le séjour de Madrid,

Digitized by Google

ainsi qu'à tous ses collègues des Cortès de 1822; ce décret subsistant toujours, il se rendit d'abord à Grenade, au sein de sa famille (1), pour soigner à la fois sa santé et sa fortune, trop longtemps négligées et également compromises. Lorsqu'après la maladie de Ferdinand, en octobre 1832, la reine Christine prit pour la première fois la direction du gouvernement, et signala son avénement au pouvoir par la publication d'une amnistie politique, l'ancien ministre reparut à Madrid, où il vécut d'abord éloigné du monde politique, et exclusivement occupé d'accroître sa renommée littéraire. Il publia à cette époque la collection de ses poésies lyriques, et composa un travail en prose, fort estimé en Espagne, sur un des héros espagnols du XVe siècle, le plus remarquable et le moins connu. Cette biographie curieuse, qui est en même temps un très-éloquent et très-savant morceau d'histoire, porte le titre de *Vie de Hernan Perez del Pulgar*. Il achevait de corriger les épreuves de cet ouvrage quand la reine l'appela tout à

(1) M. Martinez de la Rosa n'est point marié, mais il a un frère établi à Grenade, qu'il aime beaucoup et dont il est tendrement aimé.

coup à remplacer M. Zea au poste de président du conseil et de ministre des affaires étrangères. La situation était des plus graves. La guerre civile venait d'éclater dans la Navarre ; l'Espagne, irritée des résistances obstinées de M. Zea, réclamait la convocation des Cortès ; les *comuneros* de 1822 commençaient à relever la tête ; une sourde fermentation régnait partout.

Pour obvier à ces difficultés M. Martinez de la Rosa soumit à la sanction de la reine trois mesures importantes qui ont signalé son dernier passage aux affaires.

Il proposa 1° de rompre avec Don Miguel, dont Ferdinand avait adopté la cause, et d'envoyer une armée espagnole pour le chasser du Portugal, ainsi que Don Carlos qui s'y était réfugié ; 2° de chercher un appui pour le trône d'Isabelle en formant une alliance étroite avec la France et l'Angleterre pour contrebalancer l'influence hostile des puissances du Nord ; 3° enfin, de faire (et ici je me sers à dessein des expressions mêmes du ministre) *quelques changements essentiels dans la forme du gouvernement, pour aplanir les voies à des réformes indispensables*, et pour réu-

nir autour du drapeau d'Isabelle tous ceux qui désiraient une *monarchie tempérée*. L'adoption de ces trois mesures eut pour résultats immédiats l'expulsion de Don Miguel et de Don Carlos du Portugal par le général Rodil; le traité de la quadruple alliance, proposé par l'Espagne et signé par l'Angleterre, la France et le Portugal; et enfin la publication d'une sorte de charte, connue sous le nom d'*Estatuto real* (statut royal), bientôt suivi de la convocation des Cortès. Ces trois actes furent consommés au printemps de 1834, quelques mois après l'entrée de M. Martinez de la Rosa au ministère.

En débutant ainsi, M. Martinez de la Rosa se crut l'homme appelé à éteindre la guerre civile, à asseoir en Espagne la monarchie constitutionnelle sur la double base de l'ordre et de la liberté, et à consommer la révolution commencée à Cadix. Dix-huit mois s'étaient à peine écoulés, et l'auteur du *Statut Royal*, l'auteur du traité de la *quadruple alliance* tombait renversé par le progrès toujours croissant du parti carliste et du parti révolutionnaire. Comment advint ce résultat si différent du but? et, dans cet échec,

quelle est la part de l'homme, quelle est la part des circonstances? Pour traiter convenablement cette question, il faudrait analyser le *Statut Royal*, sorte de charte anglo-française, originalisée sur quelques points; il faudrait examiner si la création d'une Chambre haute, dite des *Procères*, mi-partie viagère, mi-partie héréditaire, création unique en Europe, était dans les mœurs de l'Espagne; si le *Statut Royal*, tombant dans le défaut inverse de la constitution de 1812, et attribuant au gouvernement seul l'initiative de la présentation des lois, n'était pas également en dehors des conditions du gouvernement représentatif. Ne pouvant qu'indiquer ici ces divers points de discussion, je me bornerai à dire, en thèse plus générale, que, dans l'état de l'Espagne, quand la bannière du droit divin était aux mains de Don Carlos, M. Martinez de la Rosa, jugeant le moment venu d'inaugurer la monarchie représentative, ne comprit pas assez la nécessité de prendre, entre le frère de Ferdinand et la constitution de 1812, une position nette et franche; persistant à placer le gouvernement nouveau sur le terrain de l'*octroi royal*, au lieu de partir de

la seule donnée véritablement constitutionnelle et véritablement espagnole, celle du *consentement mutuel*, du *sinon*, *non* des Aragonais ; important en Espagne la Charte française de 1814, quatre ans après la révolution de Juillet, M. Martinez de la Rosa s'exposait à voir une minorité ardente soulever sans cesse autour de lui des questions de droit et profiter du vice originel de son principe pour rendre à la constitution de Cadix une popularité dès longtemps et justement perdue.

A cette cause de ruine, résultant d'une position fausse, il faut en joindre une autre non moins grave qui tient au personnage lui-même. M. Martinez de la Rosa est sans contredit un des plus éloquents orateurs, un des hommes d'Etat les plus distingués, et peut-être le caractère le plus noble, le plus honnête, le plus pur de l'Espagne moderne : mais il est essentiellement dépourvu d'une qualité politique nécessaire partout, et en Espagne plus que partout ; je veux parler de l'énergie d'action ; non pas que M. Martinez de la Rosa manque de fermeté ; tant s'en faut : nul homme n'a donné de plus nombreuses, de plus éclatantes preuves de sang-froid et de courage ; mais cette fermeté,

ce sang-froid, ce courage sont d'une nature complétement passive; ainsi il fera face à une émeute avec une tranquillité étonnante : quand le succès de la révolte militaire de la Granja poussera vers la frontière tous les chefs du parti modéré, il ira fumer un cigare au Prado; si des sifflets l'interrompent à la tribune, il se redressera de toute sa hauteur et puisera dans cet incident même un beau mouvement d'éloquence. — En un mot, tant qu'il s'agit de résister, purement, simplement, M. Martinez de la Rosa est admirable; mais quand il faut passer de la résistance à l'initiative; quand il faut (et cela était surtout indispensable dans un pays remué, après trois siècles de torpeur, par vingt-cinq ans de troubles, dans un pays criblé d'abus civils, judiciaires et administratifs, dans un pays qui a la passion dans le sang et le doute dans l'esprit), quand il faut conserver et réformer à propos, contenir d'une main et agir de l'autre, appuyer la modération sur la force, à la manière de Casimir Périer, trouver des expédients, des ressources pour les difficultés imprévues, prévenir et étouffer des complots, organiser, conduire,

discipliner une majorité ; quand il faut enfin gouverner, dans le sens le plus complet du mot, M. Martinez de la Rosa ne trouve plus en lui que des facultés passives, et une grande, noble, belle, mais stérile éloquence. On l'a souvent dit avec raison : à ses yeux, l'action, c'est le discours; il parle, il se défend, il résiste, il se ferait tuer au besoin pour une idée sur son banc, mais son énergie s'arrête là. Il est, pour me servir de l'expression très-juste d'un écrivain espagnol (1), d'ailleurs bienveillant pour lui, il est de la famille des martyrs, mais il n'est pas de la famille des héros (*Es de la familia de los martires, pero no es de la familia de los heroes*).

Tout ceci a pour but d'expliquer comment le ministère de 1834, qui trouvait l'Espagne dégoûtée à la fois de l'absolutisme par Ferdinand et de la démocratie par les *comuneros* de 1822, et par conséquent hostile à leurs successeurs immédiats, Don Carlos et le parti exalté, comment le ministère de 1834, qui pouvait espérer de marcher droit entre ces deux abîmes, se perdit, lui et sa cause, par l'inaction et la faiblesse ; comment, dès son début,

(1) D. F. Pacheco.

il ne sut ni prévenir ni empêcher cet horrible massacre des moines, accompli par une vile populace sous les yeux d'une garnison de neuf mille hommes, et resté impuni, lequel massacre des moines de Madrid a engendré plus tard celui des moines de Barcelone, de Reuss, etc.; comment, le 18 janvier 1835, il permit à un simple lieutenant de s'emparer de l'hôtel des Postes, avec quelques centaines d'hommes, aux cris de *à bas les ministres!* de tuer le capitaine-général Canterac, et de soutenir un siége de plusieurs heures; comment il capitula avec cette poignée d'insurgés, qui sortit paisiblement de la ville, enseignes déployées, aux applaudissements de la multitude, emportant, comme disait M. Isturitz, au bout de ses baïonnettes, toute la force morale du gouvernement, et s'acheminant vers l'armée du Nord, qui devait un jour si bien profiter de l'exemple de cette insubordination triomphante (1); com-

(1) On a dit pour la défense de M. Martinez qu'il avait, dans le sein du conseil, voté contre cette honteuse capitulation, laquelle avait été décidée à la majorité. Vrai ou non, ce fait ne prouve rien; M. Martinez était ministre avant, il resta ministre après. — Dans une question aussi grave, une démission seule eût pu dégager sa responsabilité.

ment, inactif devant l'émeute, impuissant contre les sociétés secrètes, le ministère Martinez ne se montra pas plus fort contre l'insurrection carliste; comment il vit successivement échouer, dans la Navarre, Quesada, Mina, Rodil, Valdès, rejetant la cause des revers sur l'impéritie des généraux, tandis que ceux-ci se défendaient avec succès devant l'opinion publique en se disant victimes de l'inertie et de la désunion du cabinet; comment enfin les généraux, ayant fait une démarche collective auprès de la reine pour qu'elle demandât l'intervention française dont M. Martinez ne voulait pas parce qu'il craignait un refus, ce dernier donna sa demission, laissant à M. de Toreno le soin de se débattre avec l'insurrection des juntes, de subir le refus de la France, quant à l'intervention, et à MM. Mendizabal et Isturitz la tâche de mener à bien la ruine du *Statut Royal* et de la *monarchie tempérée*, laquelle ruine fut définitivement consommée dans la nuit du 12 août 1836, par deux sergents et quatre soldats ivres, présentant à la reine, au bout d'un sabre, la constitution de 1812 (1).

(1) Afin d'être juste envers M. Martinez de la Rosa, il im-

Il y eut là un moment où le parti modéré, sur lequel avait déteint la faiblesse de ses chefs, se retrouva uni et fort dans le sentiment d'un commun danger ; les élections de 1837 tournèrent entièrement contre le parti victorieux qui les avait faites, et cela sous l'empire d'une constitution nouvelle (1). Avec de la vigueur et de l'union, MM. Martinez de la Rosa et de Toreno pouvaient profiter de la réaction pour relever la monar-

porte de faire remarquer aussi que jamais situation politique ne fut plus hérissée de difficultés de tous genres, que pour suffire à une telle complication d'embarras financiers, militaires et diplomatiques, que pour trouver une base au pouvoir dans un pays dénué de tout esprit public, de tout sentiment des intérêts généraux, placé entre la foi qu'il n'a plus et les idées qu'il n'a pas encore, et soumis à l'action dissolvante de l'individualisme le plus effréné, il eût fallu un de ces génies de premier ordre, à la fois homme de tête et d'épée, législateur et soldat, que la Providence destine à conduire, à fixer, à terminer les révolutions, et dont l'Espagne attend encore la venue.

(1) Celle de 1837, que ses auteurs jugèrent un terme moyen entre le *Statut Royal* trop monarchique et la constitution de 1812 reconnue impraticable sous une monarchie. Le système *bicameriste* de M. Martinez de la Rosa fut conservé, seulement on remplaça la chambre des *Proceres* par un sénat électif qui n'est qu'une espèce de doublure de la chambre des Députés, et dont le rôle politique est au moins aussi insignifiant que celui du *Procerasgo*.

tero, qui acheva l'œuvre des sergents de la Granja.

Le *Pronunciamiento* de septembre 1840, qui suivit la révolte de Barcelone, brisa le cœur et anéantit le courage de M. Martinez de la Rosa ; il avait vu tomber sans pâlir le *Statut Royal*, mais maintenant c'était, suivant lui, la monarchie elle-même qui tombait pour faire place à une chose sans nom, sans couleur, sans forme, qui est aujourd'hui la régence d'Espartero, et qui sera peut être demain la république, l'anarchie, la dissolution, la ruine de l'Espagne. Il jugea alors que la partie était perdue pour ses idées et pour lui; il reprit tristement le chemin de l'exil, et revint à Paris, où il vit aujourd'hui dans la solitude, visitant quelquefois, mais beaucoup moins qu'on ne le croit, l'hôtel de la rue de Courcelles, étranger à toutes machinations politiques, n'ayant emporté, de son fréquent passage au pouvoir, qu'une médiocre fortune patrimoniale dont la moitié a disparu dans les orages de son existence, se consolant encore une fois avec la poésie et l'étude, et tournant de temps en temps ses regards vers cette malheureuse et chère Espagne, pour laquelle il a

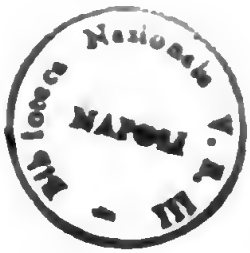
tant combattu, tant espéré, tant souffert en vain (1).

---

(1) Aux nombreuses productions littéraires de M. Martinez de la Rosa dont j'ai parlé, il faut ajouter un roman historique très-intéressant, intitulé : *Isabel de Solis, reina de Granada;* un autre ouvrage beaucoup plus grave et plus étendu, commencé depuis longues années, et dont quatre volumes ont paru; il porte pour titre : *Espiritu del Siglo*, Esprit du siècle ; c'est une appréciation large et haute des grands événements contemporains depuis la révolution française jusqu'à nos jours ; le dernier volume publié s'arrête au consulat de Bonaparte : plus un petit *Livre des Enfants*, en prose et en vers, qui a eu plusieurs éditions ; j'omets encore quelques pièces de théâtre de moindre importance.

Digitized by Google

Digitized by Google



LORD JOHN RUSSELL.

Imp de Renie et Cie

Rue de Seine 32

Digitized by Google

LORD JOHN RUSSELL.

Che sara sara.

Devise des Russell.

C'est une noble race que celle des Russell; sans remonter jusqu'aux temps de la conquête normande, elle ne le cède en illustration à aucun des beaux noms de l'Angleterre. Au commencement du XVIe siècle nous rencontrons pour la première fois dans l'histoire un John Russell, originaire du comté de Dorset, qui fut gentilhomme de la chambre sous Henri VII, intendant de la maison du roi sous Henri VIII, créé par lui baron Russell et chevalier de l'ordre de la Jarretière, pourvu de fiefs considérables dans le comté de Bedford, appelé ensuite à faire partie du conseil d'administration sous la minorité d'Edouard VI, et enfin nommé, en 1550, comte de Bedford.

A dater de cette époque la famille des Russell prend rang et s'élève de jour en jour au sein de l'aristocratie anglaise, jusqu'au moment où elle acquiert une gloire ineffaçable dans la personne du grand William Russell, ce martyr de la liberté politique et religieuse, « dont le nom, a dit Charles Fox, restera éternellement gravé dans le cœur de tout Anglais, à côté de celui d'Algernon-Sidney. » Les deux illustres champions de la même cause furent immolés à quatre mois d'intervalle. Les événements qui les conduisirent à l'échafaud sont assez connus pour qu'il suffise de les indiquer ici. C'était sous la monarchie restaurée des Stuarts. Le drame sanglant de Whitehall et les dures leçons de l'exil avaient été sans fruit pour le fils de Charles Ier : lui aussi n'avait rien oublié et rien appris. Plongé dans les plaisirs, il livrait son royaume à ce ministère de favoris, si tristement connu sous le nom de *cabale*. Toujours pressé d'argent pour payer ses maîtresses, il vendait Dunkerque à Louis XIV, s'enchaînait servilement à la politique de Versailles, s'obstinait dans une guerre désastreuse contre la Hollande, malgré les remontrances du parlement; et,

tandis qu'il foulait ainsi aux pieds les intérêts et les libertés de l'Angleterre, la ferveur catholique de son héritier présomptif, le duc d'York, mettait en péril l'avenir de l'Église protestante. Une opposition courageuse s'organisa au sein des Communes; elle plaça à sa tête le fils aîné du comte de Bedford, William Russell, que ses lumières, ses vertus, ses talents, la haute considération dont il jouissait, rendaient le plus digne de cet honneur périlleux. Le ministère de la *cabale* fut dissous, l'opposition triompha, mais Russell devait payer cher son triomphe. Il avait osé, aux applaudissements de l'Angleterre, proclamer en face de Charles II le droit de résistance : sa perte fut résolue. Impliqué dans une accusation absurde de complot contre la vie du roi, il refusa de fuir, comparut devant un jury vendu au pouvoir, et confondit ses accusateurs. Condamné, malgré l'évidence et au mépris de toutes les formes judiciaires, comme coupable de haute trahison, il mourut le 21 juillet 1683, avec l'énergie d'un héros et le calme d'un saint. Cinq ans plus tard, Jacques II subissait la peine du crime de son frère : il tombait du trône pour faire place à

Digitized by Google

Guillaume de Nassau. Le parlement cassait par un bill le jugement de Russell, qualifié d'*assassinat*, et le nouveau roi, en conférant au comte de Bedford, père de la victime, le titre de duc, proclamait son fils l'*ornement du siècle*, le *modèle de la postérité*.

Le noble sang du martyr ne fut pas versé tout entier sur l'échafaud (1). De son mariage avec la fille du comte de Southampton, cette Rachel Wriothesley dont l'histoire a consacré les vertus, le courage et le dévouement conjugal, William Russell laissa un fils qui hérita, après la mort de son grand-père, du titre de duc de Bedford. Ce titre passa successivement à ses deux fils, dont le dernier, John Russell, eut pour héritier l'aîné de ses petits-fils, Francis, cinquième duc de Bedford. Ce Russell joua sous le ministère de Pitt un rôle politique distingué. Fidèle aux traditions de sa famille, il combattit brillamment à côté de Fox, dans les rangs du parti whig. Il fut, de plus, grand agronome; les éminents services qu'il rendit à l'agriculture par la fondation de nombreuses fer-

(1) Lord Edouard Russell, l'amiral qui battit Tourville au cap de La Hogue, était cousin germain de William.

mes expérimentales ont attaché à son nom une popularité durable. Son effigie est encore aujourd'hui gravée sur les médailles que distribue la Société agricole de Lough. Il mourut en 1802 sans postérité. Ses biens, son titre et sa pairie passèrent à son frère cadet, lequel est mort récemment, laissant trois fils, dont l'aîné a hérité du titre de duc de Bedford, et dont le troisième est justement l'homme d'Etat qui fait le sujet de cette notice, le chef actuel du parti whig, le rival de sir Robert Peel, le plus illustre des Russell après le grand William, en un mot lord John Russell.

Lord John Russell est né le 19 août 1792. Cadet de famille (1), et par conséquent habitué de

(1) On sait qu'en Angleterre le fils aîné hérite seul du titre et des biens de la famille. Le fils cadet d'un pair n'a que ce qu'on appelle un *titre de courtoisie*, lequel n'est point transmissible à ses descendants. Ainsi, si lord John Russell mourait sans arriver à la pairie, ses enfants n'auraient aucun titre. Pour ce qui regarde la succession aux biens, on se fait généralement de fausses idées en France à ce sujet. Le droit d'aînesse est dans les mœurs de l'Angleterre bien plutôt que dans ses lois. La loi anglaise, en cela plus tolérante encore que la loi française, permet au père de disposer comme il l'entendra de tous ses biens, quand il n'y a point de substitution, et elle n'intervient, pour consacrer le droit d'aînesse, qu'au cas de mort *ab intestat;* ce qui n'empêche pas le droit

bonne heure à l'idée qu'il devait se créer par lui-même une grande existence pour soutenir l'honneur de son nom, il eut une jeunesse laborieuse et grave; il fit de fortes études à l'université de Cambridge, et aussitôt qu'il atteignit ses vingt et un ans, en 1814, il entra à la Chambre des communes.

On a souvent écrit chez nous que l'aristocratie anglaise se mourait, qu'elle était morte. Cette assertion est beaucoup plus facile à émettre qu'à justifier. J'ai moi-même, à la vérité, signalé dans le cours de cet ouvrage quelques-uns des dangers qui me paraissent menacer dans l'avenir cette aristocratie; je crois qu'elle finira un jour par être entraînée dans le grand mouvement démocratique qui semble gagner toutes les nations; mais pour le présent je ne vois dans le monde aucune institution offrant, avec plus de souvenirs de gloire, plus de vie, plus d'éclat, plus de puissance et plus de grandeur. Tandis que toutes les autres aristocraties, battues en

d'aînesse d'être universellement admis et volontairement pratiqué, non-seulement dans l'aristocratie, mais encore dans la bourgeoisie, dont l'esprit est sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, essentiellement aristocratique

brèche, soit par les rois, soit par les peuples, s'affaissent lentement ou se brisent; quand la *grandesse* espagnole n'est plus qu'une collection d'êtres abrutis et rachitiques (l'on reconnaît aujourd'hui un grand d'Espagne à ce signe qu'il est un peu plus petit (1) et un peu plus ignorant qu'un Espagnol); quand les fiers barons du Saint-Empire ont échangé leur cuirasse contre un habit brodé de conseiller aulique ou des aiguillettes de chambellan; quand les boyards russes se courbent humblement sous le knout d'un tzar; quand les fils de ces *nonces* polonais, qui délibéraient à cheval et le sabre au côté, en sont réduits, pour gagner le pain de l'exil, à se faire professeurs d'écriture ou commis voyageurs; quand la noblesse française, jadis la première du monde, se divise en deux parts, dont l'une ne s'occupe qu'à accroître stupidement et dans l'ombre, ou à dépenser plus stupidement encore les richesses qu'elle a pu sauver du naufrage, tandis que l'autre, isolée, pauvre, et perdue dans la masse populaire, végète obscurément dans les

(1) Cette observation physiologique, que l'on pourrait juger imaginaire, n'est pas de moi; elle est de M. de Martignac. Voir l'*Essai sur la révolution d'Espagne*, p. 126.

comptoirs, aux armées, dans les greffes, dans les greniers, dans les rues; lorsqu'en un mot il se fait par toute l'Europe un grand travail de décomposition aristocratique, il y a un pays où le vieux corps féodal, sans cesse rajeuni par l'injection du sang démocratique, se maintient ferme, compacte, debout, à la tête des affaires, entre la royauté et le peuple, appelant à lui et s'assimilant toute individualité qui s'élève assez haut pour devenir dangereuse, et appuyant le droit caduc de la naissance sur les deux droits les plus incontestables de notre temps, celui de la richesse et celui du talent.

A ce triple élément de force il faut ajouter, en faveur de l'aristocratie anglaise, l'avantage plus grand encore d'être l'expression vivante, le grand résultat historique des traditions et des mœurs du pays. Quand l'aristocratie française luttait contre l'alliance des rois et du peuple, sous laquelle elle a succombé, l'aristocratie anglaise se liguait avec le peuple contre le despotisme des rois, et c'est à elle surtout que profitait la victoire. Durant sa longue et glorieuse domination, elle a eu le temps et le pouvoir de façonner l'An-

gleterre à son image. Elle a jeté dans le même moule hiérarchique les institutions civiles, religieuses et politiques; elle a imprégné ce mélange de son esprit comme d'un ciment indestructible; elle ne s'est pas contentée d'être maîtresse du gouvernement et du sol, elle s'est emparée des mœurs, et aujourd'hui la logique des idées nouvelles semble impuissante à ébranler ce vieil édifice, dont les fondements touchent aux entrailles mêmes de la société.

La masse des lecteurs français, qui étudie l'Angleterre dans les journaux, trompée par la ressemblance extérieure de l'organisation politique des deux pays, méconnaît complétement les différences énormes qui les séparent. Ainsi, nous savons qu'il y a en Angleterre une royauté, une Chambre des communes, une Chambre des lords, un parti tory ou conservateur, un parti whig ou libéral, un parti radical, un parti chartiste. Nous n'en demandons pas davantage. La royauté anglaise, issue de la révolution aristocratique de 1688, nous représente notre royauté issue des barricades de 1830. La Chambre des communes, c'est notre Chambre des députés; la Chambre des lords,

notre Chambre des pairs avec l'hérédité de plus. La lutte entre sir Robert Peel et lord John Russell n'est guère autre chose que le combat entre MM. Guizot et Odilon Barrot, le juste milieu et l'opposition dynastique; les radicaux anglais sont à nos yeux des républicains français à la manière de M. Arago, et les chartistes des niveleurs dans le genre de nos Babouvistes.

Partant de cette donnée, nous prêtons à l'Angleterre des idées, des goûts, des passions, des intérêts analogues aux nôtres; et quand nous observons, à travers nos lunettes françaises, le mouvement tumultueux et désordonné des partis dans ce pays; quand nous lisons le récit de toutes ces furieuses batailles électorales, de toutes ces émeutes, de ces processions, de ces pétitions qui ont 2322 pieds de long et qui portent deux millions de signatures; quand nous apprenons que quarante ou cinquante mille chartistes se sont promenés triomphalement et impunément dans les rues, bannières déployées, en criant : « Le peuple se lève pour foudroyer la tyrannie ! » nous concluons naturellement avec nos journaux que l'Angleterre est à la veille d'une grande révolu-

tion, et que l'aristocratie touche à son dernier jour.

Or l'Angleterre présente ce spectacle de toute éternité. Le gouvernement, la constitution, l'aristocratie, tout cela vit très-bien avec l'émeute. Nos voisins ne connaissent pas la police préventive; tout citoyen anglais a le droit individuel de se promener par les rues en criant tout ce qu'il lui plaît de crier, jusqu'à ce qu'il soit fatigué et aille se coucher; si au lieu d'un citoyen il y en a cinquante mille, ce sont cinquante mille citoyens qui crient, et rien de plus; ces cinquante mille cris n'ont pas même pour résultat de faire fermer une boutique. Emeutes, processions, pétitions, sont autant d'exutoires ménagés aux humeurs des partis, autant de soupapes destinées à l'évaporation du trop-plein de la chaudière constitutionnelle. La vieille mécanique du *Church and State* (l'Eglise et l'Etat) n'en fonctionne ni mieux ni plus mal.

Si en France, pays d'égalité démocratique, où tout est d'hier, où les institutions, si souvent bouleversées depuis cinquante ans, n'ont pas eu le temps de prendre racine dans les mœurs, où

le pouvoir ne vit qu'à la condition d'agir et de veiller sans cesse ; si en France il n'y a qu'un pas entre une émeute et une révolution; en Angleterre, pays d'aristocratie, où la liberté individuelle a gagné tout ce que perdait l'égalité, où la diversité des existences a créé entre chaque classe de citoyens une sorte de mur de séparation qui arrête le développement de la contagion révolutionnaire, le gouvernement vit et marche tranquille au milieu de l'agitation extérieure des partis; il vit et marche appuyé, non point sur un morceau de papier vingt fois déchiré par la tempête populaire, mais sur ce faisceau de traditions politiques, civiles et religieuses, qui s'appelle la constitution, et qui plonge ses racines au plus profond des mœurs. Or le sentiment aristocratique fait la base des mœurs anglaises : c'est le trait d'union des partis. Tories, whigs, radicaux, je dirai même chartistes, tous sont des aristocrates plus ou moins prononcés.

Que veulent les tories? maintenir ce qui est. Que veulent les whigs? mettre la constitution en harmonie avec le progrès des temps, en y introduisant certaines réformes partielles dont il sera

question plus loin. Que veulent les radicaux? S'agit-il pour eux de renverser de fond en comble *l'Etat et l'Eglise*, de remplacer tous les pouvoirs héréditaires par des pouvoirs électifs, en un mot, d'implanter en Angleterre la république? nullement : l'idée républicaine ne jouit d'aucune faveur dans la grande masse du peuple anglais. La vieille trinité gouvernementale du roi, des lords et des communes, n'a presque rien perdu de son prestige; la moyenne des radicaux borne ses prétentions à deux réformes capitales, mais non révolutionnaires : l'établissement du scrutin secret pour le vote électoral, et l'établissement des parlements annuels. Quelques-uns attaquent directement l'hérédité de la pairie, mais tous respectent les trois pouvoirs en eux-mêmes; les plus avancés; les *Benthamistes*, réclament, à la vérité, comme les radicaux français, le suffrage universel; mais cette prétention est loin d'avoir, en Angleterre, la signification révolutionnaire qu'elle a en France. Qui ne conçoit en effet que l'aristocratie anglaise, maîtresse du sol et nantie de mille moyens d'influence, peut supporter, sans danger de mort, une augmentation considérable

dans le corps électoral? Plus il y aura de votants ignares et pauvres, plus l'aristocratie aura chance de dominer les élections. La manière dont le parti tory a grandi depuis le bill de réforme prouve suffisamment que là n'est pas le plus grand péril de l'aristocratie anglaise (1); parlements annuels, scrutin secret, suffrage universel, elle céderait tout cela plutôt que de modifier les lois civiles du pays, plutôt que d'introduire, par exemple, l'égalité dans le partage des biens, plutôt que d'abolir ou de restreindre les substitutions. C'est là la pierre de touche de l'esprit anglais, c'est là l'arche sainte que tous respectent, même les chartistes, dans leurs plus grandes extravagances (2). Si l'égalité doit faire la base de la démocratie moderne, il n'y a pas encore de démocratie possible en Angleterre, où l'égalité est une passion inconnue, dont le peuple n'a ni le goût ni l'idée.

(1) Par le bill de réforme le nombre des électeurs a été augmenté de plus de moitié.

(2) Les chartistes ne représentent pas une idée politique, mais ils réprésentent un fait grave, dangereux, et qui pourrait bien finir (si l'aristocratie n'y prend garde) par absorber un jour toutes les questions politiques; ils représentent la misère sans cesse croissante des classes ouvrières.

Cependant, hâtons-nous de le dire, les grands événements qui ont agité l'Europe depuis cinquante ans n'ont pas été sans influence sur l'état politique et social de l'Angleterre. Si la forme extérieure des institutions n'a pas été sensiblement altérée, si l'aristocratie semble n'avoir rien perdu de sa puissance, si encore aujourd'hui, comme au XVIe siècle, la propriété du sol est concentrée aux mains de trente-deux mille chefs de famille, si le parti tory, un instant terrassé par le bill de réforme, apparaît à cette heure plus vigoureux que jamais, il n'en est pas moins vrai que le principe aristocratique a subi de rudes atteintes, et que le parti tory a été forcé à de notables concessions.

Entre les deux grandes fractions du même corps politique, dont l'une veut tenir tête à l'esprit du siècle, et l'autre composer avec lui, il s'est livré depuis bientôt trente ans d'opiniâtres combats. Victorieux aujourd'hui en apparence, les tories n'en sont pas moins vaincus en réalité; car ils ont été entraînés par leurs adversaires dans la voie des réformes, et ils ne peuvent plus garder le pouvoir qu'à la condition de marcher dans cette voie.

Parmi tous ceux qui se sont distingués durant ces trente ans de combats, lord John Russell brille au premier rang ; homme de modération et de progrès, ennemi des révolutions, mais défenseur opiniâtre de la liberté religieuse et politique ; doué au plus haut degré de cette constance, de cette fermeté, de cette dignité, de cet esprit de suite que les Anglais désignent par le mot général de *consistance*, *consistancy*, l'illustre descendant des Bedford ne doit qu'à son mérite personnel le poste éminent qu'il occupe aujourd'hui dans le parti whig, dont il est le chef. Il est arrivé à ce poste pas à pas, et en grandissant au milieu des épreuves nombreuses d'une carrière difficile que nous allons esquisser rapidement.

Quand l'école philosophique du XVIIIe siècle eut enfanté la révolution de 89, le parti tory se sentit menacé dans son avenir; pour parer le coup, il se jeta dans une guerre acharnée contre la France. Ravivant de vieilles haines historiques, il étouffa la question de principes sous une question nationale ; pendant vingt ans il retrempa sa force dans la guerre ; il contint la révolution au delà du détroit, et le missionnaire couronné de la dé-

mocratie tomba sous ses coups. Mais lorsqu'après la victoire il fallut compter les morts, toutes les plaies de l'Angleterre apparurent à la fois. La France était vaincue, mais l'Angleterre était ruinée; elle s'était endettée de plus de 20 milliards de francs. La misère dévorait les classes inférieures; la nation entière était écrasée sous le poids des taxes, des surtaxes; le pain était hors de prix, les fermages augmentaient en proportion; les marchés, encombrés par le blocus continental, regorgeaient de marchandises, et de l'autre côté du canal Saint-Georges, une nation de mendiants, l'Irlande, rendue furieuse par la faim, cherchait dans la violence un recours contre la tyrannie des lois.

Le grand débat de principes, entamé déjà avant 89 entre les whigs et les tories, et suspendu pendant la guerre, reprit alors son cours au milieu de l'agitation populaire, et la bataille s'engagea sur deux points capitaux : 1° l'admission de l'Irlande catholique et des sectes dissidentes aux droits politiques et municipaux, par l'abolition du serment d'allégeance à la suprématie de l'Eglise anglicane; 2° la réforme du vieux système électoral. Quinze ans de

la vie de lord John Russell ont été consacrés à remporter ces deux conquêtes. Tandis que les autres chefs de l'opposition, les Grey, les Burdett, les Brougham, les Althorp., les Hobhouse, combattaient le ministère dans les diverses questions accidentelles de politique intérieure et extérieure, lord John Russell, tout en les appuyant de sa parole et de son vote, se vouait plus spécialement au triomphe des deux grands principes de liberté religieuse et politique dont il s'était fait le champion. Chaque session le voyait se lever, impassible et froid, au milieu des murmures des tories, avec cette ténacité anglaise qui ne se lasse jamais, pour reproduire sous différentes formes, développer et soutenir les mêmes motions toujours repoussées par la majorité.

Dans la session de 1819 il commence à proposer nettement la réforme générale du parlement, comme le plus efficace remède aux maux du pays ; repoussé , il se retranche dans une série de modifications de détails à la loi électorale ; ainsi, en décembre 1819, il demande la suppression des *bourgs pourris ;* dans la même session il appuie une proposition tendant à l'abolition du

test et des autres incapacités affectant les catholiques et les dissidents ; en mai 1820, il propose d'ôter la franchise électorale au bourg Grampound, accusé de corruption ; cette motion passa dans la session suivante, et ce fut le premier pas dans la voie qui conduisit à la réforme parlementaire ; en avril 1821, il demande avec sir Lambton, plus tard lord Durham, l'augmentation du nombre des électeurs. Dans la session suivante, le 27 avril 1822, il prononce un long et beau discours pour engager le parlement à réfléchir sérieusement sur l'état de la représentation nationale. Après avoir passé en revue la situation du pays, signalé le progrès toujours croissant des lumières, il déclare qu'aucun gouvernement ne saurait maintenir son autorité sur une nation plus éclairée qu'il ne l'est lui-même, et il termine par son éternelle et opiniâtre motion, la réforme du parlement. Vivement combattue par Canning, cette motion fut rejetée comme toujours.

Lorsque s'opéra l'invasion de l'Espagne par l'armée française, Canning, après de vains efforts pour empêcher cette guerre, se prononça pour une stricte neutralité. Lord John Russell, sans se

livrer aux furieuses philippiques de Brougham contre le ministère français, se déclara avec l'opposition contre la neutralité. Il demanda la révocation du bill qui défendait aux sujets anglais de prendre du service à l'étranger ; il signala l'intervention française comme une attaque du despotisme contre les libertés de l'Europe. « Que « l'on fasse et que l'on dise tout ce que l'on vou- « dra, s'écriait-il, les cœurs anglais ne sauraient « être neutres. » La majorité se prononça contre la proposition de lord John Russell.

L'année suivante, en 1823, l'infatigable député développa de nouveau, avec un même insuccès, sa motion pour la réforme parlementaire ; il la reprit en 1824 ; en 1826 il la soutint encore sous une autre forme, en présentant un bill à l'effet de prévenir la corruption dans les élections. Dans cette même année, il dut à son zèle persévérant pour la cause de l'Irlande de se voir, après la dissolution du parlement, dépouillé de son mandat par les électeurs du comté d'Huntingdon, dont il était le député ; un bourg irlandais répara cette injustice et renvoya à la Chambre l'intrépide défenseur de la liberté des cultes.

Cependant l'état de l'Irlande, de plus en plus menaçant, commençait à agir sur le parlement; un projet d'émancipation soutenu par Canning n'avait échoué qu'à une majorité de quatre voix. Après la mort de Canning et l'avénement du torysme pur au pouvoir, lord John Russell présenta de nouveau et soutint, comme un acheminement à la solution de la question catholique, un bill à l'effet de relever de toute incapacité politique les protestants dissidents. Le bill, vivement combattu par sir Robert Peel (voir sa notice), n'en passa pas moins à une majorité de 44 voix. Ce succès fut le prélude d'un succès plus grand encore; car, quelques mois après, le ministère, effrayé des cris de l'Irlande, proposait lui-même l'émancipation. Vivement attaqué par ses plus fougueux amis, le cabinet tory trouva dans lord John Russell un adversaire loyal qui se fit son avocat dans cette circonstance, et, tout en réclamant en vain une émancipation plus complète, défendit chaudement le projet contre les attaques des ultra-tories. — Le bill fut enfin voté.

Ainsi, des deux grands principes au triomphe desquels lord John Russell avait consacré toute sa

vie politique, le premier venait d'être solennellement consacré; restait la grande question de la réforme parlementaire, tant de fois abordée par lui sans succès : il la reprit avec une ardeur nouvelle. Tactitien habile, il lance derechef, comme un ballon d'essai, une proposition spéciale, tendant à accorder le droit de représentation aux villes populeuses de Manchester, Birmingham et Leeds, qui en sont privées; rappelant ce qui se passe dans un pays voisin (c'était le 23 février 1830), où l'autorité royale est aux prises avec la résistance populaire, il invite la Chambre à prévenir un tel état de choses par l'adoption de la mesure proposée; elle convaincra le peuple anglais que l'on ne recule pas devant les réformes nécessitées par les besoins du pays. L'orateur whig échoua encore une fois, mais devant une majorité de 44 voix seulement.

Cinq mois après, la révolution éclate en France; la commotion ébranle l'Angleterre, renverse les tories du poste qu'ils occupaient depuis si longtemps, porte les whigs au pouvoir, et, le 1er mars 1831, lord John Russell vient, au nom du nouveau cabinet, au milieu d'une formidable agitation

populaire, proposer ou plutôt imposer à la Chambre des communes, non plus des concessions de détail, des palliatifs, des modifications partielles, mais un vaste plan de réforme parlementaire. Poussé dans ses derniers retranchements, le torysme furieux recueillit toutes ses forces, et, autour du projet de lord John Russell, il se livra une des plus grandes batailles de tribune dont l'Angleterre ait conservé le souvenir. La bataille se prolongea durant plus d'un an. Dans la notice consacrée à sir Robert Peel j'ai à peine indiqué les graves débats qui eurent lieu au sujet du bill de réforme. Comme lord John Russell joua dans ces débats le rôle capital; comme la matière en elle-même est très-importante et fort peu connue de la moyenne des lecteurs français pour laquelle surtout j'écris ces notices, je crois devoir tenter de résumer ici de mon mieux, et aussi succinctement que possible, cette grande question, en traçant un aperçu du système électoral anglais, avant et après le bill de réforme.

Les libertés anglaises datent de loin; pour n'être point réunies dans un code politique, elles n'en sont pas moins partout présentes, incrustées

dans les traditions, fondues dans les mœurs et garanties par des usages plus puissants que des lois. Leur origine remonte jusqu'à cette *grande charte* (*magna charta*) conquise sur Jean-sans-Terre aux champs de Runnimède, par la coalition des barons, du clergé et des bourgeois des villes. Toutefois cette charte consacre des droits civils bien plutôt que des droits politiques; mais, peu de temps après sa conquête, vers la fin du XIIIe siècle, nous voyons déjà les bourgeois des villes appelés à délibérer en parlement, conjointement avec les lords spirituels et temporels; les deux premiers ordres (*estates*) sont réunis de temps immémorial en une seule Chambre qui s'appelle la Chambre haute; le troisième ordre forme la Chambre basse, dite des communes. Le nombre et les attributions des députés aux Communes sont d'abord très-restreints, et leur mode de convocation est assez mal défini; au privilége de créer les pairs héréditaires les rois joignirent longtemps celui d'augmenter ou de restreindre le nombre des députés, en donnant ou retirant aux diverses localités *la franchise* électorale, c'est-à-dire le droit de *représentation*, suivant l'impor-

tance acquise ou perdue par ces mêmes localités, et plus souvent encore suivant le besoin qu'éprouvaient les rois d'augmenter leur influence dans la Chambre basse pour tenir les lords en échec.

Mais les deux Chambres ne tardèrent pas à faire cause commune contre la royauté ; pendant plusieurs siècles elles luttèrent, vainquirent ou succombèrent ensemble ; ensemble elles attaquèrent, détrônèrent, jugèrent les rois ; ensemble elles se courbèrent sous la verge des rois, jusqu'au moment où la dernière révolution de 1688 vint asseoir définitivement la constitution anglaise sur la double base de la souveraineté parlementaire et de la suprématie protestante. Durant cette longue suite de succès et de revers, les Lords et les Communes avaient de plus en plus resserré leur union. Identifiant avec habileté les intérêts aristocratiques aux intérêts protestants, la Chambre haute finit par absorber complétement la Chambre basse. Achetant les bourgs qui possédaient franchise, implantant à prix d'or son influence dans les comtés et dans les corporations des villes, l'aristocratie parvint à inféoder la députation dans ses familles ; elle en fit l'apanage

des fils cadets de pairs, et le gouvernement de l'Angleterre devint ce qu'il est encore aujourd'hui, même après le bill de réforme : une monarchie sous la domination d'une aristocratie divisée en deux Chambres.

Une fois maîtresse, propriétaire en quelque sorte des élections, l'aristocratie dut s'efforcer naturellement d'immobiliser cette propriété dans ses mains, en enlevant à la royauté la prérogative dont elle avait joui jusqu'alors, d'accorder ou de retirer aux localités le droit de représentation. Pour la première fois sous Charles II, la Chambre des communes refusa d'admettre dans son sein deux députés élus par un bourg auquel le roi avait cru devoir conférer récemment la *franchise* électorale.

A dater de ce moment, le nombre total des députés, le nombre des bourgs, comtés et villes possédant le droit d'élire, la quotité de voix accordée à chaque localité, tout cela resta fixe, invariable ; et, après l'admission des députés écossais en 1706 et des députés irlandais en 1801, la Chambre des communes se composa définitivement de six cent cinquante-huit membres,

dont quatre-vingts nommés par les comtés d'Angleterre, vingt-cinq par les grandes villes, cent soixante-douze par les bourgs, huit par les ports de mer, quatre par les deux universités de Cambridge et d'Oxford, vingt-quatre par les comtés et villes du pays de Galles, trente par les comtés, soixante-cinq par les villes et bourgs de l'Ecosse, et enfin cent pour l'Irlande.

La même immobilité fut appliquée à la législation électorale, c'est-à-dire aux conditions imposées à chaque citoyen pour exercer le droit électoral. Ces conditions variaient beaucoup, suivant les localités; ainsi, dans les comtés d'Angleterre et du pays de Galles, pour être électeur, il fallait posséder en toute propriété ou en usufruit un bien allodial (*free hold*) rapportant au moins 40 shillings de revenu; le *copy-hold*, qui était une sorte de tenure de seconde classe, constituant une propriété de fait, non de droit, et particulière à l'Angleterre, ne donnait pas le droit électoral; il en était de même d'une autre sorte de biens, *lease hold*, tenant le milieu entre la propriété et la simple location. Dans les villes et bourgs, le droit de voter était fixé d'une manière moins uniforme.

Chaque localité avait des usages particuliers; ainsi, à Abington, à Arundel, par exemple, toute personne payant des impositions directes avait une voix; à Bath, le député n'était nommé que par le maire, les aldermen et le conseil municipal; à Bristol, par les francs-tenanciers à 40 shillings, etc., etc. Dans les diverses parties d'une même ville, les systèmes électoraux pouvaient être différents. Ainsi, à Londres, dans la Cité, les conditions du droit de voter étaient autres qu'à Westminster et à Southwark. En Écosse, et dans plusieurs villes d'Angleterre ce droit appartenait exclusivement aux membres des corporations municipales, et il se transmettait héréditairement.

A mesure que le temps passa sur un système électoral ainsi organisé et immobilisé, il en fit surgir des résultats d'une absurdité et d'une immoralité incroyables, dont je ne puis que signaler les plus saillants. Durant deux siècles, des villes jusque-là peu importantes, et qui ne possédaient pas la franchise, avaient grandi en importance; d'autres qui la possédaient avaient déchu; des bourgs possédant franchise étaient devenus des hameaux; quelques-uns ne comptaient plus qu'une

maison, d'autres un pan de muraille; plusieurs avaient complétement disparu; le droit électoral n'en restait pas moins attaché aux lieux; il se transmettait et se vendait avec le lieu. Ainsi, un pair possédant sept ou huit lieux privilégiés de cette espèce en donnait un pour dot à sa fille, un pour douaire à sa femme, etc., etc. On vendait et on achetait un siége au parlement comme l'on vend et l'on achète une maison ou un arpent de terre; un grand nombre de bourgs étaient réduits à sept ou huit habitants, jouissant du droit électoral à titre de locataires de maisons appartenant à un pair, patron ou seigneur du bourg, lequel ne les logeait qu'à la condition qu'ils voteraient pour son candidat. Ces bourgs étaient connus sous le nom de *bourgs pourris*. Dans les bourgs qui n'étaient pas des propriétés privées, les voix s'achetaient à beaux deniers comptants (ceci du reste se pratique encore aujourd'hui). — On comptait en Angleterre vingt-cinq bourgs envoyant un ou plusieurs députés au parlement, et qui ne possédaient pas cent électeurs; il y en avait quarante-sept où le nombre des électeurs était au-dessous de cinquante; parmi ceux-là,

deux comptaient treize électeurs, deux onze, deux huit, et enfin les deux bourgs de Gatton et d'Old-Sarum n'avaient plus en réalité qu'un électeur. — Dans les villes où le droit électoral appartenait aux corporations fermées, il advenait souvent qu'une demi-douzaine de *burguesses* (bourgeois) nommaient à huis-clos le représentant de cinquante mille âmes. Ainsi Édimbourg, par exemple, ville de plus de cent mille âmes, n'avait qu'un député nommé par trente-trois électeurs. En additionnant ces divers cas particuliers, lord Grey était arrivé à ce résultat général, que la majorité de la Chambre des communes (trois cent trente membres) était nommée par moins de quinze mille électeurs, sur lesquels les grands propriétaires exerçaient une influence si patente que lord John Russell, en présentant son bill, put affirmer, sans être contredit par personne, que sept pairs faisaient nommer soixante-trois députés.

Si vicieux qu'il fût, ou plutôt par cela même qu'il était vicieux, le vieux système électoral trouva de nombreux et ardents défenseurs; et quand l'orateur whig déroula son plan, les tories l'accueillirent avec des cris d'indignation.

Il proposait d'ôter la franchise à tous les bourgs ayant moins de deux mille habitants; il n'accordait plus qu'un représentant au lieu de deux à tous les bourgs dont la population ne dépassait pas quatre mille âmes; par ce moyen, cent cinquante siéges devenaient disponibles dans le parlement, pour être répartis entre toutes les grandes villes non représentées jusqu'alors, et les principaux comtés, dont la représentation était doublée. Celle de Londres était portée de huit à seize membres : les tenanciers à 40 shillings étaient conservés. — Les corporations fermées des villes subissaient le sort des bourgs pourris; leur privilége exclusif était remplacé par une disposition accordant le droit électoral à tout propriétaire ou locataire d'une maison d'un revenu annuel de 10 livres sterling. — Le nombre des membres de la Chambre subissait une diminution.

Il fallut à lord John Russell une infatigable vigueur pour résister aux attaques multipliées des tories; il défendit son projet, article par article, avec une opiniâtre persévérance, réfutant toutes les objections, et opposant aux fureurs de ses

adversaires tantôt une raison haute et calme, tantôt une froide et pénétrante ironie. Le bill échoua d'abord à la Chambre des communes ; le cabinet whig offrit sa démission au roi, qui préféra dissoudre le parlement et en appeler au pays. Les élections, opérées au milieu de la plus vive agitation, produisirent une majorité favorable au bill, qui fut adopté, le 21 septembre 1831, par 345 voix contre 236.

Cependant la victoire n'était pas gagnée ; restait à faire passer le bill à la Chambre des pairs. Il y fut porté par lord John Russel, le 7 octobre, et rejeté sans amendement. Trois jours après, la Chambre des communes fit une déclaration où elle déplorait la résolution de la Chambre haute, persistant dans son adhésion aux principes du bill, et proclamant que les ministres avaient bien mérité de la patrie.

Le parlement fut prorogé ; l'Angleterre était en feu ; les pétitions, les associations, les insurrections se multiplialent ; on demandait à grands cris le maintien des ministres et la création d'un nombre de pairs suffisant pour assurer le succès du bill. Le parlement se réunit de nouveau le 6

décembre, et lord John Russel reparut à la Chambre des communes avec un nouveau bill contenant quelques modifications; il fut accepté comme le premier, et porté derechef à la Chambre haute; il y subit l'épreuve des deux premières lectures au milieu des débats les plus orageux; la troisième fut renvoyée après Pâques. — Lassé de la résistance acharnée de la Chambre haute, le ministère whig demande au roi une nouvelle création de pairs; le roi refuse; le ministère donne sa démission, elle est acceptée; la nation entière se soulève; la Chambre des communes vote une nouvelle Adresse au roi, pour exprimer ses regrets du changement d'administration; les tories s'efforcent vainement de composer un cabinet; ils ne peuvent y parvenir, et le roi est obligé de rappeler le 16 mai les ministres qu'il avait renvoyés le 9. Impuissante à lutter plus longtemps, et menacée d'une *fournée* par le ministère, la Chambre haute céde enfin; après une protestation solennelle, lord Wellington déserte son banc, suivi de cent tories, et en leur absence le bill passe, le 4 juin 1832, à une majorité de 106 voix contre 22; il reçut la sanction

royale le 7 du même mois, au milieu des transports de l'allégresse publique. — C'était le bill primitif de lord John Russel, sauf quelques modifications de détail. — Ainsi le nombre total des députés n'était pas changé; il restait toujours fixé à 658. Cinquante-six bourgs étaient privés de la franchise; trente ne nommaient plus qu'un député au lieu de deux; trente-deux villes ou comtés, jusque-là privés de représentation, recevaient le droit d'élire chacun deux députés, et vingt autres en nommaient chacun un. En somme, l'Angleterre, y compris le pays de Galles, nommait 500 députés, l'Irlande 105, l'Ecosse 53. En cherchant le rapport de ces nombres au chiffre de la population dans les trois pays, il se trouve que l'Angleterre a 1 représentant pour 28,000 âmes, l'Ecosse 1 pour 38,000, et l'Irlande 1 pour 76,000.

Tel est en substance ce fameux bill de réforme; s'il laissa subsister, ainsi qu'on peut le voir par les chiffres que je viens de poser, une disproportion choquante dans la représentation de chacun des trois pays qui constituent le royaume-uni, il n'en porta pas moins le nombre total des élec-

teurs de quatre cent mille à un million ; en détruisant les *bourgs pourris* et le privilége des corporations, il débarrassa le principe de l'élection libre des fictions immorales qui l'étouffaient; le parti tory se crut ou plutôt feignit de se croire frappé à mort ; il n'en était rien pourtant, car le bill, si hostile qu'il fût à la haute aristocratie, lui laissait encore de nombreux moyens d'influence dont elle a su profiter avec une merveilleuse sagacité. Les whigs, aristocrates modérés, mais foncièrement aristocrates, tout en portant le scalpel dans la partie la plus gangrenée de l'ancien système, n'osèrent, par respect pour les traditions féodales, toucher à l'institution des francs-tenanciers (*freeholders*), électeurs à 40 shillings de revenu. On conçoit sans peine quelle garantie d'indépendance peuvent présenter de tels électeurs; bien plus, les tories arrachèrent aux auteurs du bill la concession du droit électoral aux fermiers même sans baux (*tenants af will*), à la seule condition de payer une ferme de 50 livres sterling; disposition qui, combinée avec l'obligation de voter au scrutin ouvert, maintint ces fermiers dans un

état obligé de dépendance vis-à-vis des grands propriétaires. Aussi le parti tory, décimé aux deux tiers lors de la première élection générale qui suivit le bill de réforme, n'a-t-il pas tardé à se renforcer de plus en plus aux élections de 1835, 1837 et 1841. Il est aujourd'hui maître du pouvoir à une imposante majorité; mais il ne l'est qu'à la condition de continuer, pour ainsi dire, le système de ses adversaires. Le bill de réforme fut le premier pas des whigs dans la voie des innovations; ils ne s'y arrêtèrent plus, et, pendant dix ans, malgré les attaques d'une opposition chaque jour plus redoutable, ils n'ont pas cessé de porter la cognée aux branches du vieil arbre. Je ne puis qu'énumérer ici succinctement toutes les réformes qu'ils ont tentées ou accomplies, mais cette énumération suffira pour mettre le lecteur à même d'apprécier les titres de lord John Russell à l'estime des contemporains et de la postérité; car c'est l'illustre descendant des Bedford qui, durant ces dix années, a commandé avec éclat, discipliné, contenu et guidé la grande armée des réformistes; c'est à l'aide de son talent d'orateur, plus sévère que brillant, mais plein de force et

de logique, et de son influence de chef de parti, que le premier ministère whig, celui de lord Grey, est parvenu, de 1832 à 1834, à lutter pour la première fois avec avantage contre les abus de l'organisation aristocratique du pays ; c'est par lui que l'Eglise protestante d'Irlande se vit d'abord frappée par la suppression de dix évêchés et d'une foule de sinécures ecclésiastiques ; c'est par lui que fut soulevée pour la première fois l'importante question de la mutation des dîmes en une rente foncière ; et plus tard, quand le ministère Grey fut disloqué, quand lord John Russell fut devenu, sous le ministère Melbourne, le chef réel du cabinet, c'est à lui, c'est à ses efforts persévérants que revient l'honneur de la réforme des corporations municipales, qui composaient une sorte d'état dans l'état, de la conversion définitive des dîmes en une rente foncière, de la refonte de l'ancienne loi des pauvres, qui, au lieu de porter remède à une des plaies les plus cruelles de l'Angleterre, ne tendait qu'à l'élargir ; c'est encore lord John Russell qui a présidé aux innovations accomplies dans l'état civil et l'instruction publique, à l'adoucissement des lois criminelles, à la

répartition plus égale des revenus ecclésiastiques, et au complet affranchissement des esclaves. Si, sur les deux questions importantes des taxes et de la nature des propriétés de l'Eglise, il n'a pu faire triompher les idées modernes, il a du moins préparé l'opinion publique à une solution qui s'effectuera tôt ou tard dans ce sens. — C'est enfin lord John Russell qui, après une lutte glorieuse, tombant du pouvoir, vaincu sous le nombre, a lancé comme un Parthe à ses ennemis victorieux la formidable question de la liberté commerciale et de la taxe du pain.

Telle est en résumé l'existence politique de lord John Russell; elle est pure, noble et belle; elle lui a valu à bon droit la confiance, l'affection de ses amis, et l'estime de ses ennemis. Après dix ans de ministère, non-seulement il n'a point été amoindri (chose rare) par l'exercice du pouvoir, mais il est sorti des affaires plus grand qu'il n'y était entré.

Sa vie privée a toute la dignité austère et simple qui caractérise sa vie publique.

Homme d'état de premier ordre, lord John Russell est de plus un écrivain distingué. Il a

publié divers ouvrages sérieux d'un haut intérêt, et dont je ne puis donner ici que les titres. Le premier est intitulé : *Essay of the history of the English government and constitution;* le second, *Mémoirs of the affairs of Europe, from the peace of Utrecht to the present time* (trois volumes ont paru, mais l'ouvrage n'est pas encore achevé). Il a publié un troisième ouvrage, *The Establishment of the Turks in Europe;* et enfin un quatrième moins important, sous ce titre : *The causes of the french revolution.* Lord John Russell a composé de plus, en 1823, une tragédie intitulée : *Don Carlos, or persecution*, qui n'eut pas de succès au théâtre.

Pour compléter cette notice, il ne me reste plus qu'à reproduire un portrait de l'homme et de l'orateur, tracé par un écrivain anglais :

Lord John Russell est un tout petit homme, qui n'aurait pas 5 pieds de vos mesures; son exiguité le rajeunit presque; on ne lui donnerait pas les 50 ans qu'il a. Une tête large par le front, mince par le menton, formant un peu le triangle; des cheveux châtains, courts et clairsemés, de grands yeux surmontés de sourcils bien arqués, un visage pâle, calme, doux et flegmatique, où perce une

arrière-finesse, voilà ce qui frappe en son air; sa façon de dire est parfaitement d'accord avec son extérieur modeste et paisible; sa voix est faible, mais distincte; tandis qu'il parle, son corps ne s'anime guère plus que son discours; toute son action consiste à glisser sur son dos sa main gauche pour aller saisir le coude de son bras droit, et à se balancer indéfiniment dans cette attitude. Il s'exprime simplement et sans effort: sa phrase est froide et sèche, mais claire et concise. Ecrivain plus serré qu'élégant, il apporte dans ses improvisations ses habitudes de style écrit..... Il ne dit que ce qu'il est nécessaire de dire, mais il dit tout ce qu'il veut dire; son sarcasme, bien que glacé, n'en est pas moins incisif; la lame du poignard n'a pas besoin d'être rougie au feu pour blesser profondément. Sa sérénité est inexpugnable; il est aussi parfaitement calme à la défense qu'à l'attaque; il n'a point ces étincelles soudaines qui électrisent et embrasent une assemblée, mais il a cette lueur paisible et constante qui la guide et l'éclaire. C'est un esprit sérieux, plein d'idées applicables, résumées et résolues.

Digitized by Google

GALERIE DES CONTEMPORAINS ILLUSTRES

Bibliothèque Nationale R.F. IMPRIMÉS

CASIMIR DELAVIGNE.

Imp de Rene et Cie

Rue de Seine 52

M. CASIMIR DELAVIGNE.

> Plein de respect pour les maîtres qui ont illustré notre scène par tant de chefs-d'œuvre, je regarde comme un dépôt sacré cette langue belle et flexible qu'ils nous ont léguée. Dans le reste, tous ont innové; tous, selon les mœurs, les besoins et le mouvement de leur siècle, ont suivi des routes différentes qui les conduisaient au même but. C'est en quelque sorte les imiter encore que de chercher à ne pas leur ressembler, et peut-être la plus grande preuve, l'hommage le mieux senti de notre admiration pour de tels hommes, est ce désespoir même de faire aussi bien, qui nous force à faire autrement.
>
> CASIMIR DELAVIGNE. — *Préface de Marino Faliero.*

La catastrophe de Waterloo venait de frayer une seconde fois à la coalition le chemin de Paris. « J'apprends, disait Louis XVIII dans sa proclamation de Cateau-Cambresis, qu'une porte de mon royaume est ouverte et j'accours, » et il accourait; et, pour le malheur de sa dynastie,

le petit fils de Henri IV rentrait par cette porte sanglante à la suite de l'ennemi; franchissant vingt mille cadavres de Français, il remontait sur le trône de France pour *récompenser les bons et mettre à exécution les lois existantes contre les coupables* (1); c'est-à-dire qu'au milieu de l'immense désastre de la patrie, quand l'étranger bivouaquait dans les Champs-Élysées, braquait ses canons contre les Tuileries, désarmait nos soldats, mettait nos représentants à la porte, dégradait nos monuments, pillait nos musées, nous présentait au bout de son épée le *Væ victis* de Brennus, le traité de novembre, il se trouvait encore des mains françaises qui se faisaient les instruments de ses haines, et dressaient, sous sa dictée, des listes de proscription. Détournant les yeux de ces luttes odieuses des partis, la France, épuisée par vingt-cinq ans de victoires, s'absorbait muette et sombre dans le sentiment de son humiliation, lorsqu'un jeune homme de vingt-trois ans, inconnu la veille, se fit tout à coup une popularité énorme, en s'inspirant noblement au deuil national, et en publiant à la face de l'en-

(1) Voir la proclamation déjà citée.

nemi trois chants funèbres que la France accueillit avec un cri d'enthousiasme et d'amour, car ils étaient l'expression énergique, harmonieuse et vraie de ses pensées les plus intimes. Par souvenir des guerres héroïques soutenues par les habitants d'Ithôme contre la tyrannie de Sparte, le poëte donna à ces trois élégies patriotiques le titre de Messéniennes. En un an de temps, il s'en répandit dans le pays plus de vingt mille exemplaires, et l'auteur passa subitement de l'obscurité à la gloire.

Aujourd'hui que les malheurs de 1815 sont loin de nous, aujourd'hui qu'un quart de siècle a passé sur ces premières productions de M. Casimir Delavigne, l'œil désintéressé et froid du critique n'a pas de peine à y découvrir çà et là des inégalités, des imperfections, des vers faibles, prosaïques, un trop grand luxe de périphrases et de métaphores mythologiques; et pourtant, même par la forme, cette poésie reste encore attrayante et neuve. Mais combien l'inspiration paraît belle quand on se reporte aux temps. Quand on se représente cette France humiliée, écrasée sous le poids de huit cent mille envahisseurs, et déchi-

rée par les discordes intestines, comme l'on aime à voir, du milieu de tous ces êtres muets d'épouvante ou prosternés au pied du vainqueur, se lever un jeune poëte de vingt-trois ans qui chante d'une voix mâle et fière les héros morts à Waterloo !

On dit qu'en les voyant couchés sur la poussière,
D'un respect douloureux frappé par tant d'exploits,
L'ennemi, l'œil fixé sur leur face guerrière,
Les regarda sans peur pour la première fois.

Et dans ce qui suit, quel contraste avec les platitudes officielles enregistrées dans le *Moniteur* d'alors, un des plus tristes chapitres de nos annales !

Et vous, peuples si fiers du trépas de nos braves,
Vous, les témoins de notre deuil,
Ne croyez pas dans votre orgueil
Que pour être vaincus les Français soient esclaves.
Gardez-vous d'irriter nos vengeurs à venir ;
Peut-être que le ciel, lassé de nous punir,
Seconderait notre courage,
Et qu'un autre Germanicus
Irait demander compte aux Germains d'un autre âge
De la défaite de Varus.

La seconde Messénienne était consacrée à flétrir la dévastation du Musée ; c'est la plus mythologi-

que et, à mon sens, la plus défectueuse des trois. Il y a là des strophes de petits vers à la Dorat qui jurent passablement avec les circonstances. Je n'aime guère cet amour qui *éteint son flambeau*, et qui, *interrogé sur ses douleurs, par la troupe légère des Grâces, leur répond en versant des pleurs : J'ai vu Mars outrager ma mère;* autrement, pour le français : J'ai vu des soldats prussiens emporter la Vénus de Médicis. Cependant le début de cette pièce est énergique :

La sainte Vérité, qui m'échauffe et m'inspire,
Écarte et foule aux pieds les voiles imposteurs!
Ma muse de nos maux flétrira les auteurs,
Dussé-je voir briser ma lyre
Par le glaive insolent de nos libérateurs!

Il y avait bien alors quelque courage à parler ainsi à Wellington et à Blücher.

La troisième Messénienne est intitulée : *Du besoin de s'unir après le départ des étrangers;* c'est un appel à la concorde, à la fusion des partis dans un même sentiment de patriotisme; à des paroles bienveillantes pour la monarchie restaurée, le jeune poëte mêle de sévères conseils, de nobles sorties contre *d'infâmes traités*, et des leçons utiles pour tout le monde.

Ces trois Messéniennes furent bientôt suivies de deux autres, où M. Delavigne chantait en beaux vers la vie et la mort de Jeanne d'Arc. A partir de ce moment de suprême popularité, M. Casimir Delavigne consacra tout ce qu'il possédait de talent lyrique à se faire comme l'écho harmonieux et élégant de toutes les pensées, de tous les événements qui remuèrent la France libérale durant quinze ans. Chaque année vit éclore quelque chant nouveau, inspiré par les circonstances. La Grèce s'insurge contre la tyrannie ottomane; M. Casimir Delavigne écrit quatre Messéniennes destinées à provoquer les sympathies et l'appui de l'Europe pour la patrie de Thémistocle et de Léonidas. L'Italie semble vouloir secouer le joug de l'Autriche, mais cette lueur d'indépendance ne brille qu'un instant et s'éteint comme un feu de paille. Le poëte, dans un beau dithyrambe, *Parthénope et l'Étrangère*, peint avec verve l'ardeur éphémère des Napolitains, et termine son tableau par un trait d'ironie bien touché:

Ils partirent alors, ces peuples belliqueux;
Et trente jours plus tard, oppresseur et tranquille,

Le Germain triomphant s'enivrait avec eux
Au pied du laurier de Virgile!

Napoléon meurt sur son rocher; M. Delavigne chante Napoléon; Byron va chercher à Missolonghi un glorieux tombeau, M. Delavigne chante Byron. Plus tard, après un voyage en Italie, le poëte donna sept Messéniennes nouvelles, *le Départ*, *Trois jours de Christophe Colomb*, *les Funérailles du général Foy*, etc., qui sont basées sur ce même thême favori de liberté et de patrie. La révolution de 1830 le trouva fidèle à son rôle de poëte national. *La Parisienne*, *une Semaine de Paris*, *le Dies iræ de Kosciusko*, *la Varsovienne*, *le Chien du Louvre*, telles furent, en y comprenant une pièce plus récente sur les funérailles de Napoléon, telles furent les dernières productions lyriques de M. Casimir Delavigne. J'ai à dessein résumé, en commençant cette notice, toute cette partie des productions du poëte, pour n'avoir plus à y revenir. Le genre de poésie par lequel M. Delavigne a débuté dans la carrière, et qu'il a poursuivi dans l'intervalle de ses travaux dramatiques, ne présente à mon sens qu'un côté secondaire de sa physionomie littéraire. Malgré les

mérites éminents de versification, et parfois aussi la vigueur de pensée qui distinguent les Messéniennes, surtout les premières, il ne me semble pas que M. Delavigne soit né poëte lyrique. L'inspiration lyrique lui est venue en quelque sorte de seconde main, par contre-coup des événements, mais il ne la tire jamais de lui-même, elle n'est point en lui; il n'a pas cette spontanéité, cette chaleur, cette passion exhubérante qui constituent les vrais lyriques. Pour s'en convaincre, il suffit de comparer ce qu'il a produit de mieux en ce genre avec les poésies de Béranger, de Lamartine et de Victor Hugo.

Quelques critiques (1), non contents de refuser à M. Delavigne toute valeur lyrique, l'expulsent encore de la scène; suivant eux, il n'existe pas littérairement, et ces messieurs passent dédaigneusement l'éponge sur douze tragédies ou comédies, dont quelques-unes ont eu jusqu'à trois cents représentations. Le grand grief formulé contre le poëte, c'est de n'avoir rien inventé au théâtre, et, « voilà pourquoi, ajoute-t-on,

(1) Gustave Planche : *Portraits littéraires*, tom. II, p. 104 et suiv.

il est impossible de surprendre une parenté, si lointaine qu'elle soit, entre M. Delavigne et les hommes ou les choses de ce temps-ci. » En vérité, ne dirait-on pas que *l'invention* court les rues aujourd'hui? Entre ceux qui relèvent de Racine ou de Corneille et ceux qui relèvent de Shakespeare ou de Schiller, quels sont donc les inventeurs? L'auteur des *Vêpres Siciliennes* a commencé par copier Racine, puis il s'est efforcé de concilier dans une manière mixte l'école ancienne et l'école dite nouvelle, et certes si la transaction, la fusion, si enfin le goût du milieu en toutes choses est, comme il me paraît, le caractère dominant de l'époque actuelle, je ne vois pas d'auteur dramatique qui soit plus de son temps que M. Casimir Delavigne; et ce qui le prouve c'est l'éclat et surtout la continuité, la durée de ses succès au théâtre. Tout ce que j'ai dit ailleurs de l'avantage, des qualités moyennes de M. Scribe peut, dans un sens plus élevé, s'appliquer de même à M. Casimir Delavigne. Si l'on objecte l'absence d'originalité, je demanderai quel est le plus original de celui qui copie tel ou tel type ou de celui qui mélange avec goût et me-

sure des types différents. Que reste-t-il d'ailleurs aujourd'hui des découvertes tant prônées de nos Christophe Colomb dramatiques? Qu'est devenu l'enthousiasme de 1829? Parmi les œuvres destinées à révolutionner l'art, combien se sont maintenues au théâtre? combien jouissent encore de la faveur du parterre et de la sympathie du caissier? En est-il beaucoup qui, privées de l'appui du machiniste, dépouillées des artifices du costumier, se puissent flatter d'affronter avec succès, dans le simple appareil, le tête-à-tête avec le lecteur? Pour un monologue chaleureux, pour une scène à effet, pour un beau mouvement, pour un vers sublime, combien de barbarismes épouvantables, combien de caractères anti-humains, combien de scènes décousues, combien de situations horriblement fausses, qui ne supportent ni le pourquoi, ni le comment! Si M. Delavigne n'est pas aussi hardi, s'il est plus rarement sublime, à coup sûr il est moins souvent absurde. *Marino Faliero*, *Louis XI*, les *Enfants d'Edouard*, *Don Juan d'Autriche*, la *Fille du Cid*, tout cela est écrit en bon français, tout cela est sobrement conçu, disposé avec art, habilement

exécuté ; tout cela excite à la lecture sinon un grand enthousiasme, au moins un vif intérêt, un intérêt soutenu, qui n'est presque jamais traversé par ces révoltes spontanées de la conscience et de la raison contre le boursoufflé et le faux. Et voilà pourquoi, à la différence du critique cité plus haut, je crois devoir admettre l'existence littéraire de M. Delavigne, et lui accorder les honneurs ou mieux lui infliger les ennuis de la biographie.

Jean-François-Casimir Delavigne est né au Hâvre, en avril 1793 ; son père était un négociant honorable qui avait acquis une assez grande fortune dans le commerce de la porcelaine. Il possédait, près du Hâvre, une manufacture qu'il dirigeait lui-même. Comme presque tous les poëtes qui ont successivement passé sous nos yeux, Casimir Delavigne eut une mère distinguée par l'esprit et par le cœur, et l'amour maternel fut sa première initiation à l'amour du beau. La famille se composait de quatre enfants, trois fils et une fille ; Casimir était le second, l'aîné est M. Germain Delavigne, le spirituel vaudevilliste, le collaborateur de M. Scribe, qui est aujourd'hui conservateur du

mobilier de la couronne; le troisième s'appelait Fortuné : il est, je crois, avoué.

Les premières années de notre poëte se passèrent au Hâvre; elles n'offrent rien de bien saillant; ceux qui aiment à chercher dans l'enfance des hommes distingués des symptômes d'illustration future, ceux qui pensent que le talent date toujours du berceau, ceux qui veulent à toute force qu'un biographe découvre la gloire de son héros dans ses langes, me trouvent ici fort embarrassé pour les satisfaire; car, par exception sans doute, M. Delavigne ne fut pas un *enfant sublime;* ce fut un enfant timide et rêveur; je ne sais point s'il sentit de bonne heure, comme l'on dit en pareil cas, la voix de la muse s'éveiller dans son âme; toujours est-il qu'il n'y paraissait guère. Voici, à ce sujet, une anecdote que je tiens d'un des amis d'enfance de l'illustre académicien, et qui prouverait que la nature a mis une sage lenteur à développer en lui le germe des facultés poétiques.

La présence des trois fils Delavigne, soit avant le collége, soit plus tard aux vacances, attirait à la *Fayencerie* (c'était le nom de la manufacture) plusieurs enfants des bonnes familles du

Hâvre. Mme Delavigne avait institué, entre tous ces bambins de dix à douze ans, une sorte de concours littéraire. Chaque dimanche elle leur donnait un sujet de prose ou de poésie, qu'ils devaient avoir traité le dimanche suivant. Chacun d'eux apportait radieux son œuvre, et entre tous brillait Germain Delavigne, le futur vaudevilliste; un seul des concurrents, Casimir, était toujours en arrière; sa verve paresseuse lui faisait défaut, il ne trouvait rien, ou quand il était parvenu à grand'peine à faire la moitié de sa besogne, cette moitié était tout ce qu'il y avait de plus mauvais; juge du concours, témoin des victoires de son aîné et des échecs permanents de son second fils, M. Delavigne le père avait coutume d'appliquer à l'auteur futur du *Paria*, de *Louis XI* et de tant d'autres tragédies, ce remarquable pronostic : « Toi, mon pauvre Casimir, tu continueras mon commerce de fayence. »

Cependant, une fois au collége, le jeune Delavigne ne tarda pas à se distinguer. Placé en même temps que son frère Germain dans l'institution Ruinet, rue de la Harpe, il suivit comme externe les cours du Lycée Napoléon, et fit de

brillantes études, surtout dans les dernières années. Il faisait sa rhétorique en 1811, quand naquit le roi de Rome; le spectacle de l'ivresse publique enflamma sa verve, et il écrivit d'inspiration un dithyrambe de collégien. Ce fut sa première production; cette pièce, où les chevilles ne manquent pas, a cependant de belles parties. Dans ce millier de prophéties rimées, écloses autour du berceau du jeune César, auxquelles la destinée devait donner de si cruels démentis, celle du jeune rhétoricien, insérée, je crois, au Moniteur, fut remarquée, et l'empereur lui en fit témoigner sa satisfaction (1).

A ce premier essai de la muse de M. Delavigne, succédèrent bientôt un fragment épique, *Charles XII à Narva*, que l'auteur a jugé trop faible pour figurer dans la collection de ses œuvres, et un dithyrambe sur la mort de Delille, publié en 1813.

(1) On a raconté à ce propos que l'Empereur, dans une visite au Lycée Napoléon, ayant fait venir le jeune poëte, lui demanda ce qu'il désirait, et que ce dernier répondit : Sire, être exempté de la conscription. Je crois même que M. Marco Saint-Hilaire a transformé cette histoire en un *Souvenir intime du temps de l'Empire;* or cette histoire n'est qu'un conte de plus à ajouter à tous les *Souvenirs intimes* du même auteur.

Cette pièce débutait par une métaphore de trente-six vers, destinée à prouver qu'entre le traducteur de Virgile, l'auteur des *Jardins*, et le soleil, il n'y a qu'une seule différence, c'est que l'astre qui vient *de s'éteindre*, *du soleil auguste rival*, *ne doit jamais se rallumer*. Cette métaphore, que son auteur donnait alors comme très-sérieuse, passerait aujourd'hui pour une excellente plaisanterie.

Dans l'intervalle, M. Casimir Delavigne était sorti du collége, à dix-huit ans, emportant dans ses cahiers la tragédie classique de rigueur, par laquelle débute tout bachelier un peu distingué; un fragment de cette tragédie intitulée *Polyxène*, a été conservé par l'auteur dans ses œuvres complètes ; tout ce qu'on peut dire de ce fragment, c'est que la versification en est assez pure.

A son entrée dans la vie, Casimir Delavigne se trouva naturellement en face de cette grande question : le choix d'une carrière. Des revers commerciaux avaient forcé son père de se défaire de sa manufacture ; il était venu habiter Paris, où il occupait un emploi supérieur dans les contributions indirectes. M. Français, de Nantes, di-

recteur de cette administration, offrit au jeune poëte une place dans son cabinet, et fut son premier Mécènes.—C'est là que M. Casimir Delavigne, après avoir publié les *Messéniennes*, écrivit sa tragédie des *Vêpres Siciliennes*. Il présenta sa pièce au théâtre Français, et pendant deux ans il sollicita vainement une lecture; enfin la lecture fut accordée, et la pièce fut reçue, à cette petite condition seulement, que l'auteur n'exigerait jamais qu'elle fût jouée; une actrice qui faisait partie du comité la rejeta même sans condition, en déclarant « qu'il y aurait inconvenance à mettre le mot *Vêpres* sur une affiche de théâtre, et que pour sa part elle ne souffrirait jamais ce scandale. »

Le poëte dut ajourner ses espérances, il rentra chez lui désappointé mais non découragé. Les tribulations qu'il venait de subir, au lieu de tourner au noir, comme cela arrive souvent, éveillèrent dans son esprit la verve comique qu'il ne soupçonnait pas. Il n'eut rien de plus pressé que de se venger à huis clos; il avait vu de près la morgue et les travers de l'aréopage dramatique. En trois mois il écrivit d'enthousiasme sa pièce des

Comédiens, et il attendit impatiemment l'occasion de mettre au jour sa vengeance. — Ce fut à cette époque tourmentée de sa vie, en 1817, que l'Académie proposa pour sujet du concours annuel de poésie la paraphrase de cette maxime : *Que l'étude fait le bonheur dans toutes les situations de la vie.* Le jeune poëte était alors dans une disposition d'humeur qui ne lui permettait pas d'être complétement de cet avis ; il jugea plaisant de prendre pour ainsi dire le contre-pied du thême indiqué, et de peur que sa jeunesse ne lui portât encore une fois malheur, il se donna des cheveux blancs.

C'est dans ce même concours que débutait brillamment Victor Hugo, alors âgé de quinze ans. L'académie, qui ne voulait pas croire aux *trois lustres* de ce dernier (1), donna en plein dans les *cheveux blancs* de M. Casimir Delavigne ; son épître, semée de vers bien frappés, qui sont devenus proverbe, est un des meilleurs morceaux qu'il ait écrits : elle fut attribuée à divers académiciens. Cependant cette illustre compagnie refusa de couronner le vieillard qui lui faisait la

(1) Voir la notice sur M. Hugo.

leçon ; et, des deux concurrents, l'un échoua pour s'être appuyé sur l'âge qu'il avait, et l'autre, pour s'être autorisé de l'âge qu'il n'avait pas. Ce fut M. Saintine qui remporta le prix.

Cependant le théâtre de l'Odéon détruit par l'incendie venait d'être reconstruit. Le directeur Picard, l'auteur de la *Petite ville*, eut l'idée d'inaugurer la nouvelle salle par une pièce refusée au Théâtre-Français. Il demanda à M. Casimir Delavigne les *Vêpres siciliennes*, et le chargea en même temps de composer un discours d'ouverture. Le discours et la tragédie eurent un succès prodigieux. Le jeune auteur des Messéniennes était alors très-populaire, il fut demandé à grands cris; il fallut, je crois, qu'il parût sur le théâtre pour recevoir à bout portant une bruyante ovation. Trois cents représentations successives, dont les cent premières versèrent plus de 400,000 francs dans la caisse du théâtre, et partant une portion honnête dans la poche de l'auteur, dédommagèrent amplement M. Casimir Delavigne des tribulations de son noviciat. Ceci se passait en octobre 1819 ; l'horizon dramatique était fort terne alors : la tragédie impériale ex-

halait, poussive, ses derniers soupirs ; le public la laissait mourir dans la solitude, et attendait qu'il tombât du ciel quelque chose de nouveau. Les *Vêpres siciliennes* furent jusqu'à un certain point ce quelque chose. La disposition de l'œuvre était à la vérité parfaitement classique, c'était la méthode racinienne dans toute sa rigueur ; les personnages venaient régulièrement durant cinq actes promener le dialogue ou le monologue sous le portique *solennel*. Toutes les unités étaient parfaitement respectées, mais le sujet était neuf, le style était vif et élégant, l'action marchait rapidement; le quatrième acte surtout était d'un grand effet; il y avait ce qu'on a appelé depuis de la couleur locale, c'est-à-dire que le langage était assez bien approprié aux mœurs du temps. En somme, la pièce, vu l'aridité de l'époque, méritait le succès qu'elle obtint.

La représentation de la comédie suivit de près celle de la tragédie. M. Delavigne avait hâte de se venger des dédains du Théâtre-Français. Les *Comédiens* furent joués le 6 janvier 1820. Cette satire des mœurs théâtrales, si malicieuse qu'elle fut, aurait pu sans inconvénient l'être un peu davan-

tage. Les saillies ne manquent pas, les vers heureux abondent, mais le canevas est faible et l'action languissante. L'auteur s'était peint lui-même sous les traits de Victor, jeune poëte d'un grand talent, auquel les comédiens de Bordeaux font souffrir toutes sortes de tribulations.

Le succès de cette pièce fut dû surtout à l'élégance de la versification et à la vivacité du dialogue.

Une fois vengé à sa guise, M. Delavigne reparut dans l'arène tragique avec une œuvre nouvelle qui est une de ses plus brillantes productions. Il écrivit la tragédie du *Paria*, qui fut représentée pour la première fois à l'Odéon, le 1er décembre 1821. Il est à remarquer que dès ses premiers pas dans la carrière M. Delavigne cherche à sortir des sentiers rebattus, et laisse volontiers dormir en paix les Grecs et les Romains. Ici encore, comme dans les *Vêpres Siciliennes*, le sujet était nouveau au théâtre. L'auteur, après s'être inspiré de la *Chaumière Indienne* de Bernardin de Saint-Pierre, avait étudié Tavernier, Raynal, la théogonie de l'Orient, et il ne craignit pas de baser une action dramatique sur des idées et des mœurs complétement étrangères à nos mœurs, à nos

idées. Cependant, à vrai dire, tous ces riverains du Gange étaient passablement *francisés*. Mais, si le fonds de cette tragédie est en plusieurs points défectueux, la forme en est admirable, la versification est d'une beauté achevée. C'est une poésie souple, élégante, imagée, harmonieuse et comme rayonnante de tout l'éclat du soleil de l'Inde; il y a surtout des chœurs qui peuvent soutenir la comparaison avec ceux d'*Esther* et d'*Athalie*. Si M. Delavigne avait écrit beaucoup de poésie dans le genre de ces chœurs, il serait impossible de lui contester le génie lyrique.

Cette tragédie du *Paria*, qui venait confirmer et couronner d'une manière si brillante des succès déjà si nombreux, semblait devoir ouvrir à l'auteur les portes de l'Académie. Il se mit deux fois sur les rangs; la première fois on lui préféra M. l'évêque d'Hermopolis, la seconde fois, M. l'archevêque de Paris; ses amis l'engagaient à se présenter encore une fois, il s'y refusa, « craignant, disait-il en riant, qu'on ne lui opposât le pape. »

A cette même époque, une petite vengeance exercée par le ministère Villèle contre le populaire auteur des *Messéniennes*, lui valut un dé-

dommagement précieux. M. Delavigne occupait alors à la Chancellerie une modeste place de bibliothécaire qu'il devait à la bienveillance du dernier garde des sceaux, M. Pasquier. Cette place fut brusquement supprimée. Cela fit du bruit dans les journaux, la presse de l'opposition prit fait et cause pour le poëte; ce dernier tout consolé avait déjà oublié sa mésaventure, lorsqu'un beau matin il reçut une lettre du duc d'Orléans qui, en lui proposant une place de bibliothécaire au Palais-Royal, terminait par ces mots gracieux : « Le tonnerre est tombé sur votre maison, je vous offre un appartement dans la mienne. » Il va sans dire que M. Delavigne accepta sans se faire prier. Admis dans l'intimité d'un prince qui avait été professeur et qui devait être roi, M. Delavigne conçut pour son protecteur un attachement profond, sincère, qui ne s'est jamais démenti et qui honore également le prince et le poëte.

Cependant les lauriers dramatiques de l'auteur du *Paria* troublaient le sommeil du Théâtre-Français. Des ouvertures furent faites, un rapprochement eut lieu, le poëte amplement vengé ne de-

mandait qu'à pardonner, et la paix fut scellée sur une pièce nouvelle reçue, cette fois, avant lecture, à l'unanimité et par acclamation. Avec une souplesse d'esprit assez rare dans nos annales dramatiques, l'auteur des *Vêpres Siciliennes*, des *Comédiens* et du *Paria* passait encore de la tragédie à la comédie; *l'Ecole des Vieillards* fut représentée pour la première fois au Théâtre-Français, le 6 décembre 1823, avec un succès plus grand encore que celui du *Paria*.

Une circonstance particulière ne contribua pas peu à stimuler la curiosité du public. C'était la première fois que Talma, depuis sa gloire, jouait un rôle de comédie. Ce rôle n'avait point été écrit pour lui, mais il paraît que l'illustre tragédien, assistant en amateur à la lecture de la pièce, fut tellement frappé de ce qu'il y avait d'énergie et de vérité dans la création de Danville, le personnage principal, que sur-le-champ, et au grand étonnement de l'auteur, il revendiqua le rôle comme sien, et le lendemain tout Paris apprit que Cinna, Oreste, Néron, Orosmane, que Talma, en un mot, allait paraître en frac dans une comédie de mœurs. C'est qu'au fond le rôle de Danville n'était pas

comique du tout, et cette création n'est pas la moins originale de celles de M. Delavigne.

Depuis Molière, les maris vieux, jaloux et ridicules, ne manquent pas au théâtre. M. Delavigne eut l'idée de peindre un mari vieux et jaloux, mais nullement ridicule, et cette idée n'était pas seulement neuve, mais elle était éminemment morale. Les Arnolphe et les Sganarelle traditionnels sont si risiblement niais, que le spectateur, si bête et si vieux qu'il soit, passe la leçon à son voisin et ne la prend jamais pour lui ; le Danville de M. Delavigne, au contraire, est un vieillard tel que les sexagénaires les plus avantageux et les plus distingués ne sauraient se flatter dans leur for intérieur de le surpasser en mérite. Le portrait de la jeune femme est tracé dans le même système judicieux. Hortense est calquée sur la moyenne des femmes ; ce n'est ni une Agnès, ni une Messaline, c'est une jeune femme coquette, assez faible, mais point vicieuse au fond, et cependant les tortures de ce noble et honnête vieillard sont si poignantes, les dangers qui environnent cette faible et honnête jeune femme sont si menaçants, que malgré le dénouement vertueux de la pièce,

je ne serais pas étonné qu'au sortir d'une telle représentation, sous le coup des impressions nées du jeu de Talma et de Mlle Mars, plus d'un barbon, à la veille de contracter mariage avec une pensionnaire, y ait regardé à deux fois et ait donné contre-ordre à son notaire.

Cette manière de prendre le côté grave, pathétique, d'une situation dont on n'avait jusqu'ici envisagé que le côté ridicule, aurait pu donner à la pièce une couleur trop uniformément sérieuse pour une comédie, si l'auteur n'avait su, tout en évitant le trivial et le grotesque, faire une large part au comique dans le rôle des autres personnages secondaires, et surtout dans celui du vieux célibataire Bonnard, l'ami de Danville.

Après ce nouveau triomphe, plus éclatant encore que les premiers, il fallait bien que les portes de l'Académie s'ouvrissent enfin à M. Delavigne. Il ne consentit à se présenter de nouveau qu'avec la certitude d'un succès; et, en effet, sur 30 votants, il obtint 29 suffrages. Sa réception eut lieu le 25 juillet 1825, au plus fort de sa renommée. Il prit pour texte de son discours l'influence de la conscience en littérature. Ce discours, d'ail-

leurs purement écrit, comme tout ce qui sort de la plume de M. Delavigne, n'offre rien de bien saillant, si ce n'est peut-être ce passage où le poëte, atteint déjà par les idées d'innovation qui commençaient à poindre, se déclare pour « l'audace réglée par la raison, » et semble annoncer à l'avance la système de fusion qu'il doit tenter de réaliser plus tard. Dès cette époque, M. Delavigne s'occupait de sa tragédie de *Louis XI*, dont le rôle principal était destiné à Talma. Les nombreuses recherches auxquelles il se livra compromirent sa santé déjà affaiblie; il fit alors en Italie un voyage de cinq ou six mois, et au retour il publia les nouvelles Messéniennes dont j'ai parlé plus haut. Ces chants sont inférieurs aux premiers.

C'est avec une nouvelle comédie en cinq actes, *la Princesse Aurélie*, jouée en mars 1828, que M. Delavigne rentra dans la carrière théâtrale. Pour la première fois, le poëte n'obtint qu'un demi-succès; ses amis attribuèrent cet échec à des intrigues de coulisse qui firent retirer la pièce après quelques représentations. Toujours est-il que la critique d'alors se montra en général assez

peu favorable à cet ouvrage (1); la critique d'aujourd'hui le traite avec le plus complet dédain; c'est à peine si elle le mentionne. Or, n'en déplaise à la critique d'alors et à la critique d'aujourd'hui, je tiens *la Princesse Aurélie* pour une des meilleures comédies de M. Delavigne, je ne sais l'effet qu'elle produit au théâtre, mais à la lecture elle me semble incontestablement plus intéressante que *les Comédiens*, par exemple. Je m'explique très-bien qu'en 1828 le côté politique ait paru le côté saillant de *la Princesse Aurélie*, et que cela ait fait tort à la pièce, en ce sens que la satire mitigée du poëte devait paraître bien pâle à côté de toutes les satires en prose et en vers qui, depuis deux ans, pleuvaient sur le ministère Villèle (2); mais aujourd'hui il suffit de lire cet ouvrage pour être frappé surtout de ce

(1) Il faut en excepter toutefois un article fort judicieux de M. Duviquet, publié, je crois, dans les *Débats*.

(2) Quelques écrivains reprochèrent à M. Delavigne d'avoir manqué de délicatesse en attaquant des ministres tombés; à cela M. Delavigne répondit en citant l'épilogue de ses dernières *Messéniennes*, publiées sous le ministère Villèle, où l'attaque était bien plus vive et bien plus directe que dans la princesse Aurélie. Il ajouta que cette dernière pièce avait été composée avant la chute du cabinet.

qu'il y a de plaisant, de fin, de gracieux dans l'intrigue. Aurélie est une jeune orpheline, princesse de Salerne, placée sous la tutelle de trois régents. Elle ne peut se marier avant sa majorité sans leur consentement, et son mariage devant avoir pour conséquence l'abdication des régents, il s'ensuit assez naturellement que chacun de ces derniers aspire à arriver par la possession de la souveraine à la possession de la souveraineté. Le fait de l'existence de ces trois ministres, plus quelques plaisanteries sur leur incapacité prétentieuse, voilà tout ce que la pièce renferme d'allusions au triumvirat Villèle, Corbière et Peyronnet ; mais ce qui n'a rien de politique, ce qui est neuf, ce qui est charmant, c'est la manière dont Aurélie se débarrasse de ces trois poursuivants en les trompant les uns par les autres, et en leur arrachant une permission de mariage dont chacun d'eux espère qu'elle usera à son profit, et dont elle destine le bénéfice à un autre. Ce qui est plus plaisant encore, c'est la position de ce pauvre Alphonse d'Avella, l'amant préféré, qui ne s'en doute guère, car il semble l'objet privilégié des rigueurs et des injustices de sa souveraine.

Alphonse est jeune, beau, amoureux, impétueux, et, par conséquent, très-propre à inspirer des soupçons aux trois régents, et à compromettre par ses imprudences le succès de son amour, auquel succès Aurélie s'intéresse pour le moins autant que lui-même. Il sera donc, durant tout le cours de la pièce, rudoyé, maltraité, disgracié, banni, rappelé, désespéré; s'il veut parler, on lui imposera silence; si, furieux, il fait mine de se jeter dans un autre amour, on l'enverra à cinquante lieues se calmer en rongeant son frein; et puis enfin, quand toutes les difficultés seront aplanies, quand la parole des régents sera engagée, l'amant malheureux se trouvera tout-à-coup aimé et couronné, à son grand étonnement, et à la grande stupéfaction des régents. Les mille nuances de finesse, de malice, de noblesse, de gracieuse coquetterie, de tendresse contenue, qui se combinent dans le caractère d'Aurélie, font à mon sens de cette création un véritable petit chef-d'œuvre. Mademoiselle Mars a dû être ravissante dans ce rôle; il n'y a presque pas une scène de cette comédie qui ne soit plaisante et bien amenée; les deux personnages accessoires de la coquette Béa-

trix et du docteur Policastro, le médecin important et trembleur, sont très-habilement mêlés à la marche de l'action principale. A ce mérite du fonds il faut joindre une forme excellente, un dialogue vif, rapide, pétillant d'esprit, une versification nette, concise, bien frappée, et qui n'a rien d'un défaut assez fréquent chez M. Delavigne, l'abus de la périphrase poétique. — Enfin, je crois sincèrement qu'aujourd'hui que nous ne pensons plus au triumvirat Villèle et compagnie, si la *Princesse Aurélie* était remise au théâtre et bien jouée, elle ferait le plus grand effet.

Depuis le *Paria*, les idées d'innovation littéraire avaient fait des progrès toujours croissants; le romantisme, après avoir successivement envahi toutes les parties de la littérature, s'efforçait de pénétrer au théâtre, en s'appuyant sur un principe excellent en lui-même, mais dont chacun use à ses risques et périls : le principe de la liberté dans l'art. M. Hugo avait publié comme une espèce de programme de la nouvelle école en tête de son drame de *Cromwell*, et il écrivait *Hernani;* M. de Vigny préparait la traduction littérale d'*Othello;* à Racine on opposait Shakes-

peare, et Schlegel à Aristote. M. Delavigne était trop de son temps pour rester complétement en dehors d'un mouvement littéraire qui apparaissait comme une conséquence forcée de la grande transformation sociale accomplie depuis 89. D'autre part, il n'était pas assez aventureux pour s'y lancer dès l'abord à corps perdu; entre l'ancien et le nouveau système, il se plaça sur le pied de la neutralité, mais d'une neutralité active, c'est-à-dire qu'il prit à chacun d'eux ce qui convenait à son goût personnel, et il écrivit sa tragédie de *Marino Faliero*.

Cette tragédie était, comme les précédentes, destinée au Théâtre-Français, mais des difficultés ayant surgi au sujet de la distribution des rôles, le poëte ne voulut céder à aucune exigence, et il transporta son œuvre sur un théâtre jusqu'alors étranger aux productions d'un ordre élevé. *Marino Faliero* fut joué pour la première fois au théâtre de la Porte-Saint-Martin, le 30 mai 1829. C'était le premier pas de M. Delavigne dans la voie des innovations. Des trois unités classiques, il en répudiait une, celle de lieu. L'abbé d'Aubignac eût trouvé encore bien des choses à repren-

dre dans le choix des personnages, la contexture et le nœud de l'intrigue. Le sujet de la pièce est connu ; l'auteur s'était heureusement inspiré de son séjour à Venise, des chroniques italiennes de Sanuto et du drame de Byron. Madame Dorval fut très-belle dans le rôle d'Eléna.

La révolution de juillet arriva sur ces entrefaites; elle fut accueillie par M. Delavigne avec un enthousiasme d'autant plus sincère que les résultats de cette révolution profitèrent au prince qui s'était fait son patron et son ami. Il la chanta dans des vers qui n'ont guère d'autre mérite que l'intention et l'à-propos.

Après cette dernière excursion dans le domaine lyrique, M. Delavigne reprit et termina sa tragédie de *Louis XI* à laquelle il travaillait depuis longues années. Cette pièce fut représentée pour la première fois au Théâtre-Français, le 11 février 1832. — Ici l'hérésie romantique était encore plus manifeste que dans la tragédie de *Marino Faliero;* judicieux mélange du tragique et du comique, du grâcieux et du pathétique, scènes d'intérieur, scènes champêtres, coups de théâtre, couleur locale, M. Delavigne ne se re-

fusa aucun de ces moyens que la raison comporte, et qui donnent à une action dramatique du relief et de la vie; il en usa, mais sobrement, avec goût, évitant la confusion, et déroulant avec assez de bonheur une intrigue, dont le fonds est un peu faible, autour de cette grande et complexe figure de Louis XI. Cette figure principale est du reste bien touchée.

Un an plus tard, en 1833, M. Delavigne ne craignit pas d'emprunter un sujet à Shakespeare lui-même. Parmi tous les drames qui composent le drame monstre de Richard III, lequel ne dure pas moins de quatorze ans, le poëte en prit un, qu'il arrangea avec art, qu'il revêtit de beaux vers, et la tragédie des *Enfants d'Edouard* fut parfaitement accueillie du public.

Après toutes ces hardiesses, il ne restait plus à M. Delavigne qu'à marcher directement sur les brisées de M. Victor Hugo, en secouant, sans restriction, le joug des unités classiques, en se livrant à tous les hasards, et en profitant de toutes les ressources du drame moderne; cette dernière hardiesse fut par lui tentée, avec un bonheur complet, dans la comédie en prose de *Don Juan*

d'Autriche, jouée pour la première fois, au Théâtre-Français, le 27 octobre 1835. Tout le monde connaît cette œuvre dont le succès a été immense. L'histoire et la chronologie auraient bien quelque chose à dire au sujet des personnages principaux; mais l'auteur a mis tant d'esprit dans ses inventions, qu'il est impossible de ne pas lui pardonner d'avoir *fait* de l'histoire d'une manière si amusante. Ce qui est assez curieux, c'est que cette comédie, dont la gaîté est si franche, si entraînante, a été composée au plus fort d'une maladie grave, au milieu des crises nerveuses les plus vives.

Six mois après, M. Delavigne donna au même théâtre *Une famille au temps de Luther*, tragédie en un acte. Cette tragédie est bien pensée, bien écrite; elle n'a qu'un petit défaut, heureusement assez rare chez M. Delavigne; elle est du genre *ennuyeux*. La scène se passe entre deux frères, dont l'un est catholique, l'autre protestant; le premier finit par tuer le second, et ce noir forfait s'accomplit tout doucement à la suite d'une longue série de monologues et de dialogues, écrits en beaux vers, mais complétement dé-

pourvus d'action et de vie. — *La Popularité*, comédie en cinq actes et en vers, jouée pour la première fois, au théâtre Français, le 1er décembre 1838, est, de toutes les comédies de M. Delavigne, celle qui me plaît le moins; il y a de belles parties, mais l'intrigue est confuse, l'action languissante : c'est un peu lourd et pénible à lire.

La dernière tragédie de M. Delavigne, *la Fille du Cid*, était destinée au Théâtre-Français ; le rôle principal avait été écrit pour Mlle Rachel; la jeune tragédienne ayant refusé ce rôle, la pièce passa au Théâtre de la Renaissance, où elle fut assez mal jouée et n'eut qu'un succès restreint. Elle est pourtant remarquable à plus d'un titre; c'est à mon sens une des meilleures créations de l'auteur. Mais il est des sujets auxquels il est maladroit de toucher, et le souvenir de Corneille ne pouvait manquer de porter malheur à M. Delavigne.

Indépendamment de toutes ces comédies, tragédies et poésies lyriques, M. Delavigne a écrit encore un certain nombre de poésies de circonstances et de ballades. Parmi ces ballades, il en

est une assez connue, que je suis étonné de ne pas voir figurer dans la collection complète des œuvres de l'auteur ; c'est celle intitulée : *L'âme du purgatoire.* J'ai rarement lu, en ce genre, quelque chose de plus gracieux, de plus mélancolique et de plus touchant.

Que dire maintenant pour les amateurs de détails intimes ? M. Delavigne est marié, il a de beaux enfants, une fortune noblement acquise, des loisirs studieux, une santé frêle, une vie intérieure paisible, pure, et élégante comme son talent.

Digitized by Google

Biblioteca Nazionale V. E. III NAPOLI

L'AMIRAL DUPERRÉ.

Galerie des Contemporains

Imp. Lefebvre Paris

Rue de Jean

Digitized by Google

L'AMIRAL DUPERRÉ.

Je suis chargé, monsieur l'amiral, de vous transmettre deux ordonnances auxquelles je m'estime heureux d'avoir pu concourir : la première rétablit dans la marine le grade d'amiral, qu'elle assimile, en tous points, au grade de maréchal de France; par la seconde le roi vous élève à cette dignité. En commençant par vous, monsieur l'amiral, le roi a voulu rehausser encore l'éclat de l'institution; c'est là l'heureux privilége des hautes renommées : les récompenses accordées à leurs services ont pour résultat, comme leurs services mêmes, d'ajouter au lustre du corps dont elles sont l'ornement.

Lettre du ministre de la marine, Sébastiani, à l'amiral Duperré, 14 août 1830.

Depuis 1792 jusqu'aux plus beaux jours de l'Empire, au moment où nos armées de terre remportent victoires sur victoires, de grands désastres dominent notre histoire maritime; et pourtant,

dans cette période si triomphante d'une part, si malheureuse de l'autre, on ne saurait dire lesquels, de nos soldats ou de nos marins, ont élevé plus haut la gloire du nom français; on ne saurait dire lesquels ont été les plus sublimes d'héroïsme et de dévouement, des vainqueurs d'Arcole, des Pyramides et d'Austerlitz, ou des vaincus du 13 prairial, d'Aboukir et de Trafalgar.

Si toutes les batailles rangées, livrées sur mer à cette époque, nous furent fatales, la faute en est, non point aux hommes, mais bien aux circonstances qui ne nous permirent jamais de former, d'organiser nos escadres de manière à pouvoir lutter à chances égales. Avec des baïonnettes et du canon, avec du courage et du patriotisme, c'est-à-dire avec des Français, avec quelques mois de noviciat sur le champ de bataille, on fait des armées victorieuses; mais toutes ces choses ne suffisent pas à créer des marins, à constituer des flottes. Pour former des escadres il faut des chefs expérimentés, des matelots rompus par une longue pratique à toutes les manœuvres de navire, à toutes les évolutions de division, à toutes les grandes combinaisons stratégiques qui, en mer

surtout, décident du succès d'une bataille. L'équipage d'un vaisseau est une grande famille qui ne vit et ne vaut que par une instruction solide et une subordination absolue, basée sur une longue continuité de rapports intimes entre les officiers et les matelots. Or, comment, en 92, la France aurait-elle pu posséder assez d'équipages de ce genre pour tenir tête à l'Angleterre?

Notre marine, si formidable, si constamment victorieuse sous Louis XIV, à moitié détruite par les revers presque continuels du règne de Louis XV, commençait à peine à se relever sous Louis XVI, lorsqu'éclata la Révolution et avec elle la guerre générale. Tandis qu'assaillis sur tous les points de nos frontières nous courions au plus pressé, tandis que nous faisions face à l'Europe entière, tandis que sous le feu nos paysans se transformaient en soldats et nos soldats en généraux, l'Angleterre, à l'abri de tout danger extérieur, riche d'armements nombreux et d'équipages expérimentés, s'emparait de nos colonies, détruisait nos pêches, anéantissait notre commerce maritime, et tarissait ainsi la principale source de recrutement pour notre marine militaire.

En même temps, l'émigration laissait presque tous nos vaisseaux sans état-major. Depuis l'amiral jusqu'à l'enseigne, la plupart de nos officiers étaient nobles, et par conséquent proscrits; or les amiraux ne s'improvisent pas comme les généraux sur le champ de bataille. Cependant il fallait remplir cette lacune au plus vite; quelques patriciens obtinrent le privilége de verser leur sang pour leur pays; avec des maîtres d'équipages et des officiers de marine marchande on compléta les états-majors; et, les matelots manquant, il fallut avoir recours à la conscription pour mettre notre marine sur le pied de guerre.

Alors chaque navire se trouva bientôt composé d'une agglomération d'hommes rassemblés à la hâte de tous les points du littoral, et souvent même de l'intérieur de la France; étrangers pour la plupart à la pratique des manœuvres, atteints de cette fièvre révolutionnaire qui fit parfois le succès de nos armées, mais qui, sur un vaisseau, ne saurait suppléer à l'instruction et à la discipline; étrangers à leurs chefs, qu'ils ne connaissaient pas, dont ils se défiaient, et souvent entretenus dans ces dispositions fâcheuses par l'impéritie prétentieuse

et bavarde des commissaires de la Convention.

Cette situation dut naturellement avoir pour conséquences de grands échecs, mais aussi ces revers furent illustrés par de beaux exploits, par des traits d'héroïsme rehaussés d'un caractère de grandeur sublime dont notre histoire militaire offre peu d'exemples.

A cette époque fatale, mais glorieuse, il n'y eut pas seulement des batailles rangées ; avant, pendant et après nos grandes catastrophes, nos côtes ne cessèrent de vomir par milliers d'intrépides croiseurs, des corsaires audacieux, qui, de la Manche à Calcutta semant l'épouvante dans le commerce anglais, promenèrent glorieusement le pavillon tricolore sur toutes les mers, et firent souvent payer cher aux vaisseaux de l'Angleterre les triomphes de ses escadres.

Dans la solitaire immensité de l'Océan, sans autres témoins du combat que le ciel et l'onde, il y eut de ces duels à mort où nos marins, clouant leur pavillon au grand mât, n'admettaient d'autre alternative que de couler, sauter ou vaincre ; où, tantôt quittant le navire qui s'enfonçait, criblé de boulets, sous leurs pieds, ils s'élançaient sur l'en-

nemi, et rentraient au port après avoir changé de vaisseau, et tantôt ramenaient leur navire victorieux et brisé à la remorque du navire vaincu et conquis (1).

Ces vingt ans de guerre maritime ont fait surgir des noms égaux par l'héroïsme à tout ce que nos fastes militaires offrent de plus grand. Jamais l'histoire n'oubliera ce *Vengeur* sombrant sous le feu de trois vaisseaux ; ce *Vengeur* dont les canons à fleur d'eau tonnent pour la dernière fois, et qui descend au fond des abîmes, aux cris mille fois répétés de Vive la république ! Jamais l'histoire n'oubliera ce Villaret-Joyeuse qui, dans cette même journée du 13 prairial, résiste avec un seul navire aux volées de toute une escadre ; jamais l'histoire n'oubliera ce jeune Casabianca, resté seul à Aboukir, auprès de son père mourant, sur un vaisseau embrasé, et refusant ainsi que lui de survivre à une défaite ; ce Dupetit-Thouars du *Tonnant*, qui, bras et jambes coupés, fait placer son tronc sanglant dans un baril de son, et ne cesse de commander le feu jusqu'à son dernier

(1) Un exploit de ce genre fut accompli en 1798 par la corvette *la Bayonnaise* (capitaine Richer) dans un combat contre la frégate anglaise *l'Embuscade*.

soupir ; ce capitaine Lucas qui, à Trafalgar, entouré par trois vaisseaux, ne rend à l'ennemi qu'une masse de planches percées à jour ; ce capitaine Infernet, qui, dans la même bataille, continue son feu jusqu'à ce que l'eau entre dans ses caronades, et qui, après avoir fait embarquer dans ses canots tout ce qui lui reste d'équipage, prend son fils sur ses épaules, et se rend à la nage au vaisseau ennemi pendant que son navire coule à fond derrière lui. Ces noms, joints à ceux des Surcouf, des Niquet, ces corsaires intrépides qui combattaient toujours un contre deux ; à ceux des Linois, des Bourayne, des Leyssègue, des Second, des Willaumez, des Jacob, des Baudin, etc., resteront gravés dans nos annales, à côté des grands noms de nos armées républicaines et impériales.

Parmi tous ces hommes dont plusieurs sont morts aujourd'hui, il en est un dont la carrière fut toujours brillante et heureuse, qui ne vit jamais un vaisseau français vaincu sous son commandement, qui a eu le bonheur de clore sa carrière maritime en attachant son nom à une de nos plus importantes conquêtes, et de pouvoir encore consacrer avec succès la dernière partie de

par le vaisseau *l'Indefatiguable* qui portait le pavillon du commodore, placée entre l'alternative de se rendre ou d'affronter une lutte inégale, *la Virginie* n'hésita pas et engagea elle-même le combat; il fut terrible. De minuit à trois heures du matin, les deux bâtiments se canonnèrent bord à bord et de si près que leurs vergues se touchaient. A des boulets de 42, *la Virginie* n'avait à opposer que des boulets de 8 et de 12; mais, par la rapidité de ses manœuvres, elle compensait la disproportion des bordées. Après des efforts désespérés, l'Anglais, contraint de plier, avait pris le large et abandonnait sa proie. Débarrassé de ce premier ennemi, le capitaine Bergeret s'occupait à la hâte de boucher les trous qui crevassaient la ceinture de sa frégate, et de réparer les avaries principales de son gréement, lorsque deux frégates anglaises, *la Concorde* et *l'Amazone*, faisant partie de la division et restées en arrière, arrivèrent sur *la Virginie*, et l'attaquèrent à la fois des deux bords. Le combat recommença avec plus d'acharnement que jamais. Au bout d'une heure, *la Concorde* désemparée avait presque cessé son feu; *l'Amazone* avait essuyé de graves avaries; mais la frégate française,

épuisée par ce double combat, ne pouvait résister plus longtemps. La cale s'emplissait d'eau ; presque toutes les pièces étaient hors de service, la mâture était entièrement fracassée ; les deux tiers de l'équipage gisaient sur les cadres morts ou blessés. Blessés aussi presque tous, couverts de sang et de débris, les officiers de *la Virginie* se réunirent en conseil sur le pont, au milieu du feu, et là il fut décidé qu'on pouvait sans déshonneur céder aux sommations de l'ennemi, étonné d'une résistance aussi héroïque. *La Virginie* amena son pavillon, et l'enseigne Duperré, qui s'était vaillamment comporté durant l'action, fut conduit prisonnier en Angleterre avec tout l'équipage.

Sa captivité dura jusqu'en 1800, époque à laquelle il fut compris dans un échange, et revint en France. Embarqué pendant quelques mois sur le vaisseau *le Watigny*, il le quitta bientôt pour passer sur la corvette *la Pélagie*, qu'il commanda pendant trois ans comme enseigne et ensuite comme lieutenant de vaisseau. Après s'être acquitté avec succès de différentes missions à la côte d'Afrique et aux Antilles, il fut attaché comme adjudant à l'état-major de la flottille de

Boulogne et à celui du préfet maritime de ce port.

Plus tard Napoléon ayant chargé l'amiral Willaumez de se rendre avec une escadre de huit bâtiments au cap de Bonne-Espérance, pour de là se porter sur tous les points où il jugerait pouvoir causer le plus de dommages à l'Angleterre, Duperré fut compris dans cette expédition et attaché à l'état-major du vaisseau *le Vétéran*, que commandait le frère de l'empereur, Jérôme Bonaparte. Ce dernier, marin novice et très-mécontent de se voir éloigné de France, contraria de son mieux les plans de l'amiral et finit par l'abandonner au beau milieu de sa croisière en revenant de lui-même à Brest. Le zèle et l'énergie de Duperré eurent beaucoup à souffrir de la faiblesse de son jeune commandant.

Enfin en 1806 il fut nommé capitaine de frégate, et appelé au commandement de *la Sirène;* après avoir rempli une mission aux Antilles, il se rendait à Lorient, accompagné d'une autre frégate, *l'Italienne*, lorsque les deux navires furent, en vue du port, chassés par une division anglaise composée de deux vaisseaux et de trois

frégates. *L'Italienne* parvint à se réfugier sous les forts de *Groix;* mais *la Sirène*, coupée dans sa marche, fut obligée d'engager le combat. Pendant cinq quarts d'heure le capitaine Duperré, attaqué des deux bords par un vaisseau et une frégate, se défendit comme un lion. Trois fois l'ennemi le somma de se rendre, en lui criant entre chaque bordée : *Amène, ou je te coule!* et trois fois Duperré répondit : *Coule, mais je n'amène pas. Feu partout!* Plutôt que de se rendre, Duperré préféra s'échouer à la côte; mais il accomplit cette manœuvre difficile avec tant d'habileté que trois jours après il renflouait sa frégate, traversait les nombreux croiseurs anglais qui bloquaient Lorient, et rentrait triomphant dans le port.

Napoléon, qui aimait ces traits de résolution et d'audace, récompensa Duperré en le nommant capitaine de vaisseau, et en le chargeant d'aller, avec la frégate *la Bellone*, renforcer la station de l'île de France. Après avoir pris et brûlé sur son chemin quatre navires de commerce anglais et un portugais, Duperré trouva l'Ile-de-France entourée de croiseurs anglais qui lui donnèrent la

chasse; il les dérouta par ses manœuvres, entra malgré eux, débarqua les munitions dont il était porteur pour la colonie, et reprit la mer en vue de trois bâtiments ennemis, qui le poursuivirent vainement pendant plusieurs jours. Après avoir touché à Madagascar, où il était chargé de former un établissement pour approvisionner l'Ile-de-France en salaisons, Duperré se dirige vers le golfe du Bengale et établit sa croisière à l'embouchure du Gange. Là il s'empare successivement d'une corvette anglaise, *le Victor*, et d'une frégate sous pavillon portugais, *la Minerve*, de 48 canons et de trois cent soixante hommes d'équipage. Ce dernier succès ne fut obtenu qu'après un combat acharné, qui eut lieu à portée de pistolet, et dura deux heures. Maître de ces deux bâtiments à moitié désemparés et fort maltraité lui-même, Duperré revient à l'Ile-de-France avec ses prises, répare à la hâte les avaries des trois bâtiments, et reprend la mer avec eux. Le 3 juillet 1810, il croisait en vue de l'île d'Anjouan lorsque ses vigies signalent trois navires ennemis; il se dirige sur eux, et, après un combat d'une heure et demie, tous trois avaient

amené leur pavillon. Ces trois vaisseaux appartenaient à la Compagnie des Indes; ils étaient armés de 30 canons; ils venaient du Cap et transportaient à Calcutta huit cents hommes de troupes du 24e régiment; *la Bellone* en amarina deux, *le Wyndham* et *le Ceylan*; mais le troisième, qui s'était rendu comme les autres, s'échappa à la faveur des ténèbres.

Après une relâche de douze jours à Anjouan, Duperré retourna à l'Ile-de-France avec ses prises. Arrivé en vue du port Impérial, il aperçoit un trois-mâts mouillé sous le fort de l'île de la Passe, poste avancé qui défend l'entrée du port. Le fort et le navire portaient également le pavillon français. Duperré avance sans crainte et se prépare à entrer dans le port Impérial; mais, au moment où la corvette *le Victor*, qui précédait sa division, doublait le fort et la frégate, voilà que tout à coup l'un et l'autre arborent le pavillon anglais, et la corvette est accueillie à grands coups de canon. Duperré, convaincu alors que toute cette partie de l'île est tombée au pouvoir des Anglais, ordonne aussitôt à sa division de virer de bord; mais il n'était plus temps: trois

de ses bâtiments étaient déjà trop avancés pour reculer. Sur-le-champ l'intrépide commandant prend la résolution de forcer le passage ; il envoie toute sa bordée à bout portant à la frégate anglaise, passe rapidement sous le feu du fort, et va s'embosser dans la baie avec toute sa division; là il apprend que l'île de la Passe seule est au pouvoir des Anglais.

Cependant la frégate anglaise *la Néréide*, qui n'avait pu empêcher Duperré de forcer l'entrée du port Impérial, se trouvant, quelques jours après, le 22 août, renforcée d'une deuxième frégate, *le Sirius*, se prépare à attaquer la division française embossée dans la baie. Duperré s'échoue et paralyse ce mouvement. Le lendemain, deux autres frégates anglaises, *l'Iphigénie* et *la Magicienne*, viennent se joindre aux deux premières, et à cinq heures et demie elles attaquent de concert la division française. Leurs premières volées coupent les embossures de *la Minerve* et du *Ceylan*, deux des prises de Duperré, qui viennent, en s'échouant, prolonger *la Bellone* du côté de la terre, et la laissent par conséquent exposée seule, par son travers, à tout le feu de

l'ennemi. Obligé d'accepter le combat dans cette position désavantageuse, Duperré riposte aux bordées de l'ennemi avec une telle vigueur et une telle habileté qu'après un échange de boulets qui dura toute la nuit, au matin *la Néréide* écrasée avait amené son pavillon, *la Magicienne* criblée était abandonnée par son équipage et dévorée par l'incendie.

Restaient *le Sirius* et *l'Iphigénie*, jusque-là masquées par les deux premières frégates anglaises; ces deux frégates ne furent pas plus heureuses : le capitaine du *Sirius* fut obligé de l'abandonner en y mettant le feu, et de se réfugier avec son équipage sur *l'Iphigénie*, que l'on vit bientôt à son tour, à moitié démâtée, faire retraite et se traîner vers l'île de la Passe, pour se mettre à l'abri sous le feu du fort. Ce glorieux combat, qui se prolongea depuis la soirée du 23 jusqu'à la matinée du 25, fut fatal à Duperré; il ne put assister qu'à la moitié de sa victoire. — Dans la matinée du 24 il fut atteint sur le pont d'un coup de mitraille qui, le frappant à la joue droite, le renversa sans connaissance dans la batterie (1).

(1) C'est ce glorieux souvenir d'un de ses plus beaux exploits qui décore le mâle visage de l'amiral Duperré.

Il fut remplacé sur son banc de quart par le capitaine Bouvet, qui acheva dignement la journée.

Le 27, une division française commandée par le capitaine Hamelin parut à l'entrée du port Impérial; le fort et la frégate anglaise, sommés de se rendre, capitulèrent le 28, et l'île de la Passe fut évacuée par les Anglais.

La blessure de l'amiral Duperré, quoique grave, ne tarda pas à se cicatriser; il reprit son commandement, sortit de la baie, et se dirigea vers le port Napoléon pour y radouber ses trois bâtiments, dont les avaries étaient considérables. Il pressait les réparations pour reprendre la mer, quand tout à coup parut en vue du port une expédition anglaise composée de soixante-quatorze voiles, dont un vaisseau, douze frégates et plusieurs corvettes; le reste se composait de bâtiments de transport, chargés de vingt mille hommes de troupes de débarquement. Le 29 novembre 1810, la flotte anglaise débarqua ses vingt mille hommes dans la grande baie, à neuf lieues du port, et le 2, au matin, elle se présenta à l'entrée du port. Duperré avait réuni ses deux frégates aux deux frégates d'Hamelin, et les quatre bâtiments,

formant une ligne d'embossage, beaupré sur poupe, et faisant front à l'ouverture du port, se préparaient à une vigoureuse résistance, quand les deux commandants furent prévenus que le capitaine général de l'île venait d'entrer en pourparlers avec le chef de l'expédition anglaise. Abandonné par la métropole et ne pouvant lutter contre un aussi formidable déploiement de forces, le gouverneur français rendit l'île aux Anglais par capitulation, le 4 décembre, et Duperré fut transporté en France sur des vaisseaux anglais, avec toutes les troupes de la garnison.

Le bruit de ses exploits, et surtout de son beau combat du port Impérial, l'y avait précédé. Napoléon, pendant son absence, l'avait successivement nommé chevalier de la Légion-d'Honneur, officier du même ordre et baron de l'Empire. Quelques mois après son arrivée, en septembre 1811, il le fit contre-amiral, et le chargea du commandement de l'escadre légère de l'armée navale de la Méditerranée, aux ordres du vice-amiral Emeriau; il resta cinq mois dans ce poste, et fut appelé ensuite à commander les forces navales françaises et italiennes réunies dans l'Adriatique. C'était le temps

où l'étoile de Napoléon commençait à pâlir. Chargé sans forces suffisantes de défendre l'Adriatique, Duperré se fit remarquer par sa prodigieuse habileté à se créer les ressources qui lui manquaient. — Des chantiers s'élevèrent à Venise, et bientôt il se vit à la tête d'une escadre de trois vaisseaux, deux frégates et plusieurs corvettes, armées et équipées par ses soins. Quand l'armée autrichienne bloqua Venise, il prit position dans les lagunes et sut tenir l'ennemi en respect; c'est là que le surprit la nouvelle de l'abdication de Fontainebleau. Eugène, le vice-roi, lui envoya l'ordre de remettre la place de Venise entre les mains du général en chef autrichien ; ce dernier ayant exigé en même temps la remise des forces navales, Duperré s'y refusa; mais, à son regret, il lui fut ordonné de céder, et il fallut abandonner à l'ennemi une flotte qu'il avait en quelque sorte créée de ses mains. L'amiral forma ses officiers et matelots en colonne, et rentra en France à leur tête.

D'abord assez mal disposé pour lui, le roi Louis XVIII lui conféra cependant, vers la fin de la première Restauration, le titre de chevalier de Saint-Louis. Aux Cent Jours l'empereur le nomma

préfet maritime à Toulon ; au second retour des Bourbons il rentra dans la vie privée jusqu'à la fin de 1818, époque à laquelle il fut chargé par le gouvernement de commander la station navale des Antilles. Il exerça pendant près de trois ans ce commandement, qui n'était pas une sinécure, car il s'agissait de protéger le commerce français contre les entreprises des pirates qui, depuis l'insurrection des provinces de l'Amérique espagnole, infestaient les mers du Sud ; il en prit et en coula bas un si grand nombre que son nom devint pour eux une sorte d'épouvantail.

Dans le cours de cette campagne, l'amiral Duperré se distingua par un trait qui lui fait d'autant plus d'honneur qu'un courtisan l'aurait taxé de maladresse. Il se trouvait le 22 avril 1819 en rade de l'île danoise de Saint-Thomas, en même temps qu'une frégate anglaise, *l'Euryalus;* le lendemain cette frégate pavoisa (1), pour célébrer la fête du roi d'Angleterre. Dans son pavoisement elle plaça un pavillon tricolore à la *poulaine* (2)

(1) Le pavoisement est une cérémonie qui s'accomplit à l'aide de pavillons de toutes couleurs qu'un vaisseau livre au vent les jours de fête.

(2) Pour bien faire comprendre ce qui suit au lecteur peu

en le surmontant d'un *yac* (pavillon) anglais. Duperré ne put voir de sang-froid insulter ces couleurs qu'il avait si glorieusement portées ; il déclara au commandant de l'île que, si le capitaine du vaisseau anglais ne lui faisait pas réparation suffisante d'une injure dont il ne pouvait faire l'affaire de son gouvernement, mais qu'il ne pouvait aussi s'empêcher de considérer comme une insulte personnelle, il le provoquerait sur-le-champ en duel. Le commandant de la frégate anglaise, absent de son bord lors du pavoisement, et qui ignorait par conséquent les griefs du contre-amiral français, s'étant présenté à lui pour le saluer, Duperré lui tourna brusquement le dos, et ne consentit à le recevoir qu'après que ce dernier lui eut témoigné, les larmes aux yeux, tous ses regrets d'un fait qu'il avait ignoré, en blâmant amèrement la conduite de son premier lieutenant. L'amiral Duperré rendit compte de cette aventure, dans une lettre

familier avec les habitudes maritimes, il est nécessaire de l'avertir que c'est en marine un grand signe de mépris pour un pavillon de le placer au-dessous du sien propre, dans l'endroit du bâtiment considéré comme le moins honorable, c'est-à-dire à cette partie de l'avant du navire qu'on nomme *poulaine*, et où sont situées les latrines de l'équipage.

officielle, au ministre de la marine. Cette lettre est remarquable par le ton de digne franchise avec lequel un amiral au service du drapeau blanc parle de son respect pour ces couleurs sous lesquelles « j'ai, dit-il, commandé ces mêmes Fran-« çais que je commande aujourd'hui, et sous les-« quelles j'ai été assez heureux comme chef pour « n'obtenir que des succès sans revers. »

Louis XVIII comprit cette noble susceptibilité, et il le prouva en élevant, peu de temps après, le contre-amiral Duperré au grade de grand-officier de la Légion-d'Honneur.

Au retour de cette campagne aux Antilles, quand s'exécuta l'expédition d'Espagne, Duperré fut chargé de concourir, avec l'armée de terre, au siége de Cadix. Parti de Brest, le 8 septembre 1823, pour prendre le commandement de l'escadre qui croisait devant l'île de Léon, il arrive le 17 devant le fort *Santi-Petri*, charge une division de l'escadre d'attaquer ce fort, qui est pris le 20, et le 23 il commence à bombarder Cadix. Cette mesure, combinée avec les opérations de la garde royale et interrompue pendant quelques jours par un coup de vent, précipita la

reddition de la place, qui eut lieu le 30 septembre : après la campagne, Duperré fut nommé vice-amiral. Dans le courant de l'année suivante, il fut chargé du commandement d'une escadre d'évolution, qu'il ramena à Toulon après l'avoir fait manœuvrer pendant quatre mois dans l'Océan et dans la Méditerranée. Après avoir rempli aux Antilles, durant l'année 1826, une nouvelle mission dont le but était de faciliter l'établissement d'agents commerciaux auprès du gouvernement du Mexique et de la Colombie, le vice-amiral Duperré revint à Brest, où il exerca les fonctions de préfet maritime jusqu'en février 1830.

A cette époque il fut appelé à Paris. Depuis longtemps le gouvernement se préparait à venger le soufflet donné par le dey d'Alger à la France, sur la joue de son consul. Une commission composée d'officiers supérieurs de la marine et de l'armée de terre avait été chargée de discuter les chances d'une expédition. La commission était encore indécise quand l'amiral Duperré fut invité à venir apporter dans son sein le tribut de ses lumières et de son expérience. Il paraît que l'illustre officier ne se montra pas d'abord favorable

à l'expédition projetée ; il fit ressortir avec force les dangers et les difficultés de toute espèce que pouvaient présenter la traversée et surtout le débarquement. L'expédition n'en fut pas moins résolue, et confiée en partie à celui-là même qui, en s'y opposant, avait fait preuve d'une connaissance profonde des lieux et des opérations à effectuer. Une fois chargé de cette grave entreprise, le vice-amiral Duperré fit taire ses répugnances et ne s'occupa plus qu'à organiser le succès avec son activité ordinaire. Les préparatifs commencèrent dans le courant de février, et, dès le commencement de mai, cent trois bâtiments de guerre, cinq cent soixante-douze bâtiments de commerce et de transport, ayant à bord 37,331 hommes, 4,008 chevaux et 70 pièces d'artillerie de siége et de campagne, étaient réunis à Toulon, n'attendant plus qu'un vent favorable pour aller affronter des dangers inconnus et doter la France d'un beau royaume.

C'est le 25 mai, vers deux heures après-midi, par une brise de nord-ouest, que, sous les yeux d'une population de curieux accourus de tous les points de la France, le vaisseau amiral *la Pro-*

vence arbora le signal du départ. Un immense cri de joie retentit dans les airs, et à l'instant l'on vit toute cette masse de vaisseaux, frégates, corvettes, bricks, flûtes, gabares, bombardes, navires de commerce de toutes grandeurs, chargés de soldats, de chevaux, de bœufs et de matériel de toute sorte, s'ébranler, sortir de la rade, et forcer de voiles pour aller prendre chacun leur position dans les lignes de marche tracées par l'amiral.

Ce fut un magnifique spectacle, d'autant plus imposant que nul ne savait si cette belle flotte reviendrait jamais au port. Les prédictions sinistres n'avaient pas manqué ; la presse de l'opposition, en cela absurde comme elle le fut toujours en France, s'était jusqu'au dernier moment complue dans un sombre tableau des désastres qui attendaient l'expédition. Par elle le dey savait à point nommé le lieu choisi pour opérer le débarquement ; il devait, hérissant d'une formidable artillerie tous les points de la côte et tous les étages de son rocher, nous foudroyer dans la baie de Sidy-Ferruch ; et nul ne s'imaginait que ce terrible Hussein, que nous avons vu depuis à

Paris, si bon enfant, avec ses lunettes vertes, par une idée digne de la fatuité musulmane, nous laisserait tranquillement débarquer sur son territoire, afin de pouvoir, disait-il, nous exterminer plus complétement et plus à son aise.

Deux jours après son départ, dans la nuit du 27 au 28, la flotte fut assaillie par un fort vent d'E.-S.-E. à la hauteur de îles Baléares ; l'amiral la conduisit sous le vent de ces îles où elle trouva un abri. Le temps s'étant bientôt remis au beau, il reprit sa route, et dès le lendemain, 29 au soir, il était en vue de la côte d'Alger. Il manœuvra toute la nuit pour s'en rapprocher; le 30, à quatre heures du matin, il n'en était plus qu'à cinq ou six lieues ; mais la côte était couverte de nuages, l'horizon se chargeait, la force du vent augmentait rapidement, la mer était très-grosse, tout annonçait une bourrasque ; il fallut s'éloigner, et, dans la crainte de compromettre une flotte si nombreuse, composée de tant d'éléments hétérogènes, en la maintenant en vue de la côte par ce fort vent d'E.-S.-E. qui ne cessait pas de souffler, l'amiral se vit dans la nécessité de revenir vers les Baléares, et de mouiller dans la baie de

Palma pour attendre le retour du beau temps.

La flotte séjourna huit jours dans cette baie; elle en partit le 10 juin, et le 12 elle abordait de nouveau la côte d'Afrique. Aux approches de la terre, le vent étant redevenu violent, il fallut reprendre le large et louvoyer pendant vingt-quatre heures. Enfin, le 13, par un beau jour, l'amiral Duperré, après avoir fait défiler toute sa flotte le long des forts muets et des batteries d'Alger, également muettes, doubla Caxines, et mit le cap sur *Sidy-Ferruch* ou *Torre-Chica*, rocher situé à l'ouest de la ville et désigné pour le débarquement. L'officier turc qui commandait ce poste important envoya quelques bombes et quelques boulets; mais ce feu fut presque aussitôt éteint par les volées du navire à vapeur *le Nageur*. Une fois entré dans la baie de *Sidy-Ferruch*, le vaisseau amiral *la Provence* cala ses mâts, c'est-à-dire que les deux étages supérieurs de la mâture furent descendus comme pour indiquer à l'ennemi et à la flotte la résolution bien arrêtée de ne plus s'éloigner. En effet, le débarquement commença dans la nuit même, au moyen de bateaux plats. Le 14, à quatre heures du ma-

tin, toute la première division de l'armée, débarquée avec huit pièces de campagne, se formait en bataille sur la plage, et marchait contre les dunes occupées par l'ennemi, dont les batteries mirent quelques hommes hors de combat. Avant que le général Berthezène pût attaquer ces batteries de front, l'amiral les fit prendre d'écharpe par les bateaux à vapeur *le Nageur* et *le Sphinx*, par la corvette *la Bayonnaise*, et les bricks *la Badine* et *l'Actéon*. La deuxième et la troisième division débarquèrent à six heures. A six heures et demie, le général en chef et son état-major étaient à cheval dans la presqu'île; à midi, l'armée entière avait quitté la flotte.

Restait l'opération très-compliquée du déchargement et de la mise à terre de l'immense matériel embarqué. Souvent entravée par le mauvais temps et les coups de vent, cette opération ne fut entièrement terminée que le 28 juin. Libre enfin de l'immense responsabilité qui jusque-là avait pesé sur lui seul, l'amiral Duperré n'eut plus qu'à appuyer de son mieux les mouvements de l'armée de terre. Il s'acquitta de cette partie de sa tâche avec un zèle infatigable et une mer-

veilleuse sagacité. Pendant que les troupes s'emparaient successivement de toutes les positions qui dominaient le fort l'Empereur et commençaient à diriger sur ce fort une vive canonnade, l'amiral, rangeant sa flotte en bataille, son vaisseau en tête, remorqué par un bateau à vapeur, venait se placer à demi-portée de canon de la ville et des forts, et entamait avec eux un dialogue bruyant et meurtrier qui dura deux heures. Pendant deux heures, vaisseaux, frégates et bombardes défilèrent lentement, en longeant la côte, sous le feu de cinq cents pièces d'artillerie, auxquelles la flotte répondait victorieusement à grandes bordées de boulets, de mitraille, de bombes et d'obus. Cette attaque de la marine, en même temps qu'elle consternait la ville, formait une puissante diversion en faveur des assiégeants du fort l'Empereur. Le feu de ce fort et de la Casauba se ralentit sensiblement. Deux jours après, le 4 juillet, à dix heures du matin, l'amiral se préparait à recommencer le bombardement, lorsqu'on entendit soudain une immense explosion : une partie du fort l'Empereur venait de sauter, et quelques instants après un canot par-

lementaire, ayant à bord l'amiral de la flotte algérienne, accostait le vaisseau *la Provence;* cet officier venait, au nom du dey, pour demander la paix; l'amiral lui répondit que les opérations de la flotte étaient subordonnées à celles de l'armée de terre, et il le renvoya au général en chef. — Le lendemain, à cinq heures du matin, le même envoyé vint renouveler ses sollicitations; l'amiral lui remit alors pour le dey une note où il signifiait qu'il ne cesserait les hostilités que lorsqu'il aurait vu le pavillon français arboré sur les forts et batteries d'Alger; il le fut le même jour, à deux heures quarante minutes; la flotte le salua de vingt et un coups de canon et des cris mille fois répétés de Vive le roi; et, en même temps que l'armée française entrait dans la ville, au bruit des fanfares, l'amiral débarquait un détachement de marins pour prendre possession des batteries et des casernes du môle. Ainsi fut prise, en moins de trois semaines, *Jezaïr la glorieuse,* la perle du Mogreb, la cité qui vit fuir Charles-Quint.

Durant que ces grandes choses s'accomplissaient sur la terre d'Afrique, de grandes choses se pré-

paraient sur la terre de France. Exalté par la conquête d'Alger, le ministère Polignac avait jeté le masque ; il jouait au jeu terrible des révolutions le trône des Bourbons de la branche aînée contre la Charte, et il perdait la partie. Depuis quelques jours des bruits sinistres circulaient dans l'armée et la flotte ; les derniers journaux venus de Toulon et de Marseille trahissaient des incertitudes effrayantes. La correspondance officielle entre l'armée et le gouvernement était interrompue, lorsqu'enfin, dans la matinée du 8 août, un bâtiment arriva dans la baie, et répandit bientôt sur la flotte et dans la ville une centaine d'exemplaires d'une dépêche télégraphique imprimée à Marseille. A cette dépêche, qui annonçait en gros les événements, étaient jointes des dépêches officielles du nouveau ministre de la guerre, annonçant à son prédécesseur son remplacement, et lui intimant, ainsi qu'à l'amiral, l'ordre de faire arborer les couleurs tricolores.

Cet ordre s'exécuta lentement ; l'état-major de l'armée, composé en grande partie d'hommes que la révolution de juillet froissait dans leurs affections et dans leur carrière, s'assembla plusieurs fois ;

les plus ardents proposaient sérieusement d'embarquer l'armée et d'aller faire une pointe sur la Provence ou la Bretagne. Enfin, le 16, au matin, l'amiral Duperré déclara au général en chef que le pavillon tricolore serait arboré dès le lendemain sur toute la flotte. M. de Bourmont se résigna alors à suivre l'exemple qui lui était donné; le 17, au matin, tous les vaisseaux mouillés dans la rade, et bientôt après les forts et la Casauba, arborèrent les couleurs nationales, que le vaisseau amiral salua de son artillerie.

Nommé pair de France le 16 juillet 1830, et, par conséquent, compris dans la mesure générale qui annulait les nominations faites par Charles X, le vice-amiral Duperré fut, dès le 13 août, réintégré dans son titre par le nouveau roi; la même ordonnance qui l'élevait à la pairie, rétablissant pour lui un grade aboli dans la marine, le nommait amiral, en assimilant de tous points ce grade à celui de maréchal de France.

Le 25 du même mois, le conseil municipal de La Rochelle, ville natale de l'amiral, lui décernait une épée d'honneur, « en témoignage, disait la lettre d'envoi, de l'estime et de l'admiration de

conscience un métier qu'il connaît à fond, et à ce titre au moins aussi original qu'un ministre parleur (1).

(1) L'amiral Duperré a un fils et deux filles; le fils est, je crois, dans ce moment, élève à l'École de marine.

GALERIE DES CONTEMPORAINS ILLUSTRES

AUGUST. WILHELM VON SCHLEGEL.

M. A.-W. DE SCHLEGEL.

J'étais à Vienne quand W. Schlegel y donna son cours public. Je n'attendais que de l'esprit et de l'instruction dans des leçons qui avaient l'enseignement pour but; je fus confondue d'entendre un critique éloquent comme un orateur, et qui, loin de s'acharner aux défauts, éternel aliment de la médiocrité jalouse, cherchait seulement à faire revivre le génie créateur.

De l'Allemagne, par Mme de Staël, chapitre XXXI, 2e partie.

Nun ist der Vorzeit hohe Kraft zerronnen,
Man wagt es, sie der Barbarey zu zeihen.
Sie haben enge Weisheit sich ersonnen,
Was Ohnmacht nicht begreift, sind Træumereyen (1).

SCHLEGEL (1803).

De cette nombreuse et belle famille littéraire dont Lessing fut le premier-né, dont Gœthe fut le chef, et qui jeta vers la fin du dernier siècle

(1) La noble énergie des temps passés n'est plus; ces temps, ils osent les nommer barbares; ils ont inventé à leur usage une étroite sagesse, et ils appellent chimère ce que leur faiblesse ne comprend pas.

et au commencement de celui-ci un si grand éclat sur l'Allemagne, il ne reste plus guère aujourd'hui que trois membres : un vieux philosophe, Schelling ; un vieux poëte, Tieck ; un vieux critique, poëte aussi, mais plus spécialement critique, August Wilhelm Schlegel. Ce dernier des trois étant le doyen d'âge, c'est par lui que je commencerai.

Si vous allez en Allemagne, et si, passant par la jolie ville de Bonn, vous vous informez des curiosités qu'elle renferme, on vous montrera certainement un petit vieillard élégant, en perruque blonde, qui porte assez bien le poids de soixante-quinze hivers, et qui achève là, entouré d'un très-grand silence, une carrière commencée et poursuivie au milieu d'un très-grand bruit.

Ce doit être une chose triste de survivre à son temps, de voir les idées qu'on a émises avec effort, pour lesquelles on a combattu avec éclat, devenues en partie des banalités après avoir été d'audacieux paradoxes, circuler paisiblement au milieu d'une génération nouvelle qui en prend ce qui lui convient, qui se fait honneur de ce qu'elle prend comme d'une création, et qui,

dans sa joie de courir sans lisière dans un champ plus vaste que ses devanciers, oublie de se retourner pour dire merci à ceux qui lui ont ouvert le chemin.

Voilà un homme que la moitié peut-être des lecteurs de cette galerie ne connaît que de nom, un homme que l'Allemagne elle-même semble avoir oublié ; et pourtant, si toute cette littérature moderne, que l'on a distinguée longtemps par l'épithète de *romantique* (1), était reconnaissante, elle élèverait des statues à M. de Schlegel ; car il fut, après Lessing, son premier, son plus vigoureux et son plus illustre champion.

La grande époque littéraire de l'Allemagne est sortie, on le sait, d'une réaction de l'esprit germanique contre l'esprit français. Les splendeurs du règne de Louis XIV avaient ébloui l'Europe. La langue, les idées, les mœurs, les goûts, les

(1) Il n'est peut-être pas inutile de rappeler ici que ce mot de *romantique*, importé d'Allemagne et si souvent défiguré chez nous, n'était à l'origine qu'une simple désignation de genre appliquée par les critiques allemands à toutes les productions littéraires ou artistiques enfantées depuis le christianisme, en dehors de la tradition grecque et romaine, par opposition à l'épithète de *classique*, qu'ils appliquaient à l'art antique ou imité de l'antique.

modes et les livres de la France envahirent toutes les nations. Celles-là même qui, comme l'Angleterre et l'Espagne, avaient déjà une littérature indigène toute formée, la laissèrent de côté pour se jeter à l'envi dans l'imitation française.

L'Allemagne était alors, en fait de culture intellectuelle, la plus arriérée des nations occidentales. Absorbée, au sortir du moyen-âge, par les discordes religieuses ; ruinée, ravagée, et surtout *dénationalisée* par la guerre de Trente Ans, elle n'avait pu développer le germe précieux déposé dans les chants de ses *Minnesingers* et de ses *Meistersaengers ;* et le génie indigène languissait, étouffé sous une confusion grossière de langages et de mœurs empruntés à tous les peuples qui avaient foulé la terre allemande. « En ce temps-« là, dit un écrivain (1), on s'habillait à la hol-« landaise, on mangeait à la suédoise, on hâblait « à l'espagnole, on jurait à la hongroise et à la « turque, et le discours le plus éloquent était ce-« lui qui contenait le plus d'ingrédients étran-« gers (2). » En dehors de ce chaos, quelques

(1) Menzel's, Deutsche Literatur, tom. III, pag. 233.
(2) Le sermon du capucin dans la première partie du *Wal-*

protestants érudits, impuissants à fonder une littérature nationale, se cantonnaient solitairement dans l'étude philologique et stérile des anciens (1).

L'Allemagne en était là, quand l'esprit français, qui s'était, dès la renaissance, éloigné chaque jour davantage de l'élément germanique pour se tourner vers l'élément gréco-latin, et qui, en se développant rapidement dans cette voie, était arrivé au plus haut point de sa culture, pénétra chez elle par les classes élevées, et n'eut pas de peine à remplacer toutes les autres influences par la sienne. La *gallomanie* devint alors générale. Pendant près d'un siècle, depuis la seconde école silésienne de Hoffmannswaldau et Lohenstein jusqu'à l'école saxonne de Godsched, l'Allemagne s'abreuva jusqu'au dégoût d'une littérature de seconde main, littérature insipide, sans origina-

lenstein, de Schiller, est un petit spécimen du goût de l'époque.

(1) Si j'avais à tracer ici au complet l'histoire de cette période littéraire, il me faudrait faire une exception en faveur d'Opitz, le fondateur de la première école silésienne, qui, tout en imitant l'étranger, sut imprimer à ses imitations un certain cachet d'originalité plein de charme, notamment dans ses poésies lyriques.

lité, sans couleur, sans génie. La réaction commença vers le milieu du XVIIIe siècle; les uns, considérant la littérature française elle-même comme une copie falsifiée, entreprirent de remonter aux sources et de se mettre en communication directe avec le génie grec; d'autres se déclarèrent pour les productions du génie anglais, comme plus conforme au génie allemand; enfin l'Allemagne, toujours privée d'une littérature indigène, flottait entre les traductions et les imitations, quand surgit tout à coup une espèce d'Arminius littéraire, Ephraïm Lessing, esprit large, incisif, acerbe et vigoureux, essentiellement né pour la polémique (1), qui, tout en avouant ses préférences pour l'école anglaise, rompit en visière avec toutes les invasions étrangères, déblaya le sol, et prépara la voie triomphale par où défila bientôt un cortége brillant et varié de poëtes et de prosateurs originaux. Toutefois, dans son ardeur de destruction, dans ses sorties furieuses contre la littérature française du grand

(1) Pour peindre cette nature d'homme, Gœthe disait : « Si Dieu avait voulu donner la vérité à Lessing, il aurait refusé le cadeau, préférant prendre la peine de la chercher lui-même. »

siècle, Lessing, exclusivement préoccupé de critique négative, n'accomplit que la moitié de sa tâche ; l'autre moitié était réservée à ses successeurs immédiats, les deux frères Schlegel, et surtout, en ce qui concerne la littérature dramatique, à celui des deux frères qui fait l'objet de cette notice.

C'est W. Schlegel qui le premier, mettant sérieusement à l'ordre du jour la grande question de la liberté dans l'art, et discutant d'un point de vue bien plus élevé que celui de La Mothe la fameuse législation dramatique attribuée à Aristote (1), traça d'une main hardie la poétique du romantisme ; c'est lui qui le premier mit en présence Sophocle, Eschyle, Euripide, Corneille, Racine, Voltaire, Shakespeare et Calderon, le théâtre ancien, le théâtre imité de l'ancien, et le théâtre moderne, en revendiquant pour ce dernier le droit de ne se régir que d'après des principes puisés dans le génie, les idées et les mœurs des peuples modernes.

(1) Aristote, qui passe pour le fondateur de la règle des trois unités, n'a parlé avec quelque développement que de l'unité d'action ; il ne fait qu'une allusion très-vague à l'unité de lieu, et ne dit pas un seul mot de l'unité de temps.

Ceci se passait en 1808, dix-neuf ans avant la célèbre préface de *Cromwell*. L'Allemagne, alors débarrassée de l'invasion de notre littérature, avait à subir l'invasion de nos soldats; elle finit par secouer ce dernier joug, et elle nous apporta à son tour la double invasion de ses soldats et de sa littérature : cette dernière entra sous la conduite de Mme de Staël. Les soldats nous quittèrent bientôt, mais la littérature resta ; les idées allemandes s'infiltrèrent peu à peu dans la critique française ; le journal *le Globe* vécut longtemps de cette pâture ; enfin M. Hugo reprit en sous ordre la thèse de Schlegel ; il la défigura passablement en l'arrangeant à sa manière, mais le fonds est identique, ainsi qu'on peut s'en convaincre en comparant la préface de *Cromwell* avec la 1re, la 2e et la 13e leçon du *Cours de Littérature dramatique*. Cette importation parut une nouveauté merveilleuse aux yeux des uns, monstrueuse aux yeux des autres ; le procès, dès longtemps jugé en Allemagne, se débattit en France avec de grandes clameurs. Les théoriciens du romantisme furent admis à faire leurs preuves ; ils se montrèrent en général assez médio-

cres dans l'application, mais ce n'est pas la faute de M. de Schlegel.

Maintenant que j'ai un peu préparé mon terrain et indiqué sans discussion quelques-uns des titres littéraires de l'illustre critique allemand, il ne me reste plus qu'à entrer dans le détail des faits biographiques, en me réservant de faire en chemin quelques observations succinctes touchant des œuvres et des idées dont le mérite et la justesse ne sont pas toujours incontestables.

August Wilhelm Schlegel est né à Hanovre, le 8 septembre 1767, d'une famille bourgeoise et protestante.

Il eut, je crois, quatre frères, dont deux se distinguèrent dans la carrière ecclésiastique ; le troisième servit comme officier dans l'armée anglaise, et mourut jeune encore aux Indes orientales ; le quatrième, Frédéric Schlegel, est mort à Dresde en 1829, après avoir acquis une réputation littéraire égale à celle de son frère. Poëte, romancier, philologue, critique, historien, philosophe, Frédéric a laissé un plus grand nombre d'ouvrages que Guillaume. Comme philosophe et philologue, l'auteur de l'histoire de la *Littérature ancienne*

et moderne, de la *Philosophie de l'histoire*, de l'ouvrage intitulé *De la langue et de la sagesse des Indiens*, etc., etc., est peut-être supérieur à Guillaume Schlegel par l'étendue et la profondeur de ses connaissances, mais il lui est bien inférieur pour le style ; c'est un écrivain lourd, pâteux et embrouillé, il n'a rien de cette exposition brillante, claire, animée, pittoresque, qui distingue si éminemment son frère. Dans les divers travaux que tous deux entreprirent en commun, Frédéric me fait assez l'effet du mineur et Guillaume du forgeron. Mais revenons à ce dernier.

Après avoir fait sa première éducation à Hanovre, W. Schlegel fut envoyé à l'université de Gœttingue, où il étudia d'abord la théologie et ensuite la philologie, sous le célèbre professeur Heyne. Il exécuta, sous sa direction, un travail latin, très-remarquable, sur la géographie d'Homère ; ce travail fut couronné en 1787 par la Société de Philologie, et il prépara ensuite l'index du Virgile édité par Heyne. Déjà à cette époque le jeune Schlegel se distinguait par une connaissance profonde des arts et de la littérature an-

tiques. Toutefois, des études de philologie ne convenaient qu'à moitié au côté poétique de son organisation, et il ne pouvait manquer d'être entraîné dans le grand mouvement littéraire qui se faisait alors en Allemagne : l'école française s'éteignait à Postdam avec Frédéric; Gœthe avait publié son drame de *Goetz de Berlichingen* et son roman de *Werther;* l'imagination fougueuse de Schiller, après avoir jeté son premier feu dans le drame des *Brigands*, dans *Fiesque, la Cabale et l'amour*, se tempérait, se mûrissait par l'observation et l'étude; Lessing venait de mourir après avoir accompli sa croisade dramatique contre la tragédie française. Dans Gœttingue même, une nouvelle école poétique, au sein de laquelle brillaient Bürger, Voss, Hoelty, Miller, Leisewitz, les deux Stolberg, s'était formée en haine du goût français, et puisait ses inspirations à la double source du foyer domestique et des traditions chevaleresques.

Bürger fut de tous ces poëtes celui qui exerça sur le jeune Schlegel l'attraction la plus vive. La vie du célèbre auteur de *Lénore*, cette vie malheureuse d'un génie âpre et fier luttant contre la

misère et les passions, ne contribua pas peu à mêler à l'admiration de Schlegel des sentiments plus intimes. Il rechercha l'amitié de Bürger, il l'obtint ; il partagea ses travaux ; sa verve poétique s'éveilla au contact de cette nature ardente et sombre. Plus tard, dans ses écrits polémiques, il a pieusement défendu la mémoire de son ami, et le recueil de ses poésies contient un sonnet plein de grâce et de mélancolie adressé à l'ombre de celui qui fut son premier maître dans l'art du chant :

Mein erster Meister in der Kunst der Lieder, etc.

Au sortir de l'université de Gœttingue, Schegel accepta la tâche de diriger l'éducation des enfants d'un riche banquier d'Amsterdam ; après trois ans de séjour en Hollande il revint en Allemagne se fixer à Iéna.

Ici commence pour lui la période de fécondité, de polémique et de célébrité. Iéna et Weimar étaient alors les deux centres où venait en quelque sorte se résumer toute l'activité intellectuelle de l'Allemagne. Dans ce coin de la Saxe, au bruit des grands combats de

la République et de l'Empire, quand le sang coulait partout en Europe, on se battait à coups de plume avec une ardeur incroyable, et l'on versait des flots d'encre sur le terrain de l'esthétique. Parmi les combattants brillait Guillaume Schlegel, successivement enrôlé dans la rédaction des *Heures* et de l'*Almanach des Muses* de Schiller; il avait fini par fonder, conjointement avec son frère Frédéric, l'*Athœneum*, revue littéraire qui exerça sur la direction des idées en Allemagne une influence très-grande, influence vivement reprochée aux deux frères Schlegel par des critiques postérieurs et dont il nous faut dire un mot.

La royauté littéraire de Gœthe était alors dans tout son éclat. Ce Prométhée insatiable, en recherchant à travers le temps et l'espace toutes les étincelles du feu sacré, en s'assimilant en quelque sorte la substance poétique de tous les âges et de tous les peuples, semblait avoir voulu résumer en lui l'humanité entière. Sans son génie, qui imprimait un cachet individuel à la plupart de ses conquêtes, Gœthe n'eût été qu'un plagiaire universel. Séduits par cette magnifique exception, les frères Schlegel érigèrent l'exemple en pré-

cepte ; sur les débris de l'école française, de l'école grecque et de l'école anglaise, ils tentèrent de fonder une école des écoles, vaste caravansérail ouvert à toutes les importations, et où devaient se rencontrer sur un pied d'égalité toutes les manifestations de la poésie humaine depuis le commencement du monde jusqu'à nos jours. Par aversion de l'esprit exclusif dans la critique, ils poussèrent l'éclectisme jusqu'à ses dernières limites, et prêchèrent une sorte de polythéisme esthétique, confondant dans une même adoption tous les dieux de tous les pays et de tous les siècles (1). Les avantages et les dangers de cette théorie se conçoivent facilement ; elle élargissait les sphères de l'inspiration, mais elle tuait l'originalité en faisant disparaître les conditions de temps et de lieu. En somme elle était plus nuisible qu'utile à la formation et au développement d'une littérature vraiment nationale. Aussi en résulta-t-il bientôt une nouvelle fureur de traductions et d'imitations,

(1) Cette impartialité absolue n'était au fond qu'une prétention, car elle était dominée par une prédilection pour le moyen-âge, poussée jusqu'à l'engouement, et par une aversion pour la France, poussée jusqu'à l'injustice, ainsi qu'on le verra plus loin.

limitée non plus à tels ou tels modèles préférés, mais étendue sans choix à toutes les productions étrangères. Les intentions des Schlegel étaient bonnes ; ils n'aspiraient à rien moins qu'à faire de l'Allemagne littéraire une nation-abeille, suçant indistinctement toutes les fleurs de l'esprit humain pour en composer son miel ; et leur théorie cosmopolite, fortifiée de l'exemple de Gœthe, produisit au contraire une masse de frêlons, flétrissant les fleurs sous leur trompe et impuissants à en extraire autre chose que la preuve de leur impuissance.

Le fameux principe de l'art pour l'art, dont nous avons fait tant de bruit il y a douze ans, nous est également venu de Gœthe et des Schlegel. Dans leur éclectisme, en fait de goûts et de manières, ils admirent volontiers pour critérium du beau en poésie l'élégance et l'harmonie du vers. Guillaume Schlegel joignit la pratique à la théorie. Ses poésies diverses, qui eurent plusieurs éditions, dont la dernière parut en 1811, en deux volumes, présentent un curieux mélange d'inspirations païennes, chrétiennes, mythologiques, catholiques, orientales, chevaleresques, graves, légères, raffinées,

naïves. Odes, épîtres, élégies, ballades, chansons, épigrammes, sonnets, tout s'y trouve, tout, jusqu'à la sévère tragédie grecque d'*Ion*, dont je reparlerai, et qui figure là entre un *choliambe* et un *triolet*. Les pièces intitulées *Arion*, *Pygmalion*, *Prométhée*, la *Légende de saint Lucas*, la *ballade de Fortunat*, l'*élégie sur Rome*, adressée à Mme de Staël, et dont une partie a été reproduite avec assez de bonheur par M. Sainte-Beuve, sont des morceaux remarquables. Parmi les sonnets, il en est de très-beaux, notamment ceux inspirés par la mort d'une jeune fille, Augusta Bœhmer. Mais si les poésies de Schlegel sont cosmopolites par le fond, elles le sont encore plus par la forme. Le poëte semble s'être proposé pour but de faire exécuter à la langue allemande toute espèce de tours de force. Il met dans ses combinaisons rhythmiques une varieté, une souplesse qui dégénèrent souvent en affectation et en coquetterie puérile. Ainsi il y a des pièces où, dans chaque strophe, la mesure s'en va diminuant d'une syllabe à chaque vers, d'autres où le poëte s'impose à plaisir neuf rimes de suite ; quelquefois le grave Schlegel ne dédaigne pas d'indiquer en italiques des

bouts rimés qu'il a remplis très-agréablement. Tout cela est curieux, tout cela témoigne d'une rare habileté dans le maniement de la langue, habileté dont Schlegel a su faire dans ses traductions de Shakespeare et de Calderon un excellent usage; mais dans des poésies originales cette préoccupation excessive de la forme ne peut que nuire à la justesse ou à l'énergie de l'idée.

Un autre reproche que plusieurs ont adressé aux deux célèbres rédacteurs de l'*Athœneum* porte sur le ton général de leur critique, sur leur enthousiasme pour Gœthe, poussé jusqu'à l'adoration (1), et combiné avec une sévérité pour leurs adversaires, tournant assez facilement à la morgue aristocratique et même à l'impertinence. Il est vrai qu'on le leur rendait bien. Quoi qu'il en soit, l'*Athœneum* et les autres écrits polémiques de Schlegel ont eu aussi leur part de bonnes influences. Essentiellement doué du sentiment de l'idéal, du noble et du grand, le vigoureux critique fit une guerre à mort à la trivialité et à l'im-

(1) Il serait injuste de ne pas ajouter que, plus tard, dans son appréciation de Gœthe comme poëte dramatique, Guillaume Schlegel est digne et point du tout servile.

moralité. En dehors du panthéisme poétique de Gœthe, la littérature allemande se partageait alors en deux directions. Les idylles de Gessner, le célèbre poëme idyllique et domestique de *Louise*, par Voss, avaient produit une masse d'imitations; on se jetait à l'envi dans la peinture des mœurs champêtres et des jouissances du foyer; la muse idyllique allemande n'était pas une bergère pimpante et enrubannée à la Watteau; en la dépouillant de ses atours d'emprunt, Voss et Gessner avaient su lui conserver une certaine grâce naïve; mais sous la main de leurs disciples elle prenait insensiblement la tournure d'une bonne grosse vachère, haute en couleur, aux mains sales, aux cheveux gras, aux pieds nus. D'autres s'inspiraient de préférence des incidents les plus vulgaires de la vie ; c'était une profusion d'hexamètres sur les délices de la table, du café, de la bière, de la choucroûte, de la pipe, des pommes de terre, des pantoufles et du bonnet de nuit. W. Schlegel dirigea contre cette poésie de basse cour et de cuisine les traits acérés de sa critique, et le débordement s'arrêta devant son élégant persifflage.

Dans une voie différente, le fameux Kotzebue tendait à former une autre secte littéraire et plus spécialement dramatique ; homme de talent et d'esprit, mais sans élévation, sans grandeur, Kotzebue avait acquis la faveur populaire en implantant au théâtre un genre énervant et faux, mélangé de frivolité et de sentiment, où dominait, à travers l'intérêt des combinaisons scéniques, le scepticisme moral le plus complet. Cette manière d'arranger, d'habiller, de farder, d'ennoblir la bassesse ou le vice, fut rudement attaquée par Schlegel. Il passa au fil de l'épée cette innombrable famille de vicieux mesquins et larmoyants dont Kotzebue remplissait tous les théâtres de l'Allemagne, famille bizarre qui pratique, professe ou tolère avec sensibilité et décence le mensonge, la friponnerie, la séduction et l'adultère. Schlegel attaqua ces créations bâtardes, qui firent plus tard invasion en France ; au triple point de vue de l'art, de la vérité et de la morale, il les attaqua avec l'arme de la raison et du ridicule, en prose et en vers, avec de la logique et des épigrammes. Son recueil de poésies contient une suite de sonnets satiriques intitulés *Arc de*

triomphe élevé en l'honneur de Kotzebue, et composés à cette époque; c'est une poésie du genre burlesque, où les gros mots ne manquent pas, mais pleine de malignité et d'esprit.

Cette période agitée de polémique littéraire dura neuf ans, depuis 1795 jusqu'en 1804. Schlegel, fixé d'abord à Iéna, puis à Berlin, dans toute l'ardeur de la jeunesse et du talent, menait de front une quantité effrayante de travaux, rédigeant presque seul avec son frère l'*Athæneum*, fournissant, en outre, divers autres journaux de nombreux articles de haute critique littéraire et artistique sur les sujets les plus variés (1), professant à l'université d'Iéna un cours d'esthétique, et ensuite, à Berlin, un cours de littérature moderne. Il abordait en même temps une grande et difficile entreprise, dont l'exécution suffirait à illustrer son nom; je veux parler de sa belle traduction en vers des œuvres de Shakes-

(1) Une partie de ces articles fut réunie en deux volumes, publiés par les deux frères, en 1801, sous le titre de *Karakteristiken und Kritiken* (Caractères et Critiques). Plus tard, Guillaume Schlegel a publié à Bonn, en 1828, une édition plus complète de ses travaux personnels, sous le titre d'*Œuvres critiques* (*Kritische Schriften*).

peare et des principaux drames de Calderon. Il fallait un rare courage, une possession bien complète des trois langues, et du génie des deux poëtes, pour entreprendre de les traduire en quelque sorte vers par vers, en s'imposant non-seulement la reproduction exacte d'un sens souvent obscur, mais encore celle de la mesure et du rhythme si souvent variés, surtout dans Shakespeare. Schlegel triompha de toutes ces difficultés; il est vrai que la langue allemande, par la richesse, la liberté et le nombre de ses combinaisons de mots, est, de toutes les langues, celle qui se prête le mieux à des traductions de ce genre. La traduction de Shakespeare, qui exerça une influence décisive sur la nature et la forme des compositions dramatiques de l'époque, fut commencée en 1797, et neuf volumes parurent à Berlin en 1810.

Cette œuvre, continuée par Schlegel à travers les agitations de sa vie, fut achevée plus tard par les soins de son ami Tieck, qui traduisit quelques pièces restées en arrière, et elle parut complète à Berlin en 1825. La traduction de Calderon, commencée en 1803, parut à Berlin, en deux volumes, en 1809. Dans le même temps, en 1802, Schlegel

publia à Berlin, sous le titre un peu fleuri de *Bouquet de poésies italiennes, espagnoles et portugaises* (Blumenstræusse der Ital., Span. und Port. Poesie), un volume de poésies détachées, traduites de différents auteurs. Cette traduction nouvelle se distingue toujours par la qualité dominante de Schlegel, l'élégance et la flexibilité de la forme.

De cette époque date également la tragédie en cinq actes intitulée *Ion*, imitée de la pièce d'Euripide portant le même nom, et qui parut en 1803. On discuta alors assez vivement la question de savoir jusqu'à quel point le poëte grec avait été copié par Schlegel. Ce dernier prétendait y avoir mis beaucoup du sien. N'ayant pas en ce moment un Euripide sous la main, je ne puis comparer; mais la tragédie allemande, abstraction faite de la forme, qui me semble assez belle, me fait l'effet d'une création froide et languissante.

Il y a pourtant de l'intérêt dans le premier acte, où domine la figure gracieuse et pure d'Ion, enfant de quinze ans élevé dans le temple de Delphes. Ion ignore sa naissance, se croit orphelin, et peint en beaux vers le bonheur de sa vie écoulée

paisible à l'ombre de l'autel, et consacrée tout entière au service du dieu dont il est le fils. Mais je crois que ce premier acte est exactement celui d'Euripide. C'est à cette charmante création du *Racine* de la Grèce que nous devons l'idée première du personnage de Joas, dans *Athalie*.

Je ne puis quitter cette partie de la carrière de Schlegel sans donner un souvenir en passant à ce petit cénacle de penseurs et de rêveurs qui, du même pas que la polémique littéraire, menait à Iéna une vie intime si poétique et si douce. Ils étaient là quelques-uns d'élite, les deux Schlegel, Tieck, Schelling, Solger, Novalis, enlevé si jeune, tous variés d'aptitudes, mais unis par une communauté de sympathies et de goûts, plus enclins vers le beau humain de Gœthe que vers le beau moral de Schiller, et pourtant un peu séparés du grand païen de Weimar par une sorte de foi poético-religieuse mélangée de mysticisme et de teutonisme, qui se détournait volontiers de l'Orient et de la Grèce pour se plonger avec prédilection dans les grands souvenirs chrétiens et nationaux du moyen-âge (1).

(1) Il y a dans les poésies de Schlegel une suite de son-

C'est à la fin de 1804, à Berlin, je crois, que W. Schlegel fit la connaissance de Mme de Staël, et s'attacha à elle par un lien d'amitié et d'ardente admiration que la mort seule put rompre. Il abandonna la position brillante qu'il occupait alors en Allemagne pour se charger de l'éducation des enfants de Mme de Staël. La noble délicatesse de l'auteur de *Corinne* sut apprécier le sacrifice, et dans Schlegel ne vit jamais que l'homme éminent et l'ami dévoué. Il partagea sa vie errante et souvent tourmentée; avec elle il séjourna successivement à Coppet, en Italie, en France, à Vienne, en Russie, en Suède, et enfin il ne se sépara de son illustre amie qu'à Paris, en 1817, le 14 juillet, jour fatal où (pour appliquer à Mme de Staël elle-même les paroles qu'elle applique à un autre génie) « la mort ferma ses « portes d'airain sur une femme naguère si élo- « quente, si animée, si fortement en possession « de la vie. »

nets religieux si essentiellement catholiques que l'on est porté à s'étonner un peu qu'il n'ait pas fini comme son frère Frédéric et plusieurs de ses amis, entraînés par le sentiment poétique jusqu'à la conversion. Je reviendrai en parlant de Tieck sur cette école d'Iéna.

Durant ces douze années d'intimité, Schlegel exerça incontestablement une certaine influence sur la direction des travaux et des idées de Mme de Staël. Cette influence se manifeste plus particulièrement en quelques points du livre *de l'Allemagne;* mais on a cru à tort que ce livre était en partie, quant au fonds, l'œuvre de Schlegel, car il serait facile, dans ce même livre, de noter, sur un bien plus grand nombre de points, un dissentiment à peu près complet entre le critique et Mme de Staël. Quand cette dernière, qui lisait, du reste, et possédait parfaitement l'allemand, cherchait à faire l'épreuve de ses idées par la contradiction, elle disait : « Je vais faire causer Schlegel ; » et Schlegel, causeur polyglotte, abondant et également brillant dans toutes les langues, ne manquait jamais de relever le gant. La discussion s'engageait; Mme de Staël, qui savait son critique très-partial contre tout ce qui n'était pas Gœthe, la Grèce, ou le moyen-âge, le poussait vigoureusement, et la discussion avait souvent ce résultat, qui en général n'est pas rare, de confirmer plus que jamais chacun des deux adversaires dans son opinion.

Dans un voyage de Mme de Staël à Paris, en 1807, Schlegel écrivit et publia en français une brochure intitulée : *Comparaison entre la Phèdre de Racine et celle d'Euripide.* Ce petit écrit, d'un très-bon style, plein de science et d'esprit, mais trop passionné en faveur du poëte grec au détriment du poëte français, fit un grand scandale parmi tous les littérateurs de l'empire.

« En France, depuis la révolution, dit à ce propos Schlegel, le goût a varié selon les phases de l'ordre ou du désordre social. » Il est de fait que l'écrit de Schlegel, qui était une monstruosité en 1807, qui eût été une banalité en 1830, publié aujourd'hui que nous assistons à une espèce de réaction dramatique, serait presque encore une monstruosité. A mes yeux c'est un morceau curieux, et qui, parmi plusieurs erreurs sur lesquelles je reviendrai, contient un grand nombre d'observations fines, judicieuses, et assez étonnantes de la part d'un étranger (1).

(1) Ce travail français, joint à quelques autres articles également en français, dont je parlerai plus loin, a été réuni par Schlegel en un volume intéressant qui vient d'être publié

La police impériale n'ayant pas permis à Mme de Staël de séjourner plus longtemps en France, elle fit une nouvelle tournée en Allemagne ; Schlegel l'y suivit, et commença à Vienne, au printemps de 1808, au milieu d'une grande affluence d'auditeurs, ce fameux cours de littérature dramatique, publié depuis en trois volumes, traduit dans toutes les langues, et qui mérite à beaucoup d'égards la réputation qu'il obtint. Comme nous avons de ce livre une assez bonne traduction française, j'ai moins de regret à ne pouvoir ici que le résumer rapidement. Il contient l'examen des théâtres grec, latin, italien, français, anglais, espagnol et allemand. Aux yeux de Schlegel il n'y a que trois théâtres vraiment originaux, et qui, à ce titre, sont l'objet d'une analyse plus détaillée : le théâtre grec, duquel dérivent les théâtres latin et français, plus les deux théâtres qu'il appelle romantiques, l'espagnol et l'anglais, qui, quoique contemporains, ont tous deux leur physionomie particulière, indépendante

à Bonn sous le titre d'*Essais littéraires et historiques*, et qui se trouve à Paris à la librairie étrangère de Klincksieck, rue de Lille.

l'une de l'autre, et qui ont servi à former le théâtre allemand, dont les fondements ont été posés par Gœthe et Schiller. Tout le premier volume est consacré au théâtre grec, et c'est sans contredit le plus remarquable. Jamais jusqu'à Schlegel la critique ne s'était élevée à cette hauteur, à cet éclat; c'est un mélange rare de science profonde, de large et brillante poésie. Le critique parle de la Grèce avec passion, il la comprend en artiste et en poëte dans ses plus petits détails, aussi bien que dans l'harmonie de l'ensemble, comme Winkelmann et Gœthe; le tableau qu'il trace de la société grecque est une des belles choses que j'aie lues. En voici un passage que je prends au hasard entre plusieurs:

« La culture morale des Grecs était l'éducation de la nature perfectionnée; issus d'une race noble et belle, doués d'organes sensibles et d'une âme sereine, ils vivaient sous un ciel doux et pur, dans toute la plénitude d'une existence florissante; et, favorisés par les plus heureuses circonstances, ils accomplissaient tout ce qu'il est donné à l'homme renfermé dans les bornes de la vie d'accomplir ici-bas. L'ensemble de leurs arts et de leur poésie exprime le sentiment de l'accord harmonieux de leurs diverses facultés. Ils ont imaginé la poétique du bonheur. »

C'est de ce même ton élevé que Schlegel pro-

cède à l'analyse de Sophocle, d'Eschyle, d'Euripide et d'Aristophane. Sophocle est son tragique grec de prédilection. Le théâtre latin et italien est traité assez sommairement et avec une extrême sévérité. L'examen du théâtre français est plus développé, et cela tient sans doute à ce que le critique avait à cœur de tenter de détruire la gloire de ce théâtre. Ici Schlegel est inférieur à lui-même, non pas que cette partie ne renferme bon nombre d'idées judicieuses, d'observations vraies et qui resteront vraies ; mais Schlegel est évidemment sous l'influence de la passion. C'est la dictature de Napoléon qu'il s'agit d'attaquer dans la dictature du théâtre français, et, ce qui le prouve, c'est que le ton et la nature de sa critique changent à l'instant. Le professeur, qui tout à l'heure combattait avec autant d'éloquence que de raison cette vieille critique négative, exclusivement acharnée aux défauts, et qui prétendait inaugurer une nouvelle critique, large, élevée, s'identifiant avec les hommes de tous les pays et de tous les siècles pour voir et sentir comme eux, celui-là même se traîne dans l'antique ornière, et analyse Racine à peu près comme Laharpe au-

rait analysé Shakespeare. Il ne voit dans le théâtre français rien autre chose que l'imitation du théâtre grec, et, après avoir prouvé combien cette imitation est loin d'être exacte, il en conclut tout simplement que la copie est mauvaise et inférieure à l'original, au lieu d'en conclure qu'elle est autre, et que cette différence constitue sa véritable originalité. Il loue Racine quand il se rapproche de la tragédie grecque, et il le blâme quand il s'en éloigne ; au lieu de voir dans Racine un poëte *romantique* à sa manière, c'est-à-dire chevaleresque et chrétien, peignant sous des noms grecs, et avec les formes sévères de la tragédie grecque, des héros chevaleresques et chrétiens, sauf à discuter les avantages et les inconvénients de cette fusion de formes et d'idées plus ou moins hétérogènes, il s'obstine à renfermer l'auteur de *Phèdre* dans ce dilemme peu judicieux : tu copies, donc tu n'es pas un inventeur ; tu inventes, donc tu es un mauvais copiste.

Dans l'examen de la comédie française, Schlegel est encore plus faible ; que dire, par exemple, de cette malheureuse phrase sur Molière (t. II, p. 268) : « C'est dans le comique burlesque que

Molière a le mieux réussi, et son talent, de même que son inclination, était pour la farce; » que dire, sinon que le digne critique allemand n'a pas compris un mot au *Tartuffe* et au *Misanthrope ?* Dans l'analyse de Shakespeare, l'admiration de Schlegel tourne au fanatisme. Ce n'est d'un bout à l'autre qu'un hymne perpétuel; plus tard il a avoué avec candeur dans la préface de ses *œuvres critiques* que les Anglais même les plus *shakespeariens* le considéraient comme un *ultra*. Cependant l'examen du théâtre anglais est après celui du théâtre grec la partie la plus remarquable du cours. Le théâtre espagnol, dont Schlegel résume les principales époques dans la personne de Cervantes, de Lope de Vega et de Calderon, est analysé plus succinctement, quoique du même point du vue d'admiration enthousiaste. Dans l'examen du théâtre allemand, qu'il considère comme naissant à peine, le critique se montre plus calme, peut-être même un peu sévère.

La vie de Schlegel, jusque-là exclusivement littéraire, ne tarda pas à être traversée par les événements politiques. Rentré en France avec Mme de Staël et dénoncé par le préfet de Genève comme

anti-français, il fut compris dans le même exil que son illustre amie; avec elle il se réfugia en Suède, à Stockholm; là il fit la connaissance de Bernadotte, alors prince royal. Ce dernier venait de rompre définitivement avec Napoléon pour s'allier à la Russie. Sous son inspiration, Schlegel écrivit en français un pamphlet très-violent contre l'empereur, sous ce titre: *Du Système continental.* Ce pamphlet, publié à Stockholm en janvier 1813, après la désastreuse retraite de Moscou, fut traduit en suédois, en anglais et en allemand. Dans la campagne de 1813, Schlegel suivit Bernadotte en qualité de secrétaire; ce fut lui qui, dit-on, rédigea les proclamations du prince royal de Suède. Durant la campagne, il publia encore un nouveau pamphlet, sous le titre de: *Tableau de l'état politique et moral de l'empire français en* 1813. Après les événements de 1814 et 1815 Schlegel fut ennobli je ne sais par qui, et décoré de plusieurs ordres.

Fixé d'abord à Paris, il quitta la France après la mort de Mme de Staël, et fut nommé professeur à l'Université de Bonn. Là il épousa en secondes noces la fille du docteur Paulus de Hei-

delberg (1). Dans cette dernière partie de sa carrière, Schlegel, déjà versé dans la connaissance de toutes les langues et de toutes les littératures de l'Europe, s'est livré à l'étude des langues orientales et spécialement du sanscrit. Il est aujourd'hui un des *Indianistes* les plus distingués de l'époque. Après avoir établi à Bonn une imprimerie *ad hoc*, il a enrichi cette partie de la science de plusieurs travaux importants, entre autres de deux volumes intitulés *Bibliothèque indienne* (1820), d'un volume publié à Bonn en 1829, contenant la traduction latine d'un épisode du poëme sanscrit *Mahâbhârata*, avec le texte en regard; d'un travail français, sous ce titre : *De l'Origine des Hindous*; d'un mémoire adressé à M. Sylvestre de Sacy, dans lequel, contrairement à l'opinion de cet orientaliste, il soutient que l'invention des contes des *Mille et une Nuits*, attribuée aux Arabes, appartient aux Indiens; d'un autre mémoire intitulé : *Réflexions sur l'étude des langues asiatiques*, adressé à

(1) Schlegel avait épousé en premières noces la fille du professeur Michaelis, de Gœttingue. Ce premier mariage fut suivi d'un divorce, le second ne fut pas plus heureux, et il eut également pour conséquence un divorce.

M. Mackintosh. Durant que Schlegel s'occupait ainsi de l'Orient, il trouvait encore du temps à donner à ses anciens travaux. Après un voyage en Angleterre et en France, il fit à Berlin, en 1827, un cours sur l'histoire des *beaux-arts*, publié depuis en deux volumes. Il soutint une polémique pleine d'intérêt avec le savant M. Raynouard, touchant la nature, l'origine et l'influence de la langue et de la littérature provençales. Les belles leçons de M. Fauriel sur l'origine des romans de chevalerie donnèrent encore lieu à une série d'articles sur ce sujet, publiés par Schlegel dans les *Débats* de 1833 à 1834. Ces divers travaux, accompagnés de quelques autres articles moins importants, ont été insérés dans le volume français dernièrement publié et dont j'ai déjà parlé.

D'après tout ce qui précède, le lecteur ne saurait manquer de reconnaître dans M. de Schlegel, poëte, critique, philologue, orientaliste et traducteur, une intelligence hors ligne, un homme dont le nom restera dans l'histoire littéraire de nos cinquante dernières années. Si les limites de ces esquisses le comportaient, j'aimerais à examiner en quoi M. de Schlegel a vieilli litté-

rairement, quelle part de ses idées l'Allemagne actuelle a acceptée, quelle autre part elle a répudiée. J'aimerais à rechercher, non-seulement en Allemagne, mais encore en France, les traces de l'influence exercée par lui sur la critique moderne. incontestablement supérieure à la critique ancienne, sinon par l'érudition, au moins par l'élévation du point de vue, la largeur et la portée des idées (1). Le côté défectueux de la critique de M. de Schlegel, je l'ai déjà indiqué; c'est une prétention excessive à l'universalité; s'ériger en juge suprême des littératures de tous les peuples et de tous les temps est une entreprise énorme et dangereuse. « En fait de « poëtes ou d'écrivains, comme l'a très-bien « dit, quelque part, M. Sainte Beuve, chaque « nation est le premier juge des siens; la ven- « deuse d'herbes d'Athènes, ou, pour parler « comme Paul-Louis Courrier, la moindre fem- « melette de la rue Chauchat, en sait plus long « sur certaines fautes indigènes que l'homme de « génie étranger. »

(1) Il va sans dire que j'entends parler ici de la critique sérieuse, et nullement de cette critique à la vapeur qui s'improvise chaque matin au bas des grands journaux.

En méconnaissant cette vérité on s'expose à tomber dans d'étranges bévues; on s'expose, comme Gœthe, à voir dans Du Bartas un des plus grands poëtes de la France, ou, comme M. de Schlegel, à ne voir dans Molière qu'un vulgaire farceur. Un autre inconvénient de cette critique trop ambitieuse, c'est d'affaiblir, en les disséminant outre mesure, les forces de celui qui s'y livre. M. de Schlegel paraît avoir senti, mais un peu tard, cet inconvénient, car il termine la préface de sa dernière publication par cette phrase, qui me servira à moi-même de conclusion : « Ces essais sont comme des jalons plantés de distance en distance, le long de ma carrière littéraire, vers la fin de laquelle je dois m'avouer à moi-même que j'ai beaucoup entrepris et achevé peu de chose. »

GALERIE DES CONTEMPORAINS ILLUSTRES

HORACE VERNET.

Imp de Rene et Cie

Rue de Seine 32

M. HORACE VERNET.

La facilité du Tintoret à composer de grands sujets et à produire aisément ses pensées, l'empêchait de finir toutes les parties de ses tableaux autant qu'on l'eût souhaité, mais il préférait le feu de l'imagination à ce qui regarde l'achèvement d'un ouvrage ; c'est pourquoi certains peintres flamands qui venaient de Rome, lui ayant montré quelques têtes qu'ils avaient peintes et finies avec beaucoup de soin et de temps, il leur demanda combien ils avaient été à les faire. Comme ils lui dirent qu'ils y avaient travaillé durant plusieurs semaines, il prit du noir avec un pinceau, et en trois coups dessina sur une toile une figure qu'il rehaussa avec du blanc ; puis se tournant vers les étrangers : « Voilà, leur dit-il, comme nous autres pauvres peintres vénitiens avons accoutumé de faire les tableaux. »

Entretiens sur les vies des Peintres, par Félibien. t. 3. p. 226.

Dans les premières années de la Restauration, il y avait à Paris, rue des Martyrs, au rez-de-

chaussée, un vaste atelier de peinture qui ne désemplissait pas de la journée, et qui était bien le plus bruyant et le plus curieux des ateliers de France et de Navarre. Le contenant et le contenu, la salle et ses habitants offraient même aspect, même physionomie. Ce n'était ni l'atelier classique avec tout son attirail olympien, grec ou romain, ni l'atelier romantique avec sa défroque moyen-âge ; c'était l'atelier troupier par excellence. Du haut en bas les murs étaient ornés des souvenirs militaires de la République et de l'Empire ; là figurait le soldat français sous tous les costumes et dans toutes les positions, en garnison, en campagne, à la revue, au bivouac, à l'assaut, avant, pendant et après la bataille; infanterie, cavalerie, artillerie défilaient, chargeaient, tonnaient sous l'œil sévère du général Bonaparte, en écharpe tricolore et en cheveux longs, du premier consul ou de l'empereur Napoléon, à pied ou à cheval, en capote grise ou en habit vert des chasseurs de la garde. — Çà et là brillaient des trophées d'armes offensives et défensives, des mannequins ou des modèles en uniforme de toute espèce, des chevaux de carton,

souvent même de véritables chevaux en chair et en os, qui venaient poser, plus ou moins docilement, sous un Murat postiche ou un Napoléon de contrebande.

Parmi ce beau désordre se prélassaient devant leurs chevalets des *grognards* - artistes, généraux, colonels et capitaines en demi-solde, qui s'essayaient à peindre les combats auxquels ils avaient assisté, et qui, ne pouvant plus tuer des Prussiens ou des Cosaques sur le champ de bataille, se donnaient au moins le plaisir de les massacrer sur la toile ; de jeunes officiers qui, ennuyés des loisirs de la vie de garnison, venaient chercher des distractions dans l'étude du genre de peinture le plus conforme à leurs goûts, et puis enfin un grand nombre de *pékins* belliqueux qui aspiraient à marcher sur les traces du maître, et à se distinguer comme lui dans un genre qui faisait fureur. A cette énumération il faut joindre celle des visiteurs, amateurs et flâneurs, qui circulaient autour des chevalets, donnant un coup d'œil à chaque toile, discutant une pose, un geste, un effet, une manœuvre.

Ainsi peuplé, l'atelier présentait souvent le triple aspect d'une salle d'étude, d'une caserne et d'une salle d'armes. Pendant que les uns s'absorbaient silencieux et attentifs dans la confection d'un grenadier de la vieille garde, d'un bivouac ou d'une mêlée, d'autres chantaient à tue-tête une chanson de Béranger; celui-ci battait la charge accroupi sur un tambour, celui-là s'exerçait au maniement des armes ou sonnait des fanfares. Plus loin, deux gaillards bien découplés, en manches de chemise, un cigare à la bouche, une palette dans la main gauche, et dans la main droite un fleuret, se portaient des bottes superbes, au grand contentement d'un cercle de curieux, témoins et juges des coups.

Au milieu de ce vacarme allait et venait un homme d'une trentaine d'années, assez petit de taille, mais leste, bien tourné, nerveux, à l'œil vif, aux mouvements brusques, à la physionomie ouverte, mâle et résolue; il ne portait pas encore, je crois, ces énormes moustaches qui ornent aujourd'hui sa lèvre supérieure, mais il avait déjà, au plus haut degré, dans toute sa personne et dans tous ses mouvements, cet air *officier fran-*

çais qu'il affectionne, et qui est tellement saillant chez lui qu'on jurerait à la première vue qu'il a fait la guerre toute sa vie.

Cet homme aux allures militaires, qui, tout en inspectant les travaux des élèves, en rectifiant un contour chez celui-ci, une teinte chez celui-là, maniait le fleuret mieux que pas un, passait du tambour à la trompette avec une égale facilité, c'était le maître du logis, M. Horace Vernet, dont le nom était déjà dans toutes les bouches, dont les tableaux, refusés au Salon comme séditieux, faisaient courir tout Paris dans son atelier, et qui devait devenir si vite ce qu'il est aujourd'hui, c'est-à-dire le peintre le plus célèbre, le plus populaire et le plus fécond de l'époque.

Cela ne prouve pas que M. Horace Vernet soit le premier peintre de l'époque, mais cela ne prouve pas non plus qu'il soit le dernier. S'il est des esprits moutonniers qui s'échauffent par contact, qui admirent par imitation et professent pour tout succès un enthousiasme banal, il est des esprits distingués, mais chagrins, que certains succès irritent et que l'aversion des louanges exagérées pousse au dénigrement et à l'injustice.

Pour ceux-là, entre le sublime et le mauvais il n'y a pas de milieu. M. Scribe n'est point Molière, donc c'est un méchant coupletier sans signification aucune ; M. Delavigne ne nous fait oublier ni Corneille ni Racine, donc c'est un fabricant d'hémistiches qui n'existe pas littérairement. M. Horace Vernet n'appartient ni à la famille de Raphaël, ni à la famille de Rubens, ni à l'école grecque de David ; ce n'est ni un grand dessinateur, ni un grand coloriste ; il n'a ni la grâce d'un Vinci, ni l'éclat d'un Titien, ni la vigueur d'un Michel Ange ; comme peintre de batailles il ne relève pas plus de Salvator Rosa que de Van der Meulen ou de Gros ; comme peintre de style il n'a ni le savant et expressif contour de M. Ingres, ni l'éclectisme dramatique de M. Delaroche, ni l'audace souvent heureuse de M. Delacroix ; il est impossible de le ranger dans aucun des camps qui divisent l'école française actuelle : donc, c'est un barbouilleur d'enseignes dont les passions politiques ont fait toute la popularité et qui ne compte pas dans l'histoire de l'art (1).

(1) Voir les divers articles publiés dans la *Revue des Deux-Mondes*, par M. Gust. Planche sur MM. Scribe, Delavigne et Vernet.

J'ai déjà eu occasion de m'expliquer ailleurs sur cette extrême sévérité envers certains noms que le public affectionne. Je ne suis pas plus qu'un autre ébloui par la popularité; j'admets volontiers que, si M. Horace Vernet avait débuté par peindre des batailles grecques ou romaines, au lieu de consacrer son pinceau à des souvenirs qui vivaient alors dans tous les cœurs, l'admiration des connaisseurs ne l'aurait peut-être pas dédommagé de l'indifférence de la foule. Le sujet entre pour beaucoup dans la fortune de sa peinture. Mais je ne pense pas qu'à notre époque il soit donné à un homme de jouir, pendant trente ans de suite, d'une popularité toujours croissante, sans posséder, sinon un grand génie, au moins un incontestable talent. Sans avoir en peinture d'autre système que mon impression, sans être capable de faire ce qu'on appelle aujourd'hui de la *philosophie de l'art*, je crois sentir comme un autre ce qui manque aux compositions de M. Vernet, quant à la précision, la fermeté, la noblesse du contour, la chaleur, la richesse du coloris, le fini des détails, la profondeur ou l'élévation de la pensée, et la poésie de l'ensemble. Mais si l'inven-

tion est souvent pauvre et l'expression générale parfois mesquine, en revanche que de verve, que d'action, que de variété, que de vérité dans la disposition et la pantomime! Quelle facilité merveilleuse à peindre le mouvement sur une toile, à remuer une foule, à grouper dans une diversité infinie de poses et d'attitudes les acteurs d'une scène militaire ; à esquiver les difficultés que présentent pour l'artiste les dispositions compassées et symétriques de la guerre moderne; quelle facture rapide, animée, abondante! Ne demandons pas à la peinture de M. Vernet les qualités que donnent la méditation et le travail; prenons l'artiste pour ce qu'il est, et sans doute aussi pour ce qu'il veut être : l'improvisateur le plus brillant, et le plus original de l'Europe.

Le talent de la peinture est, on le sait, héréditaire dans la famille des Vernet; Antoine Vernet, l'arrière-grand-père d'Horace, était un peintre d'Avignon assez distingué; il eut pour fils Claude-Joseph Vernet, qui fut le premier peintre de marine de son temps. Après avoir, durant vingt-deux ans de séjour en Italie, acquis une grande réputation, Joseph Vernet vint se fixer à Paris sur

l'invitation de M. de Maurepas, qui lui offrit, au nom de Louis XV, une place de peintre du roi, avec la mission de reproduire les principaux ports de France. C'est dans la traversée de Livourne à Marseille que Joseph Vernet se distingua par un trait bien connu d'héroïsme artistique... Embarqué sur une felouque et assailli par une violente tempête, au moment où le bâtiment était sur le point de sombrer, et où tout l'équipage se livrait au désespoir dans l'attente de la mort, le peintre enthousiaste se fit attacher au pied du grand-mât, et là, absorbé par le magnifique spectacle d'une mer en fureur, son livre de croquis dans une main et son crayon dans l'autre, il ne s'interrompait de son travail que pour s'écrier de temps en temps : que c'est beau ! Son petit-fils Horace a fait de cette action le sujet d'un tableau exposé au salon de 1822 et qui se trouve aujourd'hui dans la galerie du Luxembourg.

On porte à plus de deux cents le nombre des tableaux exécutés par Joseph Vernet, depuis son arrivée en France jusqu'à sa mort, de 1752 à 1789 ; le Musée du Louvre en possède quarante-huit.

Le fils de Joseph, Carle Vernet, peintre d'his-

toire, particulièrement renommé pour ses batailles de cavalerie, naquit à Bordeaux le 14 août 1758; il étudia d'abord sous son père, remporta à vingt-trois ans le grand prix de peinture, partit pour Rome en qualité de pensionnaire du roi, fut appelé en 1787, après son grand tableau représentant le *Triomphe de Paul Emile*, à siéger à côté de Joseph à l'Académie royale de Peinture. Sous le Consulat et au commencement de l'Empire, il se fit une grande réputation; nul n'excellait comme lui à poser un homme à cheval. Ses principaux ouvrages sont : *la Bataille de Rivoli*, *la Bataille de Marengo*, où se voit la fameuse charge des cuirassiers de Kellermann, *la Bataille d'Austerlitz*, *le Départ des Maréchaux*, *l'Entrée dans Milan*, etc., etc. Carle Vernet est mort en novembre 1836, à soixante-dix-huit ans; il a pu, par conséquent, voir la gloire de son nom agrandie et étendue par son fils.

Le plus célèbre et le dernier de cette famille d'artistes, car M. Horace Vernet n'a qu'une fille, est né à Paris le 30 juin 1789, aux galeries du Louvre, où logeaient son père et son grand-père. Le goût de la peinture se manifesta chez lui dès son plus

jeune âge. «Horace enfant, me disait un jour un vieil ami de Carle Vernet, était un charmant petit garçon, vif, espiègle, intelligent, que son père, fort original lui-même, aimait à habiller d'une manière originale, et qui, sachant à peine écrire, était toujours en quête de petits morceaux de papier pour y gribouiller de petits soldats. »

Il n'eut d'autre maître que son père; ce dernier l'envoya, je crois, pendant quelque temps dans l'atelier de Vincent, pour y dessiner d'après nature et d'après l'antique; mais il y séjourna peu : l'étude de l'antique le charmait médiocrement. A vingt ans, et pour obéir à son père qui l'en priait, il essaya d'aborder le sujet classique imposé pour le concours au grand prix de Rome; mais sa tentative n'eut aucun succès, et, au moment où il échouait ainsi dans la peinture mythologique, il venait de produire de verve un de ses bons tableaux de genre, représentant la *Prise d'une redoute.*

L'école grecque de David subissait alors une transformation ; sous l'influence des grands événements militaires de l'époque, elle tendait à se moderniser par le vêtement et le sujet, mais le

fonds restait toujours classique. C'était toujours le même dédain pour l'imitation directe de la nature, et le même amour exclusif pour la statuaire sur toile. Un écrivain (1) peint assez spirituellement cette persistance de la tradition grecque dans la peinture militaire de l'empire. « Les mouvements brillants et rapides de nos armées qui parcouraient le monde comme les Romains d'autrefois, l'ardeur et l'enthousiasme de nos soldats, le génie merveilleux de l'homme qui les commandait, eussent sans doute inspiré des chefs-d'œuvre tout nouveaux à des hommes moins préoccupés de l'art antique et des formes grecques; et cependant, au lieu de retracer ce qu'ils voyaient, et de peindre l'homme héroïque du XIXe siècle, qui combattait, qui mourait ou qui triomphait sous leurs yeux, tous les grands artistes de l'époque, à quelques exceptions près, regardèrent comme indignes d'eux cette nature présente et actuelle, et laissèrent à ceux qu'ils appelaient dédaigneusement *peintres de genre* le soin d'exprimer ces détails ou terribles ou touchants qu'ils trouvaient trop vulgaires pour leur

(1) M. Frédéric Mercey.

pinceau. Quant à eux, ils continuèrent le bas-relief se contentant de revêtir des glorieux uniformes du temps leurs statues antiques déjà cent fois peintes. Hercule couvrit ses fortes épaules d'une cuirasse et mania l'espadon, Bacchus endossa l'uniforme d'un hussard, Apollon prit celui d'un grenadier, Diane et Vénus devinrent cantinières, et Cupidon battit la caisse (1). »

M. Horace Vernet était bien l'homme qu'il fallait pour ouvrir les voies à une réaction définitive contre l'école du bas-relief. Ce sont des caractères tranchés qui accomplissent les révolutions, mais ce sont d'ordinaire des caractères moyens qui les commencent. Entre un système qui se meurt et un système qui naît, il y a place pour l'absence de tout système; le scepticisme est la transition d'une philosophie à une autre, et M. Horace Vernet est un sceptique en peinture. N'ayant en lui ni le sentiment ni le goût de ce beau antique, qui consiste dans l'extrême pureté du contour, dans la perfection de la forme, dans l'accord rigoureux des proportions; peu soucieux en même temps de s'en-

(1) Tout ceci ne saurait, ce me semble, s'appliquer aux belles toiles de Gros, empreintes d'un si vigoureux cachet d'originalité et de naturel.

quérir d'un autre genre de beau, de ce beau expressif dont la recherche devait, plus tard, faire l'objet des tentatives de novateurs plus vigoureusement trempés que lui, M. Horace Vernet prit un terme moyen; à la poésie imitée de l'antique il substitua, non pas une poésie nouvelle, mais bien de la prose, une prose facile, animée, brillante, mais enfin de la prose. Il se mit à peindre, avec beaucoup d'entrain, d'imagination et d'esprit, des soldats comme il en voyait partout, des scènes militaires et des batailles calquées le plus exactement possible sur les bulletins, et il présenta à la foule une image d'elle-même, représentée sans exagération, sans emphase, mais aussi sans poésie, sans idéal. La foule se trouva très-belle comme cela; elle s'adora dans les troupiers de M. Vernet, par suite elle adora M. Horace Vernet, et le proclama, à l'unanimité, le plus grand peintre de l'époque. C'est alors qu'on disait du *Chien du Régiment* et du *Cheval du Trompette* : « Ce sont de petits poëmes que leur perfection met fort au-dessus de grandes épopées. » La fécondité de M. Vernet ne laissa pas à l'émotion le temps de se refroidir; il servit à

la foule poëmes sur poëmes : il les improvisait comme on improvise des aquarelles. Alors parurent successivement *la Bataille de Tolosa*, *la Barrière de Clichy*, *le Soldat Laboureur*, *le Soldat de Waterloo*, *la Dernière Cartouche*, *la Mort de Poniatowski*, *les Batailles de Jemmapes*, *de Valmy*, *de Montmirail*, *de Hanau*, *la Défense de Saragosse*, *le Massacre des Mamloucks au Caire*, et mille autres tableaux que je ne puis énumérer ici, sans compter les portraits, les marines, les paysages, les chasses ; enfin, en 1822, les toiles de M. Vernet suffisaient déjà à remplir son atelier, et, comme l'entrée du Louvre leur était alors refusée, le public était admis à les visiter ; MM. Jay et Jouy en avaient dressé un catalogue tout exprès.

A propos du *Massacre des Mamloucks*, qui se trouve aujourd'hui dans la galerie du Luxembourg, je reproduirai ici une observation déjà faite ailleurs (1), touchant l'absence complète de vérité historique et locale de cette composition. Comment M. Vernet, d'ordinaire assez scrupuleux de ce côté-là, n'a-t-il pas cherché à mieux

(1) Voir la notice sur Mohammed-Aly.

concilier les exigences de l'art avec celles de l'histoire? Ce n'est point sur une place où ils auraient pu se former en bataille, c'est dans un chemin creux, tortueux, taillé dans le roc et flanqué de fortifications conduisant de la citadelle au Caire, que les Mamloucks, assaillis de coups de fusil partis des deux côtés du chemin, furent massacrés jusqu'au dernier. Cette espèce de trône élevé sur une espèce de terrasse, du haut de laquelle le pacha, appuyé sur un lion, contemple majestueusement la scène, tout cela, terrasse, trône, lion, pacha, est une pure invention de l'artiste.

Mohammed-Aly, retiré au fond de son harem, pendant le carnage, pâle, inquiet, et tremblant pour l'issue de son entreprise, ne songeait guère à poser avec un lion. Quand plus tard M. Vernet est allé visiter les lieux et le rusé pacha, ce dernier, en posant cette fois d'après nature, a dû faire compliment au peintre sur sa belle imagination.

Durant que M. Vernet marchait ainsi avec éclat dans sa voie de schismatique, une religion nouvelle essayait de s'établir sur les ruines de l'an-

cienne, et le culte de l'art grec se mourait dans un dernier effort de rénovation. « L'école gréco-militaire, dit l'écrivain déjà cité plus haut, s'était encore une fois transformée : le jour de l'abdication du grand empereur, elle avait déposé l'uniforme, et de militaire elle était devenue chrétienne. La cour allait à la messe, le roi communiait, nos héros faisaient leurs pâques, les aumôniers donnaient des places, distribuaient des faveurs, et tenaient les clefs du coffre-fort de l'Etat. La conversion des *Impériaux et des Grecs* fut rapide et complète ; nos peintres, à l'instar des prêtres païens qui passaient à la religion du Christ, métamorphosèrent leur Vénus en sainte Vierge, leur Apollon en saint Michel, leur Neptune en saint Nicolas, leur Jupiter en saint Pierre, et les Grâces, sœurs de l'amour, devinrent les trois vertus Théologales. »

L'impulsion chrétienne donnée à l'école fut plus générale et plus vive encore que l'impulsion militaire ne l'avait été. Le fond cependant demeura toujours grec ou *classique*. Il y avait mouvement de l'école sur elle-même, tranformation, il n'y avait pas encore révolution. Mais chaque jour les

novateurs devenaient plus nombreux; le dégoût de l'imitation devenait plus profond; une soif d'indépendance gagnait les masses, bientôt il y eut insurrection. Un élève de Gros, un ami d'Horace Vernet, un peintre de génie mort avant le temps, Géricault, produisit sa fameuse toile du *Naufrage de la Méduse;* à sa suite une phalange de novateurs audacieux tentèrent de détrôner la peinture correcte, abstraite et froide, en se jetant avec une sorte de fureur dans la peinture débraillée, expressive et passionnée. La guerre des classiques et des romantiques se trouva subitement engagée partout, dans la littérature comme dans les arts. M. Hugo et M. Eugène Delacroix se donnèrent la main, marchèrent au même but sous la même bannière, avec le même mot de ralliement : la liberté dans l'art.

M. Horace Vernet était trop désireux de se tenir en règle avec son temps pour rester indifférent aux premiers et bruyants succès de la peinture romantique. Tout en continuant d'improviser chaque matin sa prose militaire, toujours bien reçue du public, comme, après tout, il était à craindre que la mine féconde, mais tant exploitée,

des grognards, de la capote grise et du petit chapeau, ne finît par s'épuiser, il voulut, lui aussi, s'exercer dans le genre expressif.

La belle *Histoire de la conquête de l'Angleterre par les Normands* était alors dans toutes les mains; l'auteur du *Chien du Régiment* s'éprit d'amour pour cette blanche Edith *au cou de cygne*, qui seule reconnut, au milieu des morts couchés sur le champ de bataille d'Hastings, le cadavre défiguré d'Harold, son royal amant. Il peignit la belle Saxonne aux yeux bleus, faisant sa revue de cadavres, seule, assistée d'un vieux moine, et penchée sur les précieux restes de celui qu'elle avait tant aimé. Ce champ de carnage, semé de débris sanglants, cette jeune fille et ce moine, il y avait là de quoi épouvanter toute une Académie : les classiques crièrent au scandale; les romantiques trouvèrent l'invention bonne, mais l'exécution mesquine et froide. M. Horace Vernet ne contenta personne, donna au diable les deux écoles, et partit pour Rome, dans l'intention d'essayer s'il trouverait du nouveau en s'inspirant de Raphaël. Il était depuis longtemps membre de l'Institut, et il venait d'être appelé à remplacer

Pierre Guérin comme directeur de l'école de Rome. Une fois installé à la villa Medici, où le trouva, je crois, la révolution de Juillet, M. Horace Vernet tout en donnant des fêtes splendides, des bals superbes, tout en faisant (comme faisait jadis un ambassadeur poëte,) en guise d'économie, des dettes sur son traitement, se mit à l'étude de la peinture italienne du XVIe siècle.

Il en résulta bientôt une nouvelle série de productions : *le Combat des Brigands contre les Carabiniers du Pape, la Confession du Brigand, le Départ pour la Chasse dans les marais Pontins, l'Arrestation des princes au Palais-Royal par ordre d'Anne d'Autriche, Judith et Holopherne, le Pape Pie VIII porté dans la basilique de Saint-Pierre, une Rencontre de Michel-Ange* et *de Raphaël au Vatican.* Ces divers tableaux, plus quelques portraits que j'oublie, produits durant les cinq années que M. Vernet passa à Rome, furent envoyés au Salon, où ils eurent chacun leur destinée : ceux-là furent jugés très-beaux, ceux-ci médiocres ; quelques-uns, un surtout, la *Rencontre de Michel-Ange et de Raphaël,* furent très-mal traités par la critique. *L'Arrestation des*

Princes fut généralement considéré comme un véritable chef-d'œuvre dans un genre dont on refusait jusqu'ici l'accès à M. Horace Vernet ; je vais laisser parler sur ce dernier tableau que l'on peut voir au Palais-Royal, un juge plus compétent que moi, et dont l'opinion est d'autant plus flatteuse pour l'artiste qu'il est d'ordinaire très-sévère pour ses productions.

« C'est d'abord, dit M. Lenormant dans sa *Revue du Salon de* 1831, c'est d'abord un parti plein de hardiesse que d'avoir développé sa composition sur les zig-zags d'un escalier ; c'est aussi comme sentiment d'observation une donnée heureuse que le choix du moment où la première réflexion succède à une fâcheuse surprise et retrace à l'âme son désappointement et son dépit sous les plus vives couleurs. L'expression des physionomies est spirituellement graduée entre les trois princes : le geste de Condé dit bien cette crispation d'une âme forte à l'aspect du ridicule : c'est un lion pris au trébuchet ; Conti, plus charmant cent fois que nous le fait l'histoire, voudrait au prix de sa vie n'avoir pas trempé dans cette méchante affaire ; quant au duc de Longueville, plus occupé de la goutte qui le travaille que de la prison qui l'attend, il regarde ses compagnons d'infortune pour connaître l'opinion et la contenance qu'il doit avoir ; vrai *patito* de conspiration traîné par je ne sais quel malin génie à la remorque de deux jeunes gens impétueux, pécheur converti d'avance, et qui ne recommencera plus s'il met le pied hors de ce

mauvais pas. Un vieil officier tient les trois épées et sert de guide aux princes; c'est un homme aussi poli dans ses formes que fidèle à sa consigne, type de gendarme moulé sur le patron des cours. Puis, au fond, de la curiosité, des chuchotements, du silence, de l'émotion, tout l'effet d'un événement étrange au milieu d'un temps romanesque. L'exécution de cet ouvrage est pleine de franchise et de facilité sans abus; toutes les figures se détachent en sombre sur le fond blanc de l'escalier; les vigueurs sont réparties entre elles de manière à les reporter progressivement à leurs plans; le Suisse qui sert de repoussoir à tout le tableau mérite d'être comparé aux plus belles figures du François Ier de M. Gros; c'est en somme un excellent tableau, peut-être le chef-d'œuvre de M. Horace Vernet. On voit clairement que si le peintre a chance de dépasser ses limites habituelles, c'est dans les sujets qui demandent avant tout de l'arrangement et de l'esprit. »

Le même critique est impitoyable pour le tableau de *Raphaël* et *Michel-Ange*, à l'exposition de 1833 : « Si nous étions, dit-il, dans le temps des despotes, et qu'un despote eût dit à M. Horace Vernet : « Choisis de boire ce poison ou de me faire un tableau de Raphaël ou de Michel-Ange, » je ne blâmerais pas le peintre, je le louerais même d'avoir satisfait cette innocente fantaisie du despote; mais que, de gaieté de cœur, sans y être seulement invité par personne, que M. Horace Vernet

ait pensé ce qu'il a pensé et voulu ce qu'il a voulu, c'est ce que je ne puis me résoudre à comprendre. A M. Vernet l'Italie, le XVIe siècle, Raphaël! Mais, je vous le demande, quand M. Vernet vous a-t-il laissé entrevoir le moindre sentiment de l'Italie?... Quant à moi, si l'on voulait me punir de tous mes péchés de critique, le meilleur moyen serait de me faire voir beaucoup de peintures comme le Raphaël de M. Vernet: ce serait autant de gagné sur les peines du Purgatoire. »

Après avoir analysé ce tableau (1), dont il fait ressortir tous les défauts d'invention, de disposition et d'exécution, M. Lenormant termine par une appréciation rigoureuse du genre de talent de M. Vernet. « C'est, dit-il, le triomphe de l'à peu près, l'impuissance de l'excellent à côté de l'exubérance du passable. » Ce jugement est sé-

(1) On sait l'anecdote apocryphe sur laquelle est fondé le tableau de M. Vernet. « Michel-Ange rencontrant Raphaël au Vatican, entouré de ses nombreux élèves lui dit: Vous marchez entouré d'une suite nombreuse ainsi qu'un général, et vous, lui répondit Raphaël, vous allez seul comme le bourreau. » Le plus grand défaut d'un sujet de ce genre, dépourvu de toute espèce d'action, c'est que ce n'est pas un sujet de peinture.

vère ; j'aime mieux m'en tenir à celui de 1831, qui me semble plus équitable, et répéter avec M. Lenormant : « Après Titien et Paul Véronèse, il reste une belle place au Tintoret. »

Les essais de M. Vernet dans la peinture italienne n'ayant eu, en général, qu'un médiocre succès, il revint de Rome, assez disposé à ne plus sortir du genre pour lequel la nature semblait l'avoir crée. Il exposa au Salon de 1836 quatre nouveaux épisodes militaires : le premier tiré de la bataille d'Iéna, le second de la bataille de Friedland, le troisième de la bataille de Wagram, et, enfin, le quatrième de la bataille de Fontenoy.

Ces quatre productions nouvelles de M. Vernet sont appréciées par M. Alfred de Musset dans un article plein de bienveillance et d'esprit, dont je ne puis m'empêcher de citer quelque chose : « A Iéna, dit M. de Musset, l'empereur entend sortir des rangs de la garde impériale les mots : « *En avant!* — Qu'est-ce? dit-il; ce ne peut être qu'un jeune homme sans barbe qui veut préjuger de ce que je dois faire. » Tel est le sujet du premier épisode; voyons ce qu'en fait M. Vernet : il lance l'empereur au galop ; Murat le suit : la colonne

porte les armes. Un soldat, pris d'enthousiasme, crie en agitant son bonnet : l'empereur s'arrête, le geste est sévère, l'expression vraie ; et, sans aller plus loin, n'y a-t-il pas là beaucoup d'habileté ? Quel effet eût produit, je suppose, l'empereur à pied, les mains derrière le dos? ou quelle que fût sa contenance, quel autre geste eût mieux rendu l'action ? Ce cheval ardent qui trépigne, retenu soudain par une main irritée, cette tête qui se retourne, ce regard d'aigle, tout fait deviner la parole. Cependant, dans le creux d'un ravin, les grenadiers défilent en silence; au delà du tertre, l'horizon. Assurément, je le répète, ce n'est pas la bataille d'Iéna; mais c'est le sujet tel qu'il est donné, conçu adroitement et nettement rendu. Voudriez-vous voir une plaine ? l'armée ? que sais-je? Pourquoi pas l'ennemi? et l'empereur perdu au milieu de tout cela ? Eh ! s'il était si petit et si loin, on n'entendrait pas ce qu'il dit. »

David disait à Baour-Lormian : « Tu es bien heureux, toi, Baour ; avec tes vers, tu fais ce que tu veux, tandis que moi, avec ma toile, je suis toujours horriblement gêné. Supposons que je veuille, par exemple, peindre deux amants dans

les Alpes. Bon! Si je fais deux beaux amants, deux amants de grandeur naturelle, me voilà avec des Alpes grosses comme rien; si, au contraire, je fais de belles Alpes, des Alpes convenables, me voilà avec de petits amants d'un demi-pied qui ne signifient plus rien du tout! Mais, toi, Baour, trente pages d'Alpes, trente pages d'amants; t'en faut-il encore? trente autres pages d'Alpes, trente autres pages d'amants, etc., etc. »

« Ainsi parlait David dans son langage trivial et profond, faisant la plus juste critique des critiques qu'on lui adressait. M. Vernet pourrait en dire autant de ceux qui lui demandent autre chose que ce qu'il a voulu faire. Puisque l'acteur est Napoléon, et puisque l'action est exacte, que voudriez-vous qu'il vous montrât entre les quatre jambes de son cheval?

« Ceci s'applique également à l'épisode de Friedland et à celui de Wagram. Le vrai talent de M. Vernet, c'est la verve : à propos du premier de ces tableaux, je ne dirai pas : Voyez comme ce coucher du soleil est rendu, voyez ces teintes, ces dégradations, ces étoffes ou ces cuirasses; mais je dirai : voyez ces poses, voyez ce général

Oudinot qui s'incline à demi pour recevoir les ordres du maître; voyez ce hussard rouge si fièrement campé, ce cheval qui flaire un mort! A Wagram, voyez cet autre cheval blessé, cette gravité de l'empereur qui tend sa carte sans se détourner, tandis qu'un boulet tombe à deux pas de lui. A Fontenoy, voyez ce roi vainqueur, noble, souriant, ces vaincus consternés. Comme tout cela est disposé, ou plutôt jeté, et quelle hardiesse!... En vérité la critique est bien difficile : chercher partout ce qui n'y est pas, au lieu de voir ce qui y est? Quant à moi je critiquerai M. Vernet lorsque je ne trouverai plus dans ses œuvres les qualités qui le distinguent et que je ne comprends pas qu'on puisse lui disputer; mais tant que je verrai cette verve, cette adresse, cette vigueur, je ne chercherai pas les ombres de ces précieux rayons de lumière. »

Après avoir été l'historiographe militaire de l'Empire, après avoir subi les répugnances de la Restauration, M. Horace Vernet devenait de droit l'historiographe militaire du gouvernement de Juillet. La conquête d'Alger a été surtout pour lui une mine d'or; il y a trouvé pour son talent, re-

belle à la peinture de style, un aliment nouveau, des ressources nouvelles et des effets nouveaux. De 1837 à 1841, tout en produisant, dans ses moments de loisirs, avec sa fécondité habituelle, divers tableaux de genre, dont le sujet est en général emprunté à l'Orient, tels que le tableau d'Abraham renvoyant Agar, de Rebecca donnant à boire à Eliézer, de la Chasse aux Lions, etc., sujets qui, par parenthèse, conviennent médiocrement au coloris bleuâtre et un peu froid de M. Vernet, le célèbre artiste a consacré toutes ses forces à une grande œuvre, aujourd'hui achevée, dont l'exécution lui fait honneur.

Il a obtenu du roi la faveur de décorer à lui seul une galerie entière du Musée de Versailles, celle qui porte le nom de *Galerie de Constantine*. Cette galerie étant maintenant ouverte au public, je me contenterai de donner le programme des compositions qui la décorent. En face de la porte d'entrée on aperçoit d'abord trois grands tableaux déjà exposés au Salon de 1839 et représentant trois épisodes du siége de Constantine. Le premier, représente une sortie de la garnison arabe repoussée par un bataillon que com-

mande le duc de Nemours en personne; dans le second, les colonnes qui doivent livrer l'assaut reçoivent le signal de sortir de la tranchée; et enfin, dans le troisième, on les voit escalader la brèche. Tout cela est rendu avec cet entrain, cette vivacité, ce mouvement qui distinguent M. Vernet; il y a même, au dire des connaisseurs, un progrès sensible dans la touche de l'artiste; c'est plus franc, plus chaleureux, et les extrémités sont mieux finies. A droite de ces trois tableaux, on voit *l'Attaque de la citadelle d'Anvers;* à gauche, *l'Occupation du col du Teniah de Mouzaïa.* Aux deux extrémités de la salle M. Horace Vernet a peint, en regard, d'un côté *le Bombardement de Saint-Jean d'Ulloa*, de l'autre *le Combat de l'Habrah.* Au-dessus des portes percées dans les côtés où figurent les grandes compositions, M. Vernet a placé une série de petits tableaux représentant: *la Prise de Bougie*, *l'Occupation d'Ancône*, *l'Entrée en Belgique*, *la Flotte forçant l'entrée du Tage*, *le Combat de la Sickack*, *le Combat de Samah*, et *le Combat de l'Afroum.* Des trophées d'armes et de palmiers décorent les quatre angles du plafond, et,

ses épaulettes de capitaine d'état-major de la garde nationale de Paris. Et d'ailleurs, qui n'a rencontré M. Vernet dans quelque partie du monde connu ? Le spirituel artiste a promené partout ses éperons, ses moustaches et sa palette cosmopolite. Il est le Benjamin de tous les soldats et de tous les potentats de l'Europe. Peintre favori du roi des Français, il a reçu la bénédiction du Saint-Père, il a fumé le narguileh avec le pacha d'Égypte, et l'empereur de Russie le possède actuellement.

Marié très-jeune, M. Vernet n'a jamais eu d'autre enfant qu'une fille ; privé d'héritiers directs de son talent et de son nom, il a voulu au moins unir ce nom à celui d'un peintre également célèbre ; il a donné sa fille, qui est, dit-on, sa plus belle création, à M. Paul Delaroche, et le fils issu de ce mariage devra s'appeler Vernet-Delaroche. Cet enfant aura là un héritage assez lourd à porter.

GALERIE DES CONTEMPORAINS ILLUSTRES

LE PRINCE CHARLES

(Archiduc d'Autriche.)

Imp. de Rene et Cie

Rue de Seine, 32

Digitized by Google

L'ARCHIDUC CHARLES.

> Ce prince jouissait d'une réputation méritée que le temps d'ailleurs n'a fait qu'accroître, et à laquelle je me plais à rendre hommage. Il possède les qualités supérieures qui font les grands hommes de guerre, et serait, je n'en doute pas, devenu le meilleur capitaine de son époque, si la fortune ne lui eût pas opposé des obstacles dont avec tous ses talents il n'a pu triompher.
>
> NAPOLÉON.

Il y a aujourd'hui quarante-six ans que deux généraux, nés dans des rangs ennemis, débutèrent en même temps, l'un en Italie, l'autre en Allemagne, de la manière la plus éclatante. Vers la fin de l'année 1796, l'Europe entière avait les yeux fixés sur ces deux rivaux de gloire, dont l'aîné comptait à peine vingt-sept ans. Celui-là, en une seule campagne, avec trente mille Français, venait de conquérir toute l'Italie, après avoir dé-

truit successivement trois armées autrichiennes. Celui-ci, jeune prince de vingt-cinq ans, venait de sauver l'Autriche du plus grand danger qu'elle eût couru jusqu'alors. Par l'habileté de ses manœuvres, il avait rejeté du Danube au Rhin deux armées françaises; il avait battu Jourdan, vaincu le vainqueur de Fleurus, et forcé Moreau à cette belle retraite, si glorieuse pour celui qui l'accomplit, et, par conséquent, non moins glorieuse pour celui dont les combinaisons en furent la cause.

Si la France, à cette époque, n'avait pas assez de louanges et de lauriers pour le vainqueur de Colli, de Beaulieu, de Wurmser, l'Autriche, répétant les paroles de Moreau, proclamait son archiduc le premier capitaine du siècle, le digne héritier du prince Eugène. Des deux jeunes héros, l'un a tenu toutes les promesses de son début, car il a été Napoléon; l'autre, moins heureux qu'habile, entravé dans sa carrière par différents obstacles inférieurs, a vu sa gloire s'éclipser devant l'immense gloire de son rival; et cependant les revers de l'archiduc Charles ont été illustrés par assez de talents et mêlés d'assez de

victoires pour lui valoir la réputation méritée du plus habile homme de guerre, du plus grand stratégiste que l'Europe ait eu à nous opposer durant vingt-cinq ans de combats. Quand, découragé à la fois par les intrigues, les obsessions bureaucratiques et le triste état de sa santé, le prince Charles se fut définitivement retiré de la carrière, d'autres virent tomber, sous la masse de leurs coups réunis, Napoléon, épuisé par la victoire et abandonné par la fortune; avec leur bonheur ils se firent de la gloire. Seul, l'archiduc a eu l'honneur de vaincre, à chances égales, quelques-uns des plus illustres lieutenants de l'empereur, et de résister, avec succès quelquefois, toujours avec intrépidité et talent, à l'empereur lui-même, dans tout l'éclat de sa puissance et de son génie.

La guerre n'est pas seulement un jeu d'échecs, dont le succès repose sur un ensemble de combinaisons savantes, elle est aussi un jeu de hasard, dont le succès dépend d'une foule de circonstances extérieures : la palme est à celui qui sait le mieux profiter de la bonne, et lutter contre la mauvaise fortune. Voilà pourquoi Napoléon est aussi grand à Waterloo qu'à Lodi, et l'archiduc Charles in-

contestablement supérieur à toutes les gloires militaires écloses à l'étranger dans les dernières années de l'Empire.

Charles-Louis de Lorraine, archiduc d'Autriche, duc de Teschen, général-feld-maréchal d'Empire, fils de Léopold II, frère de François Ier oncle de l'empereur actuellement régnant, est né à Vienne le 5 septembre 1771. Le jeune prince reçut cette éducation soignée qu'il est dans les traditions de la monarchie autrichienne de donner aux membres de la famille impériale. Il étudia, je crois, l'art militaire sous le comte de Bellegarde, qui avait la réputation du plus habile tacticien de l'empire; mais le royal disciple devait bientôt oublier les vieilles routines d'école sur le champ de bataille, en face de généraux improvisés par l'inspiration et le génie. Il atteignait à peine ses vingt et un ans quand la première coalition se forma entre l'Autriche et la Prusse, et quand il fut appelé à commander l'avant-garde de l'armée autrichienne, sous le prince de Cobourg. Durant toute cette campagne il fit preuve d'un grand courage, et se distingua particulièrement à la bataille de Nerwinde, où

Dumouriez fut vaincu et où la Belgique fut reconquise en une seule bataille, comme elle avait été perdue. A la suite de ce triomphe, l'archiduc Charles fut nommé grand'croix de l'ordre de Marie-Thérèse et gouverneur des Pays-Bas. Dans la campagne suivante, quand la Prusse se fut retirée de la coalition, et quand l'Autriche dut continuer la guerre, avec ses propres forces et les subsides de l'Angleterre, le jeune prince seconda avec talent et valeur les opérations parfois heureuses du général Clayrfait. Après de vains efforts pour obtenir la paix par la médiation de la Prusse, le Directoire se décida à frapper un grand coup à l'ouverture de la campagne de 1796. Il arrêta un plan calculé sur une des plus vastes échelles de la stratégie moderne. Les opérations offensives de trois grandes armées françaises, celle du Rhin sous Moreau, celle de Sambre-et-Meuse sous Jourdan, et celle d'Italie sous Bonaparte, devaient se lier au même système et concourir au même résultat. L'armée de Sambre-et-Meuse devait tenir son aile droite appuyée au Rhin, tandis que sa gauche s'avancerait en Allemagne, en se tenant toujours à la hauteur de l'aile gau-

che de l'armée du Rhin. Le centre et la droite de cette seconde armée devaient pénétrer en Souabe, et s'avancer, par le lac de Constance, jusqu'aux montagnes du Tyrol, pour, de là, donner la main à l'armée d'Italie, et les trois armées réunies auraient été dicter la paix à l'empereur jusque dans sa capitale.

L'Autriche vit le danger et se prépara à lui faire face : en même temps qu'elle envoyait Wurmser avec des renforts en Italie, elle appela le jeune archiduc au commandement en chef de l'armée d'Allemagne, avec la coopération des généraux Latour et Wartensleben.

Le lecteur qui voudrait connaître à fond les opérations de cette belle campagne du Rhin, en trouvera les détails dans un ouvrage écrit par l'archiduc lui-même, dans les Mémoires de Jomini, et dans l'Histoire de la Révolution française de M. Thiers ; je dois me contenter de l'esquisser ici. Les armées des deux nations étaient à peu près égales en force ; il y avait de chaque côté cent cinquante mille hommes. Les Français avaient deux excellents généraux, mais ils agissaient séparément et à une grande distance l'un de l'autre.

Jourdan entra en Allemagne par Dusseldorf, et Moreau passa le Rhin à Strasbourg. Les deux armées autrichiennes reculèrent d'abord devant les deux armées françaises. Après une longue suite de combats entremêlés de succès et de revers, Moreau, poussant devant lui l'archiduc, était arrivé jusque sur le Danube, et il entrait en Bavière. Le but de l'archiduc, en se repliant sur le Danube, était de s'y concentrer pour être en mesure d'agir sur l'une ou l'autre des deux armées françaises, avec une masse supérieure de forces. Durant ce temps, Jourdan forçait le général Wartensleben de reculer au delà d'Amberg, et cherchait à le rejeter en Bohême; ce dernier était sur le point de faire ce faux mouvement, qui aurait ouvert à l'armée de Sambre-et-Meuse le passage jusqu'au Danube, quand tout à coup l'archiduc, jugeant le moment venu d'exécuter son plan, après avoir livré à Moreau la bataille meurtrière et indécise de Neresheim, laisse devant lui, pour l'occuper, son lieutenant Latour, avec trente-six mille hommes, et se porte rapidement avec vingt-cinq mille vers le corps de Wartensleben, avec lequel il fait sa jonction, et tous deux se précipitent sur Jour-

dan. Ce dernier, inférieur en forces, et ne pouvant résister à ce choc inattendu, se prépare à se replier sur Amberg; mais il est joint le 24 août, attaqué et enfoncé sur différents points de sa ligne, et, battant dès-lors en retraite sur Salzbach, il laisse neuf cents hommes entre les mains des Autrichiens. Il est ensuite poursuivi et harcelé par les troupes légères de Wartensleben, qui le poussent en désordre sur le Mein. Privé de l'espoir de joindre Moreau ou d'en recevoir des secours, Jourdan croit pouvoir rétablir à Würtzbourg ses lignes rompues, mais l'archiduc en personne se hâte de l'y précéder : là s'engage le 3 septembre une nouvelle bataille. L'aile gauche autrichienne est d'abord repoussée avec perte, mais l'archiduc ordonne au vieux Wartensleben, qui commandait le centre, de passer le Mein à gué avec toute sa cavalerie, et de charger la gauche de l'armée française. Vingt-quatre escadrons de cuirassiers traversent le Mein à la nage, débouchent vers Erfelsdorf, et, soutenus par huit bataillons de grenadiers, mettent en déroute la gauche de Jourdan, et précipitent sa retraite sur la Sieg et le Rhin. Ainsi Jourdan, après avoir conduit Wartensleben,

durant deux mois et demi, jusqu'à la frontière de la Bohême, fut à son tour, par l'audacieuse manœuvre de l'archiduc, ramené en vingt-cinq jours des frontières de la Bohême sous les murs de Dusseldorf.

Tandis que l'archiduc exécutait ce beau mouvement, il fournissait à Moreau, laissé derrière lui, l'occasion d'en exécuter un pareil, dont les résultats lui auraient peut-être été funestes; le général français, s'il ne s'était obstiné à rester sur le Danube, pouvait imiter le mouvement de retour de l'archiduc, se rabattre vivement sur lui, comme il se rabattait sur Jourdan, l'attaquer par derrière tandis que Jourdan l'aurait attaqué de front, et alors, pris entre les deux armées, l'archiduc était exposé à une perte presque certaine. Au lieu d'agir ainsi, Moreau n'osant prendre sur lui de désobéir aux instructions du Directoire, qui lui prescrivaient de s'appuyer au Tyrol pour communiquer avec l'armée d'Italie, et ignorant d'abord la défaite de Jourdan, resta dans ses positions; quand il l'eut apprise, loin de revenir sur ses pas, il marcha en avant, franchit le Danube et envahit la Ba-

vière, espérant ramener ainsi l'archiduc à lui et dégager Jourdan. Mais le prince ne se laissa pas détourner de son entreprise, et ne revint sur son premier adversaire qu'après s'être entièrement débarrassé du second. Moreau comprit alors le danger de sa position : le désastre de Jourdan le laissait à découvert, exposé à être attaqué en même temps par les trois corps réunis de l'armée autrichienne. Il se prépara alors à regagner tranquillement la France; il repassa le Leck, culbuta successivement tous les corps autrichiens qui tentèrent de lui barrer le passage, et déboucha en Brisgaw, à travers les plus grands obstacles. Atteint à Emmindlingen par l'archiduc et Wartensleben, il soutint contre eux un combat opiniâtre, dont le succès fut balancé, et, après un nouveau combat livré à Schlingen, il repassa le Rhin à Brisach et s'achemina sur Strasbourg. Ainsi le plan du Directoire fut détruit par la vigueur, l'audace et l'habileté de l'archiduc.

Cette campagne fit le plus grand honneur au prince Charles. Deux mois plus tôt l'Autriche se croyait perdue, Bonaparte anéantissait toutes ses

armées en Italie et se rapprochait du Tyrol; Jourdan touchait au Danube et menaçait la Bohême; Moreau entrait en Bavière, dirigeait son aile droite vers Inspruck, et se préparait à donner la main à Bonaparte. Durant ce temps, la Prusse, à l'abri de sa neutralité, cherchait à profiter des embarras de sa voisine pour s'étendre en Allemagne; déjà elle avait poussé la ville libre de Nüremberg à se mettre sous sa souveraineté, elle avait même commencé à en prendre possession; elle avait successivement détaché du parti de l'Autriche, en les excitant à traiter avec la France, le duc de Wurtemberg, le margrave de Bade et l'électeur de Saxe. Les choses en étaient là quand les belles et rapides manœuvres d'un général de vingt-cinq ans changèrent subitement la situation; la Prusse s'empressa de retirer ses troupes de Nüremberg; l'électeur de Bavière, dont les ministres avaient déjà traité avec Moreau, refusa de ratifier le traité et retomba sous le joug de l'Autriche, et le Directoire subit un immense désappointement; car la guerre se trouva tout à coup ramenée sur la frontière de France, et la campagne, commencée par l'invasion de la moitié

de l'Allemagne, se termina par la prise de Kehl et d'Huningue, qui capitulèrent devant les armées triomphantes de l'archiduc.

Cependant Bonaparte, toujours victorieux, se préparait à accomplir seul le hardi projet que la défaite de Jourdan et la retraite de Moreau avaient fait échouer. Maître enfin de Mantoue, renforcé de vingt mille hommes détachés de l'armée du Rhin, laissant derrière lui l'Italie conquise et étonnée, il allait franchir les Alpes Noriques pour se jeter brusquement au delà de la Drave et de la Muer, dans la vallée du Danube, et pousser droit sur Vienne par une route qu'aucune armée ne s'était frayée depuis Charlemagne.

Pour conjurer ce nouveau péril, l'Autriche jeta naturellement les yeux sur celui qui venait de la sauver une première fois. Après une réception triomphale à Vienne, l'archiduc Charles, nommé généralissime de toutes les armées autrichiennes, tant sur le Rhin qu'en Italie, reçut ordre de se porter sur-le-champ au devant de Bonaparte, pour l'arrêter et le combattre.

Malheureusement pour le succès de ses opérations, à de grandes qualités militaires, l'archiduc

ne joignait pas cette confiance en soi, cette ténacité de caractère, cette indépendance de volonté dont son jeune et impérieux adversaire faisait si souvent preuve dans ses rapports avec le Directoire. Depuis Wallenstein, il est plus que jamais dans les traditions du conseil aulique de Vienne de tenir en bride les généraux ; à eux l'exécution des détails, au conseil la direction absolue de l'ensemble des opérations. Au moment où l'Allemagne entière, par la voie du coadjuteur de Mayence, proclamait la nécessité de conférer au prince Charles une dictature militaire qui permît à son génie de se préparer librement à cette grande lutte, quelques vieux tacticiens de cabinet lui imposaient un plan de campagne absurde, et, dans son respect pour la formidable bureaucratie viennoise, l'archiduc se soumettait aveuglément à des décisions qu'il désapprouvait. Tous les écrivains qui ont traité de cette campagne de 1797, à commencer par Napoléon, sont d'accord pour blâmer la ligne d'opérations choisie ou plutôt acceptée par l'archiduc.

« L'énorme faute, dit l'un d'entre eux, l'énorme faute du conseil aulique de réunir l'armée impé-

riale dans le Frioul, au lieu de la rassembler dans le Tyrol, exposait la capitale et décidait du sort de la guerre. En effet, pour empêcher l'armée française de passer le Tagliamento, il eût fallu réunir l'armée autrichienne dans le Tyrol avant le 1er mars. Les Français étant forcés d'engager la guerre dans le Tyrol, il en serait résulté pour le général autrichien trois avantages incontestables : 1° celui de pouvoir réunir son armée vingt jours plus tôt ; 2° de lui donner un champ de bataille tout à son avantage, dans un pays où la population lui était dévouée jusqu'à l'exaltation ; 3° de lui donner les moyens non-seulement de recevoir de nouveaux renforts de l'armée du Rhin, mais de concentrer ses mouvements et de les rendre à la fois imposants et sûrs (1). »

Au lieu de cela, l'archiduc dut ranger son armée en ligne derrière le Tagliamento avant qu'elle eût été portée au complet, et affronter ainsi le choc du général le plus habile et le plus prompt à profiter des fautes d'un ennemi. C'est le 16 mars 1797 que les deux adversaires se trouvèrent pour la première fois en présence sur les deux ri-

(1) *Mémoires tirés des papiers d'un Homme d'État*, t. IV.

ves du Tagliamento, tous deux jeunes, habiles, renommés, intrépides; mais l'un, sûr de ses soldats autant que de lui-même, et l'autre, très-incertain du succès. Après quelques escarmouches pour sonder les dispositions de l'ennemi, Bonaparte le trouvant trop bien préparé fit poser les armes à ses soldats et établir les bivouacs; l'archiduc y fut trompé; il crut que l'armée française, fatiguée d'une longue marche, prenait position, et il alla de son côté reprendre ses bivouacs; mais, deux heures après, les Français se remettaient subitement en ligne, se précipitaient dans le fleuve, et l'ennemi courait aux armes qu'ils étaient déjà rangés en bataille sur l'autre rive et dans le plus bel ordre. Après plusieurs heures de combat et une vigoureuse résistance, l'archiduc fut obligé de faire retraite, laissant quatre ou cinq cents prisonniers.

Durant ce temps, Masséna, poussant devant lui le corps d'armée du général autrichien Lusignan, se dirigeait sur le col de Tarvis, s'en emparait et coupait la route à une autre division autrichienne commandée par le général Bayalitsch. Pour dégager cette division, l'archiduc abandonne un in-

stant le gros de son armée, se porte avec six mille grenadiers hongrois à la rencontre du corps autrichien repoussé par Masséna, le rallie, le ramène au combat, et dégage le col de Tarvis; Masséna revient à la charge avec sa ténacité si connue; les deux généraux, sentant l'importance de ce point, s'acharnent et se prodiguent comme de simples soldats. Le col de Tarvis est le point le plus élévé des Alpes Noriques; il domine l'Allemagne et la Dalmatie. «On se battait, dit M. Thiers, au-dessus des nuages, au milieu de la neige et sur des plaines de glace;» des lignes entières de cavalerie étaient renversées et brisées sur cet affreux champ de bataille. Enfin, après avoir fait donner jusqu'à son dernier bataillon, après avoir vingt fois affronté la mort, l'archiduc se voit obligé d'abandonner Tarvis à son opiniâtre ennemi, et de sacrifier la division Bayalitsch, qui, prise en tête par Masséna et en queue par Bonaparte, n'a d'autre ressource que de se rendre prisonnière.

Ainsi, en quinze jours, Bonaparte, arrivé au sommet des Alpes, allait réunir Joubert, laissé dans le Tyrol, et Masséna à son corps principal, pour marcher avec cinquante mille hommes sur

Vienne; il descendait dans la vallée de la Muer, quand il reçut la nouvelle du soulèvement des provinces vénitiennes, qui se propageait dans toutes les provinces de la rive droite du Mincio, et menaçait de compromettre la retraite et la sûreté de son armée en cas de revers. Il apprit en même temps que, faute d'argent, le Directoire n'avait pu faire entrer en campagne les deux armées cantonnées sur le Rhin; d'un autre côté, l'Autriche aux abois se disposait à user de ses dernières ressources en appelant la nation entière aux armes. Dans cette grave situation, avec un soulèvement sur ses derrières, devant lui une nation soulevée, et entouré des défiances du Directoire, Bonaparte, avant de se décider à jouer son va-tout en poursuivant sa marche, voulut tenter la voie des négociations: victorieux, il offrit la paix à son ennemi vaincu, et de Klagenfurth, capitale de la Carinthie, il adressa le 31 mars au général autrichien cette fameuse lettre consacrée par l'histoire, que nous croyons devoir reproduire ici, car elle témoigne de l'estime de Bonaparte pour l'archiduc :

« Monsieur le général en chef, les braves militaires font

la guerre et désirent la paix ; celle-ci ne dure-t-elle pas depuis six ans ? avons-nous assez tué de monde et assez causé de maux à la triste humanité ? Elle réclame de tous côtés... Le Directoire exécutif de la république française avait fait connaître à Sa Majesté l'empereur le désir de mettre fin à la guerre qui désole tous les peuples ; l'intervention de la cour de Londres s'y est opposée. N'y a-t-il donc aucun espoir de nous entendre ? et faut-il, pour les intérêts et les passions d'une nation étrangère aux maux de la guerre, que nous continuions à nous entre-égorger ? Vous, monsieur le général en chef, qui par votre naissance approchez si près du trône, et êtes au-dessus de toutes les petites passions qui animent souvent les ministres et les gouvernements, êtes-vous décidé à mériter le titre de bienfaiteur de l'humanité entière, et de vrai sauveur de l'Allemagne ? Ne croyez pas, monsieur le général en chef, que j'entende par là qu'il ne soit pas possible de la sauver par la force des armes ; mais dans la supposition que les chances de la guerre vous deviennent favorables, l'Allemagne n'en sera pas moins ravagée. Quant à moi, monsieur le général en chef, si l'ouverture que je viens de vous faire peut sauver la vie à un seul homme, je m'estimerai plus fier de la couronne civique que je me trouverai avoir méritée que de la triste gloire qui peut revenir des succès militaires. »

Le jeune prince répondit à cette lettre :

« Monsieur le général, assurément tout en faisant la guerre et en suivant la vocation de l'honneur et du devoir, je désire autant que vous la paix pour le bonheur des peuples et de l'humanité. Comme néanmoins, dans le poste

qui m'est confié, il ne m'appartient pas de terminer la querelle des nations belligérantes, et que je ne suis muni d'aucun plein pouvoir de Sa Majesté l'empereur pour traiter, vous trouverez naturel, monsieur le général, que je n'entre avec vous dans aucune négociation, et que j'attende des ordres supérieurs pour des objets d'une si haute importance et qui ne sont pas précisément de mon ressort. Quelles que soient au reste les chances de la guerre ou les espérances de la paix, je vous prie, monsieur le général, d'être bien persuadé de mon estime et de ma considération distinguée. »

Bientôt arrivèrent les plénipotentiaires autrichiens; les préliminaires de paix furent signés à Leoben, et, le 17 octobre de la même année, le traité de Campo-Formio mit fin à la première guerre continentale contre la Révolution. Cette première coalition d'abord si formidable, et qui avait menacé la France du sort de la Pologne, fut dissoute à trente lieues de Vienne, et le gouvernement autrichien, mentant à toutes ses promesses de désintéressement, s'empressa de s'arranger avec la France aux dépens des petits Etats dont il s'était donné la mission de protéger l'indépendance.

Cependant la grande lutte fomentée par l'Angleterre entre la Révolution et l'Europe n'était qu'ajournée; le traité de Campo-Formio portait en lui

le germe d'une guerre nouvelle; l'interminable congrès de Rastadt ne fit que mettre plus manifestement à nu l'incompatibilité des deux systèmes. Les hostilités n'avaient pas cessé entre la France, la Suisse et Naples. Bientôt l'Europe entière fut en feu de nouveau; l'Autriche, appuyée sur une coopération active de la Russie, se prépara à nous attaquer à la fois sur le Rhin, en Suisse et en Italie. Le congrès de Rastadt durait encore, et déjà les combattants étaient en marche de toutes parts. Enfin le Directoire, après avoir vainement demandé une explication au cabinet de Vienne sur les mouvements du corps russe de Souwarow vers l'Italie, ordonna aux généraux de ses quatre armées d'Italie, d'Helvétie, d'observation et de Mayence, de commencer les opérations. La guerre se trouva déclarée de fait. L'archiduc Charles, campé en Bavière avec soixante-quinze mille hommes, était chargé de faire tête à Jourdan. Le général français passa le Rhin le 1er mars 1799, le général autrichien franchit le Leck le 3 mars, et bientôt les deux adversaires se rencontrèrent. Il était dans la destinée de Jourdan d'être toujours malheureux dans ses combats contre l'archiduc.

Dès la première rencontre, à Ostrach, après une vigoureuse résistance, il fut forcé de battre en retraite. Désireux de prendre sa revanche, le 25 mars, il attaque lui-même à Stockach. Vivement pressé par l'avant-garde française, commandée par Soult, l'archiduc voit d'abord sa droite repoussée jusque dans les bois situés en arrière de Liptingen. Dans l'ivresse de ce premier succès, Jourdan, se croyant déjà vainqueur, lance, par un mouvement prématuré qui l'affaiblit, le général Saint-Cyr avec une forte division sur le flanc de son ennemi pour le tourner et lui couper la retraite. Doué d'un coup d'œil prompt et sûr, l'archiduc s'inquiète peu de ce mouvement; jugeant que toute la bataille est dans la possession des bois, et que, si Jourdan est repoussé, le corps aventuré par lui sur ses derrières n'en sera que plus compromis, il ne s'occupe qu'à renforcer sa droite qui défend les bois de Liptingen avec acharnement. Il met pied à terre, charge lui-même à la tête de ses grenadiers, et, après un combat furieux et sanglant, il dégage les bois et rejette les Français dans la plaine. Jourdan veut rappeler Saint-Cyr, mais il était trop tard; il ne

lui restait plus que sa réserve, qui ne put tenir contre les charges réitérées des cuirassiers de l'archiduc. Une confusion horrible se met dans l'armée française; Jourdan se consume en efforts héroïques pour la retenir; il est entraîné dans sa fuite. Épuisée elle-même, l'armée autrichienne ne put profiter de sa victoire. Jourdan se replia jusqu'à l'entrée des défilés de la Forêt-Noire; là, après avoir pris position, démoralisé par des revers si précipités, il laissa le commandement à son chef d'état-major, et partit pour Paris afin de se plaindre de l'état d'infériorité numérique dans lequel on avait laissé son armée. Tous les historiens sont d'accord pour blâmer ce départ.

« Très-heureusement, ajoutent-ils, le conseil aulique imposait à l'archiduc une faute grave qui réparait en partie celles des Français. Si l'archiduc poussant ses avantages eût poursuivi sans relâche l'armée vaincue, il aurait pu la mettre dans un désordre complet, et peut-être même la détruire. Il aurait été temps alors de revenir vers la Suisse pour assaillir Masséna privé de secours, n'ayant sous la main que trente mille hommes et engagé dans les hautes vallées des Alpes; il n'eût pas été

impossible de lui couper la route de France; mais le conseil aulique, mu par ce faux principe que la clef de la guerre était dans les montagnes, défendit à l'archiduc de pousser vers le Rhin avant que la Suisse fût évacuée.

L'archiduc avait fait sa jonction avec le corps d'armée de son lieutenant Hotz; il avait marché sur Masséna; en quinze jours, après une suite de combats sans résultats bien décisifs, il avait contraint le général français à recuier sa ligne défensive, à se concentrer sur Zurich, et à reployer sa droite en arrière du mont Saint-Gothard : il était maître de la moitié de la Suisse. Bientôt Masséna évacue Zurich, l'archiduc y entre après lui ; mais, affaibli par l'envoi d'un corps de vingt-cinq mille hommes à l'armée autrichienne d'Italie, il attendait pour agir l'arrivée du corps russe détaché de l'armée d'Italie, et qui s'avançait sous les ordres de Korsakoff, quand le conseil aulique imagina un nouveau plan de guerre qui changeait complétement la disposition des troupes sur la ligne d'opérations. Les Autrichiens et les Russes n'étant pas très-bien d'accord, il fut décidé que l'on ne ferait combattre qu'ensemble les troupes de chaque nation ; l'ar-

chiduc reçut ordre de céder la place à Souwarow, qui devait quitter l'Italie pour venir avec son armée se réunir, en Suisse, à l'armée russe de Korsakoff, et de se transporter immédiatement sur le Rhin, où il devait agir seul.

Il résulta de ce beau revirement que Masséna, échappé au danger d'avoir à combattre les Autrichiens et les Russes réunis sous le commandement d'un général de premier ordre, connaissant à fond son terrain, ne trouva plus en face de lui qu'un général parfaitement nul, Korsakoff, qu'il écrasa dans la grande bataille de Zurich, avant que Souwarow eût eu le temps de le rejoindre; ce dernier n'arriva que pour partager la défaite de son lieutenant, et put à peine sauver la moitié de son armée.

L'archiduc, en apprenant le désastre des troupes russes, prit sur lui de se rapprocher de la Suisse, et écrivit à Souwarow, en lui proposant d'agir de concert. Furieux de sa défaite, le brutal Moscovite répondit avec insolence qu'il ne voulait plus avoir rien à démêler avec les Autrichiens, par lesquels il se prétendait trahi, et, évacuant la Suisse, il se mit en route pour la Russie, avec

moins de trente mille hommes, reste des quatre-vingt mille qu'il avait conduits en Italie et en Suisse.

Vainqueur en Suisse et en Hollande, le Directoire avait ordonné à l'armée du Rhin battue sous Jourdan, de rentrer en Allemagne, sous la direction, par intérim, du général Lecourbe, en attendant Moreau, qui arrivait d'Italie pour la commander. Après le refus brutal de Souwarow, l'archiduc revient rapidement sur l'armée du Rhin, qui bloquait déjà Philisbourg; il débloque la place le 23 novembre, bat l'armée française le 19 à Heinzheim, et, le 5 décembre, les deux généraux concluent un armistice en vertu duquel les deux armées prennent leurs quartiers d'hiver, l'une sur la rive droite, l'autre sur la rive gauche du Rhin.

A la fin de cette campagne de 1799, l'archiduc Charles, dégoûté de voir ses plans militaires sans cesse traversés par le conseil aulique, prétexta l'affaiblissement de sa santé, céda la place à son frère, l'archiduc Jean, et se retira en Bohême.

Cependant Bonaparte revenait d'Égypte, s'em-

parait du pouvoir, et, après qu'il eut fait vainement des ouvertures de paix à l'Autriche, la guerre recommença plus vive que jamais. En même temps que le premier consul bat les Autrichiens à Marengo, Moreau passe le Rhin, culbute l'archiduc Jean à Neresheim, à Nordlingen, à Oberhausen, et enfin l'écrase à Hohenlinden ; à la nouvelle de tous ces revers, la cour de Vienne s'empresse de rappeler l'archiduc Charles ; mais il était trop tard, le prince trouva Moreau à trente lieues de Vienne, poussant devant lui une armée complétement désorganisée, et il arriva juste à temps pour signer avec ce dernier l'armistice de Steyer, bientôt suivi de la paix de Lunéville, signée le 9 février 1801, et qui mit fin à la seconde coalition.

Dans l'intervalle de paix qui sépara la seconde coalition de la troisième, l'archiduc Charles, appelé au ministère de la guerre, s'occupa activement de rétablir sur un bon pied l'organisation militaire de l'Autriche ; il fixa, pour les soldats, la durée du service jusqu'alors illimitée, et parvint à faire triompher quelques autres innovations sagement entendues. Modeste autant que valeureux, il refusa la statue que le roi de Suède, grand

admirateur de ses talents, proposait à la diète de Ratisbonne de faire élever en son honneur.

Après quatre ans de pourparlers diplomatiques et d'accusations réciproques, l'Autriche, appuyée sur la Russie, se décida à tirer encore une fois l'épée contre la France. L'archiduc Charles, qui s'était nettement prononcé contre la guerre, ne fut ni appelé aux conférences qui la préparèrent, ni consulté sur le plan de campagne propre à en assurer le succès. Le cabinet de Saint-Pétersbourg, partageant l'absurde rancune de Souwarow contre le jeune chef autrichien, exigea qu'il ne commandât pas l'armée à laquelle devaient se réunir les troupes russes; le commandement de cette armée fut confié au général Mack, dont la nullité déjà constatée en Italie devait ressortir bientôt en Allemagne de la manière la plus évidente. Quant à l'archiduc, il fut chargé de commander l'armée réunie en Italie sur l'Adige.

N'ayant point à faire ici l'histoire militaire de cette époque, je passe sous silence cette brillante campagne d'Austerlitz, couronnée, après deux mois de succès rapides, par une des plus grandes victoires de Napoléon sur les deux

plus formidables puissances continentales. Je dois m'en tenir aux opérations particulières de l'archiduc Charles. Durant que Mack et l'archiduc Ferdinand se faisaient battre en Allemagne, seul, le prince Charles soutenait dignement en Italie, contre Masséna, l'honneur des armes autrichiennes. Après trois jours de combats sanglants, il força son terrible ennemi de lui abandonner le champ de bataille de Caldiero (1). Et quand tout fut désespéré en Autriche, il ramena intacte l'armée qui lui avait été confiée.

Après la paix de Presbourg, il fut nommé chef du conseil aulique de guerre, et généralissime des armées autrichiennes. Il reprit pour la dernière fois les armes en 1809, et termina sa car-

(1) La plupart des historiens français de cette campagne, copiant les *Victoires et Conquêtes*, attribuent la victoire de Caldiero à Masséna; c'est une erreur positive. Napoléon lui-même, dans les mémoires dictés à Sainte-Hélène, déclare au vol. II, en deux endroits différents, « que le prince d'Essling fut battu par l'archiduc Charles. » C'est ainsi que dans la campagne de Wagram la bataille d'Essling (que les Allemands appellent la bataille d'Aspern) est dans plusieurs livres présentée comme une victoire de notre armée, malgré qu'elle ait été forcée de repasser le Danube. Nous comptons bien assez de triomphes pour n'avoir pas besoin de nous attribuer ce qui ne nous appartient pas.

rière militaire par une lutte glorieuse, quoique malheureuse, contre Napoléon en personne. L'Autriche méditait depuis longtemps de briser l'humiliant traité de Presbourg; les embarras de Napoléon en Espagne lui parurent une occasion favorable, et l'archiduc Charles, profondément affecté de la situation douloureuse de son pays, se jeta dans cette guerre avec enthousiasme. Chargé du commandement en chef de toutes les forces de l'Empire, il s'élança sur la Bavière, après avoir publié une proclamation à ses soldats remplie d'ardeur patriotique.

Napoléon, surpris par la rapidité de l'attaque, avait envoyé Berthier en avant pour réunir les divers corps d'armée sur le Danube. Ce dernier, plus homme de bureau qu'homme de guerre, faillit compromettre le sort de la campagne. Il étendit ses troupes sur une ligne immense, offrant un développement de plus de vingt lieues de la droite à la gauche. L'archiduc allait couper les deux ailes et tourner le corps de Davoust; mais Napoléon, favorisé par la lenteur autrichienne, arrive à temps, voit d'un coup d'œil d'aigle le mal et le remède, change rapidement la face des

choses. Cinq jours de combats sanglants, qui sont autant de victoires, rejettent l'archiduc au delà du Danube, et ouvrent à l'armée française la route de Vienne. Les manœuvres de Napoléon, durant ces cinq jours, sont considérées par tous les hommes spéciaux comme des chefs-d'œuvre de science militaire. Vienne capitule le 13 mai, dix-huit jours après la victoire d'Eckmühl. L'archiduc, qui n'a pu la secourir, s'établit le 16 à Ebersdorf; instruit le 19 que Napoléon, après avoir pris possession de la grande île de Lobau, y rassemble ses forces et travaille à jeter un pont sur le grand bras du Danube, il ne tente point de s'opposer au passage, dans l'espoir d'écraser par une seule bataille l'armée ennemie qui, acculée au fleuve, sera privée de tous moyens de retraite dès qu'il aura coupé ses ponts à l'aide de brûlots et autres corps flottants qu'il fait préparer. Dans cette pensée, l'archiduc se contente de ranger son armée en bataille sur la rive gauche du fleuve, entre le village d'Aspern et d'Enzensdorf, ayant Essling en avant de son aile gauche. Cette armée, formée sur deux lignes et divisée en cinq colonnes, présentait un total de soixante-

quinze mille hommes avec deux cent quatre-vingt-huit pièces de canon.

L'armée française défile sur ses ponts le 20 et pendant la journée du 21 ; elle se déployait dans la plaine, quand, dans la soirée du même jour, l'archiduc donne le signal de l'attaque ; une foudroyante artillerie répand la mort dans les rangs français; le village d'Aspern est pris et repris plusieurs fois. Les Français et les Autrichiens finissent par en occuper chacun la moitié. La nuit met fin à ce premier combat, et les deux armées couchent sur le champ de bataille, n'ayant leurs sentinelles qu'à trente pas de distance.

Toute la nuit fut employée par Napoléon à faire passer le reste de ses troupes de la rive droite sur la rive gauche ; le 22, dès quatre heures du matin, le combat recommence avec un acharnement incroyable. Pendant tout un jour, cent cinquante mille hommes, au milieu d'une grêle de boulets et de mitraille, vomie par cinq cents bouches à feu, s'égorgent autour du petit village d'Aspern, pris et repris quatorze fois. A peine les cuirassiers français avaient-ils percé les lignes de l'infanterie autrichienne qu'ils étaient aussitôt ra-

menés battant par la cavalerie de l'archiduc, supérieure en nombre. Chaque fois que Masséna rentrait dans Aspern par un effort surhumain, aussitôt l'archiduc, sautant à bas de son cheval, saisissait un drapeau, se précipitait en avant de ses cohortes et les ramenait au combat. Tout à coup les munitions manquent à l'armée française; et quelques instants après Napoléon apprend que, par suite des ordres de l'archiduc, des brûlots et de gros bateaux chargés de pierres, lancés au courant du fleuve, viennent de détruire en entier un de ses ponts et de rompre la moitié de l'autre. La situation de l'armée française devenait critique; il fallut songer à la retraite : elle se fit en bon ordre dans la nuit du 22 au 23. L'armée entière, repassant sur un des bras du Danube par un petit pont de bateaux, se trouva le matin réunie dans l'île de Lobau, et l'archiduc resta maître du champ de bataille.

On lui a vivement reproché de n'avoir pas mieux profité de son succès. Dès le lendemain de la bataille d'Aspern, il pouvait, en plaçant son artillerie sur le bord du bras du Danube, qui le séparait de l'île de Lobau d'une largeur de quarante toises

au plus, faire sur cette île un feu de canon dont pas un coup n'aurait été perdu ; car l'armée française y était bloquée tout entière, sans munitions, sans vivres, ne formant qu'une masse confuse et pressée, et elle aurait pu être anéantie jusqu'au dernier homme.

Satisfait de son triomphe de résistance, l'archiduc laissa tranquillement Napoléon s'organiser dans l'île de Lobau, faire de cette île une place forte, où, après vingt-deux jours de travaux inouïs, monuments admirables du génie qui les conçut, il rétablit ses ponts, réorganisa son artillerie, remonta sa cavalerie, renforça son armée, et passa de nouveau sur la rive gauche avec cent quatre-vingt mille hommes pour livrer à l'archiduc la terrible et dernière bataille de Wagram.

L'action s'engagea le 6 juillet 1809, sous les yeux de la population de Vienne, montée sur les clochers et sur les toits; les deux armées et leurs chefs déployèrent la même bravoure, le même acharnement que dans les précédentes journées. Plus de vingt mille hommes restèrent sur le carreau des deux côtés. (1) « Enfin, vers les quatre heures du

(1) Pour esquisser cette campagne de Wagram, je n'ai pas

soir, dit le duc de Rovigo dans ses Mémoires, l'archiduc se mit en retraite sur tous les points, nous abandonnant le champ de bataille, mais sans prisonniers ni canons, et après s'être battu d'une manière à rendre prudents tous les hommes à entreprise téméraire. On le suivit sans trop le presser, car enfin il n'avait pas été entamé, et nous ne nous souciions pas de le faire remettre en bataille. »

Les diverses fautes reprochées à l'archiduc dans le cours de cette campagne sont attribuées surtout à la désunion très-marquée qui existait entre lui et son frère, l'archiduc Jean, désunion qui produisit dans le cabinet autrichien, et jusque dans l'état-major du généralissime, des dissentiments très-vifs, incompatibles avec l'unité de commandement. Aussi, quelques jours après Wagram, dès que l'archiduc eut signé un armistice avec Napoléon, il donna sa démission, remit la direction de l'armée entre les mains du prince de Lichtenstein, en adressant à ses soldats un

cru devoir m'en tenir uniquement aux récits des écrivains français; cependant le récit du duc de Rovigo m'a plus particulièrement frappé, comme empreint d'un caractère de vérité et d'impartialité d'autant moins suspect que l'auteur aime Napoléon jusqu'au fanatisme.

ordre du jour où il leur exprimait tous ses regrets de se trouver dans l'obligation de se séparer d'eux.

Ici finit la vie militaire de l'archiduc ; à dater de ce moment il ne reparut plus sur le champ de bataille. Lorsqu'après le traité de Schœnbrunn le mariage de Napoléon et de Marie-Louise fut décidé, l'empereur, voulant donner à son noble adversaire un témoignage d'estime, lui envoya une procuration pour épouser la jeune princesse en son nom ; et ce ne fut pas une des moindres bizarreries de ce temps si fécond en prodiges de voir le prince Charles conduire sa nièce à l'autel, et lui passer au doigt l'anneau nuptial au nom du héros républicain du Tagliamento.

Les grands événements de 1814 et de 1815 ne firent point sortir l'archiduc de la retraite qu'il s'était imposée. Peut-être, malgré son patriotisme, le grand cœur du prince ne put-il se défendre d'un sentiment de sympathie secrète pour les derniers et héroïques efforts du génie accablé sous le nombre.

Plus tard, le malheureux enfant du captif de Ste-Hélène trouva dans le plus glorieux des ennemis de son père un patron affectueux et bienveillant.

Marié en 1815 à la princesse de Nassau-Weilburg, l'archiduc a eu de ce mariage quatre fils et deux filles. Maniant la plume avec la même supériorité que l'épée, il a consacré ses loisirs à la rédaction de deux ouvrages militaires très-estimés. L'un est intitulé : *Principes de stratégie appliqués à la campagne de* 1796 *en Allemagne.* Il a paru en trois volumes à Vienne, en 1814. L'autre, qui se compose de deux volumes publiés en 1819, contient l'histoire de la campagne de 1799 en Allemagne et en Suisse. « Cet ouvrage, dit un écrivain (1), en parlant du dernier, précis et sévère dans ses vues, semé de grandes pensées, plein d'aperçus remarquables sur la marche de l'administration militaire, ne pouvait être écrit que par un grand capitaine dont une vaste expérience avait développé les talents ; il honore aussi son caractère ; appréciateur généreux du mérite d'autrui, l'archiduc ne se montre trop sévère qu'envers lui-même. Le duc de Reichstadt, qui avait pour ce prince un respect profond, aimait à étudier ses ouvrages : il en a fait des analyses et des extraits nombreux. »

(1) M. de Montbel, *Vie du duc de Reichstadt.*

Digitized by Google

M. VILLEMAIN.

Rue de Seine 32

Digitized by Google

M. VILLEMAIN.

> Les écrivains du XVIIIe siècle, en introduisant, même au prix de l'erreur, la libre discussion, en la portant partout, préparaient la loi de notre temps, cette loi qui doit ramener le sentiment religieux par la plus complète liberté de conscience, et la stabilité sociale par le plus haut degré de liberté civile.
>
> VILLEMAIN. — *Préface du Cours de Littérature française.*

Le 21 avril 1814, la salle des séances de l'Institut présentait un spectacle étrange, imposant, et digne d'arrêter les regards de la postérité; d'immenses événements venaient de s'accomplir. Depuis vingt et un jours les armées alliées occupaient Paris; depuis dix jours Napoléon avait signé son abdication à Fontainebleau; les vainqueurs n'avaient point encore abusé de leur victoire, et ils ne demandaient alors aux vaincus qu'une paix honorable. On avait inventé pour la

comte d'Artois ce mot charmant : « Il n'y a qu'un Français de plus, » et Louis XVIII, débarquant à Calais, promettait à la France humiliée, mais fatiguée de despotisme et de combats, de la consoler de ses revers, de la dédommager d'une gloire onéreuse et sanglante, en lui ouvrant une ère nouvelle de repos et de liberté.

C'est au milieu de ces espérances que ne troublaient encore aucune déception, aucun traité désastreux, aucune oppression militaire, aucune réaction politique, que l'Institut de France, ouvrant sa séance publique et annuelle, invita les rois et les généraux de l'Europe coalisée à venir assister à une cérémonie où un jeune homme de vingt-deux ans devait, par une faveur spéciale, prendre la parole, et inaugurer ainsi son nom dans l'histoire, dans une des occasions les plus rares et les plus mémorables que l'histoire puisse noter.

Cette séance est assez curieuse, assez intimement liée à mon sujet, et les idées de la génération nouvelle sur ces temps sont assez différentes de celles de la génération précédente, pour qu'il me semble à la fois intéressant et équitable de

reproduire ici un compte-rendu, tracé dans le *Journal des Débats* du 22 avril 1814, par un écrivain distingué, par Dussault.

« Une assemblée nombreuse et brillante, dit le journaliste, attendait les souverains ; deux simples fauteuils étaient disposés dans l'enceinte. Tous les yeux étaient sans cesse tournés vers la porte par laquelle les princes devaient entrer. Tout ce qui pouvait leur appartenir était sûr d'exciter le plus vif enthousiasme. Les premiers applaudissements ont éclaté à l'aspect de M. le baron Sacken, *gouverneur-général de Paris*, et bientôt l'empereur de Russie et le roi de Prusse, suivi des trois jeunes princes, ses fils, ont paru : les cris de *vive Alexandre! vive le roi de Prusse! vivent les alliés!* sont partis de tous les coins de la salle. L'assemblée tout entière s'est levée par un mouvement de respect, d'intérêt et de curiosité ; les monarques saluaient d'un air pénétré, aimable et modeste, et semblaient dire : « Les acclamations d'un tel peuple sont une récompense bien douce de nos pénibles travaux. »

« L'ivresse du premier moment s'étant un peu calmée, et le bruit des applaudissements longtemps prolongés ayant fait place au silence, M. Lacretelle jeune, président de l'Académie, a pris la parole, et avec une émotion très-visible et cette éloquence facile et douce qui caractérise son talent, il a essayé d'exprimer les sentiments de sa compagnie. »

Après avoir analysé l'allocution très-flatteuse

de M. Lacretelle aux souverains alliés, Dussault continue ainsi :

« La scène devint plus vive encore, plus animée, plus dramatique, quand le jeune orateur, couronné par l'Académie, se présenta au bureau pour lire son discours. Les regards des deux souverains se fixèrent avec une expression très-remarquable d'intérêt, avec un doux sourire d'applaudissement sur l'extrême jeunesse de l'athlète vainqueur. Celui-ci, avec toute l'ardeur de son âge, avec ce feu d'esprit qui semble vivifier toute sa personne, avec une diction pleine de naturel et d'ingénuité, avec une rare sûreté de mémoire, et d'un ton à la fois respectueux et ferme, leur a adressé un compliment qui n'était pas une vaine formule, mais bien plutôt l'effusion d'un cœur qui semblait avoir interrogé tous les autres.

Voici ce discours par lequel M. Villemain préluda à la lecture de sa dissertation *sur les avantages et les inconvénients de la critique*, couronnée par l'Académie.

« Messieurs, quand tous les cœurs sont préoccupés par cette auguste présence, j'ai besoin de demander grâce pour la distraction que je vais donner. Quel contraste d'un si faible intérêt littéraire et d'un semblable auditoire ! Les princes du Nord qui vinrent autrefois assister à ces mêmes séances, prévoyaient-ils qu'un jour leurs descendants y seraient amenés par la guerre ? Voilà les révolutions des empires ! Mais sur les âmes généreuses le pouvoir des arts ne change pas ; devant l'image des arts les monar-

ques armés s'arrêtent comme les monarques voyageurs. Ils la respectent dans nos monuments, dans le génie de nos écrivains, dans la vaste renommée de nos savants. L'éloquence, ou plutôt l'histoire, célébrera cette urbanité tutélaire, en même temps qu'elle doit raconter cette guerre sans ambition, cette ligue inviolable et désintéressée, ce royal sacrifice des sentiments les plus chers, immolés au repos des nations et à une sorte de patriotisme européen.

« Le vaillant héritier de Frédéric nous a prouvé que les chances des armes ne font pas tomber du trône un véritable roi, qu'il se relève toujours noblement soutenu sur les bras de son peuple, et demeure invincible parce qu'il est aimé. La magnanimité d'Alexandre reproduit à nos yeux une de ces âmes antiques, passionnées pour la gloire. Sa puissance et sa jeunesse garantissent la longue paix de l'Europe ; son héroïsme, épuré par toutes les lumières de la civilisation moderne, semble digne d'en perpétuer l'empire, digne de renouveler, d'embellir encore l'image du monarque philosophe, présentée par Marc-Aurèle, et de montrer enfin sur le trône la sagesse armée d'un pouvoir aussi grand que les vœux qu'elle forme pour le bonheur du monde. »

« Pendant ce discours, continue Dussault, si bien conçu, si bien prononcé, on vit souvent les yeux du roi de Prusse se tourner vers ses fils, comme pour leur faire observer tout ce dont la plus tendre jeunesse est capable quand l'étude et le travail secondent les inspirations d'une heureuse nature. Les yeux du public se portaient alternativement, et sur les princes, et sur le jeune orateur, et sur sa mère,

dont les larmes étaient aussi un bien touchant spectacle... A la fin de la séance on a vu, non sans attendrissement, les princes parler avec bonté, avant de quitter la salle, au jeune et intéressant littérateur que l'Académie venait de couronner, rapprocher leurs lauriers des siens, et donner au monde l'exemple auguste de la puissance souveraine consacrant sans faste les premiers triomphes du talent. Des pleurs coulaient de tous les yeux, les cris de *vive Alexandre! vive le roi de Prusse!* sortaient de tous les cœurs, et les vieillards de l'Académie, les Nestor de notre littérature semblaient s'applaudir d'avoir assez vécu pour être témoins d'un spectacle qui surpasse tous leurs souvenirs. »

Et voilà, dirai-je à mon tour, avec le jeune lauréat de 1814, voilà les révolutions des empires! Quand M. Villemain adolescent se trouvait ainsi chargé de faire, en quelque sorte, les honneurs de la France aux chefs de la grande croisade européenne, prévoyait-il qu'un jour, ministre d'un gouvernement nouveau, issu des répugnances françaises pour les souvenirs de l'invasion étrangère, il se verrait souvent reprocher ce même discours autrefois accueilli avec tant d'enthousiasme? Et nous, biographe, qui, dans le cours de ces esquisses, avons battu des mains à toutes les voix qui s'élevèrent plus tard pour protester

contre nos désastres, nous qui avons applaudi de toute notre âme, et les chants de Béranger, et la noble lettre du vieux maréchal Moncey, et les élégies patriotiques de Casimir Delavigne, nous faudra-t-il, pour être conséquent, réprouver les éloquentes paroles de bienvenue adressées, dans une circonstance solennelle, par un jeune Français, à des ennemis qui se montraient généreux? — Nullement. — Il importe ici de distinguer les époques : nous avons subi deux invasions dont les conséquences sont fort différentes. Ce n'est pas en 1814, quand les alliés, laissant à la France ses limites de 92, lui donnant même la moitié de la Savoie, ne lui demandaient rien autre chose que la paix, ce n'est pas alors que le sentiment national froissé déborda en protestations patriotiques. A cette époque, nous pouvons le dire avec Béranger lui-même, l'opinion publique vit tomber Napoléon sans désespoir, et accueillit les promesses des Bourbons comme l'espérance d'un meilleur avenir. Mais plus tard, après les cent jours, quand la dynastie restaurée, précipitée du trône par sa faute, rentrait de force par Waterloo, à la suite des monarques étrangers, non plus pa-

cifiques et généreux, mais irrités et désireux de dédommagement et de vengeance, quand commença pour nous une série d'humiliations et de maux dont la trace n'est pas effacée, quand on nous arracha nos frontières, quand on démolit nos places fortes, quand on dégrada nos monuments, quand on désarma nos soldats, quand on spolia nos musées, quand on nous accabla de contributions de guerre, ce n'est pas alors que M. Villemain eût voulu parler aux alliés de *magnanimité*, de *ligue désintéressée* et de *respect pour les arts*. S'il ne mêla point sa voix à toutes celles qui s'élevèrent alors contre les abus de la victoire, il ne l'associa pas non plus à ces éloges menteurs qui insultaient au deuil national; et son silence en 1815, la haute et brillante position qu'il conquit plus tard dans les rangs de ceux qui voulaient forcer la légitimité à faire alliance avec la liberté, ne font que rendre plus saillant encore le côté noble et digne de son début dans la carrière.

Abel François Villemain est né à Paris, le 11 juin 1791; sa mère, femme fort distinguée par l'esprit, l'accoutuma de très-bonne heure à l'étude, et son éducation fut des plus soignées. Placé d'a-

bord en pension chez un maître célèbre, M. Planche, l'auteur du *Dictionnaire grec*, il se distingua par la précocité de son intelligence. « Vers l'âge de douze ans, dit M. Sainte-Beuve, il jouait la tragédie en grec à sa pension, dans les exercices de la fin de l'année ; il sait encore, et récite aujourd'hui à nos oreilles un peu déconcertées, tout son rôle d'Ulysse de la tragédie de *Philoctète*. »

En même temps qu'il puisait une instruction solide dans la pension Planche, il suivait les cours du *Lycée impérial* (aujourd'hui collége Louis-le-Grand). Deux universitaires célèbres, M. Castel, professeur de rhétorique latine, et le poëte Luce de Lancival, l'auteur d'*Hector*, professeur de rhétorique française, attiraient à leurs leçons de nombreux élèves. Le jeune Villemain ne tarda pas à éclipser tous ses condisciples ; et ceux-ci se rappellent encore que parfois Luce de Lancival, dont la santé était chétive, se trouvant forcé de discontinuer sa leçon, appelait dans sa chaire son jeune favori. Ce dernier sortait des bancs et suppléait le professeur avec une aisance parfaite, à la grande admiration de tous ses camarades. Malgré cette supériorité, M. Villemain termina ses

études sans prix d'honneur, il n'eut que l'accessit, mais on prétendit généralement qu'il y avait eu fraude de la part des juges du concours.

Quoi qu'il en soit, la réputation du jeune lycéen était déjà trop bien établie pour que l'université ne cherchât pas à se l'approprier. Pendant qu'il faisait son droit, il fut présenté par M. Roger à M. de Fontanes. L'élégant auteur du *Jour des Morts*, le ministre poëte prit en grande affection ce spirituel jeune homme qui devait un jour recueillir son héritage d'académicien et de grand-maître, et il lui accorda sur-le-champ une chaire de rhétorique au lycée Charlemagne. Un discours prononcé sur la tombe de Luce de Lancival fit admirer dans le monde le talent du professeur imberbe ; et l'usage des harangues latines à la distribution des prix du concours général ayant été rétabli, M. Villemain fut le premier chargé, en 1811, de cette mission, dont il s'acquitta avec un grand éclat et une facilité merveilleuse. Il ne tarda pas à débuter comme écrivain ; l'Académie française avait mis au concours *l'éloge de Montaigne*. M. Villemain, qui avait à peine vingt ans, résolut subitement de gagner le prix. En huit jours il

écrivit sa dissertation; il avait pour concurrents MM. Victorin Fabre, Droz et Jay. Son œuvre l'emporta : elle fut couronnée par l'Académie dans la séance du 23 mars 1812. — Ce premier travail de M. Villemain, inséré dans le volume de ses œuvres intitulé *Discours et mélanges littéraires*, laisse déjà percer toutes les qualités qui le distingueront plus tard. Il est d'un style clair, élégant et souple, plein de finesse et d'esprit; le côté sérieux de Montaigne y est envisagé un peu superficiellement, mais l'idée est toujours juste, piquante et gracieuse; c'est déjà, au suprême degré, cet art de donner aux choses connues, aux idées courantes, le relief et l'attrait d'un paradoxe. Plus tard M. Villemain gagnera en force, en profondeur, en étendue; mais déjà la forme est trouvée, il a une manière à lui, et c'est fort rare dans un écrivain de vingt ans.

A une époque où tout aliment politique était refusé aux esprits, un succès d'académie avait plus d'importance et de durée qu'aujourd'hui. Le brillant protégé de M. de Fontanes se vit bientôt accueilli et recherché dans les salons les plus littéraires et aussi les plus élégants. Chez M. Suard,

chez M. de Narbonne, chez la princesse de Vaudemont, on s'arrachait cet écolier-professeur qui savait à propos mettre de côté la gravité doctorale, pour conquérir déjà cette grande renommée de causeur spirituel qui n'a fait que se confirmer chaque jour davantage. La physionomie générale de la littérature d'alors était parfaitement calme et inoffensive; les quatre ou cinq plumes rétives au panégyrique impérial brillaient par leur isolement. Bien qu'il fût médiocrement amoureux du régime militaire, et assez peu passionné pour cet éternel bruit de canon qui étouffait toute liberté de parole, M. Villemain n'était pas homme à engager prématurément son avenir en luttant de front contre le génie appuyé sur la force; mais il avait en même temps assez d'indépendance de caractère, et assez de perspicacité dans l'esprit, pour aimer à se tenir en dehors de la cohue des porte-encensoirs : il s'abstint le plus possible. Sa position, encore secondaire dans l'université, lui permit de se dérober mieux que son patron, M. de Fontanes, à ce rude métier de louangeur officiel; il loua le maître, mais rarement, dans quelques occasions obligées et en latin, ce qui fit sans

doute qu'on s'étonna moins de le voir plus tard appuyer sur le blâme en bon français (1). Il est à remarquer toutefois que, dans le discours aux souverains alliés déjà cité en commençant, M. Villemain a le bon goût de s'abstenir de toute insulte à l'empereur déchu. Il est beau, dans une situation si provoquante, si entraînante, au milieu de passions dont on peut juger par l'article de Dussault, il est beau à un jeune homme de vingt-deux ans d'avoir su trouver en lui ce ton de modération et de dignité, le seul que l'histoire comporte. *Le discours sur les avantages et les inconvénients de la critique*, qui valut à M. Villemain sa seconde palme académique, est toujours riche de ce fonds d'élégance, de tact et de grâce dont le jeune écrivain était déjà abondamment

(1) Le *Moniteur* du 13 août 1812 contient une courte mention d'un discours latin prononcé par M. Villemain à la distribution des prix du concours général. Ce discours, consacré à détailler les avantages de l'étude des langues anciennes, se terminait par la péroraison de rigueur. « Les applaudisse-« ments, dit le journal officiel, ont couvert cette péroraison. « Le ton de l'orateur a paru s'élever avec son sujet quand il « a représenté Napoléon ranimant les bonnes études, l'Uni-« versité entretenant de sa gloire les générations qu'il lui « confie, et les préparant à servir un jour l'enfant auguste « qui est l'espoir de la France et du monde. »

pourvu. La part que le lauréat fait à la critique est peut-être un peu mesquine. Son discours n'est guère qu'une paraphrase ingénieuse du vers de Boileau : *la critique est aisée et l'art est difficile*. M. Villemain nous a prouvé plus tard, par son exemple, que la critique entendue d'une certaine manière est bien aussi difficile que l'art.

Ce second triomphe fut bientôt suivi d'un troisième ; l'Académie, dans sa séance du 25 août 1816, décerna à M. Villemain le prix d'éloquence. Le sujet mis au concours était l'éloge de Montesquieu. L'ouvrage couronné débute par un exorde très-heureux. M. Villemain arrive au sujet par une route large et fleurie ; une fois entré en matière, il déploie toutes les ressources de son style ; la forme de ce travail est d'une correction, d'une ampleur et d'une élégance achevées. Et pourtant je crois que l'Académie, en se pressant d'appeler M. Villemain dans son sein, et en l'empêchant ainsi de monopoliser ses palmes, fit une chose également utile à elle et à lui. Il était à craindre en effet que le brillant critique ne finît par se gâter la main dans ces tournois à fer émoussé. L'éloge de Montesquieu est un beau morceau de style, mais ce

n'est rien de plus. Toutes les grandes questions qu'un tel nom soulève sont à peine touchées ; ou si l'écrivain les effleure en passant, c'est toujours par le côté connu, je dirai presque rebattu. Autant cette lecture est attrayante par la forme, autant elle est insuffisante par le fond ; elle produit sur l'esprit l'effet que produit sur l'estomac un aliment agréable au goût, mais dépourvu de suc et de substance ; il n'en reste rien ou presque rien (1). Voilà pourquoi j'ai hâte de laisser là tout le bagage académique de M. Villemain, pour passer à une série de productions plus originales et bien supérieures.

Mais comme mon sujet a deux faces, il faut d'abord que je dise un mot de la physionomie politique de M. Villemain sous la Restauration. Dès son entrée dans la vie publique, le jeune professeur se rangea parmi ceux qui voulaient concilier dans une certaine mesure la légitimité et la liberté ; il accueillit les Bourbons avec sympathie, et il les aima de bonne foi ; nourri des grands

(1) M. Villemain a plus tard, dans sa belle leçon sur Montesquieu, amplement réparé ce défaut qui tient à la nature même d'une dissertation académique.

souvenirs de la tribune anglaise, il espéra voir naître pour son pays des jours pareils, sous les auspices de la Charte octroyée.

Aussitôt après la seconde Restauration, en même temps qu'il était nommé à une chaire d'éloquence à la Faculté des Lettres, ses liaisons avec M. Decazes et les hommes connus sous le nom de *doctrinaires* le firent entrer au ministère en qualité de chef de la division de l'Imprimerie et de la Librairie. Nommé ensuite maître des requêtes au Conseil-d'Etat, il prit part à toutes les luttes de son patron contre le parti ultra, luttes déjà indiquées ailleurs, et il sortit des affaires avec lui. En 1827, vers la fin du triumvirat Villèle, Corbière et Peyronnet, il se trouva engagé en plein dans l'opposition; cette période de sa vie politique est en même temps le point culminant de sa vie littéraire que nous allons reprendre avec plus de détails.

Son professorat n'eut pas tout d'abord l'éclat et le retentissement qu'il a eu par la suite ; de 1816 à 1826, il s'occupa, au milieu de diverses interruptions, de l'Histoire littéraire du XVe, du XVIe et du XVIIe siècle. De toute cette partie de

son cours, deux leçons d'ouverture insérées dans les volumes des *Mélanges* ont seules été conservées. On peut juger par ces deux leçons et aussi par le témoignage des journaux d'alors, notamment par une série d'articles insérés dans le premier volume du *Globe*, combien le professeur s'éloignait déjà des vieilles traditions de la critique scholastique, de quelle faveur la jeunesse entourait son cours, et quel grand pas il faisait faire à l'enseignement littéraire ; mais c'est plus tard, dans les dernières années de la Restauration, que M. Villemain, grandissant toujours, excité, enflammé en quelque sorte par son propre succès et les triomphes éclatants de deux collègues, s'éleva à cette hauteur qui permit au *Globe* d'appeler, sans exagération aucune, ses leçons : *un des événements intellectuels les plus importants de l'époque.*

Divers travaux remplissent l'intervalle qui nous sépare de cette belle période de la vie de M. Villemain.

Après son *Eloge de Montesquieu*, renonçant aux lauriers académiques, M. Villemain comprit que la France attendait de lui des travaux plus so-

lides; il écrivit son *Histoire de Cromwell* qui parut en 1819.

Cet ouvrage eut un succès bien mérité : le sujet était grand et scabreux, vu les temps. M. Villemain se mit à l'aise dans un système d'exposition pure et simple qui lui permit d'aborder son œuvre avec franchise. Laissant de côté l'appréciation dogmatique de la révolution anglaise, il se contenta de dérouler les faits dans toute leur vérité, en les ornant de son beau langage qu'il sut merveilleusement approprier à la gravité de la matière. Le lauréat académique fit place à l'historien ; avec la même élégance, la même clarté, M. Villemain débarrassa son style de ces redondances, de ces hors-d'œuvre, de ces périodes cicéroniennes, de ce fatras d'école que les Anglais appellent *bombast*. Simple, net, et presque exclusivement narrateur à la manière antique, l'auteur de l'*Histoire de Cromwell* brille surtout dans l'exposition des faits et la peinture des caractères; il raconte comme Thucydide, parfois il peint d'un trait à la manière de Tacite. Ses réflexions sont courtes, judicieuses et souvent empreintes de cette énergique concision qui distin-

gue l'annaliste romain. Il y a, à mon avis, une grande distance entre le parlage facile et brillant du lauréat de l'Académie et la facture de l'historien de Cromwell ; vous rencontrez là des pages pleines de pensées, des passages qui vous saisissent puissamment, dans le genre de celui-ci par exemple : « Une des causes qui font que dans une « révolution le parti le plus violent grossit et pré- « domine, c'est qu'il a tous les lâches pour re- « crues (1). » Ces trois lignes, qui renferment trois *qui* ou *que*, me paraissent préférables aux plus harmonieuses périodes de l'Eloge de Montesquieu.

L'impartialité historique de M. Villemain fit assez mauvais effet dans le parti royaliste : on s'attendait à un violent réquisitoire contre le Protecteur et la révolution anglaise ; au lieu de cela, on n'eut qu'un exposé éloquent des pièces du procès. Quand M. Villemain entra à l'Académie, M. Roger, chargé de le recevoir, se crut obligé de le tancer un peu à ce sujet. Le discours du digne auteur de *l'Avocat*, homme très-loyal, mais d'opinion un peu fougueuse, est assez amusant sous

(1) *Histoire de Cromwell*, t. Ier, p. 67.

ce rapport. « Vous êtes royaliste, monsieur, semble-t-il dire à M. Villemain, plus royaliste que vous ne croyez, aussi royaliste que moi, et la preuve c'est qu'un jour vous m'avez déclaré ceci, un autre jour vous m'avez répondu cela. » M. Roger a dû se convaincre plus tard qu'il s'était un peu exagéré le royalisme de M. Villemain.

C'est en 1821 que l'auteur de *l'Histoire de Cromwell* fut appelé, malgré sa jeunesse (il n'avait pas encore trente ans), à hériter du fauteuil de M. de Fontanes ; l'affection et la reconnaissance qu'il portait à son prédécesseur donnèrent à son discours un attrait assez rare dans ces sortes de compositions, l'attrait qui naît d'une émotion vraie et profondément sentie. En louant avec abandon et sans réserve celui qui avait protégé ses premiers pas dans la vie, M. Villemain laissa parler son cœur, et il fut éloquent.

L'année suivante, en 1822, le nouvel académicien fut chargé de répondre au vénérable Dacier qui succédait au duc de Richelieu ; j'aime à noter dans ce discours, au milieu de louanges sans doute bien sincères et peut-être aussi légitimes à l'adresse de Louis XVIII, de nobles et patriotiques

paroles sur les malheurs de la France en 1815.

Cependant Louis XVIII mourut, les royalistes constitutionnels furent expulsés des affaires, le cabinet Villèle se forma. Charles X, à son avènement, avait débuté par l'abolition de la censure ; mais les esprits éclairés et judicieux commençaient à s'inquiéter des tendances du ministère, appuyé sur une majorité fougueuse sortie des élections qui suivirent la guerre d'Espagne.

Plusieurs écrivains ont reproché à M. Villemain d'avoir, à cette époque, adressé à Charles X de pompeux éloges, soit comme président de l'Académie, soit à l'ouverture de son cours de 1824. Il me semble que si l'on eût examiné avec quelque attention les passages incriminés, on eût reconnu au contraire que M. Villemain excellait déjà dans un art qu'il possède au plus haut degré, celui de cacher sous la louange une vérité, un avertissement ou même une censure.

« Monarque aimable et vénéré, dit M. Villemain en 1824 en parlant de Charles X, il a la loyauté des mœurs antiques et les lumières modernes; sa religion est le sceau de sa parole — (suit une énumération des qualités attribuées au roi, qui se termine ainsi :) — Ses paroles semblent un bienfait public parce qu'elles sont toujours l'expression de

cette âme française et loyale qui veut régner par les lois, qui met sa grandeur à les respecter, et mesure son pouvoir sur l'amour, les espérances et les institutions de son peuple. »

Si l'on admet que Charles X fût déjà dans l'intention de mettre sa volonté à la place des lois, on est bien forcé d'admettre que le compliment du spirituel académicien dut le flatter médiocrement (1).

Les opinions politiques de M. Villemain me semblent avoir subi une progression analogue à celle de ses opinions littéraires. Dans les deux routes il a marché avec son temps sans le devancer jamais. Les aventureux, les *oseurs* en tous genres, ont leur beau côté d'originalité et d'énergie, mais ils ont aussi leur côté faible qui se résout en politique par des chimères, et en littérature par des absurdités. Ces deux choses, la chimère politique et l'absurdité littéraire, sont essentiellement antipathiques à la nature de M. Villemain. Schlegel dit quelque part que l'esprit tue l'enthousiasme; M. Villemain est sans doute sus-

(1) Toutes les harangues de M. Villemain, à cette époque, ont ce même caractère *amphibie*.

ceptible d'enthousiasme, car il a une grande vivacité d'imagination; mais cette imagination est si puissamment pondérée par la raison, qu'il est, je crois, aussi impossible à M. Villemain d'être un novateur audacieux qu'un routinier entêté. Cette espèce d'équilibre parfait entre l'imagination et la raison donne à la physionomie littéraire et politique de M. Villemain un je ne sais quoi de complexe et d'original; elle est à la fois grave et animée, régulière et mobile, prudente comme la tradition et ardente comme la nouveauté.

Dans le grand mouvement d'idées qui s'est fait autour de M. Villemain depuis vingt-cinq ans, vous le trouvez toujours à égale distance des impétueux et des retardataires; il prend aux uns et aux autres ce qui lui paraît juste et vrai, il en fait un mélange à lui, il le façonne à sa guise, sous la double influence des deux facultés dont j'ai parlé plus haut; et cela devient une espèce de symbole de foi politique ou littéraire, auquel il reste assez fidèle malgré l'assaut des faits ou des idées, pour qu'on puisse dire de lui comme de quelques autres esprits éminents, que s'il n'est pas toujours parfaitement semblable à lui-même dans

les détails, du moins les grandes lignes de son existence n'ont point fléchi. — C'est ainsi qu'en politique, unissant l'amour de l'ordre et l'amour de la liberté dans une croyance volontiers formulée par ces trois principes : monarchie représentative, liberté de la presse et jugement par le jury, vous le verrez après la révolution de juillet, où il a été, comme il l'a dit lui-même, *jeté*, plutôt qu'il n'y est entré de propos délibéré, mais qu'il a franchement adoptée, vous le verrez, dis-je, quand les points d'appui de sa religion lui paraissent ébranlés, se séparer avec éclat de ses anciens amis, pour défendre à la tribune de la Chambre des pairs les mêmes principes qu'il défendait sous le ministère Villèle dans sa chaire de professeur, et à l'Académie où il rédigeait conjointement avec MM. de Châteaubriand et Lacretelle une supplique au roi contre la censure. Il est bien vrai que les lois de septembre n'ont pas empêché, plus tard, M. Villemain d'accepter un portefeuille ; mais enfin il les a combattues, et ce n'est probablement pas lui qui voudrait aujourd'hui s'opposer à leur abolition ou au moins à leur réformation (1).

(1) Il n'y a pas bien longtemps encore que, sous le minis-

C'est ainsi qu'en littérature M. Villemain, séparé à la fois des classiques et des romantiques, marchant d'un pas ferme et délibéré entre Laharpe et Schlegel, tenant, comme dit en parlant de lui M. de Châteaubriand, par le bon goût du style à l'ancienne école et par les idées à la nouvelle, capitule assez volontiers sur l'article des vieilles entraves poétiques ou dramatiques, mais à la condition *sine quâ non* de la pureté, de la clarté quant à la forme, de la vérité et du naturel quant au fond (1).

Appuyé sur ces principes fondamentaux, M. Vil-

tère du 1er mars, M. Villemain disait à M. Thiers (séance de la Chambre des pairs du 24 avril 1840) : « Je remercierai « M. le président du conseil le jour où, détruisant son ou- « vrage, il modifiera l'article des lois de septembre relatif à « l'attentat et à la compétence de la Chambre des pairs en « matière de presse. »

(1) C'est avec ce même esprit d'éclectisme judicieux et inquisiteur, tantôt sympathique avec modération, tantôt légèrement railleur, que M. Villemain a vu passer devant lui toutes les idées, toutes les passions et toutes les utopies de son temps; voici à ce sujet un petit épisode que je prends dans les souvenirs d'un voyage en France, tracé par un philosophe allemand, par Gans. C'était dans les beaux jours du saint-simonisme; le digne philosophe invita à dîner, au Rocher de Cancale, M. Villemain en compagnie de quelques adeptes assez fervents de la religion nouvelle. La conversation tomba naturellement sur le saint-simonisme. M. Villemain objectait qu'il ne comprenait pas

lemain procède en toute liberté à cette haute mission de critique remplie par lui avec tant de popularité et d'éloquence dans les dernières années de la Restauration; j'engage fortement le lecteur qui voudrait étudier à fond de graves questions que je puis à peine indiquer ici, à comparer le cours de littérature dramatique de Schlegel au cours de littérature de M. Villemain, en y joignant surtout l'excellente notice sur Shakspeare, publiée dans le volume des *Nouveaux mélanges historiques et littéraires*. Ce rapprochement est curieux à faire : on y verra sur quels points se rencontrent et sur quels points se séparent deux critiques éminents, tous deux également brillants, éloquents dans l'exposition; dont l'un, Schlegel, plus passionné, ce qui semble assez étonnant vu sa qualité d'Allemand, est à mon sens, tout préjugé national mis à part, bien inférieur au

une religion sans abnégation, sans sacrifice, sans martyrs. « Ces martyrs, s'écria un novateur fougueux, dont l'ardeur s'est un peu amortie depuis, ces martyrs, ils se trouveront ! — Mais les martyrs chrétiens, répliqua M. Villemain, ne dînaient pas au Rocher de Cancale. » Cette réponse parut sublime au docteur berlinois; il consacre trois ou quatre pages allemandes à en développer le sens sérieux et profond; j'aime autant laisser le lecteur sous l'impression de l'esprit français de M. Villemain.

critique français, quant à la pénétration, à la justesse, à la finesse du coup-d'œil ; et dont l'autre, M. Villemain, venu après Schlegel, me paraît évidemment un produit, sinon direct, au moins éloigné du vigoureux mouvement d'idées soulevé par ce dernier. Tous deux professent pour l'antiquité grecque un enthousiasme égal, et tous deux l'ont profondément étudiée. M. Villemain lui-même, tout en combattant l'opinion de Schlegel sur l'absence totale d'originalité du théâtre français du XVIIe siècle, tout en admirant avec *adoration*, comme il dit, le génie de Racine, lui refuse le sentiment complet de l'antiquité, et n'hésite pas à déclarer que ce n'est pas dans ses tragédies grecques-françaises qu'il faut chercher son chef-d'œuvre ; mais avec quelle sûreté de goût, avec quelle vigueur de style, il venge le théâtre français du superbe dédain du critique allemand ! avec quelle force de logique, plus impartial que lui, et accordant au théâtre romantique, dans la personne de Shakspeare, tout ce qu'on peut lui accorder, il retourne contre ce théâtre tous les arguments de Schlegel ! Comme il bat en brèche ce fanatisme shakspearien, qui

consiste à présenter, dans des théories faites après coup, la barbarie même qu'un grand génie recevait de son temps, comme la plus belle innovation de ce génie!

Je laisse là ce parallèle qui m'entraînerait trop loin; le lecteur pourra le continuer lui-même. Mais c'est surtout dans un admirable et complet tableau de toutes les productions du XVIIIe siècle, que M. Villemain, mélangeant dans les proportions les plus heureuses et les plus neuves la biographie, l'histoire et l'analyse littéraire, laisse bien loin derrière lui tous les critiques antérieurs. Nous possédons du cours de M. Villemain six volumes; le premier, qu'il a rédigé tout récemment de mémoire, traite de la première moitié du XVIIIe siècle. Les cinq autres, sténographiés au fur et à mesure des leçons, sont consacrés, une partie au moyen-âge, et l'autre au XVIIIe siècle, dont le professeur poursuit l'analyse littéraire jusqu'à Mme de Staël et à M. de Maistre. C'est dans cette partie que se trouvent ces belles leçons sur la tribune anglaise et française, dont chacune faisait événement dans Paris, pour aller, aussitôt prononcée et recueillie par la sténogra-

phie, se répandre dans tous les coins de la France; c'est dans les derniers temps de la Restauration, quand tous les esprits fermentaient, avides de liberté et de gloire, que M. Villemain traçait, devant la jeunesse ardente qui se pressait autour de sa chaire, d'éloquents portraits de Chatam, de Burke, de Pitt, de Fox, de Mirabeau. *Le Globe* d'alors, renonçant à peindre la parole rapide et saisissante de M. Villemain, se contentait de répéter ce mot d'Eschine sur Démosthène : « Que serait-ce si vous aviez entendu le monstre lui-même ! » N'ayant pas eu quant à moi l'avantage de l'entendre, je ne puis mieux faire que de reproduire ici un portrait tracé par M. Sainte-Beuve, avec cette finesse de touche qui caractérise le talent du peintre :

« Dans cette chaire où il monte avec une négligence qui pour être extrême n'est pas disgracieuse, dans cette chaire où il se courbe, sur laquelle il frappe avec un manque apparent de gravité qui donne le démenti aux préceptes de Cicéron et qui brave le *deformitas agendi* interdit à l'orateur, écoutez-le ! Sa voix sonore et chantante avec agrément, mélodieuse et sachant les nombres, a dès l'abord tout racheté. Il se penche, il s'avance des lèvres vers l'auditoire. Si le premier banc, légèrement reconnu, ne le gêne

point par quelques figures peu compatibles et contradictoires, sa parole se lance. Il s'inquiète encore de son auditoire sans doute, mais c'est de tous alors et non de quelques uns ; son esprit alerte et souple donne sur tous les points à la fois de cette demi-circonférence qui ondule et frémit d'une rumeur flatteuse autour de lui. Il ne se tient pas serré au centre, ferme et *ramassé* en soi, comme Bossuet l'a dit quelque part de l'abbé de Rancé ; — non, — il ne ramène pas à lui impérieusement son auditoire sur un point principal autour de la monade *moi*, comme faisait, dans sa manière différemment admirable, M. Cousin ; mais penché au dehors, rayonnant vers tous, cherchant, demandant à l'entour le point d'appui et l'aiguillon, questionnant, et, pour ainsi dire, agaçant à la fois toutes les intelligences, allant, venant, voltigeant sur les flancs et comme aux deux ailes de sa pensée, quel spectacle amusant et actif, quelle étude délicieuse que de l'entendre !... Il a ce que les anciens appelaient les jeux de l'orateur (*dicta, sales*), l'anecdote aiguisée, la sortie imprévue que son masque expressif et spirituel accompagne ; et si la saillie est trop forte, trop hardie (jamais pour le goût), si elle a trop porté, il la ressaisit au vol, il la retire, et elle échappe encore ; et c'est alors une lutte engagée de la vivacité et de la prudence, un miracle de flexibilité et de contours, et de saillies lancées, reprises, rétractées, expliquées toujours au triomphe du sens et de la grâce. »

Bientôt la révolution de Juillet vint enlever M. Villemain à sa chaire de professeur, à ses travaux littéraires, et le jeta complétement dans les

affaires (1). Élu député de l'Eure au commencement de 1830, il s'était rangé parmi les 221; présent à Paris lors de la publication des Ordonnances, il fit partie de la première réunion des quatorze députés qui se rassemblèrent, le lundi 26, chez M. Delaborde, pour aviser aux moyens de parer au coup-d'état imprévu qui menaçait la constitution. La pensée de M. Villemain suivit la progression de la pensée publique, en même temps qu'il participait à tous les actes, à toutes les protestations de la réunion des députés présents à Paris. Le vendredi 30 juillet, il croyait encore à la possibilité du maintien de la dynastie, le lendemain il n'y croyait plus, et huit

(1) Au sommaire forcément écourté des productions de M. Villemain, je dois ajouter ici une sorte de poëme en prose intitulé *Lascaris ou les Grecs du XVe siècle*, publié avec un grand succès, en 1825, au plus fort de la lutte des Hellènes contre l'oppression musulmane. Cet ouvrage est suivi d'un *Essai historique sur l'état des Grecs, depuis la conquête musulmane*, où M. Villemain se montre l'avocat habile et chaleureux de la cause grecque. Je ne puis également qu'indiquer plusieurs notices très-remarquables, un beau tableau de l'agonie du polythéisme et de l'éloquence chrétienne au IVe siècle, et divers autres travaux que le lecteur trouvera dans les volumes de *Mélanges* déjà cités. La dernière édition du Dictionnaire de l'Académie contient encore une belle dissertation de M. Villemain sur l'histoire de la langue française.

jours après, dans la mémorable séance où le trône, déclaré vacant en fait et en droit, fut adjugé à Louis-Philippe, nous voyons M. Villemain se lever pour combattre l'opinion de M. Berryer, qui essayait, en admettant l'urgence de la rectification de la charte, de faire réserver la question dynastique. M. Villemain repousse cette division, soutient que «l'intérêt premier est à la fois que le trône soit occupé et que les libertés publiques soient garanties, invoque les traditions de la révolution anglaise de 1688, et déclare que la prompte nomination de Louis-Philippe lui paraît le seul moyen de relever les barrières de l'ordre public et les garanties des libertés.»

Membre du comité de révision de la charte, il s'associa à M. Dupin pour défendre l'inamovibilité des juges; il se prononça contre les échafauds politiques et se montra, durant cette session, partisan des doctrines de modération et de liberté; membre du conseil royal de l'instruction publique, nommé ensuite vice-président de ce même conseil, et obligé, par conséquent, de se soumettre à une réélection, il échoua dans sa nouvelle candidature(1),

(1) Dans un de ses discours à la Chambre des pairs, M. Vil-

et, n'ayant pas été réélu, il fut élevé, le 11 octobre 1832, à la dignité de pair de France. Dans les grandes luttes que les premiers ministères de Juillet eurent à soutenir dans les rues de Paris et en Vendée contre les partis, il appuya de sa parole et de son vote toutes les mesures du gouvernement; plus tard, après la victoire définitive du pouvoir, il se montra partisan assez tiède des procès politiques adjugés à la Chambre des pairs. Lorsque, après l'attentat de Fieschi, le cabinet du 11 octobre crut devoir modifier la législation sur la presse et restreindre les attributions du jury, M. Villemain attaqua la loi proposée dans un discours qui fit une grande sensation; c'est un des meilleurs qu'il ait jamais prononcés. Il traita la question sous toutes ses faces avec une grande supériorité; il s'appuya sur ce principe constamment soutenu par lui sous la Restauration, et alors défendu par M. de Broglie lui-même, rapporteur du projet de loi sur la presse de 1819, que les délits de la presse, étant des délits d'opinion, ne pouvaient ressortir que d'un tribunal d'opinion, c'est-à-dire

lemain attribue sa non-réélection à son vote sur l'inamovibilité des juges.

du jury ; il combattit la qualification d'attentat par laquelle on cherchait à tourner le principe ; il soutint que le projet ministériel était plus restrictif de la constitution que les plus mauvaises lois de la Restauration, et enfin il établit que la juridiction déférée à la Chambre des pairs lui était plus nuisible qu'utile.

Quand se forma la coalition contre le ministère Molé, M. Villemain fut, dans la Chambre des pairs, son plus vigoureux champion ; associé à MM. Odilon Barrot, Guizot et Thiers, il rompit des lances en faveur du *gouvernement parlementaire* contre le *gouvernement personnel*. Ce combat de mots ne produisit, on le sait, d'autre résultat qu'un ministère de plus, celui du 12 mai, et M. Villemain, membre du nouveau cabinet, reprit naturellement la thèse de M. Molé sur la fusion, la conciliation des partis intermédiaires, le tout au grand scandale de M. Odilon Barrot, réclamant l'exécution du programme, et des ministres déchus du 15 avril, demandant à quoi bon un nouveau ministère.

On sait comment finit le cabinet du 12 mai ; né d'un incident, l'émeute Barbès, il mourut d'un

incident, le vote sur la dotation du duc de Nemours. Cette brusque manière de mourir fut pénible à M. Villemain; il aurait voulu tomber grandement, sur une question de principes, après une discussion solennelle; mais être tué sournoisement et sans bruit, trouver la mort au fond d'un scrutin, *être étouffé*, comme il disait spirituellement, *entre deux portes*, voilà ce que M. Villemain ne pardonna jamais à ses successeurs, les ministres du 1er mars. De là des discussions très-vives, et même un peu aigres, avec ces derniers, touchant leur origine.

Enfin arriva pour M. Villemain l'occasion d'une éclatante revanche. La politique extérieure léguée au cabinet du 1er mars par les cabinets précédents porta ses fruits; le traité du 15 juillet isola la France; il fallut avancer ou reculer: M. Thiers voulut marcher en avant; la Chambre et la royauté refusèrent de le suivre; il tomba. M. Villemain rentra aux affaires avec M. Guizot. Dans la bruyante discussion de l'adresse, tout en blâmant chez les autres la *polémique rétrospective*, le spirituel orateur ne s'en fit pas faute; oubliant qu'en avril 1839 il avait été *Egyptien*

autant que personne, que le maintien *des droits acquis* de Mohammed-Aly lui avait paru pour la France une question vitale, il s'efforça de rejeter sur M. Thiers toute la responsabilité de la situation; ce qui donna encore lieu à une de ces guerres d'épigrammes où M. Villemain est un adversaire très dangereux.

En résumé, professeur, écrivain, secrétaire perpétuel de l'Académie, pair de France et ministre de l'instruction publique, M. Villemain a bien mérité des lettres et de son pays. L'université n'a jamais eu à sa tête un grand-maître plus digne de la représenter par la parole, par la science, par le zèle et par la haute dignité d'une vie intègre et pure. S'il n'est pas le plus éloquent, M. Villemain est certainement le plus élégant de nos orateurs politiques. L'*Histoire de Cromwell* lui assure déjà une belle place parmi nos historiens; mais voilà quinze ans que la France attend de lui une histoire de Grégoire VII, qu'on dit son chef-d'œuvre; on ajoute que ce grand ouvrage est fait et refait. Pourquoi donc M. Villemain ne le publie-t-il pas?

83340

Digitized by Google